

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°6 • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Visite officielle d'une délégation mongole



Les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes ont eu un échange de vues avec la délégation mongole.

Au cours de sa visite officielle au Luxembourg, M. Rinchinnyamyn Amarjargal, Président du groupe d'amitié parlementaire Mongolie-Luxembourg, s'est entretenu le 19 janvier 2010 avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, le Bureau de la Chambre et la Commission des Affaires étrangères et européennes.

Les échanges de vues ont porté pour l'essentiel sur une intensification des relations bilatérales commerciales et culturelles entre les deux pays. La Mongolie dispose d'importantes ressources en minéraux (charbon, or, cuivre, uranium). Après des décennies d'économie planifiée, le pays entreprend une difficile transition vers l'économie de marché. En parallèle, la Mongolie, État enclavé d'Extrême-Orient, ayant des frontières terrestres avec la Chine et la Russie, souhaite s'émanciper de ses voisins directs.

La délégation mongole a insisté sur le fait que le pays vient de décreté un moratoire sur la peine de mort le 17 janvier dernier. Souhaitant se démarquer davantage de la Fédération russe, la Mongolie estime que la route vers la démocratie passe par l'abolition de la peine capitale.

Cet hiver s'avère particulièrement rude pour les Mongoles et les pertes en bétail se chiffrent par centaines de milliers. Les populations rurales souffrent considérablement et on assiste à d'im-

portantes migrations vers les villes.

Les députés ont souhaité avoir des précisions sur différents pro-



M. Laurent Mosar et M. Rinchinnyamyn Amarjargal.

jets de coopération financés avec des crédits luxembourgeois. La délégation mongole s'est félicitée du bon fonctionnement de la coopération bilatérale. Un projet pilote, lancé en 2001, porte sur la télémédecine. Pour ce qui est de la coopération multilatérale, le Luxembourg finance un projet intitulé «Strengthening the Disaster Mitigation and Management System in Mongolia». En coopération avec le Programme des Nations unies pour le Développement, le Luxembourg investit 1,3 millions d'euros entre 2008 et 2010.

Depuis 2008, quelque 500 jeunes Mongols bénéficient d'une formation bancaire offerte dans leur pays et financée par le Luxembourg. Une centaine de stagiaires bancaires mongols ont par ailleurs été accueillis et formés au Grand-Duché. Un projet de formation linguistique dans le domaine de la défense comprend l'apprentissage du français et de l'anglais.

DANS CE NUMÉRO

Débats budgétaires (suite et fin)	p. 159
Chômage des frontaliers	p. 179
Discours de fin d'année du Président	p. 196
Sommaire des séances publiques N°s 13-15	p. 197
Sommaire des questions parlementaires	p. Q62

13 ^e séance	mercredi	9 décembre 2009
14 ^e séance	mardi	15 décembre 2009
15 ^e séance	mercredi	16 décembre 2009

Traitement des dossiers européens



Entrevue avec les représentants de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics.

L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne depuis le 1^{er} décembre confère aux parlements nationaux de nouveaux pouvoirs, notamment en matière de contrôle des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Les députés nationaux disposent en effet de huit semaines pour signaler aux autorités européennes si les projets de textes législatifs qu'ils élaborent respectent ces principes.

La Chambre des Députés souhaite jouer pleinement son rôle. Elle a donc décidé d'approfondir ses contacts avec les représentations du monde économique luxembourgeois.

La possibilité d'une future collaboration dans le traitement des dossiers européens a été le sujet de deux entrevues du Président de la Chambre, M. Laurent Mosar et du Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Ben Fayot avec

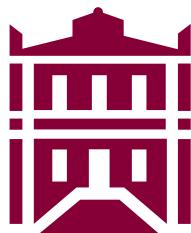
une délégation de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics le 15 janvier 2010, d'une part, et des représentants de la Chambre de Commerce et de l'UEL en date du 25 janvier, de l'autre.

Les délégations étaient d'accord pour dire que le Traité de Lisbonne demande à tout organisme de se tenir bien informé afin de pouvoir réagir à temps: «Il est dans l'intérêt du pays que le monde économique et le pouvoir législatif collaborent. Il est dans notre intérêt commun que l'échange d'informations se passe de manière aussi efficace que possible.»

Le 10 décembre 2009, MM. Mosar et Fayot avaient déjà reçu dans le même contexte des délégations de la Chambre de l'Agriculture, de la Chambre des Métiers, de la Chambre des Salariés et du Conseil économique et social.



(de gauche à droite) Mme Hélène Antoine, MM. Pierre Bley, Pierre Gramagna, Laurent Mosar, Ben Fayot et Claude Frieseisen.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°6 • SESSION ORDINAIRE 2009 - 2010

Profession de l'audit

5872 - Projet de loi relative à la profession de l'audit et:

- portant transposition de la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil,

- portant organisation de la profession de l'audit,

- modifiant certaines autres dispositions légales, et

- portant abrogation de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseur d'entreprises

1. Objet du projet de loi sous rubrique

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006, dite huitième directive modifiée, concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil.

La directive 2006/43/CE précitée vise à harmoniser et à renforcer le contrôle légal des comptes dans les États membres de l'Union européenne. Elle comporte un certain nombre de dispositions essentielles. Elle prévoit ainsi des règles d'harmonisation en matière d'agrément, de formation et d'enregistrement des contrôleurs légaux des comptes ou des cabinets d'audit agréés ou encore des normes minimales en matière de déontologie. Elle réaffirme l'indépendance des contrôleurs légaux, ainsi que le respect de la confidentialité et du secret professionnel.

Elle prévoit encore que les États membres veillent à ce que les contrôleurs légaux de comptes et les cabinets d'audit effectuent le contrôle légal conformément à des règles de contrôle ou d'audit internationales et que les contrôleurs légaux ou les cabinets d'audit soient soumis à un système d'assurance qualité minimale. In fine, la directive plaide pour la mise en place d'un système d'enquête et de sanctions efficace afin de détecter, corriger et prévenir une exécution inadéquate du contrôle légal des comptes.

Il échel dans ce contexte de rappeler brièvement les raisons qui ont amené les autorités communautaires à adapter le cadre en matière de contrôle légal via l'adoption de la huitième directive modifiée précitée. La directive de 2006 constitue la réponse européenne aux scandales financiers survenus au début des années 2000 tant en Europe (notamment l'affaire Parmalat) qu'aux États-Unis (les affaires Enron et Worldcom) et dans lesquels la qualité du contrôle légal des comptes a été mise en cause.

Aux États-Unis, l'affaire «Enron» avait incité les autorités américaines à mettre sur pieds un cadre légal pour les professions de l'audit. La loi fédérale américaine du 31 juillet 2002 sur la réforme de la comptabilité des sociétés cotées et la protection des investisseurs, communément appelée loi Sarbanes-Oxley, du nom de ses promoteurs les sénateurs Paul Sarbanes et Mike Oxley, impose de nouvelles règles sur la comptabilité et la transparence financière. Elle a notamment introduit:

- l'obligation pour les présidents et les directeurs financiers de certifier personnellement les comptes;

- l'obligation de nommer des administrateurs indépendants au comité d'audit du conseil d'administration; ou encore

- l'encadrement des avantages particuliers des dirigeants (comme la perte de l'intéressement en cas de diffusion d'informations inexactes ou l'interdiction des emprunts auprès de l'entreprise).

Cette loi oblige aussi à prévoir un contrôle interne s'appuyant sur un cadre conceptuel.

La loi Sarbanes-Oxley ou loi SOX a eu des répercussions internationales importantes. En effet, de nombreuses sociétés non américaines sont cotées à la bourse de New York et par là même soumises à la loi SOX. Sont également concernées les sociétés européennes dont les comptes sont consolidés au niveau d'autres sociétés elles-mêmes cotées aux États-Unis et appartenant à un même groupe de société. Il n'est dès lors pas étonnant que les autorités communautaires aient décidé d'adapter à leur tour les dispositions relatives au contrôle légal en s'inspirant de la loi SOX. Il s'agissait en premier lieu de s'assurer que la qualification et la supervision des contrôleurs des comptes européens puissent être considérées comme équivalentes et que les contrôleurs légaux des comptes de sociétés européennes cotées aux États-Unis ou faisant partie de groupes cotés aux États-Unis ne doivent pas être soumis à un contrôle supplémentaire des autorités américaines.

L'objectif premier du projet de loi sous rubrique est de garantir voire de rétablir la confiance du public dans les sociétés appelées à contrôler les sociétés commerciales.

Le projet de loi sous rubrique propose dans ce sens de soumettre le réviseur d'entreprises agréé, qui accomplit des missions qui lui ont été confiées il y a 25 ans à la surveillance et au contrôle de l'État. Il incombera désormais à l'État, par le biais de la CSSF, établissement public, chargée de la supervision publique, de s'assurer que les réviseurs d'entreprises effectuent des contrôles des comptes de qualité.

2. Les grandes lignes du projet de loi sous rubrique

Champ d'activités des réviseurs d'entreprises et distinction entre réviseurs d'entreprises et réviseurs d'entreprises agréés

En l'état actuel de la législation, les réviseurs d'entreprises ont un champ d'activité plus large que les seuls contrôles légaux des comptes visés par la directive de 2006. Si le champ d'activité des réviseurs d'entreprises demeurera le même que sous la loi de 1984, une distinction est introduite entre, d'une part, les réviseurs d'entreprises et, d'autre part, les réviseurs d'entreprises agréés. Si ces deux catégories de réviseurs continuent à être membres de l'IRE et s'ils seront habilités à exercer toutes les activités de la profession, certaines activités seront réservées aux réviseurs d'entreprises agréés. Il en est ainsi du contrôle légal des comptes, mais aussi de l'établissement de rapports sur les apports en nature, de rapports de liquidation, de fusion ou encore de scission.

Parmi les activités qui ne sont pas compatibles avec les activités spécifiques à la profession de l'audit et qui ne sont pas spécialement réservées aux professionnels de l'audit, et qui peuvent partant être exercées par les réviseurs d'entreprises et les réviseurs d'entreprises agréés, il est possible de citer la domiciliation, le contrôle contractuel des comptes, le conseil en matière fiscale, l'organisation et la tenue de comptabilités ou encore l'analyse par les procédés de la technique comptable de la situation et du fonctionnement des entreprises sous leurs différents aspects économique, juridique et financier.

La distinction entre les réviseurs d'entreprises et les réviseurs d'entreprises agréés permettra aux personnes qui ont la qualification professionnelle de porter le titre, même si elles n'exercent pas ou plus la profession de l'audit ou si elles se limitent à exercer les autres activités non réservées aux professionnels de l'audit.

Le titre de «réviseur d'entreprises» n'est plus lié à l'exercice effectif de la profession de l'audit, mais à la qualification acquise pour pouvoir exercer les missions qui lui sont exclusivement dévolues.

Le titre de «réviseur d'entreprises» et de «réviseur d'entreprises agréé» sera attribué par la CSSF qui peut également décider de retirer ce titre au cas où les conditions prévues par la présente loi pour l'attribution de ces titres ne sont plus remplies.

Il appartient également à la CSSF d'accorder aux réviseurs d'entreprises respectivement aux cabinets de révision l'agrément pour effectuer le contrôle légal des comptes voire exécuter d'autres missions réservées par le projet de loi exclusivement aux réviseurs d'entreprises agréés. La CSSF est, par voie de conséquence, également responsable du retrait de l'agrément.

Afin de s'assurer que la profession de réviseur d'entreprises reste un gage de qualité, le projet de loi soumet les réviseurs d'entreprises et les réviseurs d'entreprises agréés à certaines conditions. Ils sont ainsi tenus de participer à des programmes adéquats de formation continue ou de respecter certains principes de déontologie tenant à l'intégrité, à l'objectivité ou encore à l'indépendance professionnelle.

Introduction d'une désignation spécifique pour les personnes morales

À l'instar de l'approche de la directive 2006/43/CE, le projet de loi sous rubrique introduit une désignation spécifique pour les personnes morales, à savoir celle de «cabinet de révision» et de «cabinet de révision agréé» selon que ces personnes morales sont constituées majoritairement de réviseurs d'entreprises appelés à exercer des activités non spécifiquement réservées aux réviseurs d'entreprises agréés ou qu'elles sont agréées pour le contrôle légal des comptes ou autres activités réservées.

La plupart des cabinets de révision exercent à la fois des activités d'audit, des activités d'expertise comptable et fiscale, des activités réglementées par des textes spécifiques et des missions de conseil en organisation. Le projet de loi permet aux cabinets de révision agréés de maintenir cette structure pluridisciplinaire tout en prévoyant des règles visant à renforcer l'indépendance des réviseurs d'entreprises agréés et éviter ainsi des conflits.

Renforcement des exigences en matière de déontologie et d'indépendance

La directive 84/253/CEE concernait principalement l'agrément des personnes chargées du contrôle légal et ne mentionnait que de manière succincte un certain nombre d'exigences en matière de conscience professionnelle, d'indépendance et de publicité. La directive 2006/43/CE, que le projet de loi sous rubrique entend transposer en droit national, vient renforcer ces exigences. Elle oblige les États membres à mettre en place des structures destinées à encadrer les personnes effectuant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et à poser les critères auxquels ces structures doivent répondre¹, elle prévoit en outre un certain nombre d'exigences concernant la conduite même du contrôle légal des comptes, la coopération entre les Etats membres ainsi qu'avec les pays tiers et elle fixe enfin des exigences particulières concernant le contrôle légal des comptes d'entités d'intérêt public².

Les réviseurs d'entreprises et les cabinets de révision agréés ou non sont tenus au respect de principes déontologiques d'intégrité, d'objectivité, de compétence, de diligence et d'indépendance professionnelle.

Le projet de loi sous rubrique souligne l'importance de l'indépendance de la profession à plusieurs reprises. L'exercice des activités d'un réviseur d'entreprises ou d'un cabinet de révision, qu'il soit ou non agréé, n'est compatible qu'avec des activités de nature à ne pas porter atteinte aux principes de l'indépendance de la profession. Afin de garantir cette indépendance, il est également précisé que lorsqu'un réviseur d'entreprises ou un réviseur d'entre-

prises agréé accepte un emploi salarié et lorsqu'il souhaite exercer l'une des activités visées à l'article 1^{er}, point 29), il ne saura le faire que dans le cadre d'un cabinet de révision ou d'un cabinet de révision agréé.

Les réviseurs d'entreprises agréés et les cabinets de révision agréés doivent être indépendants de l'entité contrôlée: ils ne peuvent partant pas être associés au processus décisionnel de cette entité, de même qu'ils ne sauraient être liés par une relation financière, d'affaire ou d'emploi ou de toute autre nature, directe ou indirecte, avec l'entité contrôlée. Si l'indépendance est soumise à des risques (par exemple l'autorévision, l'intérêt personnel), le réviseur d'entreprises agréé ou le cabinet de révision agréé doit appliquer des mesures de sauvegarde. Le cas échéant, si les risques encourus sont plus importants que les mesures de sauvegarde, le réviseur d'entreprises agréé ou le cabinet de révision agréé renonce au contrôle légal des comptes.

Si l'entité contrôlée est une entité d'intérêt public, le réviseur d'entreprises ou le cabinet de révision agréé ne saurait procéder à un audit s'il y a autorévision ou intérêt personnel.

L'indépendance des réviseurs d'entreprises agréés qui effectuent le contrôle légal des comptes pour le compte d'un cabinet de révision agréé est préservée en ce sens que ni les actionnaires ou propriétaires du cabinet de révision agréé, ni les membres des organes d'administration, de direction et de surveillance de ce cabinet ou d'une entreprise apparentée n'interviennent dans l'exécution d'un contrôle légal des comptes d'une façon pouvant compromettre l'indépendance et l'objectivité du réviseur d'entreprises agréé.

Secret professionnel

Les réviseurs d'entreprises et les cabinets de révision agréés et non agréés sont tenus au secret professionnel. Ils sont obligés de garder secrets les renseignements confiés à eux dans le cadre de leurs missions. Ce secret n'est pas opposable à la CSSF, à l'IRE et à leurs représentants lorsqu'ils agissent dans le cadre de leurs attributions. Il en est de même pour les réviseurs d'entreprises agréés et les cabinets de révision agréés qui peuvent communiquer des informations à la CSSF et à l'IRE, dès lors qu'ils agissent dans le cadre des pouvoirs qui leur sont confiés, mais aussi à des réviseurs d'entreprises agréés ou cabinets de révision agréés, en cas de remplacement du réviseur d'entreprises ou du cabinet de révision. Le secret professionnel ne fait pas non plus obstacle à un réviseur d'entreprises ou à un cabinet de révision agréé de transmettre des informations au contrôleur du groupe responsable du contrôle légal des comptes consolidés d'un groupe d'entreprises.

La fin de la mission de contrôle ne signifie pas, au contraire, que le réviseur d'entreprises ou le cabinet de révision agréé soit délié de son obligation.

Lorsqu'une mesure de procédure civile ou d'instruction criminelle est effectuée auprès ou à l'encontre d'un réviseur d'entreprises ou d'un cabinet de révision, agréé ou non, il ne peut y être procédé qu'en présence du président de l'IRE ou son représentant ou si ceux-ci ont été dûment appelés.

Obligation de coopération et obligations professionnelles

Les réviseurs d'entreprises et les cabinets de révision, agréés ou non, sont tenus de coopérer de manière aussi complète que possible avec les autorités chargées de l'application de la loi lorsqu'elles s'adressent à eux dans l'exercice de leurs compétences.

Ils sont aussi soumis à certaines obligations professionnelles qui découlent de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme telles que l'obliga-

¹ Voir points suivants

² Idem



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°6

gation de vigilance à l'égard de la clientèle ou encore l'obligation d'organisation interne adéquate.

Mise en place d'un système de supervision publique

Parmi les principales innovations du projet de loi sous rubrique, il y a lieu de mentionner la mise en place d'un système de supervision publique. Le projet de loi sous rubrique institue la CSSF comme autorité de supervision publique de la profession de l'audit. Tous les réviseurs d'entreprises et cabinets de révision agréés sont dès à présent soumis à la supervision de la CSSF. Ce faisant, le projet de loi sous rubrique va plus loin que la directive de 2006 qui elle n'exigeait que la supervision des personnes exerçant le contrôle légal des comptes. Or, le contrôle de la CSSF s'étendra à toutes les missions confiées à titre exclusif aux réviseurs d'entreprises agréés.

La CSSF est l'organe qui répond au mieux à l'exigence d'indépendance tant par rapport aux réviseurs d'entreprises que par rapport au système de supervision posé par la directive de 2006.

La CSSF est investie, dans le cadre de la supervision publique, de pouvoirs d'inspection. Les inspections, qui sont régulières, sont un moyen pour s'assurer de la qualité élevée des contrôles légaux. Le champ de ces inspections s'étendra à la vérification du respect des diligences professionnelles en matière de contrôle légal des comptes et de missions réservées exclusivement aux réviseurs d'entreprises et cabinets de révision agréés. La CSSF a également le droit d'effectuer des enquêtes, de prononcer des injonctions ou des rappels à l'ordre ainsi que des sanctions. Le pouvoir d'enquête ne sera toutefois exercé que dans des circonstances exceptionnelles lorsqu'en raison des résultats de l'examen d'assurance qualité ou en réponse à une demande de coopération internationale la CSSF estimera utile de procéder à une vérification plus poussée.

La CSSF est également chargée de la mise en œuvre d'un système d'assurance qualité auquel sont soumises les personnes effectuant les contrôles légaux et soumis à la supervision publique. Dans ce contexte, la CSSF vérifiera que les personnes qui procèdent aux examens d'assurance qualité disposent d'une formation et d'une expérience professionnelle adéquates, entre autres en matière de contrôle légal des comptes et d'information financière. Elle veillera également à ce que les personnes chargées d'une mission d'examen d'assurance qualité spécifique soient sélectionnées de manière objective afin d'éviter un éventuel conflit d'intérêt.

À noter dans ce contexte que les activités compatibles avec la profession de l'audit et qui ne sont pas exclusivement attribuées à la profession par la loi et qui partant ne tombent pas sous le champ d'application du système de l'assurance qualité sont néanmoins soumises à contrôle. Pour ces activités, l'IRE peut procéder à des contrôles et demander des informations dans l'accomplissement de ses missions. L'IRE doit entre autres veiller au respect des normes et devoirs professionnels ou au respect par ses membres de leurs obligations professionnelles découlant de la législation en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Imposition d'obligations supplémentaires en matière de contrôle légal des «entités d'intérêt public»

Comme l'écrivent les auteurs du projet de loi, l'une des innovations majeures issue de la transposition de la directive 2006/43/CE consiste dans l'imposition d'une série d'obligations supplémentaires en matière

de contrôle légal des sociétés considérées comme «entités d'intérêt public». Il y a lieu d'entendre par «entité d'intérêt public» une société significative à raison notamment de la nature de son activité, de sa taille ou du nombre de ses employés.

À noter que les entités d'intérêt public qui n'ont pas émis de valeurs mobilières admises à la négociation sur un marché réglementé au sens de l'article 4, paragraphe (1), point 14) de la directive 2004/39/CE et leurs réviseurs d'entreprises ou cabinets de révision agréés sont exemptés de ces exigences, sauf celle relative à l'établissement d'un rapport de transparence.

Les réviseurs d'entreprises et les cabinets de révision agréés des entités d'intérêt public doivent rendre public, dans les trois mois qui suivent la fin de chaque exercice comptable, un rapport de transparence. Le projet de loi prévoit un catalogue d'informations minimales que le rapport doit contenir. Il doit, ainsi, inclure entre autres une description de leur structure juridique et de capital, éventuellement une description du réseau auquel appartient le cabinet de révision ainsi que des dispositions juridiques et structurelles qui organisent ce réseau, une description du système interne de contrôle qualité ou encore des informations financières montrant l'importance du cabinet de révision agréé tel que le chiffre d'affaires total.

Chaque entité d'intérêt public doit être dotée d'un comité d'audit chargé notamment du suivi du processus d'élaboration de l'information financière, du suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne voire de gestion des risques de la société ou encore du suivi du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés.

Au moins un membre du comité d'audit doit être indépendant et avoir des compétences en matière de comptabilité et/ou d'audit.

Dans la mesure où l'obligation d'établir un comité d'audit peut constituer pour certaines entités d'intérêt public une exigence disproportionnée par rapport à leurs structures de fonctionnement se traduisant par des coûts indus influençant la rentabilité de manière négative, des exceptions sont prévues. Ainsi, dans les PME les fonctions attribuées au comité d'audit peuvent être exercées par l'organe de gestion ou de surveillance dans son ensemble à condition au moins que, lorsque le président de cet organe est un membre exécutif, il ne soit pas le président du comité d'audit. Il est encore prévu que les entités qui disposent d'un organe remplissant des fonctions équivalentes pourront, sous certaines conditions à fixer par la CSSF, déroger à certaines exigences. Les entreprises filiales, les OPC et assimilés, les entités d'intérêt public dont la seule activité consiste à émettre des titres reposant sur des actifs au sens de l'article 2, paragraphe (5) du règlement CE N°809/2004 sont exemptés de l'obligation de disposer d'un comité d'audit.

Les réviseurs d'entreprises et cabinets de révision agréés d'entités d'intérêt public doivent, afin de préserver leur indépendance, examiner entre autres tous les ans avec le comité d'audit les risques pesant sur leur indépendance et les mesures de sauvegarde prises pour atténuer ces risques. Le projet de loi prévoit encore à cette fin, que l'associé principal chargé d'effectuer un contrôle légal des comptes est remplacé dans sa mission au plus tard sept ans à partir de sa nomination et n'est autorisé à participer à nouveau au contrôle de l'entité contrôlée qu'à l'issue d'une période d'au moins deux ans.

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

18.03.2009 Désignation d'un rapporteur

16.09.2009 Désignation d'un nouveau rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

23.09.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État

07.10.2009

14.10.2009

21.10.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

02.12.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.12.2009



www.chd.lu

Droit de mutation

5954 - Projet de loi relatif aux droits de succession et de mutation par décès et modifiant

- la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession

- la loi modifiée du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession

- la loi du 31 janvier 1921 concernant modification de l'article 22 de la loi du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession

- la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre

Le projet de loi sous avis tend à abolir les cas de traitement inégal en matière de droits de succession et de mutation par décès suivant les cas où le défunt („de cuius“) avait ou non son dernier domicile sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. L'objectif est de rendre la législation nationale sur le droit de succession conforme aux principes communautaires de liberté d'établissement, de libre circulation des personnes et de libre circulation des capitaux.

La législation actuellement en vigueur prévoit une imposition différente pour certains ayants droit dépendant du lieu de résidence du défunt ou de la défunte. Si le défunt avait son dernier domicile sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, sa succession est soumise aux droits de succession. Si le défunt n'avait pas son dernier domicile au Luxembourg, sa succession est soumise aux droits de mutation par décès.

Actuellement, la succession légale d'une personne dont le dernier domicile n'était pas situé sur le territoire luxembourgeois est imposée exclusivement sur l'actif immobilier brut situé sur le territoire luxembourgeois, à raison d'un taux de base de 2% en ligne directe et de 5% entre époux et entre partenaires ayant des enfants ou descendants communs. Ce taux de base est majoré d'un facteur multiplicateur qui augmente en fonction de la valeur de l'immeuble transmis par succession. Si le dernier domicile était au Grand-Duché, il y a exemption du droit de successions. Selon la jurisprudence la notion de domicile est à considérer au sens de la loi fiscale comme lieu où l'on a établi son habitation réelle, effective, continue.

Sans vouloir toucher aux distinctions fondamentales entre le droit de succession et le droit de mutation, le projet sous avis tend à abolir cette différenciation de régime et étend donc le cercle des bénéficiaires des exemptions aux situations visées, sans distinguer selon que le défunt ou de cuius avait son dernier domicile au Luxembourg ou non.

Le projet de loi vise plus précisément à mettre sur un pied d'égalité les ayants

droit en ligne directe, les époux ayant des enfants ou des descendants communs et les partenaires liés depuis au moins trois ans par une déclaration de partenariat inscrite conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, ayant des enfants ou descendants communs.

En outre, le projet de loi a pour objet d'étendre l'abattement de 38.000 euros prévu en matière de droits de succession en faveur des époux et des personnes unies par un partenariat au sens de la loi modifiée du 9 juillet 2004, qui n'ont pas d'enfants ou de descendants communs, également aux droits de mutation par décès, le taux d'imposition de base étant de 5% dans les deux cas.

Par une lettre adressée le 16 octobre 2008 au Gouvernement luxembourgeois, la Commission européenne a conclu que la législation établissant les droits de mutation en cas de décès d'une personne non domiciliée au Grand-Duché de Luxembourg est incompatible avec les obligations incombant au Luxembourg en vertu des dispositions du traité CE concernant la libre circulation des personnes et des capitaux.

Ces conclusions ont été confirmées par un arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes du 11 septembre 2008.

La Commission européenne a notamment identifié quatre points où l'absence de domicile au Luxembourg au jour du décès donne lieu à une imposition par voie de droits de mutation par décès plus lourde par rapport à la situation d'un défunt domicilié au Luxembourg au jour de son décès:

1. les droits de mutation par décès sont assis sur la valeur brute des immeubles sans distraction possible de dettes à charge de la succession;

2. la franchise de 1.250 euros n'est pas applicable en cas de droits de mutation par décès;

3. l'abattement entre époux de l'ordre de 38.000 euros ne s'applique pas en cas de droits de mutation par décès;

4. certaines exemptions sont exclues pour les droits de mutation par décès.

À la suite de la lettre précitée du 16 octobre 2008, le Gouvernement a décidé d'intégrer les résultats de l'analyse de la Commission et de l'arrêt précédent en amendant le projet de loi susvisé.

Les amendements portent sur deux points:

- l'extension de la franchise de 1.250 euros aux droits de mutation par décès;

- la définition du passif susceptible d'être déduit de la valeur des immeubles sis au Luxembourg en cas de droits de mutation par décès: l'imposition se fait ainsi sur base d'une assiette définie en tant que valeur nette à la fois en cas de droits de succession et en cas de droits de mutation par décès.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 21.04.2008

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

02.12.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport



Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 07.11.2008

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Michel Wolter):

31.07.2009 Désignation d'un rapporteur

01.12.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

08.12.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°256, page 5442

mes se caractérise par le fait qu'elle n'est guère réalisable à partir de la seule description écrite et de dessins. Souvent, le micro-organisme lui-même doit être considéré comme partie essentielle d'une divulgation de l'invention.

Par conséquent, dans les années 1960, les offices de brevets nationaux ont rendu obligatoire ou ont recommandé que la description écrite de l'invention dans le domaine de la microbiologie soit complétée par un dépôt du micro-organisme auprès d'un institut gérant ces collections.

Or, à défaut d'un système uniforme de dépôt et de reconnaissance d'un tel dépôt, beaucoup de titulaires de brevets se voyaient obligés de déposer le même mi-

cro-organisme dans plusieurs collections dans des États différents, pour s'assurer contre la possibilité d'annulation de leur brevet pour cause de divulgation insuffisante de l'invention. C'est dans ce contexte que le Traité de Budapest a été élaboré. Ce traité a instauré un système international uniforme de dépôt de micro-organismes.

L'adhésion aura comme effet que, si un dépôt de brevet impliquant une matière biologique aura lieu au Luxembourg, le déposant pourra utiliser les mécanismes de reconnaissance internationale du dépôt de micro-organismes prévus par le traité, au lieu de faire un dépôt auprès d'un institut indiqué à cet effet par l'administration luxembourgeoise.

Personnel des P.&T.

5987 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

Le projet de loi sous objet modifie la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications (EPT). Ces modifications s'imposent suite à l'introduction d'un statut unique, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

À part des adaptations purement terminologiques induites par la suppression de la distinction entre «ouvriers» et «employés privés», le projet de loi prévoit deux changements majeurs au niveau de la:

1. représentation du personnel au sein du Conseil d'administration

La fusion des deux statuts permet de conférer aux anciens employés privés le droit de participer activement et passivement aux élections des représentants du personnel de l'entreprise au Conseil d'administration de cette dernière, droit qu'ils n'avaient pas, puisqu'au moment du vote de la loi du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications cette catégorie n'existe pas encore au sein de l'entreprise.

Le Conseil d'administration se compose actuellement de douze membres, dont quatre représentants du personnel. Le

nombre des représentants du personnel au Conseil d'administration sera augmenté de deux unités, soit une unité pour les agents tombant sous le statut de la Fonction publique et une unité pour les salariés. Pour maintenir l'équilibre actuel au niveau de la représentation, il est proposé d'augmenter également le nombre des représentants de l'Etat de deux unités.

2. gestion des salariés

Suite à l'introduction du statut unique, le contrat collectif des ouvriers de l'Etat ne peut plus servir de base pour définir le régime de travail du personnel de droit privé de l'EPT. Les références au contrat collectif des ouvriers de l'Etat sont à remplacer.

Une disposition transitoire prévoit que les dispositions du contrat collectif des ouvriers de l'Etat et des avenants s'y rapportant en vigueur le 1^{er} janvier 2009, ainsi que les contrats de travail individuels, continueront à s'appliquer jusqu'à la mise en vigueur d'une convention collective pour les agents salariés de l'EPT.

Par ailleurs, la libéralisation totale des marchés postaux de l'Union européenne, pour le 1^{er} janvier 2013 au plus tard, exige de l'EPT de s'adapter à un environnement concurrentiel et libéralisé. Ce nouveau contexte a également des conséquences au niveau de la gestion du personnel de l'EPT, où un besoin accru de flexibilité, comparable à celle de ses concurrents, se manifeste.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 03.02.2009

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):

01.12.2009 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi, des avis des chambres professionnelles et de l'avis du Conseil d'Etat

09.12.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°249, page 4398

Inventions biologiques

6013 - Projet de loi

1) portant approbation du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, fait à Budapest le 28 avril 1977 et modifié le 26 septembre 1980 ainsi que son règlement d'exécution, adopté le 28 avril 1977 et modifié le 20 janvier 1981 et le 1^{er} octobre 2002

2) modifiant la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

Le traité à approuver vise à simplifier les formalités administratives en rapport avec certains dépôts de brevets d'invention dans le domaine biologique.

Le Traité de Budapest fait partie de la liste des traités internationaux en matière de propriété intellectuelle auxquels les États

membres de l'Union européenne se sont engagés à adhérer. Parmi les 33 États membres de l'Organisation européenne des brevets, seuls le Luxembourg, Chypre et Malte n'ont pas encore ratifié le Traité de Budapest.

Le Luxembourg a signé le Traité de Budapest le 8 décembre 1980. L'obligation toutefois de déposer un échantillon de micro-organismes pour le dépôt d'une demande de brevet pour une invention impliquant une matière biologique n'a seulement été introduite dans la législation luxembourgeoise par la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

Pour qu'une invention soit protégée par un brevet, elle doit être divulguée au public de sorte qu'un expert puisse reproduire l'invention à partir de la description qui comporte la demande de brevet. La spécificité de la divulgation des inventions impliquant l'utilisation de micro-organis-

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 12.03.2009

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):

01.12.2009 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

09.12.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°264, page 5500

INAP

6031 - Projet de loi modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat;

b) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'Etat;

c) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

d) la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique

Le projet sous avis a principalement pour objet d'ouvrir la fonction publique aux ressortissants communautaires, tout en réservant l'accès aux postes comportant une participation à l'exercice de la puissance publique aux ressortissants luxembourgeois. Le projet fait suite à un avis motivé de la Commission européenne du 27 juin 2007 estimant que la législation luxembourgeoise en matière d'accès à la fonction publique n'est pas conforme au droit communautaire.

Le projet de loi modifie ainsi plusieurs textes de lois relatifs au personnel de l'Etat et des communes, à savoir la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'Etat et, sur proposition du Conseil d'Etat, la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux.

Soulignant l'importance de la connaissance des trois langues administratives, les auteurs du projet de loi ont inséré dans le texte plusieurs modifications à apporter à la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique. L'INAP se voit confier une mission de formation et de contrôle plus efficiente pour le contrôle des connaissances des trois langues administratives.

Le projet de loi sous rubrique comporte donc deux volets, à savoir l'ouverture de la fonction publique aux ressortissants communautaires et une modification de la connaissance des trois langues administratives pour l'accès à la fonction publique.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 22.04.2009

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative (Président: M. Norbert Haupert):

19.10.2009 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

28.10.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

11.11.2009 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

Examen et adoption de propositions d'amendements

19.11.2009 Examen et adoption de propositions d'amendements

07.12.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°248, page 4394



Bac international

6064 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 juillet 2006 autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du Baccalauréat international

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de modifier le troisième alinéa de l'article 3 de la loi du 21 juillet 2006 autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du Baccalauréat international.

L'article unique dispose que les élèves des classes internationales admissibles à l'examen du Baccalauréat international ne

doivent plus avoir suivi un cycle d'études de quatre années dans une troisième langue autre que la langue française ou la langue anglaise, mais qu'ils doivent désormais avoir atteint le niveau A2 du Cadre commun de référence pour les langues établi par le Conseil de l'Europe. Il s'agit du niveau de connaissances inscrit au socle de compétences que tous les élèves à l'école fondamentale luxembourgeoise doivent avoir atteint avant d'accéder à l'enseignement post primaire.

Cette modification s'explique essentiellement par des expériences peu convaincantes résultant de la disposition initiale qui a exigé un cycle d'études de quatre années.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 03.08.2009

Rapporteur: M. Raymond Weydert

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali KAES):

29.10.2009 Désignation d'un rapporteur

19.11.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

10.12.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

15.12.2009 Adoption d'un rapport adapté

Vote en séance publique: 16.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°256, page 5443

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 25.08.2009

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

03.12.2009 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'Etat

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: N 265, page 5520

Station d'épuration Moselle

6063 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle inférieure

Le projet de loi autorise l'État à participer au financement de la station d'épuration pour la Moselle inférieure, cette station permettant le traitement des eaux résiduaires des communes luxembourgeoises de Stadtbredimus, Wormeldange, Lenningen, Grevenmacher et Mertert.

Dans une optique de rationalisation des investissements publics, le projet prévoit également la construction des infrastructures d'assainissement du Port de Mertert et le raccordement de ces infrastructures à la station d'épuration intercommunale, ainsi que le raccordement de l'aire d'auto-

route de Wasserbillig à la station d'épuration de Grevenmacher.

La construction de la nouvelle station d'épuration est nécessaire pour répondre aux exigences de la réglementation européenne qui impose aux agglomérations supérieures à 2.000 équivalents-habitants au moins un traitement biologique des eaux usées. Actuellement, les eaux résiduaires des agglomérations sont collectées par un réseau d'égouttage plus ou moins complet et éconduites sans traitement communal préalable directement dans la Moselle.

Les investissements prévus s'inscrivent dans la ligne droite d'un autre projet qui a fait l'objet de la loi du 16 juin 2009 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure.

Accord de réadmission

6080 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la République d'Arménie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 juin 2009

Le projet de loi porte approbation de l'accord de réadmission de personnes en séjour irrégulier entre les États du Benelux et l'Arménie ainsi que du Protocole d'application de l'accord.

Les accords de réadmission admettent comme principe général que chaque par-

tie réadmet sur son territoire ses ressortissants qui se trouvent en séjour irrégulier sur le territoire d'une autre partie contractante.

À l'instar d'autres accords de réadmission, l'accord entre les pays du Benelux et l'Arménie définit les conditions et les modalités pratiques de la procédure de réadmission, dont les données à inclure dans la demande de réadmission, les délais, la fermeture de l'obligation de réadmission, la répartition des frais de transport ou encore les règles sur le transit des personnes à destination de leur pays d'origine.

Le but est de faciliter dans la mesure du possible l'émission de documents de voyage en vue du retour d'une personne en séjour irrégulier dans son pays d'origine.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 28.10.2009

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

30.11.2009 Désignation d'un rapporteur

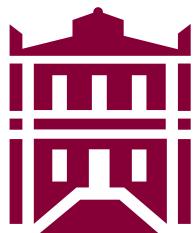
07.12.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2009

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes, législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



SÉANCE 13

MERCREDI,
9 DÉCEMBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Présidente

Sommaire

1. Communications
 - M. le Président
2. Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel
 - M. Xavier Bettel
3. Communications (suite)
 - M. le Président
4. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2010 (suite)
 - Discussion générale (suite): M. Michel Wolter, M. Xavier Bettel (M. Marc Angel intervient) M. Alex Bodry, M. Roger Negri
5. Dépôt d'une proposition de loi
 - M. Roger Negri
6. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2010 (suite)
 - M. Luc Frieden, Ministre des Finances
7. 5591 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2005
5740 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2006
5891 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2007
6058 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2008
 - Rapports de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire: M. Félix Braz
 - Discussion générale: M. Félix Eischen, Mme Anne Brasseur, M. Claude Haagen, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen
 - M. Luc Frieden, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble des projets de loi et dispense du second vote constitutionnel
8. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2010 (suite)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Motions: M. Gast Gibéryen
 - Vote sur les motions 1 et 2 (rejetées)
9. Motion de M. Xavier Bettel relative à la création du groupe de travail interinstitutionnel prévu par le programme gouvernemental pour discuter de l'implication, du rôle et des pouvoirs du Conseil d'Etat
 - Exposé: M. Xavier Bettel
 - Discussion générale: M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Lucien Lux, M. André Hoffmann, M. Jean-Louis Schiltz (à qui M. Xavier Bettel répond)
 - Vote sur la motion (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung, déi net hei ass, eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

(**Hilarité et brouhaha**)

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Par lettre du 27 novembre 2009, le Premier Ministre a informé le Président de la Chambre qu'à la suite du départ du conseiller d'Etat Alain Meyer, il y a lieu de pourvoir à son remplacement.

Conformément à la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et aux dispositions des articles 115 à 117 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'Etat.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 11 janvier 2010, l'estampe de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les

conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir:

1. être de nationalité luxembourgeoise;
2. jouir des droits civils et politiques;
3. résider au Grand-Duché;
4. être âgé de trente ans accomplis.

Den Här Bettel freet dozou d'Wuert.

2. Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, an deem Kontext wollt ech am Numm vun der Fraktiou vun der Demokratescher Partei - de Fraktiounschef vun deene Gréngen huet dès Motioun och énnerschriften - der Chamber eng Motioun presentéieren, wou mer och feststellen, dass tatsächlech e Poste fräi gëtt, a wou mer se invitierien, am beschten Délai de Groupe de travail interinstitutionnel, esou wéi en och am Accord du Gouvernement dran ass, direkt ze féieren. Et kénnt nach zu Renouvellementer vun anere Posten, an et soll een net waarde bis 2011, 2012 oder 2013, fir esou eng Diskussioun ze hunn.

Dowéinst froe mer, fir dass dat ganz séier gemaach gëtt. Hei ass den Dépôt vun der Motioun. Et sinn am Moment zwou Énnerschriften drop. Ech ka mer virstellen, dass awer de Gros vun der Chamber domadder averstanen ass. Mä et ass just, dass mer eis fixéieren, dass mer net nach bis 2014 waarden, fir d'Diskussioun ze féieren.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il s'agit de pourvoir à brève échéance à la vacance d'un siège au Conseil d'Etat;

- estimant que la composition du Conseil d'Etat devrait refléter à peu près celle de la Chambre des Députés;

- constatant que tel n'est pas forcément le cas, compte tenu du fait que les nominations se font pour une durée de 15 ans et que durant cette période le paysage politique est susceptible de se voir remodelé;

- considérant les discussions au cours de la législature précédente au sein de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle sur le projet de loi N°5458 portant modification de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat;

- estimant que le Conseil d'Etat devrait exercer ses prérogatives en matière législative et réglementaire dans les meilleures conditions possibles et ce face à l'augmentation et la complexité croissante des projets de textes normatifs dont il est saisi;

- considérant qu'une réforme en profondeur du Conseil d'Etat s'avère indispensable;

- estimant qu'il y a lieu d'approfondir les discussions sur la procédure de nomination des conseillers d'Etat;

- estimant qu'il faudrait se pencher sur la question du champ d'application des oppositions formelles;

- considérant que la Haute Corporation estime qu'il y a lieu de se pencher sur la question d'un renforcement au niveau de son organisation administrative et structurelle;

- considérant le programme gouvernemental 2009 qui prévoit qu'un groupe de travail interinstitutionnel à haut niveau entre le Gouvernement, la Chambre et le Conseil d'Etat sera constitué afin de renforcer le dialogue entre les institutions sur certains aspects de la procédure législative (notamment la communication des textes, les délais, les oppositions formelles); invite le Gouvernement à

- constituer dans les meilleurs délais le groupe de travail interinstitutionnel à haut niveau prévu par le programme gouvernemental 2009;

- s'engager à ce que la nomination et la composition du Conseil d'Etat fassent l'objet d'une discussion approfondie et soient traitées prioritairement;

- étendre la discussion à l'implication, au rôle et aux pouvoirs dévolus au Conseil d'Etat.

(s.) Xavier Bettel, Claude Adam, François Bausch, Fernand Etgen, Gast Gibéryen.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Bettel Merci. Ech géif proposéieren, mir géife méi spéit zu der Motioun kommen an da gegebenenfalls och e Vote doruwver huelen.

3. Communications (suite)

3) Du 1^{er} au 3 décembre 2009 s'est tenue à Paris la 57^e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. Y ont participé cinq membres de la délégation luxembourgeoise à savoir, le Président de la délégation, M. Norbert Haupert, Mme Lydie Err, Vice-présidente, et Mme Anne Brasseur, Membre effectif, et MM. Fernand Boden et Jean Spautz, Membres suppléants. M. Jean Huss s'est excusé.

Parmi les points à l'ordre du jour, il y a lieu de relever, entre autres, les sujets suivants:

- Vers une nouvelle architecture de sécurité pour l'Europe?

- Réponse au rapport annuel du Conseil

- Modèles et structures de coopération interparlementaire

- La sécurité européenne et le Moyen-Orient

- La surveillance maritime européenne

- La guerre en Afghanistan: les implications régionales

- L'Union européenne et les missions de maintien de la paix des Nations unies - Réponse au rapport annuel du Conseil

- Les développements en cours en matière de non-prolifération et de désarmement nucléaires

- Renforcer la base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) - Réponse au rapport annuel du Conseil

- Informations fournies par les Conseils de l'UE et de l'UEO sur la politique européenne de sécurité et de défense

- Sécurité de l'Europe et élargissement: l'évolution de l'opinion publique. L'Assemblée a adopté une résolution et neuf recommandations en rapport avec les susdits points à l'ordre du jour.

Cinq orateurs de marque ont pris la parole lors de la susdite session notamment,

- M. Håkan Jevrell, Secrétaire d'Etat à la défense, représentant la Présidence suédoise de l'UE,

- M. Theodoros Pangalos, Vice-Premier Ministre de la République hellénique, représentant la Présidence grecque de l'UEO,

- S.E.M. Vladimir Chizhov, Ambassadeur de la Fédération de Russie auprès de l'Union européenne,

- S.E.M. Carlos Fernández Arias Minuesa, Représentant permanent de l'Espagne au Conseil de l'UEO/Comité politique et de sécurité de l'UE, représentant M. Miguel Ángel Moratinos, Ministre des Affaires étrangères, représentant la Présidence entrante espagnole de l'UE/UEO et

- M. Göran Lennmarker, Président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement suédois et de la Conférence des Présidents des commissions des Affaires étrangères (Présidence suédoise de l'UE). La 58^e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale se tiendra à Paris du 15 au 17 juin 2010.

D'Chamber fier de Moie weider mat de Budgetsdebatten. Et sinn elo nach age-schriften: déi Häre Michel Wolter, Xavier Bettel, Alex Bodry a Roger Negri. Als eischte Riedner huet haut de Moien d'Wuert: den Här Michel Wolter.

4. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2010 (suite)

Discussion générale (suite)

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Här Président, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif mech wëllen an d'Rei vun deenen uschléissen, déi eisem Rapporteur, dem Här Thiel, wëlle félicitéiere fir déi exzellent Qualitéit vu senger Aarbecht, déi hie gemaach huet an der Finanzkommission, där hire President ech jo entre-temps sinn. Do hu mer an deene leschte Wochen a Méint, mengen ech, eng ganz interessant an eng ganz gutt Aarbecht am Virfeld vun den Diskussiounen vum Budget gemaach. Déi Diskussiounen an de Kommissionen kommen net gradesou eraus, mä mir alleugerten an der Kommission waren der Meenung, dass de Rapport, deen den Här Thiel présentiert huet, e Rapport ass, deen derwäert ass, gelies ze ginn, well en eng Rei vun Analyse mécht, déi och fir Leit, déi och an der Politik net esou bewandert sinn, op eng lierlech Aart a Weis novollzéibar sinn.

Et ass en Dokument, wat d'Genèse vun engem Problem eriwwerbréngt, dee fir Lëtzebuerg eng dach speziell Situationsmat sech bruecht huet. Lassgetrëppelt duerch eng Finanzkris an Amerika, där hir Ursache wäit vun eisem Land ewech ze siche sinn, huet sech relativ séier eng



international Kris douraus erginn, déi sech net op de Finanzsecteur limitéiert huet an déi schlussendlech an enger Budgetskris zu Lëtzebuerg gelant ass. Fir eisen Deel a fir de Moment sinn dat déi gréissten Auswirkungen.

Mir sinn, mengen ech, an enger totaler Diskrepanz, wann een d'öffentlech Meenung dobaussem, déi gefillte Meenung bei de Leit analyséiert, an d'Realitéit vun deem, an deem mer dra sinn, an ech hunn och d'Gefill gehat, wann ee géschter d'Debatten hei suivéiert huet, dass dat vun alle Säiten och esou gesi gëtt.

Déi gefillte Meenung bei ville Leit, net bei allen - et kann ee jo ni generaliséieren op honnert Prozent -, mà déi gefillte Meenung bei ville Leit ass déi, dass déi Kris am Fong e bësse laanscht eis gaangen ass, dass mer awer net esou touchéiert gi sinn dovun, dass certes de Chômage an d'Luucht gaangen ass, dass méi Leit an der Aarbechtslosegkeet sinn, mà dans la mesure, wou dat haapsächlech an der Industrie de Fall ass, wou déi gréisste Schwierigkeete sinn, an an deene Secteuren, déi beträff sinn, haapsächlech Frontaliere schaffen, ass an der gefillter Lëtzebuerger Meenung déi Kris nach net esou ukomm - ech soen émmer, mat Ausnahmen -, wéi dat vläicht am Ausland de Fall ass.

Et ass eng antizyklesch Politik gemaach. Ech kommen direkt herno nach eng Kéier dorobber zréck. Et ass also Geld do, d'Moyené stinn zur Verfügung, souwuel fir Investissementer ze maache wéi och fir déi normal Aktivitéiten ze finanzéieren. D'Geschäfter lafen. Wann Der a Geschäft eragt, da gesitt Der, dass dee Business nach ganz gutt funktionéiert. Also ass déi gefillte Meenung e bëssen déi, huet een d'Gefill, wéi wann et déi Kris wuel ginn ass, et huet ee se gesinn, mà et huet ee se hei zu Lëtzebuerg net esou gespurt.

D'Realitéit ass an eisen Aen awer e bëssen eng aner, well mir eng Rei vu Problemer an deene leschten zwielef Méint hu missen entdecken, déi riskéieren, souwuel konjunkturell wéi och strukturell Konsequenzen op de Fonctionnement vun eisem Land ze hunn.

Eng vun de Konsequenzen, iwwert déi ganz wéineg géschter geschwat ginn ass, dat ass de Problem, dee mer gesinn an der Industrie. Ech ginn d'Impressioune net lass, wéi wann déi Kris, déi hei amgaangen ass, wesentlech méi schwéier an och méi definitiv Aschnétt an d'Industrie, an den Industriesecteur, an eis Industrieaktivitéit hei zu Lëtzebuerg wäert kréien, wéi mer dat haut wouerhunn.

Mir hunn, an dat wësse mer nach net esou richteg, dat huet een och géschter gespuert an den Diskussionen, entweder e konjunkturellen oder e strukturelle Problem op eiser Finanzplaz. Mir sinn eis nach net esou eens driwwer, ob et konjunkturell, ob et strukturell oder ob et eng Kombinatioun vun deenen zwee Effekter gëtt, well ee gesait, dass aus där Kris eraus jo och an der Sich no potenzielle Schëllege mam Fanger op Leit, op Plaze gewise gëtt, an dass probéiert gëtt vu gewëssener Säit, fir eng Rei vu Rieder aneschters ze dréinen, wéi dat an der Vergaangenheit de Fall war.

Mir hu virun allem, an dat ass géschter hei erauskomm, awer ganz däitlech e strukturelle Problem an eisem Budget, well mer eis Dépensésät net méi gedeckt kréie wéi an der Vergaangenheit duerch Recetten, a well doduerjer entstanen ass eng ganz Reflexioun ronderëm déi dote Fro.

De Risiko, deen d'Politik a sech dréit, an dat hu mer an der Finanzkommissioune des Längeren an des Breeden diskutéiert, dat ass dann, wann d'Weltwirtschaftssituatioun sech géif verbesseren, liicht verbesseren, mir hu jo elo matkritt, dass dat an deene leschte Woche geschitt ass, haapsächlech duerch Influenzen, déi aus China eriwwerkommen, dat d'Stëmmung weider nach géif verschärfen an eng Richtung, fir ze soen: „Majo, en fin de compte ass déi Saach jo gutt laanschtgaangen. Et ass eis net richteg eppes passeiert.“ Wann ech de

Vécu luxembourgeois awer kucken, wann ech déi Saache kucken, iwwert déi mer diskutéieren, den Déséquilibre, dee strukturellen Déséquilibre, dee mer téschent de Recetten an den Dépenses hunn, dann ass dat e ganz anert Bild.

Duerfir hu mer an der Finanzkommissioune och esou dorop insistéiert, a mir wäerten och an deenen nächste Woche weider dorobber insistéieren, dass mer e System kréien, e Kontrollsystème an en Informationssystem, deen effikass ass, deen transparent ass, fir dass mer de Suivi vun den öffentleche Finanzen hei zu Lëtzebuerg besser kenne maachen an och méi vulgariséieren, dass mer e méi enger grousser Unzuel vu Leit zougänglech maachen, dass mer all deenen, déi d'Lëtzebuerger Politik an hir Finanze suivéieren, eng Méiglechkeet ginn, fir op eng neutral, eng transparent Aart a Weis sech selwer e Bild kennen ze maachen iwwert d'Situatioun vun de Statsfinanzen an hir Evolutioun, déi se huet.

Mir hunn domadder ugefaangen an der Finanzkommissioune doduerch, dass mer mat der Comexbu zesummen all Mount beim Minister beieneekommen, fir iwwert déi leschten Donnéeën informéiert ze ginn. Ech mengen - an ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zréck -, dass en vue och vun der Tripartite, déi soll kommen, a wann déi Tripartite e Succès soll ginn, et extrem wichteg wäert sinn, dass déi Chiffren, déi op den Dësch kommen, Chiffre sinn, déi vun alle Säite kennen akzeptéiert ginn, déi net kenne falsch gemaach ginn, déi net kenne contestéiert ginn, well, wann een an dëser Situatioun, an där mer sinn, net vun enger gemeinsamer Basis ausgeet, wann een net vu gemeinsame Chiffren ausgeet, da gëtt et och relativ schwéier, fir eng Diskussioun ze féieren, déi objektiv ass.

Wat ass geschitt? Et ass jo vill dorriwwer diskutéiert ginn, wat geschitt ass an deene leschten zwee Joer. Ma, geschitt ass, dass mer téschent 2008 an 2010 mat dem Budget, dee mer elo sur place hunn, en Déséquilibre an eisem Budget wäerte kréien, dee ronn 20 bis 22% ausmécht, wat en enorme Chiffer ass. An zwar an enger Rapiditéit, wéi mer se am Fong net viraus konnte gesinn. Wann ech d'Basis huelen, 2008, an ech soen: „Meng Recetten 2008 waren och 100“ , wann ech also alles op deeselwechten Niveau setzen, da sinn ech am Joer 2009 an enger Situatioun, dass meng Recetten nach 95 sinn a meng Dépensen 109. Dat heescht, ech maachen am Joer 2009 en „gap“ téschent Einnahmen an Ausgabe vu ronn 14%. A mam Budget vum Joer 2010 ginn d'Recetten nach eng Kéier vu Basis 100 op 94 erof. A meng Dépensé gi vu Basis 100 op 115 erop.

Dat ass de Problem, mat deem mer konfrontéiert sinn, de Problem, dass mer erstmoleg an der rezenter Geschicht vun eisem Land net némmen ee Joer oder zwee Joer an enger Situatioun sinn, dass mer net manner méi kréien, mà dass mer an der Situatioun sinn, dass mer reell manner Einnahme kréie wéi déi Jore vir-drin, während op där anerer Säit eis Ausgabe weider lafen, weider funktionéieren, opgrond vun engem Modell, deen opgebaut ginn ass, deen op e gewéssent Wirtschaftswuesstum opgebaut ass, dee mat enger Rei vun Automatismen an eisem Budget versinn ass, déi et mat sech bréngen, dass ouni legislativ Ännérung de Budget op eng gewëssen Aart a Wéi schonn evoluéiert.

Mä, an dat gëtt d'Erausforderung vun deenen nächste Méint a Joren, dat ass, fir ze kucken, wéi een deen „gap“ do, wéi een deen nees zoukrit. An dat ass eben net esou, wéi wann een ee Joer kuerzfristeg e puer Sue manner kritt, mà mer sinn um Enn vum Joer 2010, wann net iergendeppes geschitt op der Recettésät, wat mer awer allegueren net gesinn, an der Situatioun, dass mer en Différentiel hunn téschent eisen Einnahmen an eisen Ausgabe vu ronn 20%.

D'Konscht vun der Politik vun deenen nächste Jore wäert doranner bestoen, an och d'Konscht vun der Ausenanersetzung heibannen an dobausse wäert doranner bestoen, fir ze kucken: Wéi bréngt mer et fäerdeg, fir déi doten Differenz nees op

null ze kréien? Dat muss d'Objektiv vun der Politik hei zu Lëtzebuerg sinn, fir se nees op null ze kréien.

D'Fro, déi géschter hei behandelt ginn ass vun enger Rei vu Spriecher, ass déi: Wat hu mer da falsch gemaach? Hu mer eppes falsch gemaach an der Vergaangenheit? Hu mer eis falsch beholl? Hätte mer aner Weiche misse stellen?

Op zwee Niveaue wéilt ech dat emol beliichten. Dat Éischt ass d'Period 1998 bis 2007. Wa mer déi lescht zéng Joer kucken, ier d'Kris komm ass, hu mer zu Lëtzebuerg 7% méi Einnahme gehat pro Joer an der Moyenne, a 5% méi Dépenses an der Moyenne pro Joer. Mir haten also e System, deen iwwert d'Längt, iwwer eng Period vun zéng Joer all Joer 2% PIB-Iwwerschoss generéiert huet. Déi 2% Iwwerschoss sinn dann affectéiert ginn an d'Investitiounsfoncen, haapsächlech fir eist Land ze moderniséieren, respektiv och eis Sozialpolitik. Eis Sozialpolitik, well ech mech kann erënneren an deene leschte Joren, dass mer öfters hei de Finanzminister, deen deemoos just Budgetsminister war, hu misse verteidege géint aner Leit, déi gesot hunn: „Ma dee sétzt op senge Suen, dee gëtt seng Suen net aus. Firwat muss dann alles an déi Fongen do goen? Wär et net besser, mer géifen nach e bësse méi verdeelen?“

Wa mer an der Situatioun sinn, an där mer haut sinn, an dat ass awer dat normaal Spill vun der Demokratie, dann huet et och eppes domadder ze dinn, dass, wann ee vill Einnahme generéiert, ee vill Goûten, vill Demandé kritt. An ee Beispill ass jo och gesot gi géschter hei an der Diskussioun, dat ass de Rentendësch vun 2000/2001, un deem allegueren d'Parteien derbäi waren, an och, wann déi eng vläicht méi haart, déi aner vläicht e bësse méi lues emol eng Kéier e Bémol agesat hunn - perséinlech gehéieren ech jo éischter zu deenen, déi emol heiansdo e Bémol gesat hunn an der Vergaangenheit -, esou ware mer awer allegueren derbäi, wann et dorën gaangen ass, déi Suen, déi mer erwirtschaft hunn, méi oder manner ge-recht, awer méiglechst gerecht, téschent eis allegueren ze verdeelen.

Wann ech dann d'Pressekonferenz vun der Demokratescher Partei vun e Méindeg kucken, ass dat och eng ganz interessant Saach ze gesinn, dass op de Pressekonferenzen een Dag virum Débat parlementaire den Toun eng Nuance méi héich ass, a wann dann de Spriecher vun der Demokratescher Partei, wat de Parteipresident war, deen déi Ried da scho méindes gehalen huet virun der Press, déi en dann dënschdes hei an der Chamber hält, dann ass se eng Nuance méi gemittlech.

Well e Méindeg den Owend huet een do kenne matkréien, wat dann an deene leschten 20 Jore geschitt wier a wat fir eng katastrophal Politik en fin de compte do gemaach gi wier, mà ech géif soen deenen Dammen an Häre vun der Demokratescher Partei: Dir waart déi lescht 20 Joer émmer derbäi, op allen Niveauen, ob et um Niveau vun der Regierung war, ob et um Niveau vun de Gemenge war, ob et um Niveau... Jo, émmer derbäi,...

(Interruption)

...mä awer och émmer derbäi an der Revendicatioun, fir néi Saachen ze maachen.

(Interruption)

Just, Här Bettel, wann een 20 Joer laang derbäi war, wann Dépensé generéiert gi sinn, da kann een net op eemol kommen a maachen, wéi wann een déi leschten 20 Joer vun der Politik net derbäi gewiescht wier.

(Interruptions)

Da muss ee seng Responsabilitéit mat huelen. An ech soe ganz kloer fir eis Partei, dass mir eis Responsabilitéit mat huelen.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Wéini hate mer de Finanzminister?

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Mir huelen eis Responsabilitéit mat.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech ka mech net dorun erënneren, Här Wolter.

(Interruptions)

Scho ganz laang hier.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo, dat ass, Här Bettel, well Dir eng ganz komesch Opfaassung hutt vun der Politik. Dir haalt net vill vun der Notioun vun enger Koali-tioun, wou een zesumme Saache mécht, och wann een de Regierungsmember an engem gewëssenen Departement net huet.

Op jidde Fall brauche mir eis vun eiser Säit net ze schumme fir dat, wat mer déi lescht 20 Joer zu Lëtzebuerg gemaach hunn, fir déi Politik, déi mer gemaach hunn. Ech mengen, dass mer déi richteg Weichen an deem Land hei gestalt hunn, dass mer Investitiounspolitik gemaach hunn, dass mer Politik gemaach hu fir d'Nohaltegeet vun eisem Land, fir dat ze développéieren, an dass mer och Sozialpolitik gemaach hunn do, wou mer et konnten. Heiansdo och do, wou mer higedriwwen oder higedräckt gi sinn, hu mer déi Politik gemaach.

Allerdéngs musse mer wëssen, dass mer déi Politik gemaach hunn opgrond vun enger gewëssener Situatioun, a mer müssen de Reflex hunn a mer müssen d'Subtilitéit hunn, fir ze gesinn, dass, wa sech méttel- oder laangfristeg déi dote Wirtschaftswuesstumsprognosen net méi be-wahrheiten, d'Rentréeén net méi kommen, mer och müssen da méi lues fueren. An dat ass fir mech d'Essence vun der Politik. D'Essence vun der Politik besteet notam-ment doranner, fir generéis ze sinn, mà fir och sécherzestellen, dass dee ganze System op d'Längt ka funktionéieren. Et gëtt also en Zesummespill téschent kuerzfristeger a laangfristeger Politik.

Da kommen ech op den zweeten Deel, dat ass déi kuerzfristeg Politik, antizyklesch Politik genannt, 2009-2010, déi mer zesummen décidéiert hunn. Ech hunn an der Chamber am Ufank vum Joer 2009 keen héieren, mir hu keen héieren, deen déi Politik do grondsätzlech a Fro gestallt huet.

Mir hu géschter certes vum Här Meisch héieren, dass hie wesentlech méi Suen an d'Albausanéierung hätt wëlle stiechen. Woubäi, wann ech e Pak maache vun 1,2 Milliarden Euro, an déi Haaptkritik besteht doranner, dass d'Regierung net genuch an d'Albausanéierung gemaach huet, da ginn ech emol dovunner aus, dass ech 95% bis 98% vun deem, wat do gemaach ginn ass, an der Substanz énnerstétzten.

Mir vun der CSV énnerstézten déi Politik, déi d'Regierung gemaach huet, 2009-2010 wélles huet, ze maachen, well mer bewosst an eng gewëssene Richtung wëlle goen. Mir maachen eis awer násicht vir. Mir wëssen, dass se net strukturell ass, déi dote Politik. Mir wëssen, dass et eng konjunkturell Politik ass.

Et ass pure Keynes, dee mer maachen. Et ass pure Keynes. Mir maachen...

► **Plusieurs voix.** - Kéis?

► **Plusieurs voix.** - Keynes!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo, dat ass nees Äre Problem.

(Interruptions et hilarité)

Neen. Här Bettel, dat ass nees Äre Pro-blème, dass Der Är Klassiker net emol kennt.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech kennen den Här Keynes, mà Dir schwätzt vu Kéis. Ech hat geduecht, Dir géift direkt schonn d'Regierung hei beurteelen.

(Interruptions)

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Et ass pure Keynes, deen an Europa gemaach gëtt. Mir maache Relance iwwert d'Demande. Dat nenне mer zu Lëtzebuerg d'Kafkraft héich halen, a mir maache staatlich Investitiounsprogrammer.

Nu muss ee wëssen, dass de Keynes e Mann aus den 30er Jore war, dee seng Theorié mat der Kris vun den 30er Joren développéiert huet, an dass sech d'Welt awer entre-temps geändert huet. Notam-ment d'Relance iwwert d'Demande, déi war an den 30er Joren direkt spierbar doduerch, dass Produktiounsanlagen do waren, wou d'Consommation och war, dass et also en direkten Effet téschent Produktioun a Consommation ginn ass, an zwar um Territoire, wou déi Politik am Fong appliziert ginn ass. An dat ass an enger globaliséierter Welt eppes ganz anescht.



SÉANCE 13

MERCREDI, 9 DÉCEMBRE 2009

Dat Zweet, dat ass, dass sech d'Theorië vum Keynes ni méi wéi 18 Méint éierens gehalen hunn, well et keng strukturell Relance ass, mä well et eng konjunkturell Relance ass, an dass een déi och als konjunkturell Relance muss gesinn. Well de Keynes an och mir kommen net laanscht eng Wourecht. An déi Wourecht, déi besteeft doranner, dass een émmer némme kann esou vill Suen ausginn, wéi een der verdéngt.

Et kann een à court terme emol eng Kéier an d'Verscheldung goen, et kann ee liicht méi Suen ausginn, et kann ee probéieren, laanscht verschidden Effeten ze kommen, mä wann een op d'Längt gesait, dass strukturell gesinn den Déphasage just téschent den Einnahmen an den Ausgaben ass, dann ass d'Politik an der Flucht fir ze reagéieren; an et ass och dat, wat mer wéiles hunn ze maachen.

Do wéll ech dem Kolleg Lux soen, dee géschter am Numm vum der LSAP hei geschwat huet, dass hien net de Monopol an och seng Partei net de Monopol huet vun deene mam gudden Härz, vun deene Mënschen, déi gutt mat de Mënsche sinn, an dat anert e bëssen esou... Ech hunn dat géschter esou emfonnt hei, esou dee Minister, dee kale Minister, deen am Fong just mat Chiffere rechent, a mir ginn an eng aner Richtung.

Mir maachen och, an ech géif soen all Partei heibanne mécht Politik fir d'Leit. Et ass d'Essenz vun der Politik hei zu Lëtzebuerg, fir Politik fir d'Leit ze maachen, an net fir Politik géint d'Leit ze maachen.

Ech énnerstellen lech net, dass Dir Politik géint d'Leit maacht, an ech ginn dervun aus, dass et och net elo an deenen nächste Méint wäert esou goen, och wann ee verschidde Meenungen zu verschiddene Sujete kann hunn, dass ee fundamental emol dervun ausgeet, dass déi eng oder déi aner Partei géint d'Leit Politik wéllt maachen, an eng aner Partei fir d'Leit Politik mécht. Well e Land an d'Schold eragoen ze loessen, an d'Scholdespiral eragoen ze loessen, do stellen ech mer d'Fro, ob dat, wann ech op d'Längt kucken, op de laangen Term kucken, ob dat wierklech eng Politik ass, déi fir d'Leit ass.

Wann ee fir d'Leit décidéiert, e Land zu verscholden, iwwer seng Capacitéiten eraus. Kuckt d'Beispill vun der Belsch, wat se an den 80er Jore gemaach hunn. An der zweeter Generatioun si se amgaangen, d'Feeler vun enger Generatioun zréckbezuelen. Et muss een also en Équilibre fannen téschent Mesuren, fir ze kucken, nees dohinner ze kommen, wou een als klengt Land muss kommen, an den Équilibre. An dat...

► **M. Lucien Lux** (LSAP).- Dir hutt och net den Amalgam vun deenen, déi mengen, dass se dee Wee do sollte goen.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Wéi sot Der?

► **M. Lucien Lux** (LSAP).- Dir hutt och net den Amalgam vun deenen, déi mengen, dass een dee Wee do an d'Scholdafel soll goen.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Neen, neen. Dat ass an der Rei.

► **M. Lucien Lux** (LSAP).- Och dat ass, mengen ech, géschter vu jiddwerengem kloergemaach ginn.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Mir welle ganz kloer an eng Richtung goen. An och wann een do an der Nuance verschidde Meenunge kann hunn, mengen ech, solle mer eis eens bleiwen, well dat gehéiert och zum Toun vun der Politik - an ech kommen herno nach drop zréck -, dass mer allegueren heibanne schaffe fir d'Zukunft vun eisem Land an dass mer allegueren der Meenung sinn, dass et eis ém d'Leit an eisem Land geet.

Ech kommen dann zu mengem drëtte Punkt. An dat ass deen, wat an eisen Aen déi grouss Erousuerderunge sinn. An ech hu se schonn ugeschwat. D'Erousuerderung Nummer 1 ass ganz sécher, fir den Équilibre téschent Einnahmen an Ausgaben erém hierzestellen. Ech mengen, mir mengen, dass een als klengt Land souwisou keng Alternativ huet. Mir sinn haut als Land Triple A Grade a mir müssen Triple A bleiwen. Eleng schonn némme wéinst der Struktur vun eiser Wirtschaft,

musse mer als Land Triple A bleiwen, well wa mer nämlech net méi Triple A wären, mä némme Double A oder A, hätt dat direkt Répercussiouen op dee gréissste Secteur, dee mer zu Lëtzebuerg hunn, an dat ass eise Finanzsecteur.

Dat heescht, wann ech et kucke vun de wirtschaftlechen Impératifs eraus, musse mer als klengt Land am Équilibre bleiwen. A souwisou, an do ginn ech mengem Fraktionspresident 100%eg Recht, wat e géschter hei gesot huet, solle mir eis net vergläiche mat Länner, mat deene mer eis net vergläiche können.

Mir sollen eis net vergläiche mat Däitschland oder mat Frankräich oder mat England, déi ganz aner Moyenen hunn an hirer Reaktioun, mä mir müssen eis vergläiche mat anere klenge Länner, déi ganz wéineg Moyenen hu fir ze reagéieren.

Mir hunn, an dat gétt d'Konscht, d'Erausfuerderung, fir en Différentiel vun 20 opzehuelen. Do geet kee Wee derlaanscht. Dee geet némme, wa mer méi Recetten hu wéi Ausgaben. Well wa mer an enger Situatioun bleiwen, dass mer méi Ausgaben hu wéi Einnahmen, da komme mer jo ni méi an den Équilibre zréck.

Mir müssen also sécherstellen, dass mer méi Einnahme kréie vun 2011, '12 un, wéi mer Ausgabe kréien, respektiv iwwer en Zäitraum, wou ee muss mateneen diskutéieren, déi Differenz émmer méi kleng maachen, fir nees op null ze kommen.

An da gétt et ganz basic: Wann ech 2% méi Einnahme generéiere wéi Ausgabe vum Joer 2011 un, da brauch ech bis zum Joer 2021, ier ech nees am Équilibre sinn. Wann ech 3% méi hunn, da brauch ech bis zum Joer 2017. A wann ech 4% méi Einnahmen hunn, da brauch ech bis zum Joer 2015, bis ech nees am Équilibre sinn.

Ech muss also, wann ech bis un d'ENN vun déser Legislatur oder bis den Ufank vun der nächster Legislatur am Équilibre nees wéll sinn, an ech gi vu minus 20 aus, an ech ginn emol dervun aus, dass dat dann ENN 2010 d'Resultat ass, da muss ech et färdeg bréngen, 4% méi Einnahme pro Joer ze kréie wéi ech Ausgaben hunn, fir um ENN vun där Period nees am Équilibre ze sinn.

An dat wollt ech och soen: Firwat schwätz mer esou vill iwwer Sécurité sociale? Firwat schwätz mer esou vill iwwert deen Deel vun der Politik, de Sozialbudget vun eisem Land?

Majo, well dat deen Deel ass an eisem Budget, an den Här Bausch huet géschter dorobber higewisen, et ass deen Deel an eisem Budget, deen net némme vun der Gewiichtung hier deen déckste Block ass, mä deen och vu senger automatescher Weiderentwécklung deen déckste Block ass, well déi 45%, déi de Sozialbudget ausmaachen, déi wuessen an der Moyenne ém 6,5% pro Joer ouni legislativ Ännernungen. Dann hu mer d'Salairen, 20%, déi wuessen ém 3%.

Jo, ech huelen hei just Chifferen, déi vun den Experten vun der Regierung virgeluecht gi si während de Koalitiounsverhandlungen. Sou dass am Fong de variabelen Deel vun eisem Budget, deen Deel, op deem mer nach kenne Politik maachen, wann ech et esou ka soen, dee representéiert quasi némme 35% vun eisem Budget. A mat deem Budget, mat deem Deel vum Budget welle mer all déi Politike gestalten, déi mer awer och musse maachen.

Mir musse weider investéieren an eis Zukunft. Mir müssen d'Recherche virundreiwen, Innovation, Moderniséierung, Schoule bauen. Mir müssen eis weiderentwéckelen als Land, wa mer konkurrenzfääg welle bleiwen.

Bleift deen dote Posten immuable, bleift d'Halschent vum Budget immuable a klémmt ém sechs an en hallwe Prozent d'Joer iwwert den automatesche System, dann ass dat net neutral, well dann huet dat automatesch Répercussiouen op de Rescht vum Budget an op d'Méiglechkeeten, déi s de hues, am Rescht vum Budget nach Politik ze maachen.

An dat ass de Grond - ech mengen, den Här Lux hat géschter och doriwwer diskutéiert a gesot: „Firwat schwätz mer émmer némme iwwert de sozialen Deel?“

Mir schwätzten net némme iwwert de Sozialbudget. Mä mir müssen awer wéissen, dass 45% vun eisem Budget haut à législation constante ém 6,5% klammen. A wann ech an eng Situatioun wéll kommen, déi ech virdru beschriwwen hunn, dass ech muss 4% méi Einnahme wéi Ausgabe vum Joer 2011 u generéieren, fir am Joer 2015 am Équilibre ze sinn, an d'Halschent vu mengem Budget klémmt ém 6,5% d'Joer automatesch, da sinn ech jo relativ séier iwwer eng Règle de tris do, wou ech an der Einnahmepolitik dann nees muss sinn, fir dat dote kennen ze finanzieréieren.

Da kommen ech op Tauxen, da komme mer op Tauxen hei zu Lëtzebuerg, wou mer 7, 8, 9% Augmentatioun vun de Recetté missten hunn, fir dat doten ze kompenséieren. An ech hu grad just gesot, dass mer dat net emol erreich hunn an de Spétejore vun 1998 bis 2007.

Dat ass déi Erausfuerderung, déi mer hunn: Wéi bréngt mer et färdeg, fir deen Équilibre do hierzestellen, andeem mer un enger ganzer Multitude vu Schrauwen dréien, fir dohinner ze kommen?

Dat muss een émmer an émmer erém widderhuelen: Mir däerfen an där doten Aart a Weis fir Politik ze maachen net an eng Scholdespiral erakommen. Mir hunn dat ausgerechent. Dat ass relativ einfach auszerechnen, well doduerch, dass de de Prêt ophéls, dass de Sue líéne gees, dat ass dee schnellsten Akt. Mä du muss déi Suen, déi s de geléint hues, herno zréckbezuelen, an du muss se zréckbezuelen net némme à leur valeur nominale, mä du muss se mat Zéns an Zénseszéns zréckbezuelen.

A wann s de als Basis hëls dat Dokument vun den Experten, wat mer an der Finanzkommissioun diskutéiert hunn, wat d'Plaz war vun eisen Diskussiouen och an der Finanzkommissioun, da stellt ee fest, dass ee bei engem Endettement vum Joer 2011 un - well vun 2011 u musse mer all Excédent de dépenses iwwer Prêts, iwwer Emprunté finanzieréieren - um ENN vun déser Legislatur scho bei téschent 6 an 8 an am Joer 2015 téschent 8 an 10% vun eisem ordinäre Budget ass, déi mer fir soss náischt gebrauche wéi fir Remboursement ze maache vun der Scholdelaascht, plus op d'Sait leeën, fir d'Kapital zréckbezuelen.

Wann ech virdru gesot hunn, dass mer schonn némme 35% vun eisem Budget zur Verfügung hunn, fir Politik ze maachen, déi mer awer musse maachen, wa mer welle virukommen, a mer ginn dann op där anerer Sait eis deen Deel vun der Politik och nach belaaschte mat risegen Zénsremboursementer, da muss ee mer iergendwann eng Kéier erklären, wéi déi ganz Geschicht nach soll opgoen.

Also musse mer ganz gutt oppassen, dass mer net an déi Fal kommen, déi awer fein ass, mat där d'Leit ganz zerfridde sinn am Ufank, fir ze soen: „Okay, elo ännere mer náischt, elo gi mer Sue líénen.“ Well vun 2011 un ass all Euro, dee mer líéinen, een, dee mer de Leit en fin de compte net ginn. Dat ass een, wou mer fir d'Leit líéne ginn, an deen d'Leit iergendwann eng Kéier herno, also mir allegueren, d'Kollektivitéit, d'Lëtzebuerger Land, d'Lëtzebuerger Natioun zréckbezuele muss.

Mir müssen oppassen op eng Rei vu Geften, déi mer am Budget hunn. Ech hunn der e puer schonn ugeschwat. De Finanzsecteur: Mir hu länger Zäit an der Finanzkommissioun driwwer diskutéiert, wéi mer mengen, dass d'Evolution do kéint sinn. Well ee jo niewent dem Fait, dass een zwar elo am Joer 2010 eng ganz Rei vun technesche Korrekture bei de Banken an de Bilanë wäert kréien, awer d'Impressiouen huet, dass d'Gesundung weltwáit vun de Banken net esou virugedriwwen ass, wéi dat elo zum Deel scho gemengt gétt.

Et ass géschter hei gesot ginn, dass den FMI notamment der Meenung ass, dass nach 50% mindestens misst provisionéiert gi vun deem, wat scho provisionéiert ginn ass, fir d'Konsequenze vun der Kris am Fong ze behiewen. Mir wéissen net - et stoung haut an der Zeitung; eise Minister ass an den Diskussiouen -, wéi et mat der Bankereguléierung an Europa an den nächste Jore virugeet. Alles dat riskéiert jo, an engem méi oder manner grousse Mooss Répercussiouen ze hunn dann op

d'Einnahmesät vun eisem Budget, well eis Bankeplaz, an dat ass jo och géschter e puermol hei gesot ginn, zu 40% am Fong eis Budget belaascht.

Tanktourismus, Zigaretten, déi och an de Volet vum Tanken eragehéieren, wou mer ganz vill Plus-valuë kréien, alles dat si Recettésäiten, déi mer net wéissen, wéi se an den nächste Jore weiderginn.

Mech huet an der Diskussioun géschter gewonnert, wéi wéineg iwwert d'Gemeinde geschwat ginn ass. Well dat ass e Sujet, dee jo awer meeschters hei an déser Chamber ganz staark debattéiert gétt. A wann ech da mäi Bléck op d'Dépensesät kucken an dervun ausginn, dass d'Expert vun der Regierung gesot hunn, dass hire Modell, dee se do ausgeschafft hunn, hire Prognosen, déi se ausgeschafft hunn, némme Bestand halen, wa mer et färdeg bréngen, d'Dépenses op 4% pro Joer ze limitéieren, net méi wéi 4% d'Joer d'Dépenses an d'Luucht ze setzen, hu mer elo schonn e bësse Retard kritt duerch 2009 an 2010.

Mä wa mer iwwert d'Period 4% d'Augmentatioun vun den Dépenses hunn, da komme mer op dat Resultat, wat se gesot hunn, mä si hunn awer an deene 4% eng Rei vu Risike mat dran, déi hir Konsequenz op de Rescht vun der Budgetspolitik hunn. Zum Beispill de Fonds pour l'Emploi, wou mer jo Mount fir Mount mierken, dass mer méi Aarbechtslosegeet kréien. Also d'Dépenses am Fonds pour l'Emploi riskéieren, 2010 an 2011 minimum staark iwwert dat ze wuessen, wat de Fonds pour l'Emploi an deene leschte Joren hat.

De Gemengesecteur: Ech perséinlech sinn ee vun deenen, déi färerten, dass de Gemengesecteur wesentlech méi hefteg betraff wäert gi vun de Konsequenze vun déser Budgetskris wéi de Stat, eleng némme doduerch, dass de Gemengesecteur quasi 50% vu sengen Dépenses als Salairesdépenses huet, déi incompréhensible par définition sinn. De Stat huet 20%. 50% ass et bei de Gemengen. Also kréien d'Gemengen nach wesentlech vill méi Schwierigkeiten, fir sech ze adaptéieren u manner Recetten, wéi de Stat dat huet.

Mir diskutéieren zu Copenhagen. Kyoto leeft 2012 aus. Kyoto riskéiert, méi deier ze gi wéi dat, wat haut an de Budgette steeet, a wesentlech méi deier ze ginn.

An deene Berechnunge sinn och selbstverständliche op der Salairesfront keng gréisser Spréng mat aberechent, déi, wann ee kuckt, wat d'Revendicatione jo awer sinn, riskéieren ze kommen.

Wann een dat dann zesumme kuckt, an ech limitéiere mäint op 4%, dass ech soen: „Dat ass dat, wou ech der Meenung sinn, driwwer däerf ech net goen, an dat do kennt awer un Ausgaben, déi ech muss maachen“; majo, da muss de d'Diskussioun iergendwann eng Kéier lancéieren, fir ze soen: „Majo, wou sinn dann déi Posten am Budget, wou ech dat dann aneschters gestalte muss?“

Schlussendlech mengen ech, dass ee sech och Gedanke muss maachen, wéi ee strukturell an Zukunft vläicht mat manner Wirtschaftswesstum auskennet.

Eng intelligent Politik wier et, den Här Bausch huet et ugemaht, an ech hoffen, dass mer et maachen, einfach emol e Schema ze berechnen, allegueren zesummen. Wa mer net iwwer zéng Joer, eng Zéngjoresperiod, 4% Wuesstum hätten, mä wa mer vläicht iwwert déi nächst Zéngjoresperiod némme 2% oder 2,5% Wuesstum hätten, wat fir eng Konsequenzen dass dat am Fong dann op den Équilibre vun eise Statsfinanzen hätt, fir dass een an der Diskussioun, déi d'nächst Joer lassgeet am Fong, eng méiglech Répercussiouen dovun och ka mat aberechnen a säi ganze Modell, deen ee wéllt opstellen.

Mir hunn de Choix, mir hunn an der Finanzkommissioun och doriwwer geschat, a mengen Aen téschent zwou Reaktiounen.

Sou wéi d'Belsch reagéiert hunn an den 80er Joren, perséinlech géif ech dat net



recommandéieren, d'Saachen erauszieben, bis et net méi geet, an d'Wourecht huet dat Land ageholl; an zwar wesentlech méi brutal, wéi se sech dat geduecht haten.

Mir hunn en zweete Modell presentéiert kritt, deen ee misst analyséieren, dat ass de schwedesche Modell aus den 90er Joren, déi gesinn hunn, datt se dee System, dee se opgebaut hunn, wat e généréeise System war, net méi géife finanzéiert kréien, an dunn an engem Kraaktakt deen adaptéiert hunn un nei Réalitéiten, ouni dass doduerch Schweden verschwommen ass. Haut ass Schweden nees e kompetitiivt Land, an deem d'Leit ganz gutt liewen, mä wou d'Politiker à un certain moment gesot hunn: „Mir hunn hei e Modell opgebaut, deen ass vun enger Rei vun Hypotheesen ausgaangen. Déi Hypotheesen, déi sinn net méi do. Also musse mer kucken, fir se ze adaptéieren.“

Mir sinn och dervun iwverzeegt, dass mir als Lëtzebuerger Land eng ganz Rei vun Atouté behalen. Och an engem Europa, wou mir méi kleng ginn. De Codeplafi notammt beweist, dass, wann een d'Leit beineee bréngt, déi Iddien hunn, ee mat enger ganzer Rei vun neie Saache ka kommen. Ech hu mat Freed gesi géschter, wéi vill am Fong Gedanken, déi do gebuer si ginn am Austausch téschent den Acteure vun der Plaz, haut an der Politik als méiglech Alternativen duergestallt ginn, wann et drém geet, eis Finanzplaz nei opzettelen. Ech géif mer wénschen, mir géifen eis wénschen, dass mer esou Akzenter och géifen an anere Secteure vun eiser Ekonomie maachen.

Wa mer iwver nei Recetté schwätzen, dat huet mech géschter wierklech gestéiert, da schwätzte mer haaptsächlech elo schonn drivwer, fir d'Steieren an d'Lucht ze setzen. Misste mer net zesumme wesentlech méi driwwer diskutéieren: Wéi kenne mer nei Sources de revenu schafen? Wéi kenne mer neie Business op Lëtzebuerg bréngen, an zwar net némmeen op der Bankeplaz, op der Finanzplaz an an den neien Technologien? Mä dorriwwer eraus musse mer eis Gedanke maachen, wéi mer strukturell als Land, wat émmer als Nischeplayer bekannt war, nei Nische kenne fannen, och wa se net méi esou einfach ze fanne sinn. Och wa se vlächt net méi esou laang daueran, wéi dat an der Vergaangenheit war, menge mir, dass een deen Effort muss maachen.

Wann ech der Regierung kéint e Wonsch mat op de Wee ginn, oder eng Recommandatioun, ech weess, dat ass net einfach, da wier et an der Regierung, fir ze weisen, dass dat doten deen neie Wee ass, an der Regierung ee bis zwee Leit domadder ze beschäftegen, quasi exklusiv ze kucken, nei Recetten ze généréeieren, ewechzekomme vun engem Schema, wou ee sech haaptsächlech mat den Ausgabe beschäftegt. Mir mussen hikommen zu engem Schema, wou ee resolut och no baussen de Leit vun der Spétzt u seet: „Mir hunn och Leit an eiser Regierung, déi schécke mir elo duerch d'Welt mat hire Beroder, mat hire Leit, fir ze kucken, nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze kréien.“

Nom System 1-10-100, een un der Spézt, deen zéng Leit fedéréiert, an déi zéng federéieren nees zéng Leit, an do musse mer kucken, déi beschten hei zu Lëtzebuerg, an där hu mer der ganz vill, esou ze federéieren, fir nei Recetten ze généréeieren. Wa mer dat wéllen erreechen, wat mer alleguer wéllen erreechen, e Sozialstat ze bleiwen, dee généréis ass mat eise Leit, wa mer dat wéllen erreechen, wat mer wéllen erreechen, fir e Land ze bleiwen, wat resolut sech der Zukunft zouwennt, dann, menge ech, musse mer eis resolut der Einnahmesäit vun eisem Budget zouwendan a resolut an deenen næchste Joren Efforté maachen, fir ze kucken an nei Domäner virzestoussen, an deene mer sinn.

Ech mengen, mir mussen nach eppes maachen, an dat gétt net einfach. Mir mussen en Industrieland bleiwen. Mir mussen e Land bleiwen, an deem Leit mat, déi net eng gutt Formation hunn... An

do kenne mir iwver Formation, Formation, Formation schwätzen, Weiderbildung, Weiderbildung, Weiderbildung, mir behale Leit zu Lëtzebuerg, déi iwver e gewesenen Niveau net erauskommen, a wa mer se weiderbilde bis zur Vergasung, komme se net eraus.

Mir müssen deene jonke Leit an der nächster Generatioun eng Aarbecht kennen ubidden. An déi ass net an Hightech-Gesellschaften. An ech weess, dass mir hei zu Lëtzebuerg alleguer an deem Senn och e bësse liddereg gi sinn, well mer soen: Dat gefält eis awer net ganz gutt. Den Damp, dee Kaméidi, dee Fait, dass do e Betrib ass, dee produzéiert, dee Knascht mécht oder esou.

Mir müssen ewechkommen dovunner, dass mer mengen, dass dat némme schlecht wier. Mä wa mer eng ganz Palette als Land wëlle behalen a wa mer net iergendwann eng Kéier total ofhängig just vum Servicendeel wëlle ginn, ass et a mengen Aen extrem noutwendeg, dass mer och um Niveau vun der Industrie alles maachen, fir ze probéieren, fir Aarbechtsplazzen ze halen.

Wa mer net kompetitiv sinn, dann, mengen ech, da muss een analyséieren: Firwat ass een net kompetitiv? Wat sinn d'Grénn, firwat dass esou Betriber sech zu Lëtzebuerg net méi wëllen nidderloessen? A wat musse mer maachen, fir dass esou Betriber sech nees zu Lëtzebuerg nidderloessen? An dat schéngt mir d'Erausforderung ze sinn, déi mer an deenen næchste Jore müssen ugoen.

Mir maachen et, mengen ech, am richtegsten, wa mer eng Dräiphasen-Diskussioun géifen d'nächst Joer maachen. De Statsminister huet jo gesot, hie géif elo an enger éischter Phas emol kucken an Eenzelgespréicher am Januar d'Leit beineen ze kréien. Dat ass awer eppes, iwvert dat si mer eis eens an der Finanzkommissioune.

Mir brauchen, éier déi Diskussiounen uginn, e gemeinsame Constat, dee validéiert ass, au risque, dass d'Tripartite, déi, wa se eng Daseinsberechtegung huet, an esou enger Situationsvu Kris nun awer muss beineekommen. Ech soen dat als een, deen éischter skeptesch ass zu engem Modell, deen doranner besteht, à tort et à travers d'Tripartite anzeruffen.

Mä wann d'Land virun enger existenzieller Kris ass, da muss d'Sozialpartnerschaft agebonne ginn, wann et drém geet, fir Lösungen ze sichen. Net exclusiv. D'Politik muss och agebonne ginn an esou eng Diskussioun. Mä d'Sozialpartnerschaft muss agebonne ginn an eng Diskussioun, wou et drém geet, fir d'Zukunft vun eisem Land ze diskutéieren.

Da kann et net sinn, dass Leit ufänken ze soen: Jo, wann dat do an dat do net ass, da komme mir iwverhaapt net. Da kann et net sinn, dass op falsche Chifferen am Fong Argumenter da fonnt ginn, fir ze soen: Mir wëllen eis eiser Responsabilitéit entzéien.

An eppes Lesches, wat ech wëll soen, dat ass, dass mer zimlech erféiert sinn iwvert den Toun, mat deem mer... Mir sinn nach net un, an déi Aart a Weis wéi verschidde Leit argumentéieren. Ech fannen, dass, wann een an där Situations ass, an där een ass, an et geet ee just d'Schold bei deen anere sichen, de part et d'autre, et seet een: Ech hunn am Fong näischt domadder ze dinn, an deen anere muss kucken, dass en de Problem léist, da si mer um falschen Dampfer.

Mir hunn dat Land hei zesummen opgebaut an deene leschten 20, 25 Joer. Zesummen hu mer et opgebaut mat deenen Nuancen, déi mer hunn. Mä ech mengen, dass mer an der grondleeänder Aart a Weis, wéi mer dat Land hei opgebaut hunn, d'accord sinn, dass mer et esou gemaach hunn.

Dann hu mer och déi verdammte Flucht, allegueren ze probéieren, wa Redressementer ze maache sinn, fir déi zesummen ze maachen. An dat geet némmeen, wann een de Partner, deen op där anerer Säit ass, respektéiert, wann een em nolauschtert, wann ee mat em diskutéiert a wann een dann zesumme probéiert, Solutiounen ze fannen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Ech soen dem Här Wolter Merci. Als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP)**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Här Thiel Merci soe fir säi schriftelechen a sái mëndleche Rapport. Ech wollt am Ufank e Wecker matbréngen, fir de Leit ze soen, dass et Zäit wier, fir ze erwachsen. Ech muss lech awer soen, dass ech eppes fonnt hunn, wat menger Meenung no an dësen Zäite méi néideg ass fir d'Koaliounsparther, dat ass en UHU-Stick; ech hu leider keen „Fast“ fonnt.

Mä mat deene Schierbelen, wéi hei d'Koaliounsparther géschter mat dem Hummer deen een op deen anere geschloen hunn, kënnt Der e bësse Pech brauchen. Op jidde Fall déi gréisst Oppositiounspartei offréiert lech gären eng Hélfel, wann Der ee Médiateur braucht téschent lech zwee.

Téschent enger 1.-Mee-OGB-L-s-Ried vun engem Här Lux an enger vill méi konzilianter a realistescher Ried vum Här Schiltz muss ee sech d'Fro stellen, wat elo déi richteg Versioun vun déser Regierung wäert sinn.

E Wecker, dee schellt, Här President, dat war nämlech ongefíer de Message, deen 2006 de Statsminister hei, wéi de Comité vun der Tripartite zesummegeruff ginn ass, dem Land matgedeelt huet. Et ass deemoools net méi an net manner drëms gaang, déi strukturell Problemer, déi d'Land kennt, an Ugréff ze huelen.

Wéi komme mer dem wuessende Chômage bai? Wéi léise mer de Problem vun ze héijen Dépensé bei gläichzäiteg manner Recetten? Wéi garantéiere mer d'Rente vu muer? Wéi stoppe mer d'Lach an der Gesondheetskeess? Wéi brénge mer et färdeg, dass eis Wirtschaft méi kompetitiv gétt?

Dat sinn net manner déi Froen, op déi de Comité, d'Tripartite, eng Äntwert sollt ginn. D'DP huet awer net gewaart, bis do de Konklav an den Damp erauskomm ass, an huet sain 33-Punkte-Programm präsentéiert.

Haut, den 9. Dezember 2009, schellt de Wecker nach eng Kéier, Här President. Awer dës Kéier ass et net den Här Juncker, mä d'DP, déi seet, dass et héich Zäit ass, fir ze reagéieren. Gläichzäiteg soe mer och, dass mer net do sinn, fir Panik ze maachen. Mä et soll een awer d'Wourecht soen.

Mir hätten nämlech just gären, dass een éierlech mat de Leit an dem Land ass a wierklech d'Wourecht seet. Dat war leider virun de Wahlen net de Fall, och wann d'CSV dat jiddwerengem erzielt huet. An dat ass och haut net de Fall. Ech ka mech erënneren un de séchere Wee an de Wahlspot vun der CSV: „Mir soen, wat Saach ass, elo, net no de Wahlen.“

Ech mengen, d'Subtilitéit vun der Lëtzebuerger Sprooch an der Ponctuation si gutt. Well et misst ee jo awer soen: „Mir soen, wat Saach ass. Elo net.“ - Punkt - „Mä no de Wahlen.“ Dat wier méi richteg gewiescht, op jidde Fall, wann de Wieler dobaussen hei nolauschtert.

Also, heiansdo muss ee sech och d'Fro stellen, wéi et ass mat... Ech wëll net soen, vu psychiatresche Krankheeten, well et kann en net alles an en Dëppé geheien. Mä wou ass d'Wourecht? Wat ass d'Meening vun deem engen a vun deem aneren?

Ech ginn een eenzeght Beispill: Secret bancaire. Den Här Thiel seet: „Wa mer d'Suppressioun vum Secret bancaire zu Lëtzebuerg hunn, si 6.000 Aarbechtsplazzen a Gefor.“ Ech zitéieren de Budgetsrapporteur.

Den Här Frieden seet, dat wier net esou dramatesch. Hien huet jo souguer a senger Ried gesot, hie géif déi Zuele vum Här Thiel net deelen. Wann ee mat verschidene Banquiere schwätz, déi soen, do géif ee bal op 10.000 Leit kommen, wann de Secret bancaire verschwanne géif. Wat ass d'Wourecht? Wat ass richteg?

D'Sozialisten hate gesot: „Grad an dësen Zäite brauch Lëtzebuerg déi bescht Formation fir jiddwereen. Lëtzebuerg brauch gutt a sécher Aarbechtsplazzen, eng breet gefächert Ekonomie an eng zolidd

sozial Sécherheet. Lëtzebuerg brauch de roude Fuedem mat nohalte Léisunge fir Mensch an Ëmwelt. Zesumme si mer staark.“

Roude Stréch, roude Fussel, roude Fuedem. Haut weess een net méi, wou wat ass. Béid Regierungsparteien hu sech verkaf, wéi wa si eleng d'Land rette kéint. Déi eng si scho längst net méi um séchere Wee, an déi aner, bei deenen ass de roude Fuedem scho längst gerass.

Erénnert lech och nach un e Radiospot vun der CSV mat enger Stëmm vun engem klenge Kand: „Mäi Papp, dee fäert fir seng Aarbechtsplaz. Mir maachen eis Suergen, mä mir vertrauen dem Jean-Claude Juncker.“ All Dag um Radio. De leschte Juni hu mer 12.512 Leit am Chômage gehat. Am Oktober 14.062. Ech géif nawell gäre wéssen, wou dat klenkt Meedchen haut ass, wa säi Papp bei Delphi, bei Villeroy & Boch geschafft huet. Huet de Papa nach émmer esou vill Vertrauen an dës Regierung?

Här President, sécher, d'Finanzkris huet eng Incidence op eis Ekonomie gehat an huet onweigerlech dozou baijedroen, dass déi strukturell Problemer, déi mer 2006 schonn haten, elo nach méi staark duerchgeschloen hunn. Ech muss soen, ech hunn dofir och e grousse Problem domadder, wann ee sech haut heihinner stellt a seet, mir hättent elo den Antikrise-budget an et hätt een et souwisou net kenne besser maachen.

De Finanzminister seet och am selwechten Otemzuch, dass mir esou en Antikrise-budget némme fir den Exercice kenne maachen an dass et zu kenge Steierherhéjunge bei de Privatpersounen a bei de Betriber kënnt. Wéi gesait et da fir d'Joren '11, '12, '13 a '14 aus?

Wéi ass et mat der Schold? Ech zitéiere souguer de Laurent Zeimet, deen an enger Zeitung schreift, déi mir manner nosteet wéi verschidene Koaliounsmemberen, dee selwer seet: Wou sinn d'Äntworten? Wou gétt et eng eenzeg Proposition, wéi ee kann d'Dette zréckbezuelen?

Kommt, mer sinn dach éierlech: Mir hypothéieren déi nächst Generatiounen. Dat ass déser Koalioun jo ganz egal. Wéi ass et mat der Schold? Wie bezilt se? Keng Antwort! Mä da gétt gesot: Wésst Der, wann et besser geet, da wäerte mer se zréckbezuele kenneen.

Ech erlabe mer dann, den Här Krecké ze zitéieren, deen op der Hierschtfiore gesot huet: «Les demandes de la place financière partiel sont passées de 3 en septembre 2008 à 135 en février 2009, touchant aujourd'hui 12.000 salariés. Certaines sociétés affichent des carnets de commande en 2009 de moins 20 à moins 40 pour cent par rapport à 2008. En juin, la production industrielle a connu une diminution de 15% par rapport à 2008.»

An dann: «Finalement l'aveu que les années fastes de la place financière risquent d'appartenir au passé et qu'il sera peu probable que les niveaux d'activité et de production puissent rapidement retrouver leur niveau d'avant crise.»

Wou sinn dann d'Äntworten, wou et jo dann direkt no dësem Budget wäert vill besser goen a wou een dann den Defizit kann decken?

Mir kréien erkläert, dass de Fonds pour l'Emploi huet misse finanziell staark énnerstëtzt ginn an dat och weider de Fall soll sinn. Mä dat awer net aus der Statskeess. Maache mer eis näischt vir! Dat heescht also, dass deemnächst d'Fra oder de Mann vun der Strooss bei d'Keess geruff ginn iwvert d'Solidaritéssteier.

Géschter huet ee gemierkt, deen ee seet Neen, deen anere seet Jo. Bei där lénker Säit hei freeet ee sech, fir wéini et ass a wéi de Montant ka sinn. Op der rietser Säit gétt gesot: Net mat eis!

Ech muss soen, Här President, viru mir téschent der CSV an der LSAP sinn hei an där Chamber véier Meter. Mä dee Gruef téschent däi Politik, déi deen een an deen aneren hei verteidegen, dat ass ee Meteren a Meteren a Kilometer déiwe Gruef, deen hei téschent deene Leit ass.

An ech zitéieren och nees eng Kéier den Här Lux. Et träfft also nees déi, déi all Dag d'Äerm eropstréppen, fir eis Ekonomie um



SÉANCE 13

MERCREDI, 9 DÉCEMBRE 2009

Lafen ze halen. Dái vun de breede Schëllerer, erénnert lech, déi sinn nees gëschter hei zitéiert ginn. Den Här Juncker hat och scho vun deene geschwat.

Den Här Frieden seet: E staarke Sozialstat ass e finanzéierbare Sozialstat. Esou wéi de Statsminister, seet den Här Frieden och elo, dass net all Reform an der Sécurité sociale als sozialen Ofbau ze kritiséieren ass an d'sozial Kohesioun a Gefor kéint bréngen. Ech kann nees énnersträichen, dass ech déi Positioun mat béniden Hänn énnerschreiwen. Ech hat deemools schonn am Koalitionssaccord jo gesot, dass si bei der DP Énnerstëtzung fénnt.

Mä mir wëssem och, dass et innerhalb vun déser Majoritéit Divergenzen gëtt, wann et ém d'sozial Selektivitéit geet. D'Regierung géif awer gutt drun doen, sech e bëssen eens ze ginn, well wann d'Problemer nees... An dat ass jo och nees d'Leitmotiv bei de Sozialisten: Kommt, mir kucken nach! Géchter, et muss nach mat deem engen oder mat deem anere geschwat ginn. Ech verstinn, da gëtt nees eng Tripartite gemaach.

Némmen net - an dofir sinn ech frou, dass den Här Wolter gesot huet, dass d'Politiker och hir Verantwortung müssen iwwerhuelen -, némmen net, dass heibannen een d'Schold ka kréien, dass en duerno manner eng Sozialpolitik mécht wéi déi Lénk, well dat ass jo le danger à gauche! Den Här Hoffmann, op eng Kéier kénnt deen nach mat dräi, véier Sëtz hei an d'Chamber, wa mir net dee roude Fuedem an eis Sozialpolitik verteidegen. Dat heesch, mir müssen dann nach méi lénks, do an deem sozialen Eck némmen net iwwerholl ginn.

Bon, wësst Der, wann d'Leit d'Wiel hunn téschen engem, dee seng Sozialpolitik verteidegt, an engem aneren, deen net weess, a wéi eng Richtung e geet, riskiéiert et fir d'Sozialistesches Partei op jidde Fall méi schwéier Zäiten op se duerzekommen.

(Interruptions et hilarité)

Dir kénnt jo e Groupe technique, Här Hoffmann, mat hinne vláicht eng Kéier maachen. Op jidde Fall, et muss een hei soen, dass d'Divergenzen téschen deenen zwee jo och hei ganz grouss sinn.

Et gëtt héich Zäit, Här President, de Realitéiten an d'Aen ze kucken. Et geet net, weiderzemaache wéi virdrun. Domadder hunn déi al an déi nei Regierung sech vun 2006 u probéiert iwwert d'Zäit ze retten. Mä elo muss agéiert ginn, well mir soss de Risque lafen, d'Zesummeliewen an d'Solidaritéit innerhalb vun eiser Gesellschaft staark op d'Prouf ze stellen.

Wann de Clavage téschen dem Raichtum vu Jonk an Al an eiser Gesellschaft émmer méi grouss gëtt, wa jonk Famillje sech d'Liewen zu Létzebuerg net méi leeschte kënnten, wann émmer manger Jonker fir émmer méi eeler Leit müssen opkommen, wann émmer déiselwecht Schëllerer émmer méi Belaaschtung aushale müssen, vill Schoule gemaach hunn, zu zwee schaffe ginn a vill leeschten an déi zwee Enner um Enn vum Mount net zesumme-kriéien, dann heesch, et opzepassen.

D'Létzebuerg waren a sinn an der Kris nach émmer solidaresch mat deenen, déi manner hunn. Dat wäert och dës Kéier net aneschters sinn, well si spieren, dass d'Zesummeliewen an eiser Gesellschaft do-vunner ofhängig ass. Mä si wëllen awer, dass hiren Effort an deem Senn honoréiert gëtt, dass och d'Hélfel réellement do uként, wou Nout un der Fra oder um Mann ass.

D'Létzebuerg si solidaresch, mä déi Objektiver, déi d'Politik sech setzt, sollen och gefällegst erreecht ginn. Mat hire Sue soll Nout net géréiert ginn, mä d'Sozialpolitik soll esou vill wéi méiglech de Leit et erlaben, de Wee zréck an en onofhängegt Liewen ze fannen. A si wëllen och, dass, wa si par malheur solllten eng Kéier an esou eng Situatioun kommen, si dann och gehollef kréien.

Eng richteg verstane Sozialpolitik setzt net eenzeg an eleng op d'Geldleeschung, esou wéi dat am Land sät Jorzéngte gehandhaabt gëtt. Eng richteg Sozialpolitik, Här President, ass déi, déi do usetzt, wou se de Leit eng richteg Perspektiv verschafft. An eng Perspektiv kréien d'Leit doduerch, dass si schnell nees eng Aar-

becht fannen an de Wee aus der Aarmut erausfannen.

D'sozial Kohesioun, Här President, ass vun deem Moment un a Gefor, wann een dat, wat offensichtlech ass, net erkenne wéllt, well een déi néideg Schrëtter och net wéllt énnerhuelen, fir némmen net dat Schlëmmst ze kréien a fir dat Schlëmmst ze verhënneren. Mir sollen net de Solidaritéitswëlle vun de Leit iwwertrapazéieren, wann een net de Courage huet, d'Sozialausgaben, déi aus dem Rudder lafen, an de Gréff ze kréien.

Här President, wa mir vun den Dépensi schwätzten, da muss ech leider och nach Folgendes lassginn, och wann et de Majoritéitspartieie vláicht net esou gutt deet. Wéi laang gëtt schonn an de successiën Budgetsrapporten drop opmierksam gemaach, dass d'Dépenses courantes fortlaufend, dass een zu enger méi grousser Rigueur budgétaire muss iwwergoen? D'DP huet alt emol den „zero base budgeting“ proposéiert. Anerer hunn déi franséisch Loi organique sur les finances - genannt de LOLF - ugefouert. Mir si jo iwwert d'Zil eens, da kommt, mir maachen et och!

Wann Der erlaabt, Här President, zielen ech och aus menger eegener Erfahrung, do, wou ech selwer Responsabilitéit droen. Et ass an der Stad Létzebuerg. L'exemple le plus édifiant assdeen nämlech, dass all d'Schäffle vun der Stad Létzebuerg am Summer gekuckt huet mat de Servicer, déi em énnerstinn, fir 18% vun de renge Frais de fonctionnement, an do sinn net d'Personalkäschten derbäi, par rapport zum Budget 2009 ze spueren.

Dat waren ém déi 40 Milliounen Euro op engem Budget vun 260 Milliounen. Elo kann ee sécher net alles eent zu eent einfach eriwwertransportéiere vun der Gemeng op de Stat, mä et muss een awer zouginn, dass et méiglech ass, wann een et wierklech wéllt. Duerfir hu mer och e Screening gemaach vun all eise Servicer, wou genau beschriwwen ginn ass, wie wat mécht, a wat misst selwer gemaach ginn a wat en sous-traitance misst gemaach ginn. An do ass dann nach eng Kéier en Énnerscheed gemaach ginn téschen de legalen Obligationen, de wichtegen Aufgaben an de sougenannten „nice to have“.

Et si Funktiounsbeschreibung vun de wichtigste Posten opgestallt gi mat Organigrammen, déi kritesch hannerfrot gi sinn. Dat heesch: Huet de Service genuch oder ze vill Moyenen, fir déi Aufgaben ze erfällen? An en fin de compte: Wat ass d'Plus-value fir de Bierger? De Bewäis ass also erstallt, dass et méiglech ass. Mir hunn net bis 2011, '12, '13 oder '14 gewaart, fir et unzepaken, mä elo direkt.

Et kann een an dësem Land eng besser Politik maache mat manner Geld. Ech ginn lech e Beispill och vun de Servicer vun der Madame Loschetter bei de Kolonien. D'Madame Reding huet e Méindeg manifestéiert virun der Gemeng, wou se da gesot huet, dat wär net normal, dass mer de Budget fir d'Vakanze bei Kanner géife sträichen. Amplaz e puer Kanner an d'Ausland ze schécken, kann ee vill méi Kanner an enger Kolonie hei am Land hunn. An et ass dat Zesummeliewen.

Wat ass den Énnerscheed ass, ob se op Lombarsjide ginn, oder ob se op lechter-nach ginn? Firwat kënne mer net méi Kanner hei am Land versuergen, eng Cohésion sociale, zesummen e Weekend verbréngen, amplaz all Mensch mat den Transporter müssen an d'Ausland ze féieren? Neen, dat huet d'Madame Reding - also, pardon, d'Madame Adam-Reding oder Reding-Adam, ech weess jo net, wéi se sech nennt elo ganz richteg, mä d'Madame Reding op jidde Fall - ervir-gehuewen, dass dat net géif goen, dass mir do Coupé géife maachen. Wat sinn d'Reaktiounen?

Et muss een heiandsdo oppassen, well Revendicationen, déi net fondéiert sinn, kënnten och e Bumerang sinn. A wann ee verschidde Reaktioune kuckt, déi och lénks a riets waren, muss ee sech d'Fro stellen, ob dat déi richteg Haltung war.

► M. le Président.- Här Bettel, den Här Angel wéllt lech eng Fro stellen.

► M. Xavier Bettel (DP).- Jo?

► M. Marc Angel (LSAP).- Här Bettel, ech wollt lech froen, ob Der mat deene Leit, déi Der elo zitéiert, eng Entrevue hat a schonn eng Kéier déi Dossieren duerch-gekläert hutt, oder ob Der lech just op déi Informatiounen,...

(Interruption)

...déi Der kritt hutt, baséiert.

► M. Xavier Bettel (DP).- Här President, ech verstinn,...

► M. Marc Angel (LSAP).- Neen, hien zitéiert hei Leit...

► M. Xavier Bettel (DP).- ...dass den Oppositiounconseiller Angel vun der Gemeng Létzebuerg elo hei e bëssen d'Plaze verwisselt huet. Ech wéll awer just...

► M. Marc Angel (LSAP).- Ma! Dir hutt ugefaangen! Also!

(Interruption)

► M. Xavier Bettel (DP).- Ech wéll awer just soen, Här President,...

► M. Jean-Louis Schiltz (CSV).- Här Bettel, da sot eis och vláicht nach, ob den Här Meisch erém seng Schipist mécht dést Joer zu Dífférendeng.

► M. Xavier Bettel (DP).- Op jidde Fall, Här President,...

► M. Jean-Louis Schiltz (CSV).- Dat ass jo lächerlech, dat do.

(Hilarité)

► M. Marc Angel (LSAP).- Ech hunn net ugefaang.

► M. Xavier Bettel (DP).- ...hu mir als Schäfferot se empfaang virun der Finanzkommissiou. An ech muss lech soen, ech sinn zimlech enttäuscht, wann een dann owes op der Télee héiert, dass mer se net wollten empfänken am Gemengerot. Mir sätzen am Gemengerot, mir können awer keng Interruption d'audience maachen, fir dass si kommen.

(Interruption)

Jo, mä... Sot, Här President, den Här Schiltz reeget sech op, den Här Angel stellt eng Fro, mä da gitt lech eens. An dann...

► M. le Président.- Här Bettel, ech mengen, mir sollen erém allegueren hei op de Krautmaart zréckkomme vum Knuedler. A fuert elo, wann ech gelift, virun hei mat Ärer Budgetsinterventioun.

► M. Xavier Bettel (DP).- Här President,...

(Brouhaha général)

...sechs Méint si sät de Wahlen an d'Land gezunn, eng Regierung huet misse schnell forméiert ginn, well mir an der Kris waren. D'Regierung léisst sech elo gär ee Joer Zäit, fir konstruktiv ze diskutéieren. Ech hu scho virdru gesot, wéi dat da wäert ausgoen.

Solle mir nach weider dreemen? Solle mer de Leit d'Gefill ginn, et wier näischt lass, dës Regierung huet alles am Gréff. Mir kréie just gesot: „Wien haut stoe bleift, fält muer zréck. Dat Land hei brauch en neien Elan.“

Wou sinn dann déi Impulser fir dësen Elan? Wou sinn déi Impulser, déi eis solle weider-bréngen, fir muer net zréckzefalen? Wou sinn déi Impulser, déi eise Sozialstat finanzierbar an domadder och staark solle maachen?

Déi Reformen, déi mer 2006 versprach kruten, sollen elo fréistens 2011 kommen. Fir d'Joren '10, '11, '12, '13, '14 wäerte mir an der Moyenne all Exercice en Defizit vun 2,3 Milliarden Euro am Budget verbuchen. Der Regierung hiert Zécken, fir Hin-an-Hier-Politik kascht all einzelne Bierger hei am Land 5.111 Euro am Joer. D'Bierger soe Merci!

D'Verléierer vun déser Politik wäerten déi kommand Generatiounen sinn, déi den Defizit, dee mir haut accumuléieren, müssen zréckbezuelen. D'Verléierer wäerten déi jonk Famillje sinn, déi sech d'Liewen zu Létzebuerg net méi wäerte leeschte kënnten. D'Verléierer wäerten d'Métteil-schichte sinn, déi d'Steiererhéijung vu muer müssen zréckbezuelen. D'Verléierer wäerten d'métteilstänneg Betriben sinn, déi duerch déi steigend Sozialausgaben u Kompetitivitéit wäerte verléieren.

De Finanzminister an den Här Wolter sollen eis, wann ech gelift, kee Cours méi

ginn iwwer Budgetspolitik oder besser iwwer Defizitpolitik hei an der Chamber oder Keynes-Politik, wou mir erklärt kréien, wéi si eis évitéiere wëllen, an d'Defizitfal ze geroden.

Här President, wien haut stoe bleift, fält zréck. D'Regierung steet.

Ech soen lech Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► M. le Président.- Ech soen dem Här Bettel Merci. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions et hilarité)

► M. Alex Bodry (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosst eis vláicht vum Knuedler erém op de Krautmaart zréckkommen.

► Une voix.- Très bien!

(Interruptions et hilarité)

► M. Alex Bodry (LSAP).- A loosse mer och net némmen hei aus der Zitatekéscht zitéieren an al Virschléi opwiermen, mä loosse mer zur Situatioun vun haut schwätzten an zu deene Perspektiven, déi sech doräuser ergiin.

Wann een némme géif den Ausgabendeel vum Budget kucken, kéint een eigentlech op den éische Bléck mengen, dass dése Budget e Budget wär wéi all déi Jore virdrun, en normale Létzebuiger Stats-budget. D'Dépensi steigen ém knapp 6% géintiwwer dem Virjoer, de Budget courant weist souguer eng Progressioun vu 6,9% op, d'staatlech Investitiounen klamme weider op ronn 1,8 Milliounen Euro. Géigeniwwer dem Virjoer 2009 bleibt also am europäesche Verglach en eemolege Progressiounsrythmus an eisem Ausgabendeel vum Budget festzestellen.

Atypesch gëtt dése Budgetsprojet doduerjer, dass sech op der Einnahmesäit d'Grondtendenze vun deene leschten 20 Joer net méi répétéieren. Zu Létzebuerg hate mer námlech déi aussergewéinlech Situatioun, dass iwwert déi zwee lescht Jorzéngten an der Moyenne d'staatlech Einnahmen ém net manner wéi 7% vu Joer zu Joer eropgaange sinn. Fir 2010 rechent de Finanzminister mat manner Einnahme vun 8,7%. Op därf enger Säit also eng Grondtendenz iwwert déi lescht 20 Joer +7% pro Joer, an engem Joer 2010 gëtt gerechent mat engem Minus vun Einnahme vun 8,7%. Ènnert dem Stréch bleibt dann e Lach - wann ech mech däarf esou salopp ausdrécken - vu geschätzten 1,3 Milliarden Euro respektiv souguer 2,1 Milliarden Euro, wann déi nom europäesche Rechnungsmodell betreucht ginn, wou och d'Investitiounen notamtment mat hirem Ausgabefong berücksicht ginn.

Esou e Lach vun zwou Milliarden Euro, dat sinn net némmen e Fénnetel vum Stats-budget, mä dat ass och eng Finanz-enveloppe, wa mer déi Suen hätten. Mä hei dréint et sech leider ém e Lach. Eng Finanz-enveloppe, déi géif et méiglech maachen, 20 Lycéeën ze bauen oder 40 Fleegheimer oder 80 Sportshale mat Schwemm. Némmen, fir ze verdäitlechen, wat d'Envergure ass vun deem Defizit, dee mer hei opweisen. Déi Sue feelen also, fir esou Investissementer ze täegen.

Et ass also schonn en enormen Defizit, deen d'Regierung fir dat nächst Joer prognostizéiert. An och, wa sech d'Wuertsums- an d'Inflatiounsviraussoe licht verbessert hu par rapport zu deenen, déi nach am September gegollt hinn, wéi d'Regierung de Budgetsprojet definitiv festgehalen huet, a wa mer och vláicht kënnten 2010 mat engem Wuesstum ém 2% rechnen, bleift, dass, wat d'Einnahmesäit vum Budget d'nächst Joer ugeet, net mat radikale Veränderungen ze rechnen ass. Et muss ee sech astellen op en zolitten, en ni gekannten Defizit an engem Budget hei zu Létzebuerg.

An eisem Budgetsminister hei zu Létzebuerg kénnt urplötzlech eng nei Missioun zou, eng nei Missioun fir Létzebuerg, well am Ausland kenne se déi doten Aufgabe



scho méi laang: Defiziter ze verwalten, ze reduzéieren an erém op eng parallel Entwécklung vun Einnahmen an Ausgaben hinzeschaffen. Bis elo war dat zu Lëtzebuerg, mat Ausnahm vun e puer Joer, net d'Haaptaufgab vun eisem Budgetsminister. D'Konscht vum Lëtzebuerger Budgetsminister huet haapsächlech doranner bestanen, d'Einnahmen ze énnerschätzen, fir net nei Appetiter waakreg ze maachen, d'Ausgabe regelméisseg an d'Lucht klammen ze loessen an och nach d'Méglechkeet ze hunn, Geld an d'Reserves ze setzen.

Jo, 2010 kénnt Lëtzebuerg an der realer Budgetswelt vun Europa un.

Et kann ee sécherlech iwwert d'Ausmooss vum Statsdefizit hannert dem Komma streiden. D'Propose vun Experten, international an national, sinn net gefestegt, wéi och d'Reprise nach net gefestegt ass. Mä den Eescht vun der Situations iwwert d'Joer 2010 eraus gëtt hei net geleet, dat huet och keng politesch Kraakt hei an désem Parlament gemaach.

Fir dat ze beleeeën a fir sech ee Moment lasszeléise vum Spill vun den Zuelen am Budget, muss een eng aner Zuel virun Aen hunn. Dat ass déi Zuel vun 20.000 méigleche Leit, déi wären Enn d'nächst Joer, wa sech d'Prognose bewährheiten hei zu Lëtzebuerg, no enger Aarbecht sichen. 20.000 Leit - dat ass enorm, dat ass dramatesch.

Mir wëssen allegueren, dass, wa sech souguer géif d'Konjunktur erhuelen, wa mer erém Wuesstumsrate vun 3% géife kuerzfristeg schreien an de Joren 2012-2013, dat no eisem Lëtzebuerger Modell keng direkt positiv Auswirkungen op d'Entwécklung vum Aarbechtsmaart huet. Beschtefalls kann et zu enger Stagnatioun op ganz héijem Niveau vun der Zuel vun deene Leit feieren, déi hei eng Aarbecht zu Lëtzebuerg sichen.

Et ass déi Situations, déi eis wuel esou staark soll interpelléiere wéi d'Diskussions ronderém de Budgetséquilibre an d'Anhale vun de Maastrichter Stabilitéitskritären, woubäi natierlech och émmer en enken Zesummenhang téschent deem engen an deem anere besteet.

Déi dote Fro, déi sozial Kris, déi sech eréischt amgaang ass voll ze entfalen, muss an dem Mëttelpunkt stoe vun den nächste Berodungen téschent der Regierung an de Sozialpartner, Berodungen och téschent der Regierung an dem Parlament.

Nei Aarbeitsplätze brauch dëst Land an enger Zäit, wou eleng am Bankesecteur wären an deenen nächste Joren duerch d'Emstrukturen, dat sech international wäert maachen, duerch d'Drécke vun de Betreibskäschten dausende Plaze verluer goen. An och den Industriesecteur riskiéiert, aus déser Kris net gestäerk, mä eischter geschwächt erauszegoen.

Duerfir ass et kloer, dass d'Regierung richteg läit, weiderzefuere mat där Politik, déi an deene leschte Jore gemaach ginn ass, fir nei Secteuren an der Wirtschaft opzebauen am Beräich vun den Emwelttechnologien, am Beräich vun de Gesondheetstechnologien, am Beräich vun der Logistik oder dem Internetbusiness. Mä all dat dote brauch Zäit. All dat dote ka kuerzfristeg keng Antwort sinn. Laangfristeg ass et schonn de Schlüssel fir en neien Ufank hei zu Lëtzebuerg.

Ugesiichts vum Ausmooss also vun deenen Erauduerungen, déi virun eis stinn, ass fir d'LSAP ausser Fro, dass all d'Investissement, déi en direkten, positiven an en nohaltegen Impakt virun allem op d'Wirtschaft, op d'Bildung, op d'Beschäftigungsstrategie hunn, an deenen nächste Jore müssen absolut Prioritéit kreien.

Mir si jo hei amgaang, och déi lescht Wochen nach, monter nei Projeten ze stëmmen, wéi wann náisch wär. D'Leit dobausse menge jo, muer géif mam Bau ugefaange ginn, wa se net scho mengen, de Bau wär amgaang, wann d'Chamber dorriwwer hei diskutéiert.

Mir sinn eis alleguerete bewosst, an dat solle mer och däitlech soen, dass e gudden

Deel vun deene Projeten net méi wären an deenen nächsten een, zwee, dräi Joer ugefaange kenne ginn, well mer och do an deenen nächste Méint - dat dauert keng Jore méi - musse Prioritéite setzen. An och do ass eis kloer, dass Investissementer a Projeten am Beräich Innovatioun/Fuerschung, nei wirtschaftlech Secteuren, Aus- a Weiderbildung, Uni Lëtzebuerg prioritar Domäne sinn.

Et ass och fir eis ganz kloer, dass, wa mer am Transportsecteur musse Prioritéite setzen, d'Prioritéit muss geluecht ginn op den öffentlechen Transport. Mir kënneis eis de Luxus net méi weider leeschten - dat konnte mer mat 7% Progressioun am Schnëtt vun eisen Einnahmen iwwert déi lescht 20 Joer -, fir iwwerall a gläichzäiteg ze investéieren. Mir musse kloer no deenen Aufgaben, déi sech eis stellen, déi Prioritéite setzen an dat och dobaussen däitlech maachen.

Fir 2011 ass fir eis och kloer, dass d'Budgetspolitik fir d'Opstellung vum nächste Budget muss doranner bestoene, dass net némme op déi grouss Bléck diskutéiert gëtt, wou mer honnerte vu Millioune menge kënneis ze verréckelen, mä dass se och am klenge Mooss gefouert ginn, dass mer effektiv all Dépense beim Stat, an dat ass nach ni zu Lëtzebuerg gemaach ginn, müssen iwwerpréiwen, ob se da wierklech néideg ass, ob se och effizient ass, an ob se déi Ziler, déi se eigentlech sech setzt, och erfëllt.

Insgesamt gëllt dat jo och fir d'Budgetspolitik vun eisem Fraktionskolleg, dem Negri Roger, mengen ech, deen déi Richtung uginn huet. An dee wäert haut do en Téppelchen dropsetzen an d'Richtung uginn, fir eng zilorientéiert Budgetspolitik ze féieren. Do musse mer aus de getréppelte Pied vun 20, 30, 40 Joer hei an der Budgetspolitik eraus, a mir müssen also méi kloer eng Evaluatioun maache vun deene Geldmittelen, déi mer ausginn, an da kucken, ob se och wierklech richteg ukommen an ob se déi Effete bewierkt hunn, déi politesch gewünscht waren. Dat ass déi Aufgab, virun däi mer eis net méi kënneen drécken, an déi muss bei der Opstellung vum Budget 2011 getätegt ginn.

Et ass evident, dass, wa mer dann un déi grouss Budgetsposte kommen, et dann net onlogesch ass, och vu Sozialausgaben ze schwätzen, well dat glécklecherweis e gudden Deel vum Lëtzebuerger Statsbudget ausmécht.

Da muss een awer och kënneen, dat maache mir als LSAP, deene Leit, déi némme welle vun Afrostellung vu Sozialausgabe schwätzen, soen, dass mer gären déi Diskussion awer méi breet gefouert hätten: iwwert de Gesamtéquilibre, d'Gerechtegkeit an eisem allgemeine Steiersystem.

Wat bréngen d'Betriber vu Steieren op? Wat bréngen d'Privatpersoune vu Steieren op? Wéi gesäit et mat der Besteierung vum Akommes aus? Wéi gesäit et mat der Besteierung vu Grond a Besetz hei zu Lëtzebuerg aus? Wéi ass et mat der Besteierung vun der Aarbecht respektiv mat der Besteierung vum Konsum? Wou stoung mer do virun 20 Joer? Wou hu mer eis entwéckelt an deene leschte Joréngten? A wat mécht haut Senn, wat ass haut wichteg, wat ass haut och gerecht?

Am Steiersystem ass an eisen Aen d'Fro vun der Gerechtegkeit, vum Empfanne vun der Gerechtegkeit eng ganz wesentlech Fro.

Ass et da wierklech aberrant, ze schwätzen, dass ee kéint - de Lucien Lux huet dat gemaach - erwägen, d'Solidaritéitssteier an d'Lucht ze setzen? Déi Solidaritéitssteier, doru wéll ech erënneren, ass entstan an enger Krisenzäit, am Beräich vun der Stolkris, déi wahrscheinlech, gesi mer haut, net esou déif war allgemeng fir d'Land wéi déi, an däi mer momentan hei zu Lëtzebuerg wéi an anere Länner och drastiechen. Si ass zäitlech begrenzt a war sengerzäit geduecht, fir och d'Ausgaben am Aarbechtsloseberäich ze finanzéieren. Déi Ausgaben, déi chiffréiert d'Regierung d'nächst Joer op 580 Millioune Euro. D'Solidaritéitssteier, wéi se haut besteht, bréngt ganzer 120, 130 Millioune Euro. An an eisen Aen ass dat doten eng Diskussions, déi muss gefouert ginn.

Ech däarf dorun erënneren, dass an der Tripartite 2006 schonn den Accord be-

stanen huet téschent alle Sozialpartner, fir op eng Héijung vun der Solidaritéitssteier sech eens ze setzen. Deen Accord ass herno vun der Regierung net duerchgezu ginn, well eigentlech sech deemoos déi konjunkturell Situation verbessert hat an d'Budgetsituatioun aus de rouden Zuelen erém eng Kéier a schwaarz Zuelen erakomm ass.

Ech sinn och der Meenung, dass mer zu Lëtzebuerg müssen d'Diskussion iwwert d'Besteierung vun de Spätzehälter féieren. De Spätzesteiersaz, énnner anerem. D'Diskussion gëtt an alle Länner gefouert, wou iwwer Konjunkturprogrammer an iwwer Exitstrategien diskutéiert gëtt. An eisen Aen ass dat och eng Diskussion, déi op den Dësch gehéiert an déi och öffentlech soll debattéiert ginn.

Selbstverständlichkeit soll och nogeduecht ginn a müssen och Décisiounen geholl ginn, iwwer wat fir ee Wee a wat fir eng Beräicher eng gewësse Sozialtransfersleeschung vum Stat méi wiersam kann usetzen. Do sinn och Décisiounen ze huelen. Ech kéint mer virstellen, dass an deenen Diskussions, déi d'Regierung féiert, am Endeffekt e Stupeplan eraus kíent kommen, e Stupeplan iwwert déi nächst Joren, wou ee vu verschidde Hypothesen ausgeet, déi mer haut net all kënneen determinéieren - well kee weess, wéi wierklech de Wuesstum an zwee, dräi Joer ass; kee weess, wéi d'Beschäftigungszuel an zwee, dräi Joer ass, kee weess, wat d'Inflatiounsrate an zwee, dräi Joer ass -, an dass een ebe vu verschidde Hypothesen ausgeet a jee no Hypothees festleet, wat fir eng Moossnamen an deem Fall da kenne geholl ginn.

Wat fir mech net a Fro kénnt - dat soen ech och ganz kloer -, d'Patronatschamberen hunn dat mat Nodrock gefuerert och an den Avisen zu désem Statsbudget 2010, dat ass eng Ausserkraftsetzung vun der Indextranche am Joer 2010. An ech mengen, opgrond vun all deene Positionen, déi all Parteien hei virun de Wahle geholl hunn an hire Wahlprogrammer an öffentleche Stellungnahmen duerno, ass et fir eis Partei ganz kloer, dass déi automatesch Indexupassung vu Léin a Gehälter a Renten net zur Diskussion steet an däi ganzer Exitdiskussion, déi mer elo ufänken.

Ech sinn iwwerzeugt, dass mer, wat de Rentesystem ugeet, deen net direkt eppes mat désem Budget ze dinn huet, mä deen awer och d'Fro stellt vun der laangfristeger Ofsécherung, dass mer wären zu Décisiounen kommen. An ech vertrauen do eierlech dem Verhandlungsgeschéck och vun dem zoustännege Minister, fir dat an Diskussionen mat de Sozialpartner ronneskréien, opgrond vun Experteberichter, déi jo scho virleien, an ze sécheren, dass mer herno wären, wann dës Period fäerdeg ass, e méi stabile Rentesystem hunn, laangfristeg besser ofgeséchert, wéi dat haut nach de Fall ass, deen also och e Konjunkturknacks ka verkraften, an dat ass fir eis immens wichteg.

Kloer ass och, dass fir eis Partei d'Léisung net doranner besteet, fir aus dem Reparitionssystem, dat heesch, dem Solidarvertrag téschent de Generatiounen erauszeklammen an an e Kapitalisierungssystem bei eise Renten eranzegeoen.

Jiddwereen ass gefuerert, mengen ech, net némme hei ze zitéieren aus Wahlprogrammer, mä jiddwereen ass gefuerert an deenen Diskussionshei, ob Majoritéit oder Oppositoun, an dat gëtt eng kontrovers Diskussion.

A fir mech ass et menger Usiicht no keng Schan fir d'Koalitiounsparteien, déi jo selwer allegueren hire Wee elo sichen. Et huet jo keen eng fäerdeg Léisung hei an der Täsch, wéi et soll weidergoen. Fir mech ass et keng Schan, dass dat diskutéiert gëtt, dass dat fräi, offen, fair, sachlech diskutéiert gëtt.

Mir brauche jo eng öffentlech Diskussion dobaussen. Dat hei, déi Diskussion, déi mer ze féieren hu ronderém méi Beschäftigung, ronderém eng Sanéierung vun den öffentlechen Finanzen, dat muss eng öffentlech Diskussion sinn. Dat däer dach net an engem klenge Krees vu Regierung, Sozialpartner an enger Tripartite och nach respektiv och hei énnner 60 Deputéierten eng Diskussion bleiwen. Do

muss jiddweree mat agebonne ginn an déi Debatt, an déi däerfe mer, mengen ech, och als politesch Partei an och als Chamber net fäerten. Jiddwereen ass gefuerert, seng Iddien ze testen a mat kohärente Konzepter an déi doten Debatt eranzegeoen. Jiddweree muss also och Faarf bekennen an deenen dote Froen, déi sech stellen.

Ech géif mer just wünschen, dass mer als Approche keen Defätismus hei un den Dag leeën, dass mer eng offensiv, eng positiv Grondastellung hunn, wa mer iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg schwätzen a wa mer iwwert d'Neiausriichtung vun eiser Ausgabepolitik hei zu Lëtzebuerg énnner anerem schwätzen, wa mer driwwer schwätzen, wéi mer méi Leit erém kennen an eng Beschäftegung erabréngen.

Deen doten neie Pakt fir Beschäftegung, fir nohalte Wuesstum a fir ausgeglachten öffentlech Finanze muss équilibréiert, zukunftsorientéiert a gerecht sinn. Mir sinn eis an der Koalitioun eens, dass d'Kris net wäert um Bockel vun deene sozial Schwaachen ausgedroe ginn, duerfir stet och eng LSAP. Et geet also drëm, par rapport zu däi wirtschaftlecher, däi finanzieller an däi sozialer Kris Perspektiven opzezeichnen. An ech mengen, dass net némme eleng eng Exitstrategie gefrot ass, mä och eng Entrystrategie, en Astieg an en neien Entwécklungsmodell hei zu Lëtzebuerg. Nohalte ausgeriichte politesch Décisioun brauche mer, an dat ass dat Element, wat mir och als LSAP wëllen an déi Diskussion mat erabréngen.

Ech hu gesot, dat heesch an de Finanzen, dass mer eng nei Budgetspolitik maachen, déi op anere Grondprinzipien opgebaut ass. Dat heesch och, dass mer eng Reform vun der Statskontabilitéit musse maachen, fir déi Elementer do, déi zilorientéiert Budgetspolitik eranzekreien. Dat heesch awer och, dass eng iwwerfällleg Reform vun der Gemengekontabilitéit muss gemaach ginn.

An ech kommen elo e bësse méi ausféierlech op dee ganze Gemengesecteur zréck, deen e bëssen an däi ganzer Diskussion ronderém d'öffentlech Finanzen - et geet jo net némme ém d'Statsfinanzen - bis elo weder am Budgetsrapport nach an den Ausféierunge vum Budgetsminister iergendewéi Erwähnung fonnt huet. De Fréind Michel Wolter war deen Éischten, deen op deen dote Punkt agaangen ass. Ech wéll dat och nach e bësse méi am Detail maachen, wou sech eis Aschätzungen allerdéngs gréissendeels iwwerschneiden, wat d'Situatioun vum Gemengesecteur ugeet, wou ech awer och wéll eng Kritik ubréngen - ech huet dat scho gemaach - un der Aart a Weis, wéi eigentlech net probéiert ginn ass, vu Regierungs-säit d'Gemengen och an dee Konjunkturprogramm mat eranzekreien.

Null Kontakter, nix, zwou verschidde Welten an deem klenge Lëtzebuerg. Op däi enger Säit de Stat an d'Regierung, an op däi anerer Säit eins Gemengen hei. Dat ass eigentlech net normal. Dat hieft sech och of vun all deene Prozeduren a Strategien, déi déi aner Länner sech ginn. Wann ech kucken, wat an Däitschland, wat an der Belsch, wat a Länner wéi Spuenien zréckbehale ginn ass, bei hire Konjunkturprogrammer 2009 an 2010, dat waren émmer gemeinsam Programmer vu Stat, der Region an de Stied, wou deelweis och Projeten aus dem Gemengesecteur konnte mat an déi Konjunkturprogrammer iwwerholl ginn. Dat, wat zu Lëtzebuerg droegerweis net de Fall ass.

Ech wier vrou, wa mer net géifen op däi doter Schinn weiderfueren, mä wa mer déi noutwendeg Concertatioun téschent de Gemengen an dem Stat géife virundreiwen, och besonnesch wat d'Exitstrategie ugeet. Dat Niewenteneen, domat muss definitiv Schluss sinn, well soss meeschtere mer déi dote Problematik definitiv net. Dann huet vläicht de Stat iergendewéi eng Léisung fir seng Problemer fonnt, mä fir d'Problemer vum Gemengesecteur besteet dat net.

Ech wéll soen, wat d'Gemengen hei zu Lëtzebuerg duerstellen - et gëtt jo vu villen als Quantité négligeable ugesinn. D'Gemengen hei zu Lëtzebuerg, dat ass e risegen Déngschtleeschtungsbetrieb, dee ville Betriber a ville Leit Aarbecht gëtt. Dat sinn, wann ech d'Totaler kucke vun de



SÉANCE 13

MERCREDI, 9 DÉCEMBRE 2009

Budgete vun de Gemengen hei zu Lëtzebuerg, gutt zwou Milliarden Euro jährlech vu Budget. Dat sinn, wat déi ausseruerdentlech Ausgaben ugeet, gutt 400 Milliounen Euro jährlech Investissementer, déi vun den einzelne Gemengen hei getätigert ginn. Dat mécht 20%, 25% vum Statsbudget a vun de Statsinvestissementer aus. Dat ass net ze vernaléisségen. Dat ass also en immensen Impakt, deen do ass.

An et ass ganz richteg virdrun hei bemierkt ginn, dass vill Gemenge wäerten an déck Problemer kommen. Déi eng méi wéi anerer. Firwat déi eng méi wéi déi aner? Well de Verdeelungsschlüssel dee Verdeelungsschlüssel ass, dee mer schonn zénter Jorzungten hei zu Lëtzebuerg kennen an deen net méi richteg ass. Verschidde Gemengen hu bei désem Budget scho Schwieregkeiten, den ordinären an den Équilibre ze kréien. Aner Gemenge kréien der d'nächst Joer. E puer Gemenge wäerten et wahrscheinlich ni kréien. Et ass net onbedéngt de Mérite vun deene Gemengen, mä eise Verdeelungsschlüssel vun de Statssteiere wéllt dat hei esou zu Lëtzebuerg.

Fir d'Drëtt, wann net fir d'Véiert huet eng Regierung, eng Koalioun schonn an hirem Programm stoen: „Reform vun de Gemengefinanzen“. Et géif endlech Zäit ginn, dass sech deem doten Dossier géif ugeholl ginn. An ech géif hei och d'Protestpotenzial net énnerschätzen, wat besteeft an enger andauernder Kris, wann d'Gemengen net méi wéssen, wéi se sollen eens ginn, wa se d'Enner net méi zesummekrén, well effektiv den Handlungsspíllraum vun enger Gemeng vill méi e klengen ass wéi dee vum Stat. D'Gemeng ka keng Gesetzer maachen.

Si huet, wat zusätzlech Einnahmen ugeet, strikt Regelen ze observéieren, wou se kann a wéini se kann op Taxen zréckgräifen. Hiert Aspuerpotenzial ass och - ausser vun e puer grosse Gemengen, déi vläicht och relativ kräfteg geréiert hunn an deene leschte Joren an den Ausgaben - net datselwecht, well iwwerall 40, 45, 50% vun de Gemengeneinnahme Personalkäschte sinn. Personalkäschten, déi sech net op null wäerte weiderentwéckelen, Personalkäschten, déi automatesch steigen; am Schnétt, iwwert déi lescht zéng Joer, ouni Neiastellungen, ass dat 4 bis 5% pro Joer Steigerung. Dat heesch, et huet ee schonn am Gemengebudget d'Halschent vun den Ausgaben, déi, op de ganze Budget gerechent, dann ém 2 bis 2,5% steigen.

Wann dann d'Einnahmen zréckginn, da kann déi Rechnung do net méi opgoen. Da féiert dat zu enger Veraarmung vun de Gemengen, oder zu enger Verschäldung vun de Gemengen, oder zu engem Erofsetze vun den Déngschleeschungen an de Gemengen. Et gi keng honnert Méiglechkeeten, an duerfir muss déi concerétiert Aktioun téschent Stat, Regierung, Gemenge gefouert ginn, an d'Gemengefinanzreform an d'Gemengekontabilitéitsreform muss an déser Period duerchzusetzen.

(Interruption)

Ech kennen och déi Spillregelen. Ech hunn dat doten awer émmer kritisériert, duerfir sinn ech hei an der Linn, déi ech zénter 25 Joer, Här Boden, hei vertrieben, an deenen ech d'Chance hat, an der Chamber ze sinn.

Et bleift awer, dass elo eng Chance besteht, an ech spieren awer an der Finanzkommissioun, dass si dat wéllt maachen, fir elo bei der Opstellung vum Budget mat derbái ze sinn - herno gétt et schwéier, Saachen émzeännernen, wann een un engem Riedchen dréit, da riskéiert een, en anert Riedchen erauszedréien -, wann elo eigentlech de Kader gesat gétt.

Dat geschitt schonn an engem Mount. Bis Enn Dezember muss d'Regierung Bréissel matdeelen, der Kommission matdeelen - dat gétt jo dann och diskutéiert an deenen

zoustännege europäische Gremien -, wat hir Zilsetzung ass am Kader vum euro-päische Wuesstums- a Stabilitéitspakt. Do muss se énner anerem uginn, wat elo eis direkt interesséiert, wéi si mengt, dass an deenen nächste puer Joer den Équilibre vum Statsbudget ausgeséit. Do setzt d'Regierung, setzt Lëtzebuerg e Kader. Ech si frou, mat kénnen derzou báigedroen ze hunn, dass mer elo am Januar wäerten d'Regierung dozou héieren, fir ze gesinn, op wat fir enge Grondlagen a mat wat fir enger Zilsetzung si dat mécht.

Do geet et jo net drëm, fir einfach Politik weiderzeschreiwen, mä do geet et wierklech drëm ze soen: „Mir mengen, mat deene politeschen Akzenter, déi mer setzen, wéille mer déi nächst Joren do an do erauskommen.“ Et ass also do, wou de Kader gesat gétt, wou d'Eckdate praktesch fixiéiert gi fir déi Diskussiouen, déi mer dann an deenen nächste Méint ze féiere kréien. Et ass also wichteg, dass d'Parlement do mat derbái ass.

Wichteg ass och, dass d'Parlement bei der Opstellung vum Budget a bei der Kontroll vun der Exekutioun vum Budget weiderderbái bleift. Et war mühseleg, do si vill Efforté gemaach ginn. Mir sinn haut do an enger anerer Welt, wéi dat nach virun e puer Joer de Fall war. Ech spieren do, dass iwwer all Parteigrenzen eraus de Wällen do ass, och dass d'Parlement an dár doter Fro méi eng aktiv Roll spillt an net némme reaktiv praktesch hei agesat gétt.

D'Grondlag vun deenen Diskussioune wäert en iwwerschafftene Bericht vun den Experten sinn. E Bericht, dee jo agefloss ass Ufank Juli an d'Debatte während de Koaliounsverhandlungen, deen och jo Bestanddeel ass vum Koaliounsaccord, deen also och veröffentlicht ginn ass, a wou d'Expert versicht hunn - se soe selver, et ass iwwer sechs Méint eraus net kloer festzeleeën - víruszegesinn, wéi sech dann de Wuesstum, wéi sech och d'Parametere vun de Statsfinanzen, vun den öffentleche Finanze wouméiglech déi nächst Joren entwéckelen.

Elo kann ee soen, dass se fir 2009 ze pessimistesch waren. All déi Donnéeën, déi mer haut hunn, weisen, dass awer eng Rei vu Steiere méi héich Einnahme verzuechenn, wéi nach gemengt gi war viru fénnef Méint. Dat géllt besonnesch fir d'Kierperschaftssteier an d'Gewerbesteier, wou eben eng Rei vu Réckstánn agedriwwen gi sinn, sou dass een haut kann dervunner ausgoen, dass do in etwa d'éselwecht Zuele wäerten erakommen, wéi dat am Budget 2009 stoung, obwuel d'Experté mat eppes aneschters gerechent haten.

Also zu engem Defizit vun 1,5 Milliarden Euro 2009 wäert et sécherlech net kommen. Mä dat huet awer Ursachen, déi liicht novezollzéie sinn. An déi Suen, déi elo do sinn, feelen eventuell an deene Joren hannendrun.

Wann ech also soen, dass se ze pessimistesch ware fir 2009, kann een awer sech d'Fro stellen haut, mä kee kann dorop eng sécher Antwort ginn, ob se net ze optimistesch waren, wat déi allgemeng Wuesstumsprognose fir d'Joren 2012, 2013 an 2014 uginn, wou si dovunner ausginn, dass mer érém no an no op eisen ale Wuesstumsrhythmus vu 4,5%, 5% eropkommen.

A mat all deenen Hypotheesen do, ze pessimistesch fir 2009, vläicht ze optimistesch fir déi Joren hannendrun, soe se eis awer, dass mer mat Statsdefiziter ze rechnen hunn am Statsbudget vun iwwer zwou Milliarde praktesch pro Joer, bis zu 2,5 Milliarde pro Joer. Dat géif derzou féieren, dass mer nach eng Kéier eng Verdueblung géife färdeg brénge vun eiser Scholdelaascht. Mir géifen op ronn 40% kommen. Alles dat ass natierlech vum Béisen.

An ech mengen, mir sinn eis allegueren eens, dass, wann ee selbstverständliche an dësen Zäiten eng Verschäldung muss akzeptéieren, a wa mer och sécherlech net op d'Nullverschäldung wäerde komme pro Joer bis zum Enn vun déser Mandatsperiod, et net ka sinn, dass mer eis Problemer vun haut ausschliesslech léisen um Bockel vun deenen zukünftege Generatiounen. Dozou steet och eis Partei.

D'Fro, déi ech wollt opwerfen, ass d'Fro vun engem Budgetsnorm. Ech soen direkt:

„Mir sinn nach net an Däitschland.“ Ech mengen, et denkt kee Mensch drun, sou Geschichten an eng Verfassung anzuschreien. An ech mengen, et deet den Däitschen och scho batter leed, dass se dat gemaach hunn.

Et bleift, et ass awer déi Iddi vun der Budgetsnorm, eng Iddi, déi e sozialistesche Budgetsminister an d'Welt gesat huet, och a Krisenzäiten - et geet op de Jacques Poos zréck -, déi émmer belächelt ginn ass vun eisem aktuelle Premier an allen Diskussionsräumen, déi elo awer an den Avisen erém vill méi staark opkénnt, ob dat awer net och eppes ass, iwwert dat ee wierklech sollt seriö nodenken.

Ech hunn déi Norm nämlech oder d'Anhalung vun esou enger Norm vermësst oft iwwert déi lescht Joren. Eng Norm, déi sech also um méttefristige Wuesstum orientéiert, déi d'Inflation berücksichtegt a gläichzäiteg awer och en Élasticitéitsfacteur beinhalt, fir kénnen och antizyklesch eng Politik ze féieren.

Ech mengen, mir sollten eis esou eng indikativ Norm scho ginn. Déi ass nützlech bei der Opstellung vun deenen nächste Budgeten an déser Legislaturperiod, wéi mer och eis Moossinstrumenter vun der Entwicklung vun der Wirtschaft, um Arbeitsmarktaart, an den öffentleche Finanzen musse moderniséieren a verbesseren. Ech hunn nach émmer den Androck, dass mer do hannendrunhippe par rapport zu deem, wat awer aner Länner schéngen als Moossinstrumenter zur Verfügung ze hunn. An esou Zäiten, wou mer elo sinn, ass et wichteg, awer och schnell op fiabel Date kénnen zréckzegräfen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Wat jo opfalend ass bei déser Debatt, ass, dass se inhaltech komplett anescht gefouert ginn ass wéi all Debatten, déi ech bis elo zum Statsbudget kannt hunn.

Mir hunn eigentlech eis fixiéiert op d'Defiziter. Mir hunn eigentlech vergiess ze soen, wat am Budget steet. Wéi wann dat en eidelt Buch wär a just géif bestoen aus deem Lach, wat besteet téschent den Einnahmen an den Ausgaben op dár anerer Säit.

Dëse Budget ass e Budget, wou vill draasteet, wou grouss Déngschleeschungen hei finanzéiert ginn op héijem Niveau, wou mer investéieren a sämtlech wichteg Beräicher hei am Land. Dat däerfe mer awer och net vergiessen, bei allen Nodenlechkeet, déi mer an dësen Debatten hunn, iwwer eng Fro, wéi et weidergeet. Ech mengen, et sollt een och betounen, dass dëse Budget och kloer Akzenter fir hauet setzt a weider den Niveau vun den Déngschleeschungen, den Niveau vun den Investissementer hei zu Lëtzebuerg op engem par rapport zum Ausland wierklech ganz héijen Niveau hält.

De Budgetsminister huet virdru gesot, déi Diskussiouen elo hei ém déi dote Froen, d'Finanzen, do däerft keen Tabu an et däerft keng Ideologie matspillien.

Erlaabit mer deem Ausdruck, wat den zweeten Deel ugeet, ze widderspriechen. Ech si schonn der Meenung, dass et verschidde Sensibilitéite gétt, verschidde Ideologié gétt, wéi een un d'Fro erugeet, de Budgetséquilibre méttefristeg erém hierzestellen.

Wéi vill ee wéllt op Schold setzen, wéi vill a wou ee wéllt spueren, ob ee sech nei Einnahme verschafft a wou ee sech se verschafft; alles dat si Froen, mengen ech, déi scho mat Iddien zesummenhänken. An hei muss eng Konfrontatioun vun den Iddi kommen.

A kuckt all déi Diskussiouen hei am Ausland. Kuckt d'Diskussiouen an Däitschland, zum Beispill, wat d'Positione vun de Parteien do sinn, wéi ee soll aus der Kris erauskommen. D'liberal Partei zum Beispill, déi seet: „Ma d'Krankeess, do ass et elo eriwwer, dass deen, dee manner verdéngt, manner och an d'Krankeess bezuelt, an deen, dee méi verdéngt, méi an d'Krankeess bezuelt“; wéi dat bis elo an Däitschland de Fall ass an och hei zu Lëtzebuerg de Fall ass. Déi Liberal an Däitschland zum Beispill soe ganz kloer: „Mir si fir eng Kaufpauschal. Mir sinn derfir, dass jiddweree d'selwecht behandelt gétt, egal ob en eemol de Mindestloun oder 20-mol de Mindestloun

verdéngt. Fir eis ass jiddweree gläich.“ Dat ass eng liberal Approche, fir un esou Froen erunzegoen.

Ech mengen also schon...

► **M. Xavier Bettel (DP)**.- Hu mir dat gesot?

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Neen, mä Dir freet lech esou iwwert de Succès vun de Liberalen an Däitschland.

► **M. Xavier Bettel (DP)**.- Wat mécht de Gordon Brown?

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Dir freet lech iwwert déi dote Froen. Duerfir wéll ech soen...

(Interruptions)

Net esou nervös ginn!

(Interruptions diverses)

Ech sinn haut net gewuer ginn, wat d'DP wéllt. Ech sinn haut net gewuer ginn, wat d'DP wéllt. D'DP huet zitéiert vu villen anere Leit a si huet eis net gesot, wat se wéllt maachen.

(Brouhaha)

Duerfir beruffen ech mech alt emol op liberal Parteien, déi scho gesot hunn, wat se wéilé maachen, als Beispill, fir ze soen, dass et schonn net egal ass, wien determinéiert, wéi een aus där heiter Finanzkris erauskénnt. Do ginn aner Prioritéite gesot. An déi Diskussiouen, mengen ech, sollte mer all zesummen hei féieren. Et ass fir mech normal, dass et do zu enger Konfrontatioun vun den Iddi kénnt.

Mä eent ass kloer, wéll ech nach zum Schluss soe mengem Fréind, neie Parteikolleeg, President: Keng Partei huet sécherlech de Monopol vum Häerz, mä och keng Partei hei zu Lëtzebuerg huet de Monopol vum Vertriebe vun den nationalen Intérêten. Dat wéll mer all.

Merci.

(Plusieurs voix).- Très bien!

► **M. le Président**.- Ech soen dem Här Bodry Merci. Als leschte Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP)**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabit mer fir d'éischt dem Budgetsrapporteur Lucien Thiel ze félicitéiere fir sái gudde schrifftlechen a mëndleche Rapport, an him awer och en extra Merci ze soen, dass en énner anerem och déi vu mir a mengem Budgetsrapport fir d'Joer 2006 gefuerert nei Budgetsarchitektur a sengem Rapport thematiséiert huet.

Och déi viregt Budgetsrapporteur Lydia Mutsch an Norbert Haupert ware schonns op déi nei zilorientéiert Budgetsreform agaangen. Ech erénnere drun, dass et dréms geet, fir eng nei Budgetskultur anzefiéieren, wou de Budget net méi an enger Logik vu Moyenen, mä an enger Logik vu Resultater opgestallt gétt. Dobái soll méi eng grouss Budgetstransparenz geschafe ginn duerch permanent Evaluatiounsmechanismen, déi et der Chamber erlaben, hirer Kontrollfunktioun nach méi gerecht ze ginn, an domat am Endeffekt d'Efficacitéit vun de Statsfinanzen optimiséieren.

Den 18. Mäerz 2009 hat ech an deem Senn eng Proposition de loi deponéiert, déi drop baséiert huet, d'Kontabilitéitsgesetz vum 8. Juni 1999 an 19 Artikelen émzeännernen. D'Proposition de loi baséiert op der franséischer Loi organique relative aux lois de finances, kuerz LOLF genannt.

Ech widderhuele kuerz, wat d'Genèse an d'Ziler vun der LOLF sinn. Et ass eng Method fir de Statsbudget opzestellen, déi iwwert d'Approche comptable eraus an och haapsächlech nom Senn an Zweck vun der Action publique kuckt, déi net némmer d'Legalitéit oder d'Regularitéit vun enger Dépense kuckt, mä och hir Efficacitéit, déi d'Logique des moyens d'Efficacitéit vun de Statsfinanzen optimiséieren.



Ee vun den zentralen Aspekter vun der LOLF ass d'permanent Evaluatioun vun de Politiken, déi de Stat respektiv den öffentleche Secteur insgesamt émsetzen. Ouni eng systematesch, dat heescht eng permanent, concomitant Evaluatioun vun eiser Politik ass et quasi net méiglech, eng Ausso ze maachen iwwert d'Effizienz an d'Efficassitéit vun eisem politeschen a budgetären Handelen.

Wéi mer wëssen, huet de Stat an der Zukunft enorm finanziell Laaschten ze droen. Da muss eisen alleréischten Objektiv natierlech dee sinn, fir méiglechst effikass mat deene Moyenen émzegoen, déi mer zur Verfügung hunn. A fir ze wëssen, ob een effikass schafft, ob ee seng Suen optimal ausgëtt, ob d'Ziler, wou ee sech an der Politik gesat huet, mam minimalen Opwand erreecht ginn, muss ee seng Politik kontinuéierlech a permanent evaluéieren. Dat ass eng Haapsuerg vun der franséischer LOLF.

Wat déi franséisch LOLF an ähnlech Modelle aus anere Länner eis léieren, ass, dass mer sollen ufänken, eis Politik insgesamt méi systematesch ze hannerfroen an ze iwwerpréiwen, ze evaluéieren also, fir op Dauer eis finanziell Ressourcë besser anzesetzen. Dozou gehéiert natierlech och, dass ee seng politesch Objektiver kloer formuléiert a wa méiglech och quantifizéiert a sech déi néideg Indicateure gëtt, fir ze iwwerpréiwen, ob déi gesaten Ziler erreecht goufen a mat wat fir engem Opwand.

Déi Instrumenter muss ee sech natierlech an enger éischter Phas ginn. Dat ass opwändeg a komplizéiert, mä noutwendeg, wann een d'Statsfinanzen an Zukunft wëllt am Équilibre halen, ouni un d'Leeschungen an un d'Missioune vum Stat schneiden ze goen.

Domat gëtt de Budget also net méi an enger Logik vu Moyenen opgestallt, mä an enger Logik vu Resultater. Wann ech hei vu LOLF a vun der Moderniséierung vun eiser Budgetsarchitektur a Budgetsprozedur schwätzen, a mir eis domat méi Transparenz, méi Demokratie, méi Evaluatioun fir méi Efficassitéit am Statsbudget welle ginn, bedeut dat och, dass mir als Volleksvertreider eis eng aner Manéier ginn, fir eis mam Statsbudget ze beschäftegen. Mir hunn do als Chamber eng Responsabilitéit, déi mer jo och wëllen huelen, a wou eise President vun der Finanzkommissioun Michel Wolter och amgaang ass, éischt Akzenter ze setzen, déi an déi richteg Richtung ginn an déi mer all, alleguer voll énnerstëtzzen.

Et geet einfach net méi duer, dass mer als Chamber Métt Oktober gespaant erwàrden, wéi de Budget soll ausgesinn, en dann analyséieren. Mir loosseis eis déi üblech Avisé ginn, debattéieren am Dezember monter driwwer, an da gëtt dat Ganzt in globo gestëmmt, an esou wéi de Budget am Oktober hei zur Dier erakomm ass, gëtt en och am Dezember hei erëm erausgedroen a gestëmmt, sou wéi mäi Kolleg Alex Bodry dat elo grad och scho gesot huet. An och wa mer sät dësem Joer regelméisseg all Mount iwwert de Stand vun den Zuelen informéiert ginn, sou geet et hei ém vill méi.

Bei enger Politik vun Objektiver, vu Qualitéitsziler, do muss d'Chamber mat age-schalt sinn a permanent validéieren, a wat fir eng Richtung et geet. A méi schlechten Zäite kenne mir eis net drop verloossen, wat mer iergendwann als Resultat zerwéiert kréien, an dann ass et eben esou. Wann dat och bis elo émmer gutt gaangen ass, ass dat keng Garantie fir d'Zukunft; an déi Garantie hätte mir als LSAP an Zukunft gär.

Här President, opgrond vum neie Chambersreglement iwwert d'Propositions de loi ass am Ufank vun déser Legislaturperiod am Oktober meng Proposition de loi vum 18. Mäerz 2009 erëm vun der respektiver Lëscht, oder, wéi mer hei am Haus soen, vum Rôle geholl ginn. Haut wëll ech de Redépôt vun déser Proposition de loi maachen, woubäi ech e puer Mises à jour mat agebaud hunn.

Am Exposé des motifs vun der Proposition de loi hat an hunn ech eng impressionnant Lëscht vun Organisatiounen an Institutioounen, nationaler an internationaler, opgefouert, déi sech och fir eng Reform vun eisem budgetäre Kader ausgeschwat hunn.

Net méi spéit wéi de leschten 23. September 2009 huet eng Institutiooun, an dat ass an dësem Kontext keng därmannster eng, bien au contraire, huet also eis Cour des Comptes an hirem Konterraport fir 2008 de Sujet opgegraff an eng ganz nei Rei Recommandatioun formuléiert, déi sech wäitgehend mat deem iwwerschnieden, wat ech schonn am Mäerz a menger Proposition de loi proposéiert hat. Och d'Method vun der Cour des Comptes, fir sech un der franséischer LOLF ze inspiréieren an dovunner Haaptelementer erauszehueulen, dës u Lëtzebuerg Gegebenheiten unzepassen an d'Kontabilitéit gesetz vun 1999 punktuell ofzeännern, ass déi Method, déi ech an der Proposition de loi applizéiert hunn.

Här President, den Hannergrund vum neie Chambersreglement iwwert d'Propositions de loi ass jo bekanntlech eng Émännerung duerch déi d'Chamber versicht, Gesetzespropositiounen méi effikass a virun allem och méi séier duerch d'Prozeduren ze bréngen. Et soll net méi sou sinn, dass Propositioone jorelaang an der Schläif hänken an op en Avis vun der Regierung oder vum Statsrot gewaart gëtt. Ech hoffen, och wann ech weess, dass eist Reglement keng Obligation virgesäßt, ech hoffen also, dass d'Regierung e motivéierten Avis zu der Proposition de loi ofgëtt. An ech wär eisem zoustännege Budgetsminister Luc Frieden dankbar, wann en eng Zouso an deem Senn maache géif.

Domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren an iwwerreechen lech, Här President, meng Proposition de loi. Wann ech gelift!

5. Dépôt d'une proposition de loi

6092 - *Proposition de loi visant - à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés, - à promouvoir la modernisation de la gestion publique, et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat; b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances; c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'Etat, de la caisse générale de l'Etat et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)*

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Roger Negri. An da géif elo nach d'Wuert kreien den Här Finanzminister Luc Frieden.

6. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2010 (suite)

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ech géif gäre jiddwerengem, deen an dësem Débat intervenéiert huet, Merci soen.

Deen Débat huet am Fong a mengen Aen zwou Saache gewisen. Fundamental, mengen ech, ass d'Ausrichtung vum Budget 2010, wat säin Objektiv ass, eng Politik ze maachen, déi an der Kris net soll d'Ekonome schwächen, mä éischter d'Ekonome énnerstëtzzen, déi ass net fundamental a Fro gestallt ginn. Den Débat huet sech op largé Plagen dorobber konzentréiert, fir ze kucken, wéi een dann an der Period '11 bis '14 mat därschwieriger Wirtschafts- a finanzieller Situations vum Land soll eens ginn. Do sinn énnerschidde Point-de-vuen ausgedréckt ginn. Dat fannen ech gutt, well dat beräichert den demokrateschen Débat.

D'Regierung ass der Meenung - an dat hunn ech d'lescht Woch hei an der Interventioun vun der Regierung gesot -, datt mer dat, esou wéi dat an der Tradition vu Lëtzebuerg de Fall ass, an der Diskussioun mat de politesche Kräften an de Sozialpartner hei am Land wëllen diskutéieren.

Datt dobäi d'Regierung an d'Majoritéitsparteien eng besonnesch Verantwortung hunn an och eng gewëssen Initiativroll ze spiller hunn, schéngt mer evident. Et ass och hei keen dobanne gewiescht, dee sech dem Débat verschloss huet. Datt deen ee vläicht méi op d'Reduktioun vun den Dépenses Akzent leet, datt deen anere vläicht d'Dépenses e bësse wëllt réorientéieren, an deen Drëtte wëllt bei de Steiere gewëssen Ännérungs virhuelen, ech mengen, dat ass legitim.

Dat ass deen Débat, dee mer d'nächst Joer solle féieren. Dee brauche mer net haut ze féieren, well fir d'Joer 2010 hu mer eng Marschroute festgeluecht. An ech soen et nach eng Kéier: Ech mengen net, datt déi antizyklech Politik hei fundamental a Fro gestallt ginn ass.

Ech mengen och net, wann ech den Débat richtege nogelauschtet hunn, datt een a Fro gestallt huet, datt mer fir d'Period '11 bis '14 müssen eng Rei Ännérungs virhuelen. Wéi d'Gewiichtung vun deenen Ännérungen ass, dat müsse mer an deenen Diskussiounen, déi am Januar ufänken, an déi och net an engem Dag oder an enger Woch können ofgeschloss sinn, feststellen.

Ech géif mengen, datt, wa mer bis zur Erklärung vun der Lag vun der Nation respектив fir verschidde Moosname bis zum Budget, deen am Oktober d'nächst Joer déposéiert gëtt, déi Orientiéierung festgestallt hunn, dann hätte mer dat richtege ugepaakt, fir um Enn vun déser Legislaturperiod erëm eng Finanzsituatioun ze hunn, déi am Équilibre ass, an zugläich och eng Wirtschaft ze hunn, déi staark ass. Eng Wirtschaft, déi also och eng oppe Wirtschaft bleift, wou d'Betriber hei am Land Aarbeitsplätze schafen, sief dat national oder international Betriber.

Dat muss eist gemeinsamt Zil sinn, well, wéi de Moien nach gesot ginn ass, mir maache Politik fir d'Leit. D'Leit, déi hei am Land liewen a schaffen. An do ass d'Finanzpolitik e wesentlechen Deel dervun.

Ech géif och, Här President, well Der mer d'Wuert ginn hutt, zu däri Motioun vläicht Stellung huelen, an däri gefuerert ginn ass géschter, datt d'Regierung géif d'Chifferen, d'Recetten an d'Dépensë vum Stat, méi matdeelen. Ech muss soen, datt ech relativ erstaunt sinn iwwert déi Motioun, déi vum Här Gibéryen géschter agereecht ginn ass, well ech kommen zénter engem Joer, also och schonn um Enn vun därschlechter Legislaturperiod an an déser Legislaturperiod, all Mount mat alle Chifferen an d'Finanzkommissioun, an deelen déi aus. Dat ass also vill méi wéi dat, wat mer fréier gemaach hunn. Bei därschlechter Kéier oder der virleschter Sitzung hu mer se duerno souguer op den Internet gesat.

Dat heesch, ech si schonn d'accord mam Inhalt vun däri Motioun, mä en fait maache mer dat. Ech ginn der Chamber all d'Informationen iwwert d'Steiereinnahme Mount fir Mount. An dat war och den ausdréckleche Wonsch vum neie President vun der Finanzkommissioun, dem Här Wolter. Ech bréngen all Kéiers déi zwee Direktere vun deene grosse Steierverwaltunge mat, fir do och déi Froen ze beantworten: Wivill Soldé stinn nach aus? Wéi ass d'Evolutioun vun den Avancen?

Ech gesinn also net an, datt mer hei müssen eng Motioun unhuile fir eppes, wat ech all Mount maachen a wat ech och wichteg fannen, datt ech et maachen. Well als Finanzminister ass et meng Flucht, d'Parlament ze informéieren iwwert d'Evolutioun vun de Recetten an Dépenses, besonnesch an enger schwiereger Zäit wéi däri, an däri mer sinn.

Wat d'Motioun N°2 ubelaangt, dat war déi iwwert de Scholdestand vun de Gemengen, sou ass et richtig, datt een do muss méi Informationen kréie generell vun der Finanzsituatioun vun de Gemengen. Dat huet d'Finanzkommissioun à itératives reprises gewënscht. Dat läit net némmen an den Hänn vum Stat, scho guer net vum Finanzminister, mä och net némmen an den Hänn vum Innenminister.

D'Gemenge müssen, an do hu mer jo och eng Rei Exercicer versicht ze maachen, och hir Donnéeën no deenen europäesche Kritären eraginn. An ech mengen, et wärt gutt, datt mer an der Finanzkommissioun vläicht zesummen nach eng Kéier mat der Kommissioun fir Innenpolitik kucken, wéi

mer op d'mannst d'Donnéë vun deene gréissere Gemenge méi schnell op déi europäesch Moossstief adaptéiert kréien.

Dat ass jo nach eng technesch Operatioun. Mä ech sinn d'accord, fir, soubal mer déi Donnéeën hunn iwwert den Endettement vun de Gemengen, prezis Gemeng fir Gemeng, och déi der Chamber matzedeelen. Och duerfir mengen ech net, datt een d'Regierung extra muss opfuerderen.

Schliesslech, wat d'Motioun ubelaangt, déi vum Här Bettel abruecht ginn ass, wou et drëm geet, fir e Groupe de travail inter-institutionnel anzesetzen, do muss ech dem Här Bettel soen, datt ech mengen, och déi Motioun ass inhaltech an der Rei, mä déi ass am Regierungsprogramm virgesinn. An ech mengen net, datt et noutwendeg ass, datt d'Chamber fir all Moosnam, déi d'Regierung am Koalitiounsprogramm virgesinn huet, datt een duerfir eng extra Motioun brauch.

Et ass déi ferm Intentioun vum Statsminister, fir e Groupe anzesetzen, virun allem fir ze kucken, datt déi Koordinatioun téscht deene staatlechen Institutioounen méi schnell a besser ka gemaach ginn. An duerfir mengen ech, datt och déi Motioun net bräicht vun der Chamber gestëmmt oder ugeholle ze ginn. Net, well mer mam Inhalt net d'accord waren, mä well dat souwis d'Intentioun ass vun der Regierung. Oder et mécht een honnert Motiounen, well et stinn nach honnert aner gutt Iddien am Koalitiounsprogramm, déi d'Regierung gewëllt ass émzesetzen.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Finanzminister Merci. Domadder wäre mer um Enn vun eise Budgetsdiskussiounen.

Mir kommen herno zum Vote iwwert de Budget. Mä elo komme mer emol fir d'éischt nach zu der Diskussioun vun de Projet-de-loien Nummer 5591, 5740, 5891 a 6058 iwwert d'Konte vun den Exercices 2005 bis 2008. D'Riedezaït ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: den Här Eischen, d'Madame Brasseur an den Här Haagen. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun de Projet-de-loien, den honorabelen Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

7. 5591 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2005

5740 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2006

5891 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2007

6058 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2008

Rapports de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

► **M. Félix Braz** (déi gréng), rapporteur.- Merci, Här President. Et geet effektiv ém véier Projets de loi. Dräi dovu si vun der Commission de l'exécution budgétaire an engem Rapport zesummegefaast ginn. Dat sinn d'Projeten 5591, 5740 an 5891. Deen aneren, dee véierte Projet de loi, dee gëtt separat behandelt am Rapport zum Projet de loi 6058.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Et gëtt dee Saz, dee seet: Les bons comptes font les bons amis. Wann dee Saz wouer wär, da missten d'Relatiounen téscht Chamber, Regierung, Cour des Comptes a Statsrot ganz schrecklech uge-spaant sinn, well mir hu scho ganz laang keng Kont, dee mer hei an der Chamber uge-holl hunn, betrëfft d'Budgetsjoer 2004. Zénterhier huet d'Parlament sech net méi ofschléissend mat de Konte vun der Regierung hirer Exekutioun vum Budget beschäftegt.

Dat eleng geet duer, fir lech ze erklären, firwat dass meng Explikatiounen zu deenen dräi Projets de loi do sech wäerte relativ kuerz dann och halen, vu dass deen Intérêt an deene leschte Joren net méi grouss war. Dat sinn allerdéngs déi dräi Projets de loi, déi dräi Budgetsjoren, wou



een hätt kenne soe wéi den Här Thiel: Dat waren nach Zäiten!

Déi Zuelen, déi an deene Rapporten duergeluecht ginn, waren effektiv ganz gutt Zuelen. 2008 si mer schonn an eng aner Zäit eriwvergerutscht, déi fir d'Finanze vum Stat méi schwierig ass, wat mer och bei den Diskussioune zum Budget 2010 jo hei nach eng Kéier an der Chamber konnten diskutéieren.

An der Kommissioun ass fonnt ginn, dass de Fait, dass mer elo mat esou vill Retard d'Konte vun de Joren 2005 bis '07 missten evaluéieren, eigentlech eng Farce wär. Eng Farce, déi och contraire zu enger Rei gesetzlechen Texter am Fong ass. An et ass och gemengt ginn, dass de Rapport zu de Konte vum Budgetsjoer 2008 en Exercice de style wär, well jo, wann een éierlech ass, dat, wat mer an der Comexbu do diskutéiert hunn, net wierklech nach konnt an d'Debatte fir de Budget vum Joer drop erafleissen.

Ech well, wéi gesot, dofir just e bësse méi am Detail op de Kont 2008 agoen, och wann deen net konnt allze vill nach an de Budgetsdebatten dëst Joer Aschlag hunn. Mä d'Ambition vun der Kommissioun, a mir hoffen och d'Ambition vun der ganzer Chamber, muss et sinn, fir d'Joer drop, also fir de Budget vun 2011 am Hierscht, Wanter 2010, eng Diskussioun vun de Konte vun 2009 kënnen ze féieren, iert d'Budgetsdebatte stattfannen, fir dass tatsächlech eng Rei Reflexiounen vun deenen Analysen an deen neie Budget kënnen eriwwerfléissen.

Wa mer déi Retarden hunn an deene leschte Joren, da läit dat net dorunner, dass d'Regierung hire Projet de loi ze spéit déposéiert hätt. D'Regierung bréngt et fäerdege, an aller Regel de Projet de loi mat de Konte virum Summer, an der Regel am Juni, an der Chamber ze déposéieren. Dat war och dëst Joer de Fall fir de Kont vun 2008, den 12. Juni 2009.

D'Cour des Comptes huet an der Kommissioun hiren Avis den 23. November 2009 présentiert, wat eigentlech ausserhalb vun dem legalen Débai ass. An de Statsrot huet géschter sain Avis zum Projet de loi der Chamber matgedeelt. Ech wäert um Enn vu menger Interventioun den Avis vum Statsrot och nach an de mëndlechen Explikatiounen kuerz abauen, well e jo net konnt an dee schrifteche Rapport Anzuch halen, dee jo schonn déi aner Woch e Freideg an der Kommissioun ugeholl ginn ass.

2008 wäert mat Sécherheet an Erënnerung bleiben als dat Joer, wou mer d'Banken hu misse retten. Et ass och am Kont ganz kloer dat, wat als Éischt erausstécht a muss éinnerstrach ginn. Dat ass de Fall bei den Recetten, et ass de Fall bei den Dépenses, et ass och de Fall bei der Verschäldung. Dat ass déi Haapt-dominant Iddi, déi permanent am Kont an och virun allem am Rapport vun der Cour des Comptes zum Kont 2008 éinnerstrach gëtt.

Déi öffentlech Schold ass an deem Joer geklomm vu 6,9 op 14,7% vum PIB, also eng méi wéi Verdueblung vun der öffentlecher Schold. Dat ass natierlech besuergnisserregend, och wa mer domadder nach émmer zolidd énnert de 60% vum PIB leien, déi opgrond vum Stabilitéitspakt müssen agehale ginn.

D'Zentralverwaltung huet am Exercice 2008 nach émmer e positive Finanzierungssaldo an der Gréissenuerdnung vun 943 Milliounen Euro. Dat si ronn 2,6% vum PIB. Et muss een och éinnersträichen, dass d'Recetté vum Stat eng Augmentatioun vu 6,7% matgemaach hunn, haaptsächlech opgrond vun enger Hausse bei der TVA, awer och bei de Salairen, well d'Zuel vun Aarbechtsplazzen zu Lëtzebuerg nach émmer och am Joer 2008 an enger Croissance war.

An déi zwee maachen dann de Gros vun därf Augmentatioun vun de Recetté vu 6,7% aus, wou gläichzäiteg awer och géintiwwer am Kont 2008 eng Augmentatioun vun den Dépense-publique stéet an der Gréissenuerdnung vun 10,1%. Esou dass also am Joer 2008 och schonn déi öffentlech Ausgabe méi séier gewuiss si wéi d'Recetten.

An e puer Zuelen ausgedréckt - an ech wéll awer probéieren der net ze vill ze nennen; Dir kënnt déi am Rapport no-

liesen, fir déi, wou se all wéilten hunn :- Mir hu fir 2008 am Compte général bei de Recettes an Dépenses courantes a Recettes an Dépenses en capital en Excédent vun de Recetté vun 83,6 Milliounen Euro, wat am Report vun de Solden 322,6 Milliounen ausmécht.

Beim Budget pour ordre, also pour compte de tiers hu mer en Excédent de recettes vu 7,2 Milliounen, an am Report vun de Soldé fanne mer 32,9 Milliounen métteurweil erém. An an de Fongen, déi bei der Trésorerie vum Stat déposéiert sinn, hu mer fir de Kont 2008 en Excédent vu Recetté vun 184,1 Milliounen Euro. En Total am Report vun de Soldé vun 2,76 Milliarden Euro op der Clôture vum Kont vun 2008.

Am Total hu mer am Kont vun 2008, wéi gesot, 83,6 Milliounen Excédent. Déi Fro, déi all Joers och da muss beäntwert ginn, ass: Wat maache mer mat deenen Excédenten? Och do hu mer jo an der Vergaangenheit an der Prozedur net émmer alles ganz ronngedréint kritt. Och do sinn an der Zukunft an der Chronologie, soe mer emol, vun där Prozedur Verbesserunge méiglech.

Et ass awer virgeschloen, dass den Excédent vun de Recetté vun 2006 an der Héicht vun 240 Milliounen affektéiert gëtt op eng Rei Fongen, notamment d'Infrastructures socio-familiales, den Èmweltschutz, de Fonds du rail, de Fonds pour l'Emploi, d'Gestion de l'eau an de Kyoto-Fong. Fir 2007 geet et èm 450 Milliounen, déi an d'Fonge sollen affektéiert ginn. Dee Projet de loi war leider zum Moment vum Dépôt vum Projet de loi iwwert de Budget 2010 nach net aviséiert, esou dass dat nach net konnt integral appréciéiert ginn.

An déi 83 Milliounen Iwwerschoss vum Kont 2008 sollen zu 80 Milliounen affektéiert ginn an de Fonds pour l'Emploi. Déi aner 3,6 Milliounen sollen dann an de Report du solde weidergereecht ginn.

Et muss een och feststelle fir 2008, dass eng Rei Dépense-couranten zolidd an d'Luucht gaange sinn. Am Total sinn dat 31,8% vun den Dépensen, déi virgesi waren. A selbstverständliche sinn déi Augmentatiounen do zréckzeféieren op den Asaz fir d'Rette vun enger Rei Finanzinstituter. Dat fénnt ee selbstverständliche och erém, wann een den Detail dovunner kuckt.

Dann zum Contrôle vun den Dépenses, deen 2008 gemaach ginn ass. De Contrôleur financier hat am Total eppes iwwer 218.000 eenzel Operatiounen ze kontrolléieren. Ech erspueren lech och do den Detail an de Sous-détail dervun. Ech wéll just feststellen, dass och 2008 nach eng Kéier eng ganz Rei Refus de visa ausgeschwat gi sinn.

Et muss ee soen, dass d'Refus de visa an de leschte Joren am Fong geholl an hirer Zuel réckleefeg waren. Mir haten am Joer 2003 nach bal 600 Refus de visa. Déi sinn an de leschte Jore liicht réckleefeg. Par contre muss ee soen, par rapport zum Joer 2007 ass awer nees eng kleng Augmentatioun festgestallt ginn, och wann et némmen eng ganz kleng war. Eng Zuel - dozou kommen ech herno nach -, déi de Statsrot awer insgesamt als ze héich aschätzt. Net well e mengt, dass ee misst soen, et wär an der Rei, mä well e bemängelt, dass vill därf doter Situationsen eigentlech kéinten évitéiert ginn.

D'Haaptgrénn fir de Refus de visa si méi oder weineger stabel duerch d'Joren. Et ass oft eng Absence de base légale. Dat ass bei all drëttet Refus de visa de Fall. Bei ronn 28% sinn et Engagementer, déi ex post gemaach ginn. Och do gëtt an der Regel dann de Visa refuséiert.

Da sinn och nach Netrespektek vun der Légalisation iwwert d'Marché-publicé fir all Aarte Refus zoustänneg. A mir hunn och nach eng Kéier Enn 2008 eng Rei Dossieren, déi vun der Regierung net clôturéiert waren, 34 am Ganzen, wou, obwuel et e Refus de visa gouf, d'Regierung jo d'Méiglechkeet hätt, mam Passer autre virunzkommen; wat awer net geschitt ass. Esou dass do nach 34 Dossieren en suspens lieien. Dat zu den Zuelen.

D'Kommissioun huet sech awer nieft deenen doten Zuelen, déi d'Cour des Comptes nach eng Kéier erausgeschleift huet, och nach eng Kéier mat dräi, véier aneren Aspekter beschäftegt, déi an der

Meenung vun der Kommissioun wierklech vu Bedeutung sinn. Besonnesch, wann een an Zukunft wéllt, dass deen Exercice vun der Analyse vun de Konten e méi politischen a budgetäre Senn soll hunn, wéi dat am Moment de Fall ass.

Um Niveau vun de Gemengen, a vill vun de Membere vun der Chamber si jo och a Gemengen- a Schäfferéit vertrueden. An de Gemenge gëtt émmer gesot, d'Wourecht wär am Kont. Et ass och richtig. De Budget prévisionnel ass am Fong e politesch Dokument, wou gemengt gëtt, wat een dat Joer drop mécht. Dat ass jo zu 60, 70% dann och de Fall esou queesch duerch d'Gemengen. Zu engem groussen Deel ginn déi Saachen, déi am Budget an Aussicht gestallt ginn, schlussendlech net esou réalisiert, well se méi spéit réalisiert ginn oder wéi och émmer. Et ass also e politesch Dokument.

De Kont, par contre, gëtt dat eenzept richteg detailléiert Bild doríwwer of, wat reell gemaach ginn ass. D'politesch Leeschtung, d'finanziell Engagementer, déi stinn am Kont vill méi, wéi dass se am Budget stinn. Dofir ass och an der Meenung vun der Kommissioun deen Exercice, dee bis elo wierklech en Exercice de style war dans le meilleur des cas, en nouwendegen a wichtegen Exercice.

Dat ass keng nei Meenung, vun därf d'Kommissioun d'Land misst iwwerzeegen. Dat steet och esou an eise Gesetzer an därf doter Matière. A mir missten eigentlech et fäerdege bréngen, an Zukunft déi dote Saache méi seriö ze maachen, méi no am Délai a méi detailléiert quant au fond.

D'Kommissioun gesäßt awer do e puer Problemer, déi vun der Cour des Comptes zum groussen Deel soulevéiert gi sinn an deene sech d'Kommissioun och eigentlech alleguerte konnt ralliéieren, wann ee wéllt, dass an Zukunft déi Wourecht, déi an de Konte stécht, och eng Wourecht gëtt, déi hei analyséiert an diskutéiert gëtt, an och eng Wourecht gëtt, déi dann en Néierschlag muss fannen am Budget fir dat Joer drop.

Den éischte Problem, dee vun der Cour soulevéiert gëtt a wou sech d'Kommissioun ralliéiere kann, ass d'Qualitéit vun den Informatiounen, déi am Compte général vun der Regierung geliwwert ginn. An aller Regel ass am Projet de loi eng relativ sommaire - komplett wuel an den Zommen, an de Montanten, awer relativ sommaire - Énumératioun vun de Posten, déi d'Consommation indiquéieren, déi op dësem oder deem Budgetsposten an deem Joer do gemaach ginn ass.

Wann ee wéllt och vun der Cour des Comptes verlaangen, dass se net némmen hir Délaien anhält, well op deem Punkt därf et an Zukunft keng Dépassementer méi ginn, mä dass d'Cour des Comptes och eng méi seriö Analys quant au fond ka maachen, da muss ee sech wierklech Gedanken doríwwer maachen, ob déi dote Form vu Presentatioun mat enger Énumératioun vun de Consommatione vun de Posten an Zukunft kann duergoen.

D'Kommissioun ass éischter der Meenung, dass et effektiv esou misst sinn, wéi d'Cour des Comptes suggéréiert, dass een do mat méi Informatiounen muss kënnen déngent. Dat ass allerdéngs méi séier gesot wéi gemaach. Da misst ee sech och doríwwer énnerhalen, seriö énnerhalen, wéi eng Informatiounen dat da musse sinn. Well et ass och kengem gehollef, wa mer aus engem schlanken Dokument elo e Wälzer maachen, deen herno fir kee Mensch méi ze bewältegen ass, och net an deenen Délaien, an deene mer och gären hätten, dass e muss bewältegt ginn. Duerfir musse mer eis mat därf doter Fro, eiser Meenung no, och beschäftegen, fir wierklech dann och ze kucken, wat da méi ass, ier et ze vill gëtt därf Informatiounen. Déi Diskussioun ass nach net gefouert ginn, an déi musse mer awer nach féieren.

Zweete Punkt, dat ass dee vun der Réforme budgétaire. Do gëtt et jo an anere Länner eng Rei Beispiller. De Budgetsrapporteur, de Lucien Thiel, huet jo a sengem Rapport fir 2010 eng Rei Länner kuerz opgelësch a kuerz erklärert, wéi an deene Länner déi nei Comptabilité publique gefouert gëtt, wou och Aspekter vu Qualitéit müssen erafleissen, an net némmen eng quantitativen Bewährung vun Zuelen, déi am Équilibre solle stoen.

D'Cour des Comptes huet sech an hirem Rapport zu de Konten 2008 ganz detailléiert, wierklech ganz detailléiert - ech kann all Mensch némme recommandéieren, eng Lecture dovunner ze maachen -, mat der franséischer Loi organique iwwert d'Loi des finances beschäftegt. Net well mer der Meenung wieren, dass een déi eent zu eent misst iwwerhuelen, mä d'Cour des Comptes huet an enger ganz gudden Aarbecht probéiert ze kucken, awiéwäit ee kéint dee franséische Modell vun der LOLF op Lëtzebuerg importéieren an op eise Modell iwwerleeën.

Den Här Thiel huet och kuerz kloergemaach, dass et bei deenen anere Modeller, déi hie verglach huet, kee fäerdege Modell gëtt, deen eent zu eent këint transposéiert ginn. D'Comexbu ass duerfir der Meenung, dass mer eis am Laf vum nächste Joer mat därf doter Fro grad wéi d'Finanzkommissioun, déi jo eigentlech do, mengen ech, de Lead huet, sollte beschäftegen a kucken, wat de geneé Modell ass, deen op Lëtzebuerg géif kënnen iwwerdroe ginn. Mä et ass ganz kloer, dass mer am Laf vun 2010 och als Comexbu eis mat därf doter Fro wäerte beschäftegen.

Den drëtte Punkt, wou eiser Meenung no an der Comexbu Saachen an Zukunft müssen anescht këinne gemaach ginn, dat sinn d'Fongen. Zu den Zuelen: D'Entwicklung bei de Fonge war 2008 am Kont eng favorabel. Et ass eng Augmentatioun vun den Avoiren op de Fonds spéciaux vun 9,65% zustane komm, doduerch, dass eng ganz Rei Recetten zolidd gewuiss sinn, èm 12,89%, a bei den Dépenses e Minus war vun 8,41%. Wat am Saldo eng Augmentatioun vun den Avoiré mécht vun 9,65%.

Wat awer net zefridde stellend ass, ass och do den Informatiounsgehalt iwwert d'Fongen. Och do géif d'Cour des Comptes gäre méi doraus maachen. Och dat ass awer net méiglech, well an der Presentatioun, wéi et se elo gëtt, am Kont am Fong némme d'global Situatioun vun den eenzelne Fonge rapportéiert gëtt. Et gëtt awer keng Informatiounen doríwwer, wat bannent deenen eenzelne Fonge vun Affektatiounen gemaach gëtt. Wéi eng Projete ginn an deem Joer iwwert dee Fong mat wéi enge Montanten engagéiert? Wat gëtt genau domadder gemaach?

Déi qualitativer Analys ass also och bei de Fongen absolut net ze maachen. A wa mer, wéi gesot, an Zukunft wëllen, dass den Exercice vun der Analyse vun de Konte säi Senn soll hunn, da müssen d'Informatiounen, déi mer beim Kont liwweren, och bei de Fonds-spéciaux däitlech verbessert ginn, fir dass wierklech och eng qualitativer Analys ka gemaach ginn.

De leschte Punkt wëlle mer just als Comexbu nach eng Kéier kuerz rappeléieren. Mir haten d'Visite an eiser Kommissioun den 23. November vum Henri Grethen, dem Lëtzebuerger Member an der Europäischer Cour des Comptes, deen eis dorop opmierksam gemaach huet, dass opgrond vum Akraaftriebe vum Traité vu Lissabon an Zukunft d'Länner, d'Memberstate vun der Unioun, méi staark wäerten agebonne ginn an d'Exekutioun vum communautairé Budget, dass also och an Zukunft eng Rei Efforten op d'Verwaltung zu Lëtzebuerg wäerten duerkommen, well se méi agebonne ginn an d'Exekutioun vum communautairé Budget. Et wäerten och méi Kontrollen, méi Monitoring müssen zu Lëtzebuerg gemaach ginn. An do wäerten also erwaardungsgeméiss no den Aussoe vum Här Grethen eng Rei supplémentaire Efforten op eis duerkommen, op déi sech d'Verwaltung misst émstellen.

Als Konklusioun, Här President, wéll ech soen, dass déi Rapporten an der Kommissioun majoritar ugeholl gi sinn.

Ech wéll awer och nach kuerz soen, wat de Statsrot a sengem Avis vum 8. Dezember soulevéiert huet. En huet sech an engem Saz wéi an zéng grossen modo och de Konklusiounen vun der Cour des Comptes raliéiert, notammt wat d'Informatiounen betréfft, déi an Zukunft solle verbessert ginn, fir eng besser Analys kënnen ze maachen.



De Statsrot huet och nach eng Kéier seng scho bekannte Positioun rappeléiert, dass e wéllt, dass an Zukunft och manner Refus de visa doduerch zustane kommen, dass d'Verwaltung eng ganz Rei Feeler, vun deene se weess, dass se automatesch zu engem Refus feieren, einfach net méché, dass also d'Zuel vun de Refus vun de Visaen erofgeet doduerch, dass déi dote Feeler am Viraus évitéiert ginn. Mir mengen och als Kommissioune, dass dat zoutreffend ass. Déi Zuel misst kennen nach par rapport zu de Jore virdru weider erofgedréckt ginn. Si ass schonn erofgaangen zénter 2003, mä si misst kennen weider nach erofgedréckt ginn.

An Zukunft, wéi gesot, wéllt d'Comexbu ganz staark dorobber insistéieren, dass all d'gesetzlech Dispositiounen, déi et an der Matière vum Kont, vun der Budgetsprozedur eigentlech gëtt, an Zukunft hei à la lettre applizéiert ginn. Dat wäert sech doranner äusseren, dass mer hoffen als Comexbu, dass d'Regierung wéi an der Vergaangenheit virum Summer hire Projet de loi kann déposéieren zum Kont vum Joer virdrun, dass mer dann am Laf vum fréien Hierscht, wéi d'Gesetz et verlaangt, vun der Cour des Comptes en Avis zu deem Dokument kenne kréien, dass de Statsrot och nach eng Grëtz méi fréi wéi dést Joer sain Avis kann dozou déposéieren, dass also d'Comexbu hir Aarbecht am Laf vum Oktober ka maachen an dass an der Plénière am Laf vum November misst kennen iwwert d'Konte vum Joer N minus eent diskutéiert ginn, fir dass mer dann am Dezember och an der Plénière iwwert de Projet de budget fir d'Joer N plus eent kenneen en parfaite connaissance de cause diskutéieren. Dat ass de Wonsch vun der Comexbu, a mer wäerten als Comexbu ganz kloer op d'Anhale vun där doter Prozedur insistéieren.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Eis Presidentin -, där ech wierklech wéll besonnesch Merci soe fir d'Aart a Weis, wéi se zénter dem Ufank vun dëser Legislatur déi Kommissioune presidéiert -, ech sinn iwwerzeugt, dass si wäert derfir suergen, dass op dëse Froe vun Délaien an Zukunft net méi transigéiert gëtt an dass mer hoffentlech och qualitativ dann an Zukunft déi Diskussioune kenne feieren an zu Konklusiounen bréngen, dass den Exercice wierklech säi volle Sënn huet. Well en huet ganz vill Sënn, mir hunn e just nach ni wëllen notzen.

Ech soen lech Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Félix Braz Merci. Als éischte Riedner ass den Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► M. Félix Eischen (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no den Diskussioune iwwert de Budget vum nächste Joer gi mer dann elo kuerz erém zréck an d'Vergaangenheit a beschäftegen eis mat dem Contenu vun de Budgeten aus de véier leschte Joren, ob se dann elo konform exekutéiert goufen oder och net.

An deene véier Projets de loi, déi virleien, geet et engersäits ém d'Exekutioun vun de jeeweilege Regierungsbudgeten an op däraner Sait iwwert d'Remarquen, déi d'Cour des Comptes an hire respective Rapporten zu deenen einzelne Budgete gemaach huet. Dës Rapporté si wichteg a maachen et der zoustänneger Chamberskommissioune méi einfach, d'Exekutioun vun de Statskonten am Fong ze analyseren.

D'CSV ass der Meenung, dass d'Cour des Comptes zu de Konten 2005, 2006, 2007 an 2008 exzellent Rapporté verfaast huet a wéilt hir dann och vun dëser Platz aus Merci soen a félicitéieren.

Här President, d'Rapporté vun der Cour des Comptes hunn et dem Rapporteur, dem Här Braz, erlaabt, déi véier virleind Projete vun der zoustänneger Chamberskontrollkommissioune iwwert d'Ausféierung vun de leschte Statsbudgeten ze erstellen.

Well de Rapporteur a sengen exzellente schrifftleche wéi och mëndleche Rapporten, fir déi ech him vun dëser Platz aus wéll Merci soen, am Detail op déi eenzel Aspekte vun de Statskonten aus de leschte Joren agaangen ass, esou wéi d'Cour des Comptes se analyséiert huet, wéll ech net op all déi Chifferen aus dem Rapport vum Rechnungshaff an den Avis vum Statsrot agoen. Et bréngt net vill, wann een hei nach eng Kéier déi Chifferen nennt, déi am Fong jiddweree säit Jore misst kennen.

Et ass awer net oninteressant, kuerz ze kucken, wat an deene leschten Exercicer geschitt ass. Ofgesi vum Kont 2005, deen nach mat engem kräftegeen Defizit ofgeschloss huet, wéll ech zum Beispill dorop hiwisein, dass d'Estimatiounen vun de Recetten am Joer 2006 ém 14,5%, am Joer 2007 ém 11,4% an am Joer 2008 ém 5,3% dépasséiert goufen.

Wat d'Affektatioun vun de Plus-valuen aus den dräi leschtgenannten Exercicer vun émmerhi 770 Millioune ugeet, esou begréisse mer ausdrécklech, dass se a Spezialfonge fléisse sollen, wat mam Vote vum Budget 2010 dann och wäert geschéien. Si erlaben eis, weider an Zukunft déi Investitiounen am Grand-Duché ze tätegen, déi mer brauchen, fir no der Kris gutt opgestallt ze sinn, hëlfelen awer och, déi direkt Auswirkunge vun däri Kris, zum Beispill um Aarbeitsmaart, ze pléischteren. Sou sinn eleng 225 Millioune fir d'Speise vum Fonds pour l'Emploi virgesinn.

Här President, et ass awer och esou, dass net némmeen d'Recetten énnerschat goufen, och d'Estimatiounen vun den Dépensé si laut de Konte vun 2005 bis 2008 dépasséiert ginn. Dat lescht Joer souguer ém 30%, wat awer zum gréisssten Deel duerch d'Rettungsoperatiounen fir d'Finanzinstituter ze erklären ass. Soulaang d'Konte mat Iwwerschëss ofgeschloss hunn, war den Dépassement vun den Estimatiounen bei den Dépensé jo kee grousse Problem. Dat wäert jo awer elo bekanntlech änneren, well mer elo emol an nächster Zäit viraussichtlech net op déi Iwwerschëss kennen zréckgräifen.

An deem Kontext sief och den Appel gemaach, dass an Zukunft all Efforté solle gemaach ginn, fir dass d'Budgetsprevisione souwuel bei de Recetté wéi och bei den Dépensen nach méi no un der Réalitéit solle leien.

Mir begréissen duerfir och ausdrécklech, dass de Finanzminister permanent d'Finanzkommissioune iwwert d'Evolutioun vun de Steierrecetten um Lafenden hält. Ech sinn awer och wéi de Budgetsminister der Meenung, dass sech déi Methodologie nach perfektionéiere léisst, fir dass d'Extra-polatiounen an d'Previsionen am Budget esou no wéi méiglech un déi ze erwaarden Realitéit erugefériert kenne ginn. Dass dat keng einfach Affärr ass, ass gewosst, well déi ekonomesch Parameteren, no deenen de Budget opgestallt gëtt, meeschttens net identesch si mat deene Parameteren, déi der Wirtschaftsentwicklung a Wierklechkeet entspriechen, déi dann en fin de compte déi reell Chiffere vun de Statskonte bestëmmen.

Här President, an dem Kontext vun de Remarqué vun der Cour des Comptes zu de Konten 2008 bleift vun eiser Sait nach kuerz Folgendes ze soen: D'Budgets-kontrollkommissioune huet sech mat der Problematik vun der Qualitéit vun den Informationen an de Statskonte respektiv och zu de Spezialfonge beschäftegt. Si deelt och d'Meenung vun der Cour des Comptes, déi an hirem Rapport fir eng Réforme budgétaire plädéiert.

Mir sinn der Meenung, dass mer effektiv eng méi performant an eng méi transparent Budgetiséierung brauchen, a begréissen duerfir ausdrécklech, dass d'Cour des Comptes sech däri Saach ugeholl an un engem Lëtzebuerger Modell geschafft huet, deen op eis Verhältnisser zugeschnidden ass, a mat deem mir eis hei an der Chamber emol méi intensiv beschäftege sollten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem exzellente schrifftleche Rapport vum Rapporteur Félix Braz ass u sech náischt méi bâizeflécken. D'CSV-Fraktioun ka sech de Virschléi an de Schlussfolgerunge vun der Budgetskontrollkommissioune uschléissen a wäert och déi véier Gesetzesprojekte matstëmmen.

Domadder, Här President, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolaschteren.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► M. le Président.- Ech soen dem Här Eischen Merci. Als nächst Riedner ass d'Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

► Mme Anne Brasseur (DP).- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, wat mer hei maachen am Moment, just ier mer iwwert de Budget ofstëmmen, ass en Exercice de style. Et ass bal eng Farce, an dat ass net gutt, well et geet hei ém d'Staffinzen. Et geet ém d'Konten.

Firwat ass dat bal zur Farce degradéiert? Well mer ons selwer net un ons eige Procéduré gehalen hinn. 1999 hu mer en neit Gesetz iwwert d'Budgetsprocédure an iwwert d'Kontabilitéit an d'Trésorerie vum Stat hei gestëmmt. Et gëtt applizéiert, mä et gëtt sech net un d'Délaie gehalen, déi an deem Gesetz virgesi sinn. Et steet am Artikel 11 vun deem Gesetz, dass d'Regierung fir den 31. Mee all Joer d'Konte muss vum Joer virdrun déposéieren. Dorun hält d'Regierung sech.

Da steet weider an deem Gesetz, dass d'Cour des Comptes muss bis den 30. September hire Rapport dozou maachen, an d'Cour des Comptes huet sech bis elo Zäit gelooss a koum méi spéit mat hirem Rapport eraus. Mä duerno ass dat un de Conseil d'Etat gaangen. An de Conseil d'Etat huet sech Joren Zäit gelooss, fir verschidde Konten ze approuvéieren.

Déi Procédure kenne mer wierklech net méi esou suivéieren, well wann een e Budget wéll etabléieren, da muss ee jo op eppes Konkretes opbauen. An dat Konkret, wat ass dat? Dat sinn d'Konten, déi vum Virjoer engem virleien. Et ass jo och net vun ongefëier, dass an de Gemenge bei-spillsweis mam Budget d'Konten an de Budget rectifié présentiert ginn, an et baséiert ee sech op d'Konten, fir de Budget ze préparer.

Beim Stat war dat bis elo net de Fall, a mir sinn der Chamber dankbar, Här President, dass Der d'accord waart, dat awer elo nach op den Ordre du jour ze huelen, quritte dass mer net vill Zäit hinn, dat ze diskutéieren, fir dass mer vun elo un an e Rythme de croisière kommen, vum nächste Joer un, an dass mer dann, esou wéi de Rapporteur, deem ech och wéll villmoors Merci soe fir déi Aarbecht, déi e gemaach huet, an ech soen dat och am Numm vun der Kommissioune, déi ech jo däarf presidéieren, fir dass mer da vum nächste Joer u wierklech an den Délaien déi Débaté kenne feieren, a fir dass dann déi Konte vun dësem Joer, vun 2009, d'nächst Joer als Basis kennen dénge fir d'Finanzkommissioune, fir och méi eng profund Analys vum Budget 2011. Dat ass onse Wonsch, an duerfir wollte mer all déi Konten elo ofschléissen, quritte dass dat net esou gemaach ginn ass, an net déi Zäit dorop verwent gëtt, déi mer am Fong missten dorop verwenden.

Ech wéll hei net op d'Chifferen agoen, de Rapporteur huet dat ganz gutt gemaach an de Riedner vun der CSV och. Mä ech wollt ebe just iwwert d'Procédure schwätzen, wou mir ons müssen eng Richtlinn ginn, mä wou natierlech och déi an, déi müssen do mat agebonne ginn, dass déi sech och un d'Délaien halen.

Ech wär frou, Här President, wann Dir da kéint beim Conseil d'Etat intervenéieren, dass deen Exercice awer muss stattfannen an dass d'nächst Joer se wierklech mat Zäit hiren Avis ginn.

Et ass émsou méi wichteg, well mer elo an Zäite sinn, wou mer net méi Plus-values de recettes kenne gérieren, a wou mer dann der Regierung virgeworf hinn, si géif jo systematesch d'Recetten énnerschatzen. Wann een dat kuckt, déi Konten 2006, 2007, da kann ee soen: Bon, Gott sei Dank hu mer ons do e Polster fir haut kenneen accumuléieren. Mä elo, wou d'Recetté vill méi knapp ginn, musse mer dach d'Dépenses och vill méi genee am A halen, am Bléckwénkel hinn, an duerfir muss dësem Exercice vun de Konte méi eng grouss Bedeutung zoukommen.

Op jidde Fall, d'Budgetskontrollkommissioune wäert alles maachen, fir hirem Optrag gerecht ze ginn. Well et ass jo eng

vun deene wichtigsten Aufgaben awer, déi e Parlament huet, d'Regierung ze kontrolléieren an d'Budgetsausgaben, d'Budgetsexekutioun vun der Regierung ze kontrolléieren. Mir müssen ons dann och d'Moyené ginn, dat richteg an verdentlech ze maachen.

Wa mer iwwert d'Procédures och an Zukunft ons wäerten énnherhalen, da geet et ém d'Organisatioun vum Budget. An de Rapporteur huet ugeschwat, dass dat franséisch Gesetz iwwert d'Organisatioun iwwert d'Finanzen énnert d'Lupp geholl ginn ass vun der Cour des Comptes. Ech muss der Cour des Comptes och Merci soe fir deen Exercice, well dat ass eng gutt Basis, fir dass mer kennen diskutéieren. De Budgetsrapporteur huet jo och verschidde Modellen a sengem Budgetsrapport ugeschnidden. Mä mir müssen do zu Konklusiounen kommen.

Nach ee Wuert zur Procédure. Wann een de Budget, wat e politesch Dokument ass, och richteg wéll exekutéieren, muss et Procéduré ginn. Déi Procéduré sinn awer heiansdo esou enk gestréckt, dass de Contrôle vun de Procéduré méi deier kascht wéi den Enjeu selwer. Do schwätzen ech vun den Transferts de crédit. Déi kritt d'Budgetskontrollkommissioune émmer matgedeelt, an ech hu se bis elo gekuckt, an natierlech kenne dat um Schluss vum Joer, wann d'Kreditter net méi duerginn.

Do hu se an engem Ministère 348 Euro weider gebraucht, well de Concierge éischter a Pensioun gaangen ass a well se keng Suen haten, fir deem neien dann d'Masse d'habillement ze ginn. Duerfir koum en Transfert de crédit: 348 Euro. Mä ech hinn nach en anere fonnt, do geet et ém fënnef Euro Indemnités d'habillement, wou dann en Transfert de crédit ugefrot ginn ass. Wann ech kucken, wat d'Procédure kascht, fir déi fënnef Euro Transfert de crédit ze maachen, ech muss lech soen, Här President, dann hu mer en enormen Déséquilibre. An och do muss ee sech iwwert d'Procédures énnherhalen, well et muss een émmer beim A behalen. Et ass d'Effikasitéit, an et kann net sinn, dass d'Kontrollmechanisme méi deier gi wéi dat, wat ee kontrolléiert.

No deene puer allgemengen Observatiounen wollt ech lech soen, dass d'DP-Fraktioun sech wäert beim Vote vun dëse véier Projeten enthalten.

Mir hu constatéiert, dass déi Budgete selon les règles de l'art exekutéiert gi sinn. Déi Bescheinigung gi mer dem jézige Finanzminister a fréiere Budgetsminister ganz gär. Mir constatéieren och, dass et zu enger Verbesserung kenne, an dat gesäßt een un der Zuel vu Refus de visa, déi Gott sei Dank ofhëlt. Mä mir kennen natierlech awer déi Konten net approuvéieren, well dat si Budgeten, mat deene mer, vun deene politesch Choix, net d'accord waren, esou dass mer ons bei deene Voté vun dëse véier Projeten wäerten enthalten.

Ech soen lech Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► M. le Président.- Ech soen der Madame Brasseur Merci, an als nächst Riedner ass den Här Haagen agedroen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

► M. Claude Haagen (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen dat Meeschkt zu de Konten ass gesot. Ech géif awer vun der Geleeéenheet profitéieren, fir dem Rapporteur Félix Braz villmoors Merci ze soe fir déi Aarbecht an déi Presentatioun an déi Analys, déi hie gemaach huet vun de Konten 2005, 2006, 2007 an 2008.

Ech denken, datt et wichteg ass, datt bei der Presentatioun vun engem Projet de loi iwwer e Budget d'Konte misste virleien, datt se virleien an datt se ofgeschloss sinn, datt déi verschidde Avisen och do sinn. De leschte Kont, an de Rapporteur huet dat gesot, war de Kont vun 2004, deen an dësem Haus ugeholl ginn ass. Et wier also wénschenswäert, wa bei der Presentatioun vum Budget 2011 d'Avisen zum Kont vun 2009 och kenne virleien, well een als Deputéierte sech dann och kann eng Meenung maachen iwwert déi verschidde Statsfinanzen, wéi se an der Wierklechkeet och sinn. Ech denken, datt a Krisenzäiten dat besonnesch wichteg ass, well et eng richteg Aschätzung vun der finanzieller Lag vun de Statsfinanzen erlaabt.



SÉANCE 13

MERCREDI, 9 DÉCEMBRE 2009

Eng lescht Remarque, an ech maachen et kuerz, wat d'Konte vun 2008 betréfft: Am Rapport général - an et ass och schonn ugeschwat gi vun der Presidentin, an och vum Rapporteur an och vum Här Eischen - vun der Cour des Comptes iwwert de Kont 2008 stet eng Remarque, wat d'Qualitéit vun den Informatiounen ugeet. D'Presentation très sommaire vun de Finanze mécht et der Cour des Comptes, an esou steet et ganz genau am Rapport, onméiglech, impossible, fir eng approfondiéert Analys ze maachen.

D'Cour des Comptes plädéiert also fir een neie Kontabilitéitsmodell fir öffentlech Finanzen, also eng Réforme budgétaire, déi hei och scho vu verschidde Riedner ugeschwat ginn ass. An dësem Sénn huet jo och de Kolleg Roger Negri eng Proposition de loi de Moien iwwerrecht vun der LSAP iwwert d'LOLF, Loi organique relative aux lois des finances, an déi ass och déposéiert ginn.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP zu dësem Projet de loi.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Haagen Merci, an dann ass nach agedroen den Här François Bausch. Den Här Bausch huet d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, ech erlabe mer och, am Numm vun der grénger Fraktiou, dem Rapporteur villmoos Merci ze soe fir sää gudde schrifftlechen a mëndleche Rapport. An ech kann et och duerfir kuerz maachen, Här President. Ech maachen et d'nämlech wéi d'Madame Brasseur an hirer Konklusioun: Mir hunn näischt un der Exekutioun vum Budget auszesetzen, mä mir waren natierlech mam Inhalt vun deene Budgeten do net d'accord. Duerfir wäerte mer eis enthalen.

► **M. le Président.**- An dann ass nach den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Ech ka mech némmen de Wieder vu mengem Virriedner, dem Kolleg François Bausch, uschléissen, fir dem grénge Rapporteur, dem Félix Braz, Merci ze soe fir déi Konten.

Et ass am Fong schued oder schlëmm, kann ee bal soen, datt en Oppositiounspolitiker - mä et ass awer esou d'Geflogenheit - d'Konte vun enger Regierung hei virdréit, déi e politesch sécherlech net matdréit, wat den Inhalt ubelaangt. Ech menge, mir hunn déi Budgeten net gestémmt, esou datt een am Prinzip och d'Konten net ka stëmmen. Mä wat awer hei muss mat zum Ausdruck bruecht ginn, ass, datt d'Gestioun vun de Finanzen awer richteg dokumentéiert gëtt, an dat muss een awer émmer unerkennen. An duerfir wäerte mer eis och bei dësem Vote dann enthalen.

► **M. le Président.**- Da soen ech och nach dem Här Gibéryen Merci. Da kritt elo nach d'Wuert de Finanzminister, den Här Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här President, bei de Budgetdiskussiounen a bei der Diskussioun ronderëm d'Konte sinn am Fong zwee Elementer, déi zum Virschäi kommen. Dat eent - et ass wierklech d'Grondlag vun der Politik an et ass en Häerzstéck vun der Demokratie, an dat mierkt een duerch zwee Aspekt - , dat ass, datt mer d'lescht Woch an dës Woch iwwer esou much politesch Beräicher geschwat hunn, an datt mer hei bei der Approbatioun vun de Konten och gesinn, datt d'Lëtzebuerger Demokratie funktionéiert, nämlech notammt an der Symbolik, déi doranner besteet, datt d'Kontrollkommissioun vun der Exekutioun vum Budget vun engem Politiker vun der Oppositioun geféiert gëtt, an datt och dee Rapport iwwert d'Konte vun engem Rapporteur, deen aus de Reie vun der Oppositioun kënnt, gemaach gëtt.

Ech soen duerfir dem Här Braz Merci fir dee Rapport an och der Madame Brasseur, déi an dëser Legislaturperiod op eng, fir si gewinnten, streng, seriö, mä konstruktiv Aart a Weis déi Aarbechte vun däk Kommissioun féiert.

Fir de Finanzminister ass dat e wesentlech Stéck vun enger gudden Gestioun vun de

Statsfinanzen. Ech gesinn dat ni un als eppes, wat mech a menger Aarbecht stéiert, mä fir am Fong op eng uerdentlech Aart a Weis dat auszeféieren, wat de Gesetzgeber eis mat op de Wee ginn huet. Mir kréien de Budget vun der Chamber gestémmt. De Budget muss vun eis ausgefériert ginn, woubäi et normal ass, datt bei enger Rei Dépenses a bei enger Rei Recetten een dat net millimetergenn kann am Budget festleeën. Et weess een net haut, wéi vill ganz genee an där enger oder anerer Steierkategorie erakénnt, a verschidden Dépensé sinn net op den Euro genee am Virfeld anzeschätzen.

Mä duerfir ass et émsou méi wichteg, datt dat Gesetz, wat mer vun der Chamber gestémmt kréien, och am Nachhinein iwwerpréift gëtt. Ech sinn äusserst dankbar, datt mer elo eng Kéier an engem Siëss déi Konten do allegueren approuvéieren. Well et ass och fir eis, déi fir d'Statsfinanzen zoustänneg sinn, net flott, wa während Joren déi Konten dorëmmer hänken, quritte datt mir déi Suen an deene Fongen affektéieren, mä si sinn émmer némme provisoresh affektéiert bis mer d'Approbatioun en bonne et due forme vun der Chamber hunn. Et ass also flott, datt mer elo endlech déi Avisen zu deene Konten haten, an datt déi hei kënnen approuvéiert ginn.

Ech wéll hei nach eng Kéier soen, am Numm vun der Regierung, datt ech och wäert déi nächst Joren drop halen, an dat versprieschen ech lech hei, datt déi Konten mat Zäit an d'Chamber kommen. Dat war enorm vill Aarbecht. Et ass och vill Aarbecht, déi naturellement d'Beamten aus dem Finanzministère maachen, well dat ass jo virun allem eng Kontabelsaarbecht, wann een dat esou wéllt nennen. Mir hunn eis Délaien do wäitaus verbessert. Mä duerfir muss och de parlamentareschen Débat duerno stattfannen, well fénnef Joer duerno huet deen Débat kee Sénn. Do sinn ech ganz d'accord mat deem, wat heibanne gesot ginn ass.

Ech stellen awer och fest, inhaltlech, datt mer déi Mehreinnahmen affektéiert hunn u Fongen, fir domadder laangfristeg Investitiounsausgaben ze tätegen. Et ass eng Politik, fir déi ech mech émmer agesat hunn an déi ech och nach wie vor richteg fannen. Sollten also och an Zukunft nach eng Kéier Mehreinnahme kommen, menge ech, sollt een dat och esou maachen. Wat d'Prozedur ubelaangt, hu mer iwwert d'Konte geschwat. Ech wéll nach e Wuert soen iwwert d'Prozedur beim Budget, well dat souwuel an der Budgetsdebatt wéi och hei de Moien opkomm ass. Ech menge, datt Elementer vun eiser Budgetsprozedur iwwerlieft sinn. Fir awer automatesch op de Wee ze goen, fir dat ze kopéieren, wat en Nopeschland gemaach huet, do hunn ech Retizenzen. Och wann ech gesinn, datt de franséische Budget aus allen Noute fiert a mat engem ganz héijen Defizit ofschléiss, ass dat net onbedéngt de Problem vun der Prozedur, mä et ass och net onbedéngt d'Prozedur, déi zum équilibréierte Budget a Frankräich geféiert huet.

Ech sinn also dankbar fir déi Suggestiounen, déi komm si vun der Cour des Comptes an och däi Proposition de loi vum Här Negri. Ech wéll lech soen, datt mer an der Regierungserklärung och stoen hunn, mir géifen iwwert d'Prozedur kucken. Ech sinn amgaang och d'Procedures an e puer anere Länner ze kucken, fir sécherzestellen, datt mer e bësse méi Flexibilitéit aféieren innerhalb vun den Departementer. An déi Beispiller, déi hei d'Madame Brasseur ginn huet, och bei den Transferts de crédit, beweisen, datt mer heiando vläicht eng ze vill detailorientéiert bürokratesch Approche hunn.

Mä op däi anerer Sät wéll ech évitéieren, datt mer duerch ze vill flexibel Regeln dat Gesamtbild net méi énner Kontroll behalen. Do den Équilibre fannen, dat ass eis Aufgab. A vläicht fanne mer u Modeller vun anere Länner an Europa, kombinéiert mat deene Suggestiounen, déi gemaach gi sinn, e méi moderne Wee, fir eise Budget opzestellen. De Budget ass vläicht haut ze vill detailliert. Dat erlaabt heiando, mä en Iwwerbléck ze hinn iwwer eng Rei Dépenses, mä ech mengen et kann ee vläicht innerhalb vun den Departementer e bësse méi Flexibilitéit aféieren.

An et ass och esou, datt ech net mengen, datt de Finanzminister muss all Transfert de crédit, notammt déi énner enger gewéssener Zomm, am Detail approuvéieren, an datt déi och musse vun der Chamber da gekuckt ginn. Mä do sinn ech gäre bereet, mat der Chamber eng Diskussioun dorïwwer ze féieren, wann ech meng Viraarbechten e bësse méi wäit gemaach hunn.

Datselwecht gëllt fir dat, wat den Här Braz gesot huet betreffend d'Opstellung vun den Konten. Et huet effektiv kee Sénn, datt mir lech mat esou Dokumenter beliwweren. Dat bréngt mer fäerdeg am Finanzministère, mä déi Informatioun liest herno kee méi.

Also, kommt mer kucken téschent deem vläicht ze vill kuerze Projet de loi, wéi mer en elo eraginn, an deem, wat d'Chamber fir den demokrateschen Débat méi wéllt hunn, wat fir eng zousätzlech Informatioun gewënscht sinn, an ech sinn der Meenung, datt mer ouni Schwieregkeet dann och déi Informatioun kenne liwweren.

Generell appréciéieren ech, datt hei net fundamental d'Exekutioun vum Budget a Fro gestallt ginn ass. Ech fannen, et ass eng Logik, wann een de Budget net gestémmt huet, datt ee sech da bei de Konten net kann op eemol hei zu enger Jubelstëmmung hiräisse loessen. Duerfir appréciéieren ech awer émsou méi, datt d'Oppositioun sech hei schéngt just ze enthalten an net géint déi Konten stëmmt.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Finanzminister Merci. Domadder wiere mer um Enn vun eiser Diskussioun iwwert déi verschidde Projets de loi a mir kéimen elo zur Ofstëmmung.

Fir d'éischt iwwert de Projet de loi 5591.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5591 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmme fankt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5591 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, géint 21 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5591 est adopté par 39 voix pour et 21 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Raymond Weydert), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot).

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Cox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Wéllt ee seng Enthalung begrënnen? Dat ass net de Fall.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidiert.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5891.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5740 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmme fankt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5740 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, géint 21 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5740 est adopté par 39 voix pour et 21 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Raymond Weydert), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot).

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Wéllt ee seng Enthalung begrënnen? Dat ass net de Fall.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidiert.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5891.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5891 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmme fankt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5891 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, an 21 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Raymond Weydert), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Wéllt ee seng Enthalung begrënnen? Dat schéngt mer net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidiert.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5740.



SÉANCE 13

MERCREDI, 9 DÉCEMBRE 2009

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;
M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen? Dat ass net de Fall.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidier.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de leschte Projet de loi, wat d'Konten ubetrëfft, de Projet de loi 6058.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6058 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6058 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen an 21 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6058 est adopté par 39 voix pour et 21 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Raymond Weydert), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry).

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidier.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer zwou Motiouen. Fir d'éischt d'Motioun N°1 vum Här Gast Gibéryen.

Motion 1

Wëllt nach een dozou Stellung huelen? Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Merci, Här President. Ech hat gëschter déi zwou Motiouen hei deponiert, a vu datt den Här Minister esou fréndlech war, fir Stellung dozou ze bezéien, géif ech och nach eng Kéier kuerz d'Wuert dozou huelen.

D'Motioun 1, do deelen ech net d'Meening, déi den Här Frieden elo grad hei gesot huet. Den Här Frieden sot, hie géif all Mount an d'Finanzkommissioun kommen an do den aktuelle Stand vum Mount virdrun, wat d'Recetté vun de Steieren an esou weider géif ubelaangen, ofginn. Dat stëmmt. Dat ass souguer op Wunsch vun ons komm, well mir hunn d'lescht Joer hei bái de Budgetsdebatten als ADR dat verlaagt, a mir hunn et duerno an der Finanzkommissioun verlaagt, an dat leeft och elo vun Ufank dëses Joers un.

Mä dat, wat mer hei an dëser Motioun verlaangen, ass vill méi wéi dat, wat mer bis elo all Mount kréien. Mir verlaangen hei zum Beispill och, datt all Mount net némmen d'Entwicklung vun den Haapsteieren, déi de Stat erakritt, d'Finanzkommissioun kritt, mä mir verlaangen och hei, datt all Mount zum Beispill am Detail d'Entwicklung vun der Statstrésorerie matgedeelt gétt. Mir soen, datt all Mount och soll de Stand vun der Dette publique vum Stat matgedeelt ginn, datt all Mount och soll matgedeelt ginn, wat op de Spezialfonge vum Stat steeet.

Mir soen, datt och misst bei de Recetten, déi vum Stat bei der Steier erakommen, net némme sollt gesot ginn: „Dat ass eng Recette fir dëst Joer“, mä si misst och ventiléiert ginn, wou gesot gétt: „Déi setzt sech zesummen aus de folgende Steieren: Déi dote kommen nach aus dem Joer 2007, déi do kommen aus dem Exercice 2008“, esou datt een och ka feststellen, wat reell pro Exercice vu Steieren erakénn, an net némmen ee Chiffer, deen op de Budgetsexercice gemaach gétt.

Mir soen, datt och misst dostoer, wat de Stat nach u Scholden ze bezuelen huet, souwuel wat d'Steierverwaltung wéi den Enregistrement vis-à-vis vun de Leit a vis-à-vis vun de Betriber ze bezuelen hunn, an och op däri anerer Sät, wat de Stat respektiv seng Verwaltung nach vu Suen oder Steieren ze encaisséieren huet.

A wann een déi Chifferen do alleguer huet - ech mengen, wann dat permanent géif all Mount kommen -, da kann am Fong jiddwereen, net némmen an der Chamber,

mä all Mënsch am Land, sech eng genau Situatioun iwwert d'Statsfinanze maachen. Dat misst am Fong eppes ganz Normales sinn. An et ass jo och hei an der Debatt zum Budget quasi vun alle Säite gesot ginn, datt mer misste méi Informatiounen, méi Transparenz an d'Statsfinanze kréien.

Hei ass am Fong net méi an net manner wéi dat, wat mer alleguer soen a wat mer och musse kréien, well soss froe mer et all Mount iwwert de Wee vun enger Question parlamentaire, wann et muss sinn, datt mer déi Chiffere kréien. Et schéngt mer awer eppes Elementares ze sinn, datt dat vun enger Regierung automatesch ge-liwwert gétt.

Déi zweet Motioun, Här President, wat d'Gemengen ubelaangt: Do deelen ech och net d'Meening vum Här Frieden, deen hei seet: „Mir müssen do nach mat de Gemenge kucken.“ Neen, do ass u sech näischte kucken, well all Gemeng stëmmt e Budget. Dee Budget kritt de Minister vum Intérieur eragerecht an dee Budget muss am Prinzip virum 31. Dezember gestëmmt ginn. An an all Gemengebudget gétt et eng Tabell, wou eng Gemeng all hir Emprunten, wa se Emprunten huet, opfériert, op den 31. Dezember vun dem lafende Joer. An et steet och dran, wat se vun Emprunten dat nächst Joer envisagéiert opzehuelen, esou datt also den Innenminister déi Donnéeën alleguer den 31. Dezember am Prinzip a sengem Ministère muss dobannen hunn. E muss se just, wann en dat net kann informatesch maachen, ma da muss en eben e Beamten dohinner setzen, deen déi Kreditter zesummenzielt.

Dann hunn ech net gesot, datt dat muss direkt geschéien, mä mir hunn nach bis den 31. Januar Zäit gelooss, fir datt de Minister der Chamber einfach e globale Chiffer da matdeelt, wat d'Emprunté sinn.

Här Minister, ech hunn déi Motioun hei gemaach, well mer elo e puermol an der Finanzkommissioun den Här Innenminister do haten a mer hunn awer ni déi Chiffere kritt. Da sinn émmer aner Ursache virgeschéckt ginn, mä mer hu se bis haut nach net kritt. An ech mengen, wa mer als Parlament soen: „Mir hätten déi doten elo gär bis den 31. Januar“, da wier dat wierklich näischte ze vill verlaangt. An ech mengen och, datt d'Chamber, wa se sech wëllt seriö huelen, dann deenen zwou Motiouen hei sollt zoustëmmen.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Wëllt nach een zu deenen zwou Motioun schwätzen? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da kéime mer elo zur Ofstëmmung. Fir d'éischt d'Motioun N°1 vum Här Gibéryen. Ass de Vote électronique gefrot? Kënne mer par main levée ofstëmmen?

► **Une voix**.- De Vote électronique.

► **M. le Président**.- De Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la motion 1

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass verworf mat 36 Nee-Stëmme géint 24 Jo-Stëmmen, a kenger Abstentioun.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 39 voix contre et 21 voix pour.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon

Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Christine Doerner), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Da kéime mer zu der Motioun N°2 vum Här Gibéryen.

Motion 2

Ech huelen un, datt hei och de Vote électronique gefrot ass?

(Assentiment)

Vote sur la motion 2

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. Och hei ass de Vote ofgeschloss.

Déi Motioun ass verworf mat 39 Nee-Stëmmen, géint 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol).

Ech wollt och nach de Vote iwwert de Budget redresséieren. De Projet de budget ass ugeholl mat 39 an net mat 38 Jo-Stëmmen.

Da kéime mer elo nach zum Schluss vun eiser Sitzung zu der Motioun vum Här Bettel. Wie wëllt dozou Stellung huelen? Den Här Bettel huet d'Wuert.

9. Motion de M. Xavier Bettel relative à la création du groupe de travail interinstitutionnel prévu par le programme gouvernemental pour discuter de l'implication, du rôle et des pouvoirs du Conseil d'État

Exposé

► **M. Xavier Bettel** (DP), auteur.- Här President, wéi gesot, virdru sinn ech ganz kuerz op d'Motioun agaangen. Wéi Der wésst, gétt elo eng Plaz nom Départ vum Alain Meyer am Statsrot fräi. Ech mengen, de Statsrot ass selbstverständliche eng Instanz, déi eng ganz wichteg Roll huet an eiser Procédure législative. An den Här Frieden huet et och a sengen Aussoe gesot, dass an der Regierungserklärung eppes dorriwer géif stoen. Ech zitéieren och: «certains aspects de la procédure législative, la communication des textes, les délais des oppositions formelles» géife gekuckt ginn, an dass do e Rapport soll Fin 2010 sinn.

De Fait ass awer, déi Leit gi genannt fir 15 Joer. An dat representéiert net d'Bild vun



enger Chamber. Wann d'CSV elo dee Sëtz nach bääkritt, kënnt d'CSV iwwer 42%. Bon, wann een haut d' „Tageblatt“ liest, ass dat déi Zuel, déi se am Oste géife kréien, mä si kann awer dovunner nach dreemen, fir déi um nationalen Niveau ze kréien.

(*Interruption*)

47% souguer géife se kréien, seet mäi Kolleeg hei, den Här Bausch. Dat heesch, et ass net representativ vun deem, wat an enger Chamber ass. An ee fir 15 Joer laang ze nennen, ass sécher fir verschidde Leit eng flott, sécher Plaz, vis-à-vis vun heibannen se sätzen, wou een dann all fénnef Joer muss zréckgewielt ginn. Mä et ass awer bestëmmt net déi Ursach, firwat e Statsrot soll Leit nenne fir 15 Joer, an dass een duerno gesäit, dass et vläicht e Bonbon ka si fir deen een oder deen aneren, dee sech aus der aktiver Politik zréckgezunn huet. Mir deelen déi Meenung, dass dat déi falsch Richtung ass, an därs dës Regierung geet.

Eis gréng Kolleegen hu siwe Sëtz heibannen. Ech si bestëmmt net deen, deen elo deene Gréngen hiren Affekot ass, mä et ass net normal,...

(*Brouhaha*)

...dass se ee Vertrieeder an deem Statsrot hunn. Duerfir hu mir och gesot, dass et wichteg ass - an d'ADR huet zum Beispill keen, mä et muss ee sech d'Fro stellen, ob een elo muss eng Fraktiouen sinn, fir iwwerhaapt kënnten e Member vum Statsrot ze kréien, oder net. Do muss eben also déi Sitzung zesummekommen, fir do ze kucken, wéi mer et wëlle maachen.

Mir soe just, dass d'Regierungserklärung seet, dass se wëlle kucken, wéi d'Communication des textes, les délais des oppositions formelles ass.

Dir gesitt, eise Pabeier geet vill méi wäit. Eise Pabeier seet nämlech, dass d'Nominatioun an d'Compositioun vum Conseil d'Etat «fassent l'objet d'une discussion approfondie et soient traitées prioritairement». Dat heesch, dat, wat den Här Frieden als superfétatoire bezeichnet hat virdrun, andeem e gesot huet, dass dat jo schonn an der Regierungserklärung dra géif stoen, kënne mer net deelen. Et ass en aneren Discours. Oder mir wëllen Toilettage maachen, andeem ee seet, et muss ee kucken, fir dass d'Procédure législative méi séier geet, oder et soll een eng déif Reform maachen, an dat rapidement, fir ze kucken iwwert d'Nominatioun, iwwert d'Délaie vun de Memberen, d'Appartenance am Statsrot, fir dass dat méi transparent ass.

Ech fannen et émmer zimlech schlëmm, dass een an der Zeitung ka liesen, wien a wéi eng Partei am Fong... An dat ass jo dat, wat am krasseste war - Här President, entschäellegt den Ausdruck -, dass bei Koalitiounsverhandlunge schonn Diskussioun gewiescht sinn. „Ech ginn der een, du gëss mer een.“ Dee Kouhandel ass net déi richteg Plaz. Esou e Kouhandel ass net fir am Statsrot.

(*Brouhaha général*)

Mir regrettéieren esou eppes, Här President. Dir gesitt schonn, wéi nervös se ginn hei, d'CSV an d'Sozialisten.

(*Brouhaha général*)

Ech verstinn, wann ech 47% elo an därs Institutioun hätt, dat ass eng Iwwerrepresentatioun vun der CSV. Et sinn der hei scho vill, de Wieler huet der CSV och esou vill Mandater hei an der Chamber ginn. Mä de Wieler huet doudsécher der CSV keng 47% am Statsrot ginn. Da kommt, mir kommen nees mat de Féiss op de Buedem. A wann d'Sozialisten alles matmaachen, bon, däers si mer elo gewiint.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Bettel Merci. Den Här Gibéryen hat d'Wuert gefrot.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- De Fränz ass nach vir, Här President!

► **M. le Président.**- Den Här Bausch war anscheinend vir. Den Här Gibéryen iwwerléisst dem Här Bausch der Virtrëtt, dann ass den Här Bausch fir d'éischt drun.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mir halen eis gär un d'Spillregelen.

Discussion générale

► **M. François Bausch (déri gréng).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zénter zéng Joer kämpft meng Fraktiouen derfir, datt mer, wat déi héich Institutioun Statsrot ubelaangt, aner Spillregele kréien, sougutt wat d'Nominatiounsprozedur ubelaangt wéi och wat de Fonctionnement ubelaangt.

Virdrun hu mer och schonn nach fir en zousätzlechen Aspekt gekämpft. Deen ass haut am Fong geléist. Dat war dee vun der Trennung vun de juristesche Kompetenzen. Ewechgeholl sinn also déi administrativen, juristeschen Kompetenzen, déi de Statsrot déi Zäit nach hat. Dat ass jo haut gekläert. Do hu mer eng Cour administrative geschafen.

Haut geet et eis nach haapsächlech dorém, well de Statsrot eng eminent wichteg politesch Funktioun och an eisem Stat huet, fir se kucken, datt mer éischtens, wat d'Nominatiounsprozedure vun de Membere vum Statsrot ugeet wéi awer och de Fonctionnement, op en anere Wee kommen.

Mir hunn eigentlech d'Flemm, soen ech lech. Zéng Joer si mer elo amgaangen domadder. X-mol krute mer versprach, datt mer op de Wee vun eng Reform géife goen. Mä mir ginn eis net méi zefridde mat Verspriechen, well mir hu festgestallt an der Vergaangenheit, datt an der Praxis et émmer erém weidergaangen ass wéi gehabt. Dat heesch, datt verschidde Parteien, haapsächlech an deem hei Fall meeschteens émmer d'Regierungsparteien, sech énnereenee géeenegt hunn, wéi d'Nominatioun soll virgoen am Statsrot a wie soll d'Virschlagsrecht kréien.

Mir hunn eng Nominatiounsprozedur, déi total ontransparent ass. Et leeft de Moment dorobber eraus, datt zwar dräi Institutiounen ofwiesselnd d'Nominatioun maachen, dovunner dann och eng Kéier d'Chamber. Mä mir wëssen allegueren, datt et en total ofgekaartent Spill ass, datt émmer an de Regierungskoalitiounen-verhandlungen och de Statsrot d'Besetzung mat en Thema ass, wéi vill aner Posten, an einfach do Ofmaachunge virgeholl ginn, déi dann deementspreichend herno an der Praxis och hiren Nidderschlag fannen, nämlech, datt dann eben op Basis vun deem Accord, deen d'Regierungsparteien énnere sech ausgemaach hunn, eenzel Parteien e Virschlagsrecht kréien, well et ass jo keen Nominatiounsrecht, mä e Virschlagsrecht, dat se kréien, mä wat awer énnert dem Stréch dann derzou féiert, datt am Statsrot eng gewësse politesch Representatioun be-steet.

Et ass elo esou, datt mir der Meenung sinn, datt éischtens emol generell gesinn et am transparenteste wär, wann némme nach d'Chamber géif nominéieren. Aus deem ganz einfache Grond, well, wéi mer haut och hei gesinn, wann d'Chamber proposéiert, dat heesch, wann déi Prozedur déclenchéiert gétt, da kann een eng öffentlech Diskussioun doríwwer féieren, da gétt dat och eng Debatt no baussen. Dat heesch, et ass fir jiddwereen dann och novollzíbar, wéi et zu wat fir engen Beschlussfaassung komm ass oder och net komm ass.

Dat Zweet ass awer dann och, wann een dann d'Chamber décidéiere léisst, da misst een och derniewent kloer Spillregele fest-schreiwen an d'Gesetz, wéi e Virschlagsrecht ze passéieren huet. Wa mer op de Wee da ginn, fir weiderzfueren, esou wéi et haut jo ass, datt émmer erém eigentlech d'Parteien de Virschlag maachen - an et soll elo kee mer soen, dat wär net de Fall, well déi eenzel Memberen, déi virgeschloe gi beim Statsrot, déi ginn émmer bei deenen eenzelne Parteien an de Gremien ofgestëmmt, sief et beim Generalrot bei der LSAP oder bei der CSV hirem Nationalrot, wou och émmer. Dat heesch, et ass ganz kloer, datt d'Décisiounen an de Parteizentrale falen an datt do Virentscheidunge falen, déi meeschteens och, fir net ze soen émmer, hei respektéiert ginn -, da musse mer och kloer festleeën, wiem dat Virschlagsrecht do proportional zoukénnt. An némme eppes kann d'Basis dovunner sinn, nämlech et kann némme d'Spigelbild si vun dem Suffrage universel, dat heesch vun eisen normale Wahlen.

De Statsrot selwer huet keng Legitimatioun; et ass kee gewieltent Gremium. Et ass keng zweet Kummer. An ech mengen, dat Wichtegst wär duerfir, wa mer wëllen him och dann eng politesch Legitimatioun ginn, datt en da muss d'Spigelbild muss gi vun deem, wat d'Wieler décidéiert hu bei Wahlen.

Do gétt et e Modell, dee mir als Gréng eragereecht hu scho viru Méint. Deen ass elo net nei, deen hu mer och scho viru Joren eng Kéier proposéiert, an dee kéint ee parfaitement uwenden, fir deem ge-recht ze ginn.

De Statsrot dierf net méi betruacht ginn, wéi dat awer elo an der Vergaangenheit vill ze vill de Fall war, als Belounung a verschidde Parteie fir eenzel Politiker oder - nach schlëmmer - als Ofstellkummer, fir innerparteilech Konflikter ze léisen, well dat war et och an der Vergaangenheit. Dat dierf et och net méi sinn. Duerfir ass déi Institutioun einfach ze wichteg.

Et muss een och soen, wa mer dat maachen, dann ass et och net richtig... Ech hu gelies an engem Interview vum scheedende President vum Statsrot, dee seet, dann hätte mer eigentlech eng zweet Kummer, well déi géif dann einfach d'Spigelbild gi vun der Chamber. Dat stëmmt net. Et huet een némme e Virschlagsrecht an et kann ee sech duerchwegs iwwerleéen, wann ee virschléit, datt et net onbedéngt en treie Parteigänger muss sinn, mä et kënne Personalitéiten aus der Société civile sinn, déi een nominéiert, et kënne gutt, eminent Juriste sinn, déi een och do brauch, wat och émmer. Dat ass alles duerchwegs méiglech.

Et soll een do eiser Meenung no net reng kucken no der Parteikaart. Mir hunn do e Beispill geliwwert, anerer an der Vergaangenheit och schonn. Mä ech mengen duerfir, datt déi Nominatiounsprozedur némme iwwert dee Wee kann transparent sinn.

Drëtte Punkt, dee mer gär diskutéiert hätten, dat ass d'Incompatibilitéiten. Do gétt et och eng Rei Saachen ze soen, sou wéi dat haut ass.

De véierte Punkt ass: Mir mengen, datt d'Frae misste besser representéiert sinn am Statsrot. Duerfir menge mer, datt een och do misst eng Spillregel aféieren.

An dee fénneften a leschte Punkt, dat ass d'Öffentlechkeet vum Statsrot. De Statsrot soll net öffentlech tagen, dat menge mer net. Mä eng gewësse méi Öffentlechkeet, wat do wierklich diskutéiert gétt, géif awer och do därs Institutioun net schueden a sécherlech wär dat och kompatibel mat der Aarbecht, déi se kéint maachen.

Här President, dat sinn déi Saachen; déi si scho laang an der Diskussioun. A mir ginn eis och dës Kéier net zefridde. Mir sinn net d'accord a mir wäerten net akzeptéiere bis zum Allerleschten hei, bis de Vote hei gefall ass, a wa mer dann iwwerall iwwerstëmmt ginn, datt erém eng Kéier elo hei Faits accomplis geschafe ginn an einfach weidergemaach gétt wéi virdrun. An dat huet och zur Konsequenz, datt effektiv déi Iwwerrepräsentatioun vun eenzelne Parteien a virun allem hei vun der CSV nach méi staark gétt.

► **M. le Président.**- Här Bausch, Dir misst awer elo zum Schluss kommen.

► **M. François Bausch (déri gréng).**- Ech sinn direkt färdeg, Här President. Datt déi nach méi staark gétt. Mir wäerten dat net méi akzeptéieren. Mir wäerten eis wierklich hei mat alle politesche Méiglechkeiten, déi mer hunn, wiere bis En Januar, bis dann déi leschten Décisioun iwwer eis Käpp ewech wäert geholl ginn, wa mer dat net méi wëlle matdroen. Da weess zumindest d'Öffentlechkeet, wat hei passéiert ass an dësem Parlament.

Merci.

► **Plusieurs voix.- Très bien!**

► **M. le Président.**- Den Här Gast Gibéryen kritt elo d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Ech begréissen ausdrécklech déi Motioun, déi hei vum Kolleg Xavier Bettel am Numm vun der DP an och vun deene Gréngen deponéiert ginn ass. Mir hu se och duerfir mat énnerschriften, well mir och elo schonn iwwer 20 Joer hei am Parlament fir méi eng gerecht Zesummesetzung vum Statsrot eis asetzen.

Ech mengen, et kann ee wuel higoen a soen: „Et ass engersäits d'Regierung, d'Chamber, déi de Statsrot benennen; d'Leit, déi drakommen.“ Mä mer wëssen awer énnert dem Stréch, datt, egal vu wat fir eng Sait se genannt ginn, et awer émmer eng politesch, eng parteipolitesch Nominatioun ass, déi gemaach ginn ass.

An ech mengen, et ass och duerfir net richtig, wa mer de Wëllen, deen am Vollek bestanen huet... An der parteipolitescher Landschaft huet d'Vollek an deene leschten 20, 30 Joer e grousse Changement hei an der Chamber mat sech bruecht.

Virun 30 Joer sinn et nach keng Gréng heibanne ginn, d'ADR ass et nach net ginn, dann och nach déi Lénk sinn et virun 30 Joer net ginn. A wann een haut awer kuckt, datt hei eis Population bei de Wahlen haut am Fong 25% vun de Stëmmen ofgëtt, déi niewent deenen - fréier konnte se dat soen: „traditionellen“ Parteien; well déi aner kéint ee jo och scho bal als traditionell am Ablack ugesinn -, mä niewent deenen dräi Parteien CSV, LSAP an DP gétt et haut awer hei am Land 25% vun de Wieler, déi niewent deenen dräi Parteien wielen, an déi sinn och deementspriechend hei an der Chamber ver-trueden.

Sou datt am Fong och déi Entwickelung, dee Schrott eng Kéier misst a Richtung Conseil d'Etat gemaach ginn, datt deen och am Fong d'Spigelbild vum Vollek erëm géif ginn. Ech mengen, dat wier an engem demokratesche Stat eng Normalitéit.

A Leit, déi sech widdersetzen, déi dat, wat am Fong dem Wielerwëlle seng Décisioun ass, net respektéieren, sinn a mengen Aen am Fong schlecht Demokraten, déi e Pouvoir festhalen opgrond vun Traditionen oder vu Gesetzer, déi se net wëllen adaptéieren.

E Pouvoir festhalen, dee géint de Wielerwëlle geet. Well d'Vollek huet eng aner Décisioun geholl wéi d'politisch Landschaft sech hei zu Lëtzeburg zesummesetzt. An an engem Rechtsstat misst dat dann och Normalitéit sinn, datt deem Wielerwëllen op allen institutionellen Niveaue géif Rechnung gedroe ginn.

Wann een elo zum Beispill géif d'Resultater vun de Wahlen huelen. Mir als ADR wäerten uganks Januar och eis Propositiounen festleeën, mä ech kann awer scho soen, datt mer an den Diskussiounen esou wäit sinn, datt mer och mengen, datt een net sollt d'Wahle vun engem Exercice huelen, mä datt een eventuell sollt eng Moyenne huele vun zwee oder vun dräi Exercices, fir méi een Equilibre ze kréien, well déi grouss Schwankungen, déi eng Partei ka kréien no uewen oder no énnen, sech an der Regel herno och net bannent fénnef Joer um Terrain realiséiere loessen. Well et weess ee jo net, wat fir eng Mandater fräiginn, sou datt een och do keng esou grouss Schwankunge kritt, datt da gutt Jore mat viruginn, mä datt awer och schlecht Jore vu Wahlresultater mat viruginn, mä datt een doríwwer kéint awer méi eng Stabilitéit kréien téshent de Parteien a keng allze grouss Schwankungen. Et ass op jiddwer Fall eng Iddi, déi mir wäerte mat an d'Diskussioun era-bréngen.

Mir géifen also hei en Appel un déi Parteie maachen, déi sech bis elo nach émmer deem widdersat hunn, datt se alleguer émmer priedegen, mir wieren hei an engem demokratesche Rechtsstat. Ech mengen, da misst och all Partei eng Kéier iwwer eis Schiet sprangen an dem Wielervote, dem Wielerwëllen - et ass jo dat, wat muss drop erauskommen, eng Demokratie zum Ausdruck bréngt, wat eng Demokratie ausmécht -, da misst och jidd-wereen dee Wielerwëllen op allen Niveaue respektéieren. An dat kéinte mer hei beim Statsrot maachen. A wa mer dat net maachen, da respektéiere mer net déi demokratesch Prinzipiën vun engem Rechtsstat.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Den Här Lux hat d'Wuert gefrot.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Här President, mir kennen eis därs Motioun hei net



SÉANCE 13

MERCREDI, 9 DÉCEMBRE 2009

uschléissen, well mer der Meenung sinn, dass se sans objet ass, an dat aus dräi Grénn: Deen éischten ass, dass scho gesot ginn ass, dass am Regierungsprogramm ganz kloer drasteet, dass et de Wällen ass vun der Majoritéit, fir derfir ze suergen, dassdeen interinstitutionelle Groupe de travail bis Enn 2010 eng Rei vu Froen, déi och ganz prezis doran opgezielt sinn, wëllt diskutéieren a Virschléi ausschaffen.

Zweetens hu mer an der Presidentekonferenz virun zwou Wochen, souwuel den Här Schiltz wéi ech selwer, ganz kloer zum Ausdruck bruecht, dass mer bereet sinn, am Februar iwwert déi Virschléi, déi am Moment just vun deene Gréngé prezis virleien, ze diskutéieren, mä wa muer aner Virschléi kommen, dat och wëlle maachen. Ob mer dat an der Method weider do maachen oder ob mer och déi Froe vun der Kompositioun, vun der Procédure de nomination an dee Groupe interinstitutionnel wëllen huelen, ass dann ze kucken.

An drëttens si mer der Meenung, eleng och fir d'Qualitéit vun der Aarbecht vum Conseil d'Etat, dass mer déi vakant Plaz esou schnell wéi méiglech, no däi Prozedur, déi mer eis ginn hunn an déi jo de Moien démarréiert ginn ass, an der éischter Sétzungwoch am Januar solle besetzen, fir dass de Conseil d'Etat mat senger gesamter Kompositioun dann och ka weiderschaffen.

Dofir si mer der Meenung, dass mer op deenen dräi Punkten amgaang sinn, déi Diskussiouen opzemaachen, an dofir si mer och der Meenung, dass dat heiten a sech oppe Scheierpaarten arennt, well mer bereet sinn, am Joer 2010 déi Diskussiouen do allegueren ze féieren.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Den Här Hoffmann hat nach d'Wuert gefrot.

► **M. André Hoffmann** (déri Lénk).- Jo, kuerz. Manner iwwert d'Délaien, mä iwwert d'Fro, iwwert wat mer dann eigentlech herno diskutéieren.

Ech hunn zwar mat groussem Intérêt de bisherege President vum Statsrot... Den Här Meyer, dee war eng Stonn laang um Radio, wou en énner anerer gesot huet, dass d'Parteizougehéieregkeit - elo drécken ech mech virsiichteg aus - oft keng Roll géif spilleren an den Diskussioune vum Statsrot. Woubäi jo awer ech mengen, dass déi Leit, déi am Statsrot - ech gebrauchen elo erém e Wuert vu gëschter, dat huet awer náischt dermat ze dinn -, dass déi Leit am Statsrot awer net kenne schizophren sinn. Dat heescht, dass se awer noutgedrondenerweis wahrscheinlich op iergendeng Aart a Weis déi politesch Iwwerzeugungen, déi se hunn, net ganz op d'Sait kënnen drécken.

Fir mech stellt sech awer an der Diskussiouen net némmer d'Fro vun der Representativitéit vun dem Statsrot par rapport zu der Wielerschaft respektiv par rapport zum Parlament.

Ech fanne souguer, dass dat eng bedenklech Logik ass, well d'Logik vun der Wielerschaft, déi dréckt sech aus hei am Parlament, an dat ass dat souveränt Organ, wat d'Gesetzer mécht. An d'Funktioun vum Statsrot...

► **Une voix.**- Dat eenzegt!

► **M. André Hoffmann** (déri Lénk).- Dat eenzegt Organ! An d'Funktioun vum Statsrot ass jo net déi vun engem legislativen Organ, sondern eigentlech némme vun engem berodenden Organ, wat allerdéngs kann...

(**Interruption**)

Richteg! ...wat allerdéngs kann op-schieben, Oppositions formelles ausschwätzen an esou weider an esou fort, mä am Endeffekt bleift awer de legislative Pouvoir hei bei der Chamber.

Duerfir mengen ech, dass ee muss oppassen, dass een déi zwee institutionell Niveauen net einfach matenaner verwiesselt oder vermëschzt. Duerfir wär meng Fro éischter: Wéi brénge mer et fäerdegt, de Statsrot iwwerhaapt méi aus däi parteipolitischer Logik erauszukréien?

Richteg méi erauszukréien. Dat wëllt jo net heeschen, dass een elo net däarf Member vum Statsrot ginn, wann ee Member vun der CSV oder vun der Lénker ass, oder vu wiem och émmer, sondern dat kéint awer heeschen, dass déi do Zesummesetzung - an dat verlaagt natierlech eng laang Diskussiouen an eng prozedural Diskussiouen - awer géif ageschränkt ginn an dass par contre de Poids vu Leit zouhëlt, déi haapsächlich wéinst hirer Sachkenntnis - et kann ee jo kengem verbidden, enger Partei unzegehéieren - an deene Froen, déi do traitéiert ginn, an dat sinn der jo vill, dra sinn. Dat däerfen och net némme Juriste sinn. Dat däerfen och net némme Juriste sinn. Dat däerfen och net némme Juriste sinn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. André Hoffmann** (déri Lénk).- Dat muss schon e relativ breede Spektrum vu Sachkenntnis sinn.

► **M. le Président.**- Här Hoffmann, Dir misst zwar lues zum Schluss kommen.

► **M. André Hoffmann** (déri Lénk).- Ech sinn och fäerdegt. Ech kann déi Motioun...

Just d'Fro: Wat diskutéiere mer?, ass fir mech méi wichteg wéi: Wéini diskutéiere mer et an a wéi enger Logik? Ech kann awer déi Motioun hei stëmmen, wann dat bedeutet, dass et méi schnell soll goen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Sou! Merci dem Här Hoffmann. An elo kritt d'Wuert nach den Här Jean-Louis Schiltz.

(**Interruption**)

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Här Président, ech wollt mech fir d'éischt den Ausfierunge vum Kolleg Lux ralliéieren. Am Regierungsprogramm steet dee Groupe de travail. Mir brauchen eis also net nach eng Kéier selwer dozou ze invitáieren oder d'Regierung selwer dozou ze invitáieren,deen anzeseten. De Kolleg Lux an ech selwer hunn och an der Presidentekonferenz gesot, datt mer am Februar bereet wieren, iwwert déi Froen ze diskutéieren.

Mir féieren haut hei net eng Debatt iwwert de Contenu. Et géif vill ze soe gi vun engem juristesche Standpunkt zu deenen Ausféierungen, déi vun deenen engen oder vun deenen aneren, iwwert d'Kompositioun insbesondere, gemaach gi sinn. Ech wëll an Erënnerung ruffen, datt ganz vill intelligent Leit scho sech mat der Fro an der Vergaangenheit ausenanergesat hunn, wéi een déi Kompositioun kéint änneren respektiv den Nominatiounsmodus änneren, a bis elo nach all déi intelligent

Leit et net fäerdegt bruecht hunn, weder kuerzfristeg nach laangfristeg, mat enger Propos ze kommen, déi besser ass wéi déi, déi mer hunn.

Mä mir hu gesot, mir géifen drivwer diskutéieren. Mir diskutéieren och iwver Äre Prozedursvirschlag, Här Bausch, deen dohigeet, datt d'Chamber se allegueren nennt. Och dee werft eng Rei Froen op.

Zweetens wëllt ech soen, datt mer hei net méi a net manner maachen, wéi d'Gesetz respektéiere respektiv d'Reglement respektéieren. Well am Reglement sinn Délaie virgesinn. Wann de Poste vacant gëtt respektiv wann de President vun der Chamber informéiert gëtt, datt de Poste vacant ass, da muss hien d'Chamber drivwer informéieren, an da leeft eng Prozedur of, wou Délaie vun dräi Wochen an dräi Méint virgesi sinn. Wa mer also déi Prozedur hei ulafe loessen haut, da maache mer net méi an net manner wéi eis un dat Reglement, dat mer eis selwer ginn hunn, ze halen.

Drëttens, den Här Bettel huet hei mat der Arithmetik argumentéiert, a bal exklusiv mat der Arithmetik argumentéiert. Nun ass et richteg, datt d'Arithmetik eng Roll spille a mengen Aen, mä net némmen. Wa mer nämlech vun Arithmetik schwätzen a wa mer dat lescht Wahlresultat kucken, dann huet mat 14,98% a mat néng Sétz vu 60 d'DP exakt genau dräi Conseillers d'Etaten zugutt, or hutt Der der fénnef de Moment.

(**Interruption**)

Wann Är Argumentatioun, wat d'Arithmetik ubelaangt, also soll stéchhalteg sinn, da musst Der zur Kenntnis huelen, datt Der mat Hemmer, Gillen, Schneider, Schmit an Durdu der zwee ze vill hutt. A wann ech och nach een oder zwee Wahlresultater vu virdru matrechnen, dann hutt Der der nach émmer ze vill hei. Dat heescht, wann den Här Bausch sech beklot,...

(**Interruption**)

...en häfft der net genuch,...

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Dat heescht, Dir gitt eis Recht, Här Schiltz? 15 Joer ass ze laang.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- ...da soll hie bei lech kommen, Här Bettel, an lech ee froen. Ech sinn iwwerzeegt, datt bei däi nächster Nominatiounsprozedur Der lech grousszügeg wäert weisen, well Dir jo mat der Arithmetik argumentéiert hei, an deemno een ofgitt, an den Här Bausch dann ee méi kritt. Wann Der Nohélfstonne braucht, ech schenken lech meng Rechemaschin!

Ech soen lech Merci.

► **M. Carlo Wagner** (DP).- Mir hu gesot, während 15 Joer ass ze vill.

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Här President!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Schiltz. Den Här Bettel nach eng Kéier ganz kuerz.

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Här President, e puer Saachen. Ech si frou, dass den Här Schiltz mer jo am Fong Recht gëtt, dass e seet, dass 15 Joer ze laang ass an dass e Wahlresultat vun haut mat 26 Sétz vläicht net de Fall ass. Virun e puer Wochen ass d'Madame Hennicot genannt ginn. Ech weess net, ob a 15 Joer d'Madame

Hennicot nach émmer representativ ass, déi Zuel vu Memberen, déi Dir am Statsrot huet.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- D'Madamé Hennicot kritt 2013 72 Joer. Dat ass a fénnef Joer.

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Jo, si kann némme fénnef Joer bleiwen. Jo, wéinst dem... Pardon, mä bon.

D'Regel ass, dass ee jo awer fir 15 Joer genannt gëtt, ausser den Alter.

Dat ass de Problem, Här President, justement, dee mir gäre géifen diskutéieren. Et ass net representativ, wa mer e Mandat hei hu vu fénnef Joer an eent am Statsrot vu 15 Joer.

Zum Här Lux sengen Aussoen, Här President, Deen huet nees dat gesot, wat een hei vun dëser Majoritéit gewinnt ass: Dat kucke mer. Mir hunn d'Flemm ze kucken, mir hätte gär Aktioun.

► **M. le Président.**- Sou! Ech mengen, et ass alles gesot zu däi Motioun. Mir kommen elo zur Ofstëmmung.

Vote sur la motion

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun vum Här Bettel ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, géint 22 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: la motion est rejetée par 39 voix contre et 21 voix pour.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kok et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaeß, Marc Lies (par M. Marc Spautz), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Dái nächst Sitzunge si virgesi fir de 15. an de 16. Dezember.

DSitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.16 heures)

■ L'actualité parlementaire sur www.chd.lu

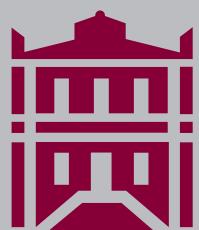
■ Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.

■ La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

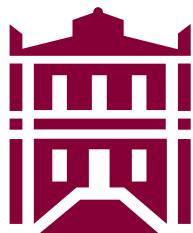
■ L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.

■ Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.

■ De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



www.chd.lu



SÉANCE 14

MARDI,
15 DÉCEMBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Communications

- M. le Président

2. Ordre du jour

- M. le Président, M. Gast Gibéryen

- M. Fernand Etgen, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Xavier Bettel

3. Heure de questions au Gouvernement

Question N°16 du 15 décembre 2009 de M. Lucien Lux relative aux voies et moyens permettant de parvenir à un accord international en matière de protection du climat à la Conférence de Copenhague, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

- M. Lucien Lux - M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

4. Hommage à la mémoire de M. Nic Klecker

- M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

5. Heure de questions au Gouvernement (suite)

Question N°17 du 15 décembre 2009 de M. Robert Weber relative à la suppression possible d'emplois auprès d'ArcelorMittal en 2010, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

- M. Robert Weber - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

Question N°18 du 14 décembre 2009 de M. André Bauler relative à la contre-faction de médication, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

- M. André Bauler - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Question N°297 du 4 décembre 2009 de Mme Viviane Loschetter et de M. Félix Braz relative au paiement de salaires suite à l'introduction du statut unique et

Question N°19 du 14 décembre 2009 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la problématique des indemnités versées en cas d'incapacité de travail des salariés en rapport avec le travail de nuit, de dimanche et de jours fériés survenue suite à l'introduction du statut unique, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

- M. Félix Braz - Mme Claudia Dall'Agnol - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

Question N°20 du 14 décembre 2009 de M. François Bausch relative aux communes qui, avec leur tarification de l'eau, ont déclaré de ne pas se conformer aux dispositions de la loi du 18 décembre 2008, à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- M. François Bausch - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

Question N°21 du 15 décembre 2009 de M. Mill Majerus relative à la prise en charge dans les lycées des élèves présentant des troubles de langage, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- M. Mill Majerus - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Question N°22 du 15 décembre 2009 de M. Fernand Kartheiser relative à la violence domestique, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances

- M. Fernand Kartheiser - Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances

Question N°23 du 14 décembre 2009 de M. Claude Haagen relative aux mesures à mettre en œuvre en vue d'endiguer la spéculation financière internationale, dont notamment le prélevement mondial sur les transactions financières, adressée à M. le Ministre des Finances

- M. Claude Haagen - M. Luc Frieden, Ministre des Finances

Question N°24 du 14 décembre 2009 de M. André Bauler relative aux différents taux de cotisations de la mutualité des employeurs, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

- M. André Bauler - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

6. Question N°187 de M. Fernand Etgen au sujet de la restauration du château d'Useldange et le projet pilote «Perception» de l'UNESCO

- M. Fernand Etgen - Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture

7. Question avec débat N°3 de M. Robert Weber sur le chômage des salariés frontaliers

- M. Robert Weber - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

8. 5987 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

- Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Alex Bodry

- Discussion générale: M. Robert Weber, M. André Bauler, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann

- M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. 6013 - Projet de loi

1) portant approbation du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, fait à Budapest le 28 avril 1977 et modifié le 26 septembre 1980

2) portant modification de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée

- Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Claude Haagen

- Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. André Bauler

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. 6080 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la République d'Arménie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 juin 2009

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel

- Discussion générale: Mme Martine Mergen

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Nicolas Schmit, Mmes Octavie Modert et Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

► **M. Jean-Claude Juncker,** Premier Ministre, Ministre d'État. - Neen, Här President. D'Ministere soen, si hätten näischt geschafft.

► **M. le Président.** - Dat ass gutt.

(*Interruption*)

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La proposition de loi suivante a été déposée en séance publique:

6092 - Proposition de loi visant

- à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés,

- à promouvoir la modernisation de la gestion publique,

et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999

a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat;

b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'Etat, de la caisse générale de l'Etat et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)

Dépôt: Monsieur Roger Negri, Député, le 09.12.2009

2. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 9. Dezember huet d'Presidentekonferenz fir dès Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëttetg hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung; dann d'Question avec débat N°3 vum Här Robert Weber iwwert de Chômage vu Frontalieren; de Projet de loi 5987 iwwert d'Post nom Basismodell; de Projet de loi 6013 iwwert den Traité vu Budapest iwwert d'Unerkennung vu Breveten, och nom Basismodell; an dann de Projet de loi 6080, en Accord téschtent de Benelux-Staten iwwert d'Readmission des personnes en séjour irrégulier, och nom Basismodell.

Mir haten an eiser Kommissioun dríwwer diskutéiert, an d'Kommissioun hat de Modell 1 festgehalen an dee proposéiert. Et war souguer an der Kommissioun gefrot ginn, ob een net sollt de Modell 2 huelen. Ech hinn deemoools gesot an der Kommissioun, de Modell 1 géif duergoen. An do ware mer eis dann dunn an der Kommissioun eens ginn, de Modell 1 ze huelen. Et

ass awer elo de Modèle de base hei zréck behale gi fir dee Projet. Ech géif awer mengen, datt dat e Projet ass, wou awer méi dríwwer ze diskutéieren ass wéi grad iwwert de Modèle de base.

Ech muss generell soen, datt ech verwonnert sinn, wéi vill Projeten an der leschter Zäit hei an d'Chamber kommen, wou nach just de Modèle de base festgehale gëtt. D'Chamber ass jo awer dat Gremium, wou soll déi politesch Meenung vun deenen eenzelne Parteien zum Ausdruck kommen. A mir kommen émmer méi, datt mer émmer méi Projeten hei am Modèle de base maachen.

Et ass jo awer net, wéi wa mer keng Zäit hätten. Ech erënneren drun, datt mer viru Jore vläicht an deem aneren Extrem waren, datt mer ze laang geschwat hinn an Nuetssitzungen hu misse gemaach ginn. Mä elo fale mer an deen aneren Extrem, datt mer Sitzunge sträichen. Mir maachen de Budget an zwou Sitzungen. Mir konnten d'lescht Woch eng Sitzung dovu sträichen.

Soss hu mer déi Woch viru Chrëschtdag nach missen nuets Sitzunge maachen. Elo hu mer déi Woch viru Chrëschtdag nach just zwou Sitzungen zesummekritt. Dat



heesch, mir si vun deem engen Extrem elo an deen aneren Extrem gefall. An ech géif awer mengen, datt et dem Parlament och géif guttdoen, wa mer eis géife genuch Zäit huelen, ouni iwwerdriwwen Zäitmodeller ze huelen, fir iwver Projeten ze schwätzen.

An ech géif mengen, datt, esou wéi d'Kommissiou dat selver proposéiert hat, ee sollt fir dee Projet do awer de Modell 1 huelen, fir datt awer all Partei heibannen déi Zäit huet, fir zu deem Projet ze schwätzen, wéi et wichteg a richteg wier. Ech wier also Demandeur, fir dem Projet 6031, Punkt 5 op eisem Ordre du jour vu muer, de Modell 1 ze ginn.

► **M. le Président.**- Ass een, deen dozou wéll Stellung huelen?

Ech wéll awer vlächt och dem Kolleg Gibéryen äntwerten, datt bis elo nach iwverhaapt kee Problem war. All déi Modelle, déi mer zréckbehalen haten, déi si largement duergaangen, fir all Intervenanten hei ze héieren. An ech géif och proposéieren, mir géife beim Basismodell bleiben. Ech verspriechen lech allerdéngs, Här Gibéryen, datt ech als President dann e bësselche méi large sinn. Wann dann deen een oder deen anere vun de Kollegen do e bësselchen iwverzitt, ass dat dee Moment net esou schlëmm.

Ass d'Chamber soss mam Ordre du jour averstanan?

Dat schéngt esou de Fall ze sinn.

(Interruption)

Den Här Etgen hält nach eng Kéier gär d'Wuert.

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, Dir hutt et gesot: Haut hu mer d'Lësch vun deenen onbeäntwerte Froekritt. An ech hunn déi grouss Éier, d'Nummer eent op déser Lësch ze sinn. Dat heesch, d'Hitparad vun deene Froen, wou den Délai vun engem Mount erfass ass, unzefiére mat enger Fro un d'Kulturministesch iwvert d'Restauratioun vum Useldenger Schlass mat engem Projet pilote vun der UNESCO.

D'Fro ass vum 15. Oktober, also schonn zwee Méint al. Laut eisem Reglement hu mir dann d'Méiglechkeet, dës Fro mëndlech an der Chamber ze stellen. D'Kulturministesch hat gesot, si wier de Mëtten hei. An duerfir hätt ech se wëlle froen, wéi et mat der Äntwert ass, wuelwéssend awer, datt se net op all Detailer vun déser Fro haut hätt hei kënnen agoen.

Ech muss awer soen, datt ech et e bësse respektlos vun der Regierung awer fannen, datt d'Froen émmer erëm esou laang iwverzu ginn. An ech mengen dat besonnesch awer och vun der Ministesch, déi zoustänneg ass fir d'Relatiounen mam Parlament.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Den Här Premier, wann ech gelift.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Här President, déi Kloen, dass d'Regierung net an adequaten Zäitformen op d'Fro vun den Députéierten äntwert, si Froen, déi mech begleeden zénter 15 Joer, och an dår Zäit téscht 1999 an 2004, wou d'Dauer vun der Regierung, fir Froen ze beäntwerten, net däitlech méi spektakulär war wéi elo.

Ech halen awer émmer drop - meng Kolleegen aus der Regierung wéssen dat -, et ass hei am Parlament, wou d'Regierung Rechenschaft muss ofleéen, an den Délaien äntwert, a wa se dat net kann - esou Ursache kann et ginn -, dem Parlament an nëtzlecher Zäit matdeelt, firwat dass dat net geet. D'Kulturministesch äntwert lech innerhalb vun aacht Deeg.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President!

► **M. le Président.**- Den Här Bettel, wann ech gelift.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech wollt just dem Här Statsminister soen, dass mer frou sinn iwver seng Ausso, dass awer die Bureau vun der Chamber och décidéiert huet, déi Question-parlementairen, déi an

der fréierer Legislaturperiod 2004-2009 elo nach émmer net beäntwert gi sinn, ze sträichen. Well ech kann lech just soen, dass den Här Fayot an ech selwer, oder den Här Gibéryen, mengen ech, Froen hunn, déi iwver zwee Joer al sinn.

Bon, 24 Méint missten duergoen normalerweis, fir op eng Fro ze äntwerten. Mä mir hunn et opginn. Mir hunn einfach gesot, da géife mer se fale loossen. Mä wéi gesot, zwee Joer ass awer wierklich ganz, ganz laang, Här Statsminister.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Här President, ech sinn zärtlech beréiert, dass den Här President vun der DP-Fraktioun sech mat esou vill Áifer fir den Här Jaeling asetzet.

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Gutt, ech hat eigentlech d'Fro gestallt, ob mer mam Ordre du jour averstane wären. Dat ass esou décidéiert.

3. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëttag huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Députéierten zwou Minuten Zäit, fir seng Fro virzedroen. An d'Regierung huet véier Minuten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froen kommen ofwiessend vun der Majoritéit an der Oppositioun.

Als Éischt hu mer d'Fro N°16 vum Här Lucien Lux un de Statsminister iwvert d'Méiglechkeete vun engem Accord op der Klimakonferenz zu Kopenhagen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°16 du 15 décembre 2009 de M. Lucien Lux relative aux voies et moyens permettant de parvenir à un accord international en matière de protection du climat à la Conférence de Copenhague, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'Etat**

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Statsminister, Dir fuert fir en Donneschdeg an e Freideg op Kopenhagen op de Sommet iwvert de Klimaschutz. An et wäert sech dann erausstellen, ob mer et färerde bréngen, nodeem mer d'Banke gerett hunn, och de Klima ze retten. Dat däerft an deenen nächsten Deeg eng relativ grouss Krafftstregung, politesch, finanziel an och soss, duerstellen.

Et stelle sech eng Rei vu Froen, ob mer och als Europäesch Unioun de Welle wäerten hunn, de Courage hunn, d'Wäitsicht hunn, fir derzou bázedroen, dass déi Konferenz do net scheitert. Well ech mengen, e Scheitere wär an dësem Moment eng Katastroph an, ech mengen, och keng Alternativ virun der Noutwendegkeet, e Protokoll zustanen ze bréngen, wann net am Laf vun déser Woch, mä an deenen nächste Méint op enger nächster COP15, an domadder de Bierger dobaussen ze weisen, dass een d'voluntaristesch Aktioun huet, a virun allem och den Entreprises, déi, wéi een héieren huet, zu Kopenhagen ganz zahlreich vertrueden sinn. All déi grouss Entreprises, all déi grouss Banken, all déi grouss Assurance sinn zu Kopenhagen, fir Planungssicherheit ze kréien iwvert déi nächst Joren, bis 2020.

Meng Froen un lech, Här Statsminister, de Mëtten dréie sech engersäits ém d'Roll vun der Europäischer Unioun, déi um Conseil européen d'lescht Woch nach eng Kéier hir Strategie an och hir Positiounen diskutéiert huet. An d'Fro si virun allem déi, ob et eng gééente Positioun bei der Europäischer Unioun gëtt, déi d'Virreiderroll, déi d'Europäesch Unioun all déi Joren an deem Dossier do hat, och nach eng Kéier ka weisen a beweisen. Si mer do an de praktesche Propositiounen, déi mer déi nächst Deeg wäerte maachen, fir de Sommet, d'Konferenz ze développéieren, en phase mat deem, wat déi grouss Rieden heiansdo, déi grouss Theorien dobausse sinn, déi een héiert?

A virun allem mengen ech och: Si mer an der Lag, fir vis-à-vis vum Blocage vun Amerika a vu China, déi am Moment jo amgaange si sech géigesäiteg ze blockéieren a géigesäiteg drop ze waarden, fir ze bougéieren, dass d'Europäesch

Unioun, esou wéi ech gemengt hat vun lech ze héieren, d'accord ass, fir vlächt méi schnell, fir e Push an déi Négociationen ze kréien, déi minus 30% op den Dësch ze leeën, fir domadder eng Kéier kloerzemaachen, dass mir jiddefalls als Industrienioun bereet sinn, an deene Fourchetté vu Reduktionsloune grousse Wee ze goen?

An dann, wann ech gesinn, dass de schwedesche Conseilspräsident als Émweltminister, den Här Carlgren, seet, dass déi Propositionen, déi um Dësch leien, déi zwee Grad Celsius, d'Zilsetzung mat Sécherheet net wäerten erreechen, ass natierlech d'Fro, ob mer iwvert dee Wee erausginn.

Ech hu géschter gelies, dass den Delegationsleader vun den Entwicklungsländern, den Här Dia-Ping, gesot huet: D'Europäesch Unioun geheit eis just Broutgrimmelen dohinner. An dofir ass den drëtten Deel vun der Fro deen: Si mer an der Finanzarchitektur wierklich iwverzeegt, dass déi 7,2 Milliarde fir d'Europäesch Unioun fir déi dräi...

► **M. le Président.**- Här Lux, Dir misst awer esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech sinn direkt färdeg.

...Joren 2010, `11 an `12 respektiv déi 100 Milliarden, déi doriwwer erausginn, duergi fir eng Finanzarchitektur, déi et erlaabt, eng gerecht Opdeelung vun der Laascht duerzestellen?

Dat sinn déi Froen, déi sech och Ärem Verhandlungsgeschéck an deenen nächsten Deeg wäerten erweisen, ob et dann zu engem Resultat kënnt.

Merci.

► **M. le Président.**- Sou! Den Här Statsminister huet d'Wuert.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Här President, léif Kolleegen, mäi Frénd Lucien Lux, deen an der Vergaangenheit - mä dat war meng Schold - net émmer déi richteg Äntwerte fonnt huet op déi Froen, déi en haut stellt, stellt haut déi richteg Froen. Wier et och némnen no mir gaang, hätt hien haut de Mëttag déi Froe misse selver beäntwerten, well wier et no mir gaang, da wier en haut de Mëttag zu Kopenhagen an net hei.

Ech sinn awer vrou, dass en hei ass,...

► **Une voix.**- Ouh?

(Hilarité)

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Jo, well hie war nämlech een héich responsabelen, engagéierten an ugefaange Gedankegang verlängernden Émweltminister. Esou dass ech och emol eng Kéier hei offiziell wollt soen, dass ech fonnt hunn, dass en déi Aarbecht, déi en an der Regierung gemaach huet, zu jiddefalls menger vollster Satisfaktioun gemaach huet.

A well et fir d'éischt ass, dass ech eng Fro vum Fraktionschef vun de Sozialisten, deen elo Lux heesch, heibannen däerf beäntwerten, wollt ech awer net ouni Schlenker op seng rezent Vergaangenheit dat emol eng Kéier soen, well e seng Aarbecht an der Regierung gutt gemaach huet; wéi seng Virgänger iwwregens och.

Den Här Lux stellt an der Substanz dräi Froen.

E freeit éischtens: Wéi ass et mat deem Endzil, fir derfir ze suergen, dass mer an der Welt op eng Temperatursituatioun zoustéieren, déi sech dodurch auszeechent, dass se net méi héich ass wéi 2% par rapport zu der preindustrieller Zäit? Ech wéll hei drun erënneren, well kee Mensch - fir dat net anescht auszedrécken - dat méi seet, dass mer an der lëtzebuergescher Presidentschaft 2005 fir d'éischt dat Zil vun net méi Temperaturstieg wéi 2% definéiert hunn am Gesamtzesammenhang vun der Renovatioun an der Novellierung vun der Lissabon-Strategie.

Mir ass haut de Mueren agefall, wéi ech den dänesche Premierminister héieren hunn, dass déi Eenzeg, déi eigentlech deemoos net ganz iwverzeegt dervu waren, well se gesot hunn: Wou wéllt Dir Lëtzebuerger da wéissen, wéi d'Temperatur an der preindustrieller Zäit war?, den dänesche Premierminister vun där Zäit

war. Mä deen ass entre-temps NATO-Generalsekretär ginn an huet aner Suergen. Déi Regierung, déi en zréck-gelooss huet, erkennbarweis och.

Mir halen dru fest, dass et der universeller Communautéit als Obligation operluecht ass, derfir ze suergen, dass d'Temperatur net méi séier klémmt wéi 2% par rapport zu der preindustrieller Zäit. Meng Informanten a Büchsenspanner, déi zu Kopenhagen sätzen, soe mer, dass dat Zil, net méi wéi 2% Temperaturstieg par rapport zur preindustrieller Zäit, an deem leschte Kompromissvorschlag vun den UNO-mandatéierte Kompromissler verschwonn ass. An d'Lëtzebuerger Regierung ass domat net d'accord.

D'Europäesch Unioun kann och domat net d'accord sinn, well dat war déi Ausgangssituatioun, déi d'Europäesch Unioun, an ergo och hir 27 Memberstaaten émmer als de Mindestréquisit verlaagt hunn, wat d'Choreografie vu Kopenhagen a vun no-Kopenhagen-Konferenz ubelaangt. Mir trieden also weider derfir an a setzen eis och offensiv derfir an zu Kopenhagen fir dat Zil.

Dat Zweet, dat ass och eng Fro vum Lucien Lux: Wéi ass et mat deenen Emissionenreduktions-Targeten - wéi mer op Lëtzebuerg soen „Ziler“ - minus 20% par rapport zu 1990, minus 30% par rapport zu 1990? Ech sinn derfir, dass d'Europäesch Unioun däitlech mécht, dass eist Zil minus 20% par rapport zu 1990 ass.

Déi aner räich Bléck vun der Welt - mir si jo net déi eenzeg Räich op der Welt - maache Propositionen, déi lamentabel schwaach sinn, well se sech an hire Reduktionsziler, déi se affirméieren an déi prozentual gutt kléngen, op d'Joer 2005 referéieren an net op d'Joer 1990, wat eigentlech d'Ambitionstartzil... - startmoment, pardon, ass. Mir sinn der Meenung, dass et mindestens minus 20 muss sinn, wat den europäischen Effort ubelaangt.

Ech hu bei de Conseilssitzunge vun déser Woch - der leschter Woch, pardon - zu Bréissel gesot, ech wier fir 30%, wuelwéssend, dass dat fir eist Land jo net ouni immédiat operationell Konsequenzen ass. Ech loose meh net iermaache vun deene pseudowissenschaftlechen Awërf, déi soen, déi Klimaproblematik géif iwwerdrivwe ginn. Ech gesinn doranner d'Wier vun donkele Kräften.

► **Une voix.**- Très bien.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- An ech sinn doduerch net ze bewegen. Souguer wann net alles stëmmt, wat de geballte Wissenschaftskonglomerat vun der Welt zsummegdroen huet, a souguer wann némnen d'Halschent stëmmt vun deem, wat opgeregte Wissenschaftler zum Ausdrock bréngen, dann ass d'Halschent Ursach genuch, fir dat ze maachen, wat muss gemaach ginn.

Ech rejetéieren also des pieds et des mains déi héichstverdächtig Einwürfe, déi elo an deene leschten Deeg komm sinn. Ech weess, dass d'Wissenschaftler émmer iwwerdréien. Ech weess, dass d'Politiker émmer iwwerdréien. Ech weess, dass d'Wissenschaftler heiansdo énnertreinen, an d'Politiker och, mä d'Klimakatastroph ass immuablement an d'Zukunftsgeschicht vun der Menschheit ageschriwwen.

A wa mer net massiv, och mir kleng Lëtzebuerg heiheem a jiddwer eenzeline Lëtzebuerger heiheem, dergéint virginn, da gi mer deenen nächste Generatiounen a virun allem der iwwernächster Generatioun eng Welt zur Gestaltung, déi sech net méi gestalte léisst, well se net méi gestaltbar ass. An dofir ass elo de Moment komm. Elo ass de Moment, trotz Wirtschaftskris a grad wéinst der Wirtschaftskris, a klimapolitescher Hisiicht déi Meilesteng anzeplanzen, déi de Wee an d'Zukunft weisen.

An dofir sinn ech der Meenung, dass d'Europäesch Unioun - dat ass elo diplomatesch net ganz klug, wat ech hei soen: An der Nuecht vum 17. op den 18. Dezember, dann treffen d'Stats- an d'Regierungscheife vun der Europäischer Unioun sech - soll einseitig erklären, dass mir e Reduktionszil vun 30% ustriewen.



An der Hoffnung, dass dat de Gesamt-reduktionsprozess esou dynamisiert, dass sech aner Deeler vun der Welt - USA, deenen hire Bäitrag ongenügend ass; China, deem säi Bäitrag ongenügend ass; Indien, deem säi Bäitrag net satisfaisant ass - an déi Zukunftslogik doaspäre loossen, déi wëllt, dass mer d'Welt wëlle retten. Well dorëms geet et leschten Enns, obschonn ech dat net wëll hei dramaturgesch iwwerspëtzen.

Wann dann déi aner net matmaachen, dann ass émmer nach Zäit, fir op eis Positioun zréckzukommen. Wann déi aner net matmaachen, ass émmer nach Zäit, fir Zwëschestadien, emissiounsreduktions-méissseg, esou ze definéieren, dass mer dann d'Ziler fir 2025, 2030 an déi Joren duerno fixéieren. Mä et kann net esou sinn, dass d'Europäer, déi net deen éischen Émissaire an der Welt sinn, den Haapteffort maachen, an dass déi aner Regiounen, klassifiziert staark Regioune wéi d'Amerikaner, klassifiziert opstriewend Regioune wéi d'Chineesen, hei de Luusspäter spilleren.

Ee Land wat, wéi China - ech war där Deeg do -, 9% d'Joer wiisst, méi wiisst wéi all déi aner, dat seng Währung op d'Káschte vun aneren, notamment dem Euro, ofwäert, mat enger u Systematik grenzender Beharrlechkeet, kann net verlaangen, dass d'Europäer fir China bezuelen. China muss selwer een Effort maachen. C'est une grande nation. Et ass ee grousst Land. Et ass ee Land mat dichtge Leit, mat ville Potenzialitéiten, mat ville Virtualitéiten. D'Chineese mussen hei een identesch staarken Effort maache wéi d'Europäer.

Dass dat fir d'Amerikaner gëllt, brauch ech hei net auszeféieren. Et kann een net d'Prétentioun hunn, de Leadership an der Welt ze behalen, an ewechzesacken, wann et ém essentiel Zukunftsfoe geet. Mä fir déi aner ze stellen, am fréndschafteche Senn vum Wuert, ass et gutt, wann Europa seet: „Mir si fir 30% Reduktions, a maacht elo mat.“ A wa se net matmaachen, da musse mer eis Positioun revidéieren.

Wat d'Finanzaspekt - drëtt Fro vum Frénd Lucien Lux - ubelaangt, hu mer zu Bréissel ofgemaach, dass mer als Europäer 2,4 Milliarden d'Joer bezuelen, an deem wat een den „fast start“ nennt. Dat heescht, an de Joren 2010, 2011, 2012, well de Post-Kyoto-Accord jo eréischt vum 1. Januar 2013 u gräift.

Mä d'Klimabeharrlechkeet ass manner ausgeprägt wéi d'politesch Immobilität. Ergo muss an deenen nächsten dräi Joer eppes geschéien. An do bréngt mer fir déi aarm Länner vun der Welt - ech soen dat net despectierlech, mä beschreibend - als Europäer 7,2 Milliarden, 2,4 Milliarden d'Joer, an Opstellung.

Dat ass ee gutt Resultat, wat mer do erreicht hunn, well wéi mer zu Bréissel ugefaang hunn d'lescht Woch ware mer op 1.750.000.000, an doduerch, dass mer - némme 22 Länner wollte matmaachen - op déi fënnef aner Länner, déi net wollte matmaachen, Drock gemaach hunn, si mer op 2,4 Milliarde komm; vun deene Lëtzebuerg 9 Milliounen Euro iwwerhëlt, wat alle méigleche Schlësselen entsprécht. Aver a leschter Instanz, wa mer zu Kopenhagen musse méi wäit goe wéi 2,4 Milliarden - an dorunner däarf et jo net scheiteren, d'Kopenhagener Resultat, dat kénne mer nach no uewe bewegen -, muss Lëtzebuerg sech selbstverständliche och no uewe bewegen.

Mir iwwerhuelen een Deel, mä ech fannen, eise moraleschen Deel ass méi grouss wéi dee gerechtenen Deel. An ergo musse mer och bereet sinn, iwwert déi 9 Milliounen, déi mer proposéiert hunn, erauszegeon an dat och heiheem konsequent ze vertrieben.

Et entsteet eng Konfusioun bei eisen afrikanesche Frénn, well se verwieselen déi 7,2 Milliarde bis 2012 an de Gesamtfinanz-effort, dee mer fir déi sougenannten aarm Länner, déi jo a villerlei Hisiicht och kulturell méi räich si wéi viller vun eis, welle maachen.

Mir sinn der Meenung an Europa, dass ee muss bis zum Joer 2020 graduell den Effort fir d'Drätt Welt, wann ech dat esou däerf nennen, obschonn déi Expressioun mer net gefält, op 100 Milliarden Euro unhiawan. Dat deelt sech op téscht privaten

Efforten an öffentlechen Efforten, an d'Europäesch Unioun ass bereet, 30% dovun ze iwwerhuelen. Elo héieren ech, dass d'Chineese soen: „Dat geet net duer. Dat müssen 300 Milliarde sinn.“ Da musse se och einen Effort maachen, deen e bësse méi grouss ass wéi deen, dee se bis elo bereet waren ze maachen.

D'Katastroph vun déser Verhandlung, den eigentleche Grond, firwat ech op Kopenhagen füren, well ob ech do soen: „esou vill“ oder „esou vill“, dat beweegt kee ganz staark, egal wie wat seet, beweigt kee ganz staark: Ech wëll net hunn, dass mer op deem essentiellen Zukunftsthema ee Konflikt kréien téscht der sech ent-wéckelnder Welt, notamment Afrika an Deeler vun Asien, an Europa. Mir müssen hei wëssen, dass mer op e multipolare Gestaltungssystem am 21. Jorhonnert zou-ginn. An do müssen Afrika, Asien an Europa aus engem Mond schwätzen, aus enger Zukunftsflecht schéissen.

An ech ginn op Kopenhagen, fir sécherzestellen, wat eis ubelaangt, eist klengt Land, eise butzege Fleck vun der Welt, dass d'Solidaritéit hei mat der Drétt Welt stattfënnt. An dofir sinn ech och der Mee-nung, dass mer och zu Kopenhagen selwer nach eng Kéier müssen driwwer diskutéieren, wat dann de Finanzbäitrag in fine vun der Europäesch Unioun a besonnesch vun deene räiche Länner vun der Europäesch Unioun, déi sinn an der Eurozon, anerer si manner gutt drun, duerstelle muss, fir dass d'Welt an Uerdnung kénnt. Well wa se esou viruwiisst wéi bis elo, bleibt se net an Uerdnung.

Dat ass d'Aufgab, d'Missioun vun der Lëtzebuerg Delegatioun de Moment zu Kopenhagen. An dat ass och dat, firwat ech mech do wäert aseten.

4. Hommage à la mémoire de M. Nic Klecker

Här President, däarf ech dës Geleeënheet notzen, fir menger Emotioun dorriwwer Ausdruck ze ginn, dass den Nic Klecker haut gestuerwen ass? Dat ass, mir, déi mer eis dacks froen, wat d'Société civile eigentlech ass, een, dee se op eng exemplaresch, breet an déif Aart a Weis duergestallt huet.

Ech hunn e gefrot gehat, fir den éische President vun der Menscherechtskommissioun zu Lëtzebuerg ze ginn. An ech sinn em dankbar derfir, dass en dee Posten iwwerholl huet. Ech sinn em och perséinlich dankbar derfir, zu deem esou grousse Krees net vu Mënsche gehéiert ze hunn, déi mäi politescht Denken op eng essentiell Aart a Weis beaflosst hunn.

Ech hunn en - ech wëll net vu mir schwätzen - 1972, '73 kenne geléiert als President vun amnesty international, hu mat grousser Begeeschterung matge-maach eng Campagne, déi e lancéiert hat, géint d'Folter an duerno eng géint d'Dou-desstrof. Et gétt haut 142 Länner op der Welt, déi d'Doudesstrof ofgeschaft hunn. Ouni den Asaz vu laizisteschen, toleranten, global denkenden, ökumenesch funktio-nierenden Humaniste wéi dem Nic Klecker wieren esou Bewegunge weder an der Welt nach hei zu Lëtzebuerg méiglech gewiescht.

Ech verneige mech mat déiwem Respekt viru sengem Liewenswierk.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Statsminister Merci. A mir kéimen dann elo zu der Fro N°17 vum Här Robert Weber un den Aarbechtsminister iwwert d'Of-schafe vun Aarbechtsplaze bei Arcelor Mittal. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

5. Heure de questions au Gouvernement (suite)

- **Question N°17 du 15 décembre 2009 de M. Robert Weber relative à la suppression possible d'emplois auprès d'ArcelorMittal en 2010, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration**

► **M. Robert Weber (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, géschter ass an der internationaler Press an an der nationaler Press eng Informatioun zirkuliéiert, dass de leschte Mëttwoch am euro-

päische Betriebsrot vun ArcelorMittal zu Bréissel sou d'Remarque fale gelooss ginn ass, dass de Stolkonzern am Joer 2010 nach eng Kéier 10.000 Aarbechtsplaze géif ofbauen. Do drängt sech natierlech d'Fro op, well et eng relativ grouss Beonrougeung an de soziale Milieue ronderëm Europa gétt, och zu Lëtzebuerg, virun allem da bannent de Gewerkschaftskreesser, mä och an de Belegschaften vun de Betriber, ob Lëtzebuerg heivunner beträff ass. A wa jo, a wat fir engem Aus-mooss a wou a wat fir Sitè sinn eigentlech da beträff?

Eng aner Fro geet an déi Richtung, fir ze soen: Wat seet de Lux 2011, dee jo a sech och seng Date butoire da selwer definéiert 2011, betreffend Ofbau?

Wann een ee Joer zréckkuckt, mengen ech, ass et net oninteressant eng Kéier ze kucken: Wéi vill Aarbechtsplaze sinn an deem zréckleidende Joer dann zu Lëtzebuerg ofgebaut ginn? Wat fir Sitè sinn ofgebaut ginn? Op wat fir Siten ass ofgebaut ginn? An dann awer och: Wéi vill Leit an Aarbechtsplaze sinn 2009 am Corporate bis haut ofgebaut ginn? Ech wollt drop hiwiesen, dass d'Diskussioun an de vergaangene Méint emol gelaf ass, dass am Corporate géifen iwwer 400 Leit ofgebaut ginn.

Merci.

► **M. le Président.** - Den Aarbechtsminister Nicolas Schmit huet d'Wuert.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Här President, mir hunn natierlech och déi Nouvelles aus der Press gelies, wou ech muss derbäi soen, datt an enger ganzer Rei vu Presseorganer dat momentan emol am Conditionnel formuléiert war. Dat heescht, dat sinn éischt Informatiounen, déi awer nach net bestätegt sinn.

Ech brauch lech jo net ze soen, datt ArcelorMittal e globale Grupp ass. Dat heescht, e Grupp, dee weltwëit aktiv ass, mat extrem verschiddene Produktions-unitéiten. An et ass och sécher, datt et an deem Grupp, esou wéi dat och aus enger Rei vun Informatiounen ervirgeet, Unitéitéit gétt, wou natierlech d'Produktivitéit wäit hennert deem läit, wat hei zu Lëtzebuerg oder an aneren Unitéitéit gängeg ass.

Elo kann ee sech natierlech néierens driwwer freeën, wann Aarbechtsplazen ofgebaut ginn, och wann dat a Rumänien oder aner Regioune vun der Welt geschitt.

Wat elo Lëtzebuerg ubelaangt, kann ech soen, datt mer den 30. Oktober dëses Joers eng Réunioun hate vum Comité de suivi, wou mer de Point gemaach hunn iwwert d'Situatioun vun den Effectifs, an datt do natierlech keineswegs vu weiderem Ofbau Rieds gaangen ass. Datt eigentlech déi Engagementer, déi am Lux 2011 drastinn, an därf Réunioun, wou souwuel d'Gewerkschaften wéi och d'Regierung an natierlech d'Direktioun vun ArcelorMittal vertrueden sinn, wou dat nach eng Kéier confirméiert ginn ass.

Wat elo geschitt ass zwëschent dem Oktober 2008 an dem Oktober 2009, do stelle mer fest, datt et eng Diminutioun vun der Beschäftegung bei ArcelorMittal ginn ass vun 264 Posten, an dat sinn déi Posten, déi och am Lux 2011 virgesi waren. Et ass also keng weider, keng nei Indication do, fir datt ee kéint dervun ausgoen, datt méi, zousätzlech zu deem, wat geplant ass, weider Plazent hei zu Lëtzebuerg géifen ofgebaut ginn.

Déi Chiffre sinn och nach eng Kéier de 20. November 2009 am Comité mixte répétiert ginn. Och do ass net Rieds gaang vun engem weideren Ofbau an de Wierker hei zu Lëtzebuerg.

Merci.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Aarbechtsminister Merci. An elo komme mer zu der Fro N°18 vum Här André Bauler un den Gesondheetsminister iwwert gefälschte Medikamenter. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°18 du 14 décembre 2009 de M. André Bauler relative à la contrefaction de médication, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale**

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, ech hunn eng Fro un den Här Gesond-

heetsminister, an zwar iwwert d'Problematik vun de gefälschte Medikamenter.

D'lescht Woch konnt een op „wort.lu“ liesen, dass och Lëtzebuerg vum Phenomeen vun de gefälschte Medikamenter net verschont bleift. Virun e puer Wochen hat d'EU-Kommissioun schonn Alarm geschlossen a vu Millioune Fälschunge geschatzt, déi den europäesche Marché géifen iwwerschwemmen.

An deem Kontext wollt ech dem Här Minister folgend Froe stellen: A wéi engem Émfang ass Lëtzebuerg vun désem Phenomeen betraff? Ginn et Medikamenter, déi sech besonnesch eegne fir gefälscht ze ginn? Wa jo, wat fir eng Medikamenter sinn dat?

Wat énnerhëlt d'Regierung géint dat verstärkten Opkomme vu gefälschte Medikamenter? Gi méi Stéchprouwe gemaach? Ginn et um europäeschen Niveau schonn Initiativen, mat deenen een dése Phenomeen ka bekämpfen?

Ass et richteg, dass ee Barcode-System soll agefouert ginn, ähnlech wéi bei Envoi vun der Post, mat Hëlfel vun deem een de Wee vun engem Medikament ka gene retracéieren?

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.** - Den Här Gesondheetsminister huet d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir dass direkt keng Méssverständnis opkommen: Lëtzebuerg ass zwar keng Insel, och wat gefälschte Medikamenter ugeet. Sécher kann awer de Konsument, de Patient, den Assuré sech fillen, wann e sech an deene klassesche Réseauen approvisionnéiert.

An anere Wieder: Lëtzebuerg huet e reglementierte Apdiktesystem. Zu Lëtzebuerg sinn déi nei Forme vu Vertrieb vu Medikamenter d'Ausnahm. Mir hunn net fir náisch op déi klassesch Verdeelungs-systemer gesat, mir hunn déi och verteidegt, och am europäeschen Émfeld, well mer doduerch iwwer Professioneller dem Client eng Garantie, dem Patient eng Garantie ginn, dass en éischtens gutt berode gétt, dass e Qualitéitsprodukte kritt, déi vun de Laboen iwwert d'Grossiste bei den Apdikten a bei de Spideeler landen. Dat gétt eng wäitgehendst Garantie, wann een déi dote Weeër hält, fir seng Medikamenter ze kafe respektiv fir sech mat Medikamenter ze versuergen.

Wann een awer nom Motto wëll füren, deen an eisem Nopeschland jo geprägt gétt: „Geiz ist geil“, a probéiert bei lie-wenswichtegen oder anere Medikamenter den Euro oder de Centime ze spueren an doduerch iwwer Internet oder nach iwwer méi dubios Weeër seng Medikamenter wëllt kréien, ma da spiltt ee Russesch Roulette. Well an der Zwëschenzäit sinn déi Medikamenter, déi iwwert deen dote Circuit zirkuléieren, ganz staark beträff vu Fälschungen, an de Prozentsaz vun de Fälschungen ass net marginal, mä hält zou.

Dofir mengen ech, dass et wichtig ass, dass een déi richteg Messagen erausgëtt, de Leit seet, wäitgehendst op d'Selbst-medikatioun ze verzichten. Wann een dat awer mécht, dass een op de Rot vum Apdikter soll zréckgräifen. Dass een d'Fan-gener ewech soll losse vun deene Weeër, déi vläicht op den éische Bléck gënschteg ausgesinn, mä wou een awer mat senger Gesondheet spillet.

Richteg ass och, dass mer - sou wäit wéi dat méiglech ass, well ee jo net all déi Weeër ka retracéieren an net hannerun all eenzelne Computer kann e Kontroller setzen - probéieren, iwwert d'Douane, iwwer systematesch Kontrollen, iwwert den LNS kucken, wat de Phenomeen hei zu Lëtzebuerg duerstellt.

Mir mengen, dass mer déi beschte Preven-tioun doduerch kénne maachen, dass mer net d'Risikoverhale vun de Patiente pro-mouvéieren doduerch, dass mer dubios Apprisionnementskanäl begünschtegen,



SÉANCE 14

MARDI, 15 DÉCEMBRE 2009

mä dass mer sollen déi klassesch Filière begënschtegeen an an deem Senn de Patient, den Assuré, de Client informéieren, sensibiliséieren, fir d'Fangeren ewechzelosse vun der Billigware.

Merci.

► **M. le Président**.- Mir kommen elo zu der schriftecher Fro N°297 vun der Madame Viviane Loschetter an dem Här Félix Braz souwéi zu der mëndlecher Fro N°19 vun der Madame Claudia Dall'Agnol iwwert d'Ausbezuele vun den Indemnitéit sät Aféiere vum Statut unique. Ech géif proposéieren, datt mer fir d'éischt dem Här Braz géifen d'Wuert ginn. An duerno kritt d'Madame Dall'Agnol dann och nach d'Wuert. Här Braz, wann ech gelift.

- **Question N°297 du 4 décembre 2009 de Mme Viviane Loschetter et de M. Félix Braz relative au paiement de salaires suite à l'introduction du statut unique**

et

Question N°19 du 14 décembre 2009 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la problématique des indemnités versées en cas d'incapacité de travail des salariés en rapport avec le travail de nuit, de dimanche et de jours fériés survenue suite à l'introduction du statut unique, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

► **M. Félix Braz** (déri gréng).- Merci, Här President. D'Madame Loschetter an ech selwer hunn de 4. Mäerz eng Fro un de Statsminister, un de Sécurité-sociale-s-Minister an un den Aarbechtsminister gericht zu engem Disput, deen et gëtt tëschte de Patronatsassociationen an de Gewerkschaften zénter dem Akraaftriede vum Statut unique.

Et geet dobäi ém d'Interpretatioun, déi den Artikel L.121-6, Paragraph 3 vum Code du Travail ze kréien huet. En Artikel, deen am Kader vun der Aféierung vum Statut unique net geännert huet, an en Artikel, dee festschreift, u wéi enge Regelen dass een - op Neilitzebuergesch - „d'Lohnfortzahlung“ muss interpretéiere bei Leit, déi Schichte schaffen an déi da krank ginn. Wat ass do d'Basis vun därt Interpretatioun? Den normale Salaire oder de Salaire, dee fälleg gewiescht wär opgrond vun dem Plan de travail, deen eben och Nuets- a Weekendaarbecht a Schichte berücksichtegt?

Et gëtt doriwwer eng Interpretatiouns-differenz. D'Patronatsassociatione soen, et wär am Kader vun der Aféierung vum Statut unique doriwwer e mëndlechen Accord getraff ginn, dass dat an Zukunft géif anescht interpretéiert ginn. D'Gewerkschafe bestreiden, dass et esou en Accord ginn ass.

Et ass och schonn eng Questioun am Mäerz 2009 un déi viregt Regierung gestallt ginn. An därt Äntwert op déi Fro huet déi viregt Regierung kloergemaach, dass si der Meenung wär, dass d'Interpretatioun vun deem Artikel net geännert hätt, an ech zitiéieren: «...que l'employeur a l'obligation de verser au salarié une rémunération fixée en fonction du plan de travail arrêté au préalable, y compris dès lors les samedis et dimanches respectifs».

Doropshin huet den 30. Mäerz 2009 d'UEL e Bréif un de Premier geschriwwen, wou se de Premier opfuerdert, déi Interpretatioun do ze tranchéieren. Duerfir stelle mer déi Fro och un déi nei Regierung: Wéi interpretéiert déi nei Regierung den Artikel L.121-6, Paragraph 3 vum Code du Travail? Sollt se bei der Interpretatioun vun der viregter Regierung bleiwen, wéi eng Moyené wëllt Dir dann uwenden, fir dass et zum Ausbezuele vun deene Salaire, déi en retard sinn, kënnt? Oder léisst d'Regierung et zou, dass dat doten, am Fall vum Refus vun eenzelnen Employeuren, bis hin zu Gerichtsuerteeler muss kommen, wat éischter eng schlecht Method wier an engem Land, wou d'Tripartite eng Roll spilt, dass ee misst iwwert d'Gerichter, quasi als Quadripartite, den Droit du travail interpretéiere loessen?

A lescht Fro: Ass d'Regierung der Meenung, dass d'ITM genuch Kompetenzen huet, fir am Fall vu Blocagen an de Betriber kënnen Déblocagen erbaizefeieren, am Senn, dass déi bestehend Gesetzer applizéiert ginn? A sollt et ieren zu Gerichtsuerteeler kommen, déi géifen eng aner Meenung vertriede wéi déi vun der Regierung, ass d'Regierung da gewëllt, um legislative Plang aktiv ze ginn, fir hir Interpretatioun vun déser Fro duerchzesetzen?

Merci.

► **M. le Président**.- D'Madame Dall'Agnol kritt dann elo nach d'Wuert.

► **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP).- Merci fir d'Wuert, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, den 18. Mäerz schonn huet eisen ehemolege Kolleeg Aly Jaerling dës Fro gestalt gehat, schrëftlech deemools, un déi zwee Ministeren, Sécurité sociale an och Aarbecht, an e krut deemools souguer d'Drénglechkeet vu senger Fro zréckbehalen. D'Äntwert vun deenen zwee Ministeren hunn ech hei. Déi war och ganz kloer, an et stoung och esou dran: „Il s'ensuit que les dispositions sont claires.“ Ech mengen, dat seet alles.

Geschter ass awer erém eng Kéier och an de Lëtzebuerger Dageszeitungen driwwer Rieds gaangen, nämliech, datt et esou ausgesäit, datt an eenzelne Betriber de Problem trotz allem nach émmer net geléist ass, au contraire, datt et sech souguer zuspëtzet. Dat heescht, d'Fro ass nach émmer héich aktuell. D'FEDIL huet anscheinend eng Circulaire un hir Memberen erausgeschéckt gehat, wou se soen, datt déi Zoulagen net geschéllt sinn. D'Salariatsvertrieder weise mat Recht drop hin, datt dës Zoulagen awer tëschent 20 a 25% vum Loun vun engem Salarié kënnen ausmaachen. An ech mengen, mir sinn eis allegueren heibannen eens, datt dat jo also net näisch ass.

Wou de Problem hierkénnt, mengen ech, dorobber ass mäi Virriedner an d'Detailer agaangen. Dat brauch ech dann och elo hei net méi ze maachen.

Laut den Artikelen an den Dageszeitunge geschter ass et awer och mëttlerweil esou, datt net allegueren d'Patronen der Circulaire vun der FEDIL Rechnung droen, esou datt et elo zwou Situations ginn: déi Patronen, déi weider d'Supplémenten ausbezuelen, an déi Patronen, déi dat net maachen.

Mech interesséiert dann natierlech genauso wéi mäi Virriedner d'Position vum Minister respektiv och vun der Regierung. Net némmen, wéi si de Statut ausleeën - dat schéngt mer kloer ze sinn, wann ech déi Äntwert op dem Här Jaerling seng Drénglechkeetsfro hei viru mer leien hunn -, mä virun allem och, wéi et elo soll weidergoen, wéi si gedenken de Problem definitiv aus der Welt ze schafen, an ob dann d'Salariéen och réckwierkend dat Geld kennet zréckkräien, wat se elo eventuell net kritt hunn.

Ech wéll den Däiwei hei net un d'Mauer molen, mä mir wësse ganz genau, datt déi Leit mat deem Geld gerechent hunn, datt déi Prêten hunn, datt se vläicht Kanner op der Schoul hunn, a wat et heescht, 20 oder 25% manner an der Paitut ze hunn, dat, mengen ech, licht jiddwerengem an.

An domat soen ech lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **M. le Président**.- Den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit huet d'Wuert.

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Här President, Här Deputéierten, Madame Deputéierten, et ass jo evident, datt déi nei Regierung an deen neien Aarbechtsminister an deen ale Gesondheets- a Sozialminister net eng aner Interpretatioun hu wéi déi, déi déi viregt Regierung mat deem ale Sozialminister, deen och deen neien ass, hat. Also kann ech mech némmen un déi Interpretatioun uleeën an déi och hei nach eng Kéier ganz kloer bestätegen.

Op déi Fro vum 18. Mäerz 2009 - wou déi Fro, Dir hutt et scho mentionnéiert, Madame Dall'Agnol, opgeworf ginn ass -, do ass eng Äntwert vun deenen zwee Ministeren gi ginn, an déi steet och haut nach absolut. Fir se einfach eemol an hirer Konklusioun ze répéteieren, liesen ech lech dat

vir, wat déi zwee deemoleg Ministere gesot hunn. Déi hu gesot: «Pendant la période», déi ass op Franséisch, well et war eng Question écrite, «de conservation de la rémunération, l'employeur doit respecter tous les éléments du contrat de travail. S'il résulte de l'organisation des horaires de travail constituant une planification du temps de travail de chaque salarié par l'employeur, que le salarié concerné aurait dû travailler tel ou tel weekend, mais en a été empêché pour cause de maladie, l'employeur a l'obligation de verser au salarié une rémunération fixée en fonction du plan de travail arrêté au préalable, y compris dès lors les samedis et dimanches respectifs.»

Dat ass elo eng vun de Konklusiounen, déi an därt Äntwert stoungen. An dat trëfft natierlech och fir d'Nuetsaarbecht zou. Wann d'Nuetsaarbecht an engem normalen Aarbechtskursus vun engem Salarié dran ass, da muss se och bezuelt ginn, wann déi Persoun krank ass. Ech hat dat Gléck oder dee Pech, net bei deenen Négociatione vum Statut unique derbäi ze sinn, mä ech kréie gesot, datt dat och esou d'Interpretatioun war. Esou ass op jidde Fall déi Interpretatioun verstane ginn.

Ech stellen elo fest, an och ech krut Bréiwer vun notamment der UEL, datt déi Interpretatioun net vu jiddwerengem gedeelt gëtt, datt also haapsächlech d'UEL dat a Fro stellt, a si féiert och eng Rei Argumenter op, firwat si mengen, datt dat net de Fall wier. Argumenter, déi ech a priori net esou mat vollzéien. Nun, wann d'Interpretatioun vum Aarbechtsminister respektiv vum Sozial- a Gesondheetsminister déi ass, déi et ass, da steet déi natierlech esou do, mä si huet net an deem Senn eng Rechtskräftegkeet. Dat heescht, mir kënnen net maachen, datt déi, déi zum Beispill dat net wëllen esou praktizéieren, a priori sech domat automatesch schëllegh maachen.

D'Konsequenz, déi logesch Konsequenz ass déi, datt, wann also eng Situations entsteet, wou en Employeur déi Zousätz net bezilt am Kader vun der Lohnfortzahlung, dann d'Méiglechkeet op ass, fir op e Gericht ze goen. An dat ass och geschitt. Mir hunn eng Rei Fall, déi unhängig si virun der Jurisdiction du travail, an et ass also elo d'Missiou vum Richter, dat doten definitiv ze tranchéieren. An dat Uerteel ass natierlech fir jiddwereen applikabel an dat huet Rechtskräftegkeet, contrairement zu enger Interpretatioun, och vun zwee Ministeren, déi net automatesch bindend ass.

Mir waarden also elo op déi Uerteeler, mä ech mengen, souwuel ech selwer wéi och d'Kolleegen aus der Regierung, a besonesch de Gesondheetsminister, wäerde keng Geleeënheet scheien, fir kloerzaamachen, datt ons Interpretatioun déi ass, déi ech elo hei nach eemol rappeléiert hunn. An ech géif och soen, datt ech eng Rei vun Entreprise géif opfuerderen, dat esou ze liesen, énner anerem, well eng Rei Entreprise dat och elo praktizéieren. Et ass also net esou, datt et keng Entreprise géif ginn, déi dat net esou praktizéieren.

Ech géif och mengen, datt et am Interessi vum soziale Fritten, an ech géif och soe vun enger sozialer Ausrichtung vum Statut unique a vun deem, wat virdru bestanen huet, vun der Praxis, déi bestanen huet, ganz normal ass, datt dat déi richteg Interpretatioun ass.

Merci.

► **M. Félix Braz** (déri gréng).- A wann d'Gericht dat anescht gesäßt?

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Wann d'Gericht dat esou gesinn, dann ass jo kee Problem. Wann d'Gericht dat net esou gesinn, da musse mer dorobber zréckkommen.

► **M. le Président**.- Ech soen dem Här Aarbechtsminister Merci. Mir kommen dann elo zu der Fro N°20 vum Här François Bausch un den Innenminister iwwert de Präis vum Drénkwaasser. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°20 du 14 décembre 2009 de M. François Bausch relative aux communes qui, avec leur tarification de l'eau, ont déclaré de ne pas se conformer aux dispositions de la loi du 18 décembre 2008, à M. le**

Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

► **M. François Bausch** (déri gréng).- Här President, ech wollt den Här Innenminister froen, wéi e gedenkt par rapport zu de Gemengen dann elo virzegoen. Ech hu mat vill Interessi gelies, datt an alle Gemengen de Moment Diskussiounen sinn iwwert d'Upassung vun dem Drénk- an Ofwaasser par rapport zu därt neier Direktiv, fir op de Käschtendeckungsgrad ze kommen. Allerdéngs hunn ech bei enger Rei Gemengen, notamment dorënner d'Gemeng Mamer, elo an de leschten Deeg gelies, datt si sech net géifen un den Délai hale vun 2011, fir bis dohin um Käschtendeckungsgrad ze sinn. Ech weess net, ob dat eng gutt Approche ass, wa vun enger Gemeng ausgehend en Deputéierten, en Député-maire och nach, seet, datt e sech net un d'Gesetz wëllt halen.

Mä ech wollt awer duerfir gär elo vum Innenminister wëssen, wat dann elo d'Consigne ass, generell. Ass dat dann esou, datt op den 1. Januar 2011 an all Gemeng muss dee Käschtendeckungsgrad do bestoen? Jo oder neen? Oder ginn do Ausnahme gemaach? Oder wéi gesäßt de Minister et an der Zukunft? D'europeäsch Direktiv ass jo relativ kloer, déi schreift eis et vir. Mä wéi gesäßt de Minister dat? Wéi wëllt en domadder émgoen, fir datt all d'Gemengen do d'nämlech behandel ginn?

Merci.

► **M. le Président**.- Den Här Innenminister huet elo d'Wuert.

► **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Innenminister huet an déser Problematik eng kloer Devise: Dat ass déi, dass en d'Legalitéit vun deem, wat d'Gemenge maachen, muss kontrolléieren. Hei hu mer e Gesetz, dat am Dezember 2008 gestëmmt ginn ass, wat de Gemengen erméigleche soll, de reelle Waasserpräis ze applizéieren. De reelle Waasserpräis, deen orientéiert sech um Käschtepunkt, deen déi eenzel Gemengen hunn, fir eben d'Waasser, d'Drénkwaasser, spréch d'Ofwaasser un hir Bierger weiderzegginn.

Dëse Käschtepunkt, dee musse se rechnen, an duerfir hat ech de Gemengen de 15. November eng Circulaire geschéck, no-deem ech eng Methodologie kritt hat, déi ausgeschafft gi war vun eiser Waasserwirtschaftsverwaltung a vun der ALUSEAU, wéi es kann esou e Käschtepunkt vum Drénkwaasser a vum Ofwaasser rechnen.

Ech waarden elo drop, dass d'Gemenge mer do beschtméiglech soen, wat hir Präisser sinn, wou eventuell Problemer sinn, firwat dass et méi deier ass oder esou deier ass, wéi et dann eben ass. A wann ech dat hunn, da kann ech och deementspreechend mat de Gemenge communiquer an och mat hinnen zesumme versichen, dést Gesetz émzeseten.

Kloer ass, am Mëttelpunkt steet d'Autonomie communale. D'Gemenge müssen also an hirer Autonomie sech un d'Gesetz halen, a si müssen, wéi et am Gesetz och steet, bis den 1. Januar 2010... a sech fuerderen ech se op, invitieren ech se, fir dat Gesetz dann ze applizéieren, dat heescht, de reelle Waasserpräis anzeféieren.

Et steet awer och am Gesetz, dass se müssen déi Reglementer, déi d'Gesetz betreffen, bis den 3. Januar 2011 huelen. Duerfir ass eng gewësse Latitude dodran. D'Gemenge sollen also kucken, op de Wee ze goe vun engem reelle Waasserpräis, wéi en dann eben am Gesetz virgesinn ass.

Wann ech elo déi Präisser emol hu vun alle Gemengen - ech hu bis elo zwielef Gemengen, déi mer hir Käschtepunte matgedeelt hunn -, kann ech de Gemengen och matdeelen, wéi se dann hire Waasserpräis kënnen ausrechnen op Basis vun hirem Käschtepunkt. Well et ass esou, dass een net muss de Käschtepunkt honnert-prozenteg émsetzen an de Waasserpräis. Do huet een d'Méiglechkeet ze moduléieren. Do steet am Artikel 12 vum Gesetz, Alinea 4, dass ee kann op d'Consequences géographiques, wirtschaftlecher Natur an environnementales verschidde Käschten erausrechne fir d'Allgemengheet, dass dann de Waasserpräis net esou héich gëtt.



SÉANCE 14

MARDI, 15 DÉCEMBRE 2009

Mir sinn hei bai Neiland, an ech waarden eben drop, wat sech elo ergëtt, an da kucke mer zesummen dëst Gesetz ze respektéieren, esou dass deen Dag, wou dann déi verschidde Waasserpräisser am Ministère opdauchen, mer kucke wäerten, ob d'Legalitéit respektéiert gëtt oder net. Mir wäerten deementsprechend da Remarqué maachen, wëssend awer och, dass am Gesetz keng Sanktiounen stinn, fir déi Gemengen, déi sech net drun halen, ze sanktionéieren.

Mir wäerten dat also maachen, a mir kucke beschtméiglech dës schwéier Problematik vun engem Waasserpräis hinzekréien, émsou méi, well et am Industrieberäich an och am Beräich vun der Agrikultur Bestriewunge gëtt, fir och do eng Harmoniséierung ze kréien. Ech sinn och do gär d'accord, eng Hand mat unzepaken, wëssend och hei, dass, wéi mer am original Gesetzesprojet wollten e Kader setzen am Beräich vun der Agrikultur a vun der Industrie, de Statsrot eng Opposition formelle gemaach huet, well e gesot huet „Autonomie communale“.

Ech si gewëllt hei pragmatische an a Kollaboratioun mat de Gemengen dës schwierig Aufgab ze léisen. An ech mengen, dass mer et hei scho wäerte färderdeg bréngen, dass d'Gesetz respektéiert gëtt. Op d'mannst ass dat meng Aufgab als Innenminister, als Tutelle, d'Legalitéit vun deem, wat eis Gemenge maachen, ze kontrolleeren. Duerfir steet de Minister zur Verfügung, duerfir steet d'Administration de la gestion de l'eau zur Verfügung. Mir können zesummen dee Problem léisen.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Innenminister Merci. Mir kommen elo zu der Fro N°21 vum Här Mill Majerus un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Kanner mat Sproochstéierungen. Här Majerus, Dir hutt d'Wuert.

Question N°21 du 15 décembre 2009 de M. Mill Majerus relative à la prise en charge dans les lycées des élèves présentant des troubles de langage, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

► **M. Mill Majerus (CSV).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt der Madame Minister eng Fro stellen iwwert d'Lycéesschüler mat Sproochproblemer. Laut Experte sinn et ongeféier dräi Prozent vun eise Kanner a Jonker, déi énnerschiddlech Sproochproblemer hinn. Bis zum Alter vun zwielef Joer hu mer eng gutt schoulesch Betreuung iwwert de Wee vum Centre de logopédie. De Problem stellt sech éischter bei de Jonken, déi vun dem Enseignement fondamental eriwwer ginn an eis Lycéeën.

Et gëtt zwou flott Pisten. Dat eent ass e Pilotprojet am Lycée technique du Centre an de Klasse Septième bis Neuvième. An dat Zweet, Madame Minister, ass dat Dokument, wat Dir am Juni 2008 op de Wee bruecht hutt a wat Schüler mat spezifische schoulesche Problemer zum Inhalt huet. Et ass eng flott Analys. Et gëtt Referenz gemaach op wesentlech Dokumenter, wéi zum Beispill d'UNO-Konventioun iwwer Mënsche mat Behënnerungen. An op der Sait 14 gëtt et an deem Dokument dräi interessant Pisten: e Suivi pédagogique adapté, e Suivi logopédique pour les troubles spécifiques an e Plan de formation individualisé, woubäi, mengen ech, besonesch déi drëtt Pist éischter méi innovativ ass.

D'Froen un lech, Madame Minister, wieren der dräi. Dat eent ass: Wéi wäit si mer, wat d'Émsetze vun dëse wichtige Mesuren ugeet? Déi zweet Fro ass: Kéint Dir eis eppes soen iwwert d'Evaluatioun vum Pilotprojet am Lycée technique du Centre? An déi drëtt Fro ass: Kann ee mat engen Extensioun vun dëse Mesurë rechnen, éischters op d'Klassen ab der Dixième, an zweetens op aner Lycéeën hei am Land?

Ech soen lech Merci fir Äntwert.

► **M. le Président.**- D'Madame Erzéiungsministesch Mady Delvaux-Stehres huet elo d'Wuert.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den honora-

belen Här Majerus huet eng Fro gestallt, déi natierlech eng ganz laang Äntwert géif beinhalten, well hie mécht e Renvoi op en Dokument, wat de Ministère vun der Éducation nationale geschriwwen huet, och an d'Schoule geschéckt huet fir Consultatioun, well mer vun deem Constat ausginn, dass et an der Grondschoul e ganze Koup Instrumenter gëtt fir Kanner, déi Schwieregkeiten hinn, wat d'Schwätzen ubeet, wat all méiglech Dys-en, Dyscalculie, Dysphasie, Dyslexie oder, richteg, nach méi prononcéiert Handicapen ubeet. Do hu mir e ganzen Dispositif. Dat heesch, fir e Kand, wat Schwieregkeiten huet, wat de Socle net erreecht an engen bestëmmter Zäit, ass eng Prozedur fir eng Commission d'inclusion scolaire virgesinn, déi dann en Diagnostic mécht an e Plan individualisé de formation opstellt fir dat Kand.

Also, ech mengen, wéi mer alleguerte wëssen, hu mer deen Dispositif an de Lycéeën net, well d'Praxis ass esou, dass e Kand, wat eng Héllef krut bei klassesch SREA, respéktiv wat an der Logo betreit ginn ass bis dohinner, wann dat an de Lycée kénnt an et kénnt do mat Succès weider, dann huet et eng liicht Betreuung nach weider. Ech mengen, Dir hutt dat. Ech kommen herno op de Projét am Lycée technique du Centre. Mä Kanner, déi a Logosklasse waren an déi an de Lycée ginn, déi ginn nach periodesch an déi regional Zentren, fir suivéiert ze ginn.

Mir hinn och fir Kanner, déi net gutt héieren an doduerjer dann och Troubles kréien an der Schoul, en Encadrement vu Professere vu Logopédie, déi periodesch an d'Schoule ginn, fir mat den Enseignanté vun deene Schüler eng Berodung ze maachen an ze kucken, ob dat funktionéiert. Dat sinn, et muss een awer soen, net ganz vill Kanner, déi an eise Lycéeën esou scolariséiert sinn.

A well ech dat festgestallt hinn, a well mer jo och e ganze Koup vun internationale Konventionen hinn, wou Lëtzebuerg énnerschriwwen huet a wou mer mussen dann och kucken, dass mer dat émgesat kréien, hu mir eigentlech e ganze Katalog am Ministère opgestallt, fir ze soen, wéi eng Héllef mer missten zur Verfügung stellen, fir dass d'Kanner och déi Rechter, déi mer no de Konventionen hinne misste ginn, fir net diskriminéiert ze ginn, an de Schoulen och géife kénnten zegutt kréien.

Ech muss soen, dass d'Reaktiouen aus de Schoule ganz énnerschiddlech sinn. Déi Schwieregst, dat mat dem Net-gutt-Schwätzen, dat ass an der Lëtzebuerger Schoul eigentlech kee gréisseren Handicap, well mir jo immens op d'Schréft-lecht fixéiert sinn. Wa mer awer elo en neie Wee ginn, fir ze soen, mir hätte gären, dass allegueren d'Kompetenze besser erfaasst ginn, da musse mer dat natierlech méi staark berücksichtegen.

Den Timing vum Émsetzen ass esou, dass mer e Gesetz musse maachen. Et geet net duer mat engem Règlement grand-ducal. Dat heesch, mir musse légitéréieren. A mengem Timing war am Fong virgesinn, dass mer dat géifen an dee Kader vun engen Reform vun den énneschte Klasse vun de Lycéeën, also iwwerhaapt d'Reform vun de Lycéeën, mat aschreiwen, fir dass mer déi Instrumenter géife kréien.

Et wär och interessant, an der Kommissioun vun der Chamber d'Meenung och vun den Deputéierten ze huelen, well dat hei ass eigentlech en Débat, deen iwwer eng kleng Schwieregkeit an der Schoul erausgeet, well et dorém geet: Wéi eng Héllefsmëttele si mir bereet, de Schüler zur Verfügung ze stellen, fir dass si zu engem Diplom kommen? An do ass et eigentlech bei Kanner, déi daf sinn, dat, dass déi en Hörapparat kréien. Mä bei Kanner zum Beispill, déi eng Dyslexie hinn, ginn d'Meenungen immens wäit auserneen. Wéi vill Héllef kénne mer hinnen zur Verfügung stellen? Duerfir kann ech elo iwwert den Ausgang vun därganzer Diskussioun hei nach net äntwerten.

Just ee Wuert iwwert déi Classes Dysphasie. Mir hinn am Lycée technique du Centre sät engen Rei Jore Klasse vu Schüler, déi eng Dysphasie hinn. Dat impliziert emol fir d'éisch, dass mer e seriösen Diagnostic hinn, dee seet, dat do ass eng Dysphasie. An da sinn déi an engen Klass

am Lycée technique du Centre, wou an der Zwëschenzäit och e gewëssene Know-how vun Enseignanten do ass, fir mat deene Schüler émzegoen. An do sinn dann och Professere vun der Logopédie, déi déi mat begleeden.

Dat geet eigentlech normalerweis gutt bis op Neuvième. An da stellt sech natierlech déi dramatesch Fro: Wat geschitt no der Neuvième? An do hu mer de Moment, dat soen ech ganz éierlech, keng zefridde stellend Léisung. Vill Kanner ginn dann notamment an Däitschland a Schoulen, well fir déi Kanner oft d'Schwieregkeit vun der Mehrsproochkeet dann awer esou grouss gëtt, dass se net zu engen Qualifikatioun kommen.

Jo, voilà, esou vill zu därf Fro, déi eigentlech vill méi komplex ass, wéi se sech a priori ugeliess huet.

Merci.

► **M. le Président.**- Mir kommen dann elo zu der Fro N°22 vum Här Fernand Kartheiser un d'Chancéglaichheetsmistesch iwwert déi häuslech Gewalt. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Question N°22 du 15 décembre 2009 de M. Fernand Kartheiser relative à la violence domestique, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, villmoos Merci. Ech wollt d'Madame Minister Hetto op eng Deklaratioun uschwätzen, déi si virun e puer Wochen op engen Pressekonferenz gemaach huet, wou si zouginn huet opgrond vu Chifferen, déi si deen Ablack zur Verfügung hat, datt ongeféier 12% vun de Fäll vu Gewalt doheem hei am Land vu Fraen ausginn.

Ech wollt dorunner erënneren, datt an deene leschte Jore jo émmer gesot ginn ass, dee Problem wär just e Männerproblem. Ech hu mech duerfir gefreet, datt déi éischte Kéier hei am Land, och vun offizieller Sait, och emol eng Kéier zougi ginn ass, datt och Frae Gewalt ausüben, datt Kanner, datt eeler Persounen, déi vu Frae gefleegt ginn, datt Männer och kénnen Affer vu Gewalt doheem sinn.

Et ass esou, datt wahrscheinlech déi Zifferen a Wierklicheet nach méi héich sinn, well jo vill Männer och zécken, fir dat zouzeginn, well eis Gesellschaft dat, wéinstens hei am Land, nach net esou akzeptéiert, datt se fäerten, ausgelaacht ze ginn oder an hire Suergen net esch geholl ze ginn.

Duerfir wéll ech eng Fro un d'Madame Minister stellen. An der Propaganda vum Fraeministère...

Här Bettel, ech wär vrou, wann d'Madame Minister mech och géif héieren. Wann Der duerfir wéilt e bësse méi lues schwätzen!

Ech wollt d'Madame Minister froen, ob si net mengt, datt eben d'Propaganda, déi hire Ministère mécht, wou émmer némme gewise gëtt, datt e Mann doheem ewechgeholl gëtt - mir kennen dat vun der Televisioun, aus de Kinoen -, e Bild ass, wat d'Realitéit net wierklich erëmgëtt, an datt mer net duerfir sollten higoen an och emol an engem Prozentsaz, dee wéinstens deem entsprécht, wat d'Madame Minister gesot huet - soe mer emol 12% - , vun deene Spote solle Frae weisen, déi vun der Polizei ewechgeholl ginn, well se ebe Gewalt ausüben. Ech mengen, dat wär vill méi e gerecht Bild, dat d'Realitéit och méi géif erëmpigelen.

Ausserdeem géif ech och gär d'Fro stellen, ob et net un der Zäit wär, fir hei am Land, wéi et och schonn am Ausland de Fall ass, och doriwwer nozedenken, ob mer net sollten emol Foyer en ariichte fir Männer a Bouwe speziell och, déi Affer vu Gewalt ginn. Am Ausland gëtt et dat. Hei gëtt et dat net. Hei hu mer Foyer fir Fraen a Meedercher, wat eng gutt Saach ass. Mir hinn awer näisch an deem Senn fir Männer a Jongen. Ech mengen, och do misste mer emol politesch nodenken, ob et net héich un der Zäit wär, fir de Suerge vun deene Leit méi entgéintzkommen an och fir déi Foyer anzeriichten.

Villmoos Merci.

► **M. le Président.**- D'Madame Chan-

Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Ech géif lech bieden, der Madame Minister nozelauschteren.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances.**- ...et sinn direkt e puer Saachen, wou den Här Kartheiser hei ugeschwätzt huet. Ech wéll als Éisch op déi Téleespoten ze schwätze kommen. Déi ware scho ganz laang gebucht. Déi sinn effektiv 14 Deeg op der Télee gelaf an da vum 13. bis de 27. November am Kino diffuséiert ginn.

Fakt ass, dass 12% vun den Affer männlech sinn. Fakt ass awer dee Moment och, dass nach émmer 88% vun den Affer Frae sinn. An ech mengen, an deem Senn ass dee Spot esou gedréit, dass een d'Frae gesäit. Do kann een awer doriwwer nozedenken, ob een dat och nach ka geschlechterspezifesch dann aneschters applizéieren. Ech weess awer net, ob dat Senn mécht.

Ech mengen, et geet eis einfach dorém, Här Kartheiser, dass mer wëllen op e Mëssstand an eiser Gesellschaft hiweisen.

An zwar ginn ech lech einfach elo emol e puer Zuele mat op de Wee. Dir hat mer déi Fro hei wolle stellen de 27. Oktober. Zu deem Moment hate mer hei am Land vum 1. Januar un 228 Wegweisungen. Et si métterweil sechs Woche vergaangen. Et sinn der 60 bääkomm. An ech fannen, dat sollt eis alleguer ze denke ginn. 60 Wegweisungen bannent sechs Wochen, dat sinn der zéng d'Woch. A wéi engen kranker Gesellschaft liewe mer dann?

Ech mengen, do ass et elo net wichteg, doriwwer ze schwätzen, wéi esou e Spot soll ausgesinn, mä do ass et wichteg, doriwwer ze schwätzen, dass mer emol solle versichen, dat Ganzt an de Gréff ze kréien.

Ech wéll awer och soen, dass den 8. September 2003 dat Gesetz hei mat 59 vu 60 Stëmme gestëmmt ginn ass. Et war eng Enthalung, déi war vun der DP. D'ADR hat d'Gesetz matgestëmmt. Duerfir wonnen ech mech am Fong geholl e bëssen iwwer Är Fro, déi Der mer hei stellt.

(Interruption)

Ech wéll awer och nach soen, dass, zénter dass mer dat Gesetz hinn, d'Statistique permanent an d'Luucht ginn. 2008 hate mer der 22 pro Mount. Mir sinn elo 2009 bei 28 Wegweisungen pro Mount.

Dir musst och wëssen, an duerfir wäert ech och deernächst dann an d'Chamberskommissioun kommen, dass mer am gaange sinn, eng Reform vun deem Gesetz do ze maachen. Ech denken, dass mer do genuch Geleeënheete kréien, mat lech ze summe konstruktiv - hoffen ech - an der Chamberskommissioun doriwwer ze diskutéieren, énnner anerem, wann et ém d'Bannmeile geet respektiv ém d'Obligatioun, eng Éducation fir déi Leit ze froen, déi mat hirer Gewaltbereetschaft net eens ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Sou, mir kéimen dann elo nach zu der Fro N°23 vum Här Claude Haagen un de Finanzminister iwwert d'Moosname géint d'international Finanzspekulatiounen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

Question N°23 du 14 décembre 2009 de M. Claude Haagen relative aux mesures à mettre en œuvre en vue d'endiguer la spéculation financière internationale, dont notamment le prélèvement mondial sur les transactions financières, adressée à M. le Ministre des Finances

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, um Sommet vu Pittsburgh de leschte September hat de G20 décidéiert, dass de Fonds monétaire international eng Analys iwwert d'Aférerung vun engen



SÉANCE 14

MARDI, 15 DÉCEMBRE 2009

Transaktiounssteier op internationale Finanztransferté soll maachen. Um Europäesche Conseil d'lescht Woch zu Brüssel ass déiselwecht Décisioun geholl ginn, nämlech, fir och den FMI ze beoptragen, esou eng Etüd ze maachen.

Dés Finanztransaktiounssteier bedeit eng Steier op den internationale spekulatieve Finanztransaktiouen. Mat der Aféierung vun der sougenannter Tobin-Steier, vun där fir d'éischt an de 70er Jore geschwat ginn ass, kéint am Fall vun enger Besteierung op de spekulatieve Finanzoperatioune gréisser Zommen direkt zréck an d'Ekonomie fléissen. Dés Steier ass keng Besteierung vum Ophiewe vun de Suen oder Iwwerweisungen, also betréfft net normal Bankoperatiouen. Ech begréissen natierlech, dass d'Tobin-Steier net den Normalbierger betréfft, deen duerch d'Finanzkris scho genuch bezuelt huet.

Duerfir hunn ech folgend Froen un de Finanzminister: England, Frankräich an Däitschland, déi jo och féierend Finanzaartzentre sinn, drängen op d'Aféierung vun déser Steier. Kéint dës Steier och unilaterale an némme innerhalb vun der EU agefouert ginn?

Wa jo, géif dës Aféierung an enger Direktiv oder an engem Reglement geschéien? Wéini kéint dës Steier agefouert ginn? An zu wat fir engen Zwecker géifen dës Steiersue benotzt ginn? Géife se a Fonge fléissen, als Reserv ugeluecht ginn oder direkt erém investéiert ginn?

An deemselwechte Kontext wollt ech folgend Fro iwwert d'Bonuszahlunge vun de Bankiere stellen. Am Kader vun der Bankekris ass émmer erém dorop gedrängt ginn, fir dës Bonuszahlung ze limitéieren an ze reglementéieren.

De Fall England weist elo, datt an deene leschten Deeg déi top bezuelt Bankieren alles probéieren, sech deenen neie Steierregelen op de Boni ze entzéien. Zu désem Thema Reglementatioun vun dése Boni sollt d'CSSF eng Circulaire ausschaffen. Wéini kenne mer mat déser Circulaire rechnen?

An déi lescht Fro: Wat ass d'juristesche Bedeutung vun esou enger Circulaire?

Ech soen lech Merci fir Äntwert.

► **M. le Président.**- Den Här Finanzminister huet d'Wuert.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här President, déi Fro vum Här Haagen betréfft eng Thematik, déi, wéi e selwer a senger Fro seet, am Fong zénter 30 Joer diskutéiert gëtt. An déi ass émmer un engem Punkt gescheitert: Sou eng Steier mécht némme Senn, wa se op der ganzer Welt agefériert gëtt.

A wann Dir sot, Här Haagen, datt Däitschland, Frankräich an England esou eng Steier énnerstëtzen, dann ass dat net meng Lecture vun hiren Aussoen um leschte Sommet vun de Stats- a Regierungschefe vun der Europäescher Unioun. Well en fait ass do just festgehale ginn, datt een nach eng Kéier den FMI, den Internationale Währungsfong, encourageert, ze studéieren, wéi een dat kéint machen.

Lëtzebuerg ass der Meenung, datt esou eng Steier an der Theorie sympathesch ass, mä datt déi némme Senn mécht, wa se an Amerika, an Asien an an Europa zugläich géif agefériert ginn. Et gëtt kaum eng Aktivitéit, eng ekonomesch Aktivitéit, déi méi international ass wéi déi grouss Finanztransaktiouen. Déi si global par nature. A wann een dat just géif an der EU aféieren, da wären déi Aktivitéiten zu New York deen anere Moien oder zu Tokio oder soss entzwousch. An duerfir och mengen ech, datt et am Fong eng Iddi ass, déi ganz schwierig ze réaliséieren ass.

Ech weess, datt déi Iddi gutt kléngt an duerfir och zénter 30 Joer émmer erém och vun Universitéitsprofesseren, vun Ekonomisten, vu Politiker an d'Diskussioun bruecht ginn ass, mä se émzesetze schéngt mer extrem schwierig ze sinn.

Ech mengen och, datt en fin de compte héchstwahrscheinlech d'Banke se net géife

bezuelen, mä se iergendwéi en fin de compte awer vun de Leit géif bezuelt ginn. Well déi Steieren, déi do vun de Banke misste bezuelt ginn, oder vun deene Finanzinstituter, déi dat géife maachen, sécherlech net direkt déi normal Finanztransaktiounen concernéieren, wéi Fir och zu Recht gesot hutt, mä iergendwéi géifen déi awer am Réseau vun engem bezuelt ginn. An ech mengen, dat wär herno awer erém - leider, kann ee soen - beim Bierger.

Trotzdem, mengen ech, ass d'Iddi an der Theorie gutt. Do geschéie spekulativ Operatiounen, déi en fait náisch mat der reeller Ekonomie ze doen hunn. Mä, wann d'Émsetzung einfach wär, hätt den FMI se längst scho proposéiert. Also, mir sinn op där námlechter Linn wéi Däitschland a Frankräich, déi déi Iddi do énnerstëtzen, wa se sollt kommen; mir sinn dergéint, datt d'Europäesch Unioun, a scho guer net Lëtzebuerg, dat kéint a soll eleng maachen.

Wat d'Bonussen ubelaangt, esou ass et kloer, datt et och dorém geet, net d'Bonussen, dat heescht, de variabelen Deel vun der Pai en tant que tel ze verbidden, mä ze évitéieren, datt duerch de Mechanismus vun de Bonussen am Fong ganz héich riskant Finanzgeschäfter massiv encouragéiert ginn, datt Leit also, fir nach méi ze verdéngen, ganz riskant Operatiounen maachen.

Ech hu bei der Budgetsried gesot, datt meng Meenung ass, datt déi Bonussen éischtens emol musse par rapport zum fixen Deel vun der Pai eng gewësse Limite hunn. Dat heescht, et kann net esou sinn, datt de variabelen Deel vill méi ass wéi de fixen Deel vun der Pai.

Et ass och esou, datt ech mengen, datt et eng gutt Iddi ass, wann een déi Bonussen net op engem Moment ausbezilt, mä datt ee se iwwer e puer Joer ausbezilt. Dat heescht, fir ze kucken, och, wann an engem Joer e ganz gutt Resultat war, ob dat och en durabele Charakter huet. An ech mengen, et sollt ee kucken, datt net ka berechent ginn op reng spekulatieve Geschäfter, déi en fait Risike fir d'Bank comportéieren.

D'CSSF ass amgaangen, déi Circulaire ze maachen. Ech hat se fir Enn des Joers gefrot. Et kann och uganks vum nächste Joer sinn, datt se erausként. Ech weess, datt déi Aarbechten amgaange sinn. Mir inspiréieren eis do un de grosse Prinzipien, déi an europäesche Recommandatiounen festgehale sinn. An déi wäert sech och da retroaktiv uwenden.

Vu datt d'CSSF zoustänneg ass fir d'lwwerwaachung vun de Banken, huet se och e contraignanté Charakter. Eng Bank, déi sech net un d'Circulaires vun der CSSF hält, déi huet e Feelverhalen, wat vun der CSSF ka sanktionéiert ginn.

Ech schléissen net aus, wann eng Direktiv eng Kéier ugeholl gëtt, an esou Direktive sinn an der Diskussioun, datt mer dann och eng Kéier an deem dote Beräich musse légitéreréieren.

Schlussendlech wéll ech soen, datt déi Bonusdiskussiounen, déi an Europa geféiert ginn, virun allem London concernéieren, wou d'Montanté bei esou Bonusse fir d'Traderen, déi mir an därf Form iwwerhaapt net richteg hunn, wäitaus méi héich si wéi variabel Deeler vu Paien, déi bei de Lëtzebuerguer Finanzinstituter bezuelt ginn.

Merci.

► **M. le Président.**- Sou, mir kéimen dann elo zu der leschter Fro vun haut, der Fro N°24 vum Här André Bauer un de Gesondheetsminister iwwert d'Taux de cotisations de la mutualité des employeurs. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°24 du 14 décembre 2009 de M. André Bauer relative aux différents taux de cotisations de la mutualité des employeurs, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale**

► **M. André Bauer (DP).**- Merci, Här President. Ech hunn och nach eng zweet Fro un de Gesondheetsminister, an zwar iwwert déi verschidden Tauxe vun de Cotisatiounen bei der Mutualité des employeurs.

Mat der Aféierung vum Eenheetsstatut gouf eng Mutualité des employeurs ge-

schaf, wou jee no Risikoklass d'Patroné méi oder manner abezuele müssen. Deemools gouf vun der Regierung och gesot, dass Mesuré géifen ergraff ginn, fir verstärkt géint den Absentéismus virzegoen. Dat schéngt awer entweder net wierklech de Fall ze sinn oder awer dës Mesuré gräifen net.

Oder wéi ass et ze erklären, dass d'Gesondheetskeess eleng an enger Novemberwoch soll méi wéi 14.000 Krankeschäiner enregistréiert hunn, respектив d'Cotisatione vun enger Kategorie vun Employeuren an der Mutualitéit müssen opgrond vun engem méi héijen Taux d'absentéisme eropgeset ginn, wéi et aus engem Courier vum 3. Dezember vun der Mutualitéit ervirgeet?

Ech géif duerfir gären den Här Minister Folgendes froen: Wéi ass d'Entwicklung vum Absentéismus zénter der Aféierung vum Eenheetsstatut? Ass se réckleefeg oder net?

Wat fir eng Moosnamen huet d'Regierung bis elo ergraff, fir den Taux ze reduzéieren?

Gétt et eng verstärkte Kollaboratioun mat auslännesche Kontrolldokteren, fir den Absentéismus bei de Grenzgänger méi genee ze suivéieren?

Ech soen lech Merci fir Äntwert.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Den Här Gesondheetsminister huet d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll just nach eng Kéier - och erém eng Kéier, fir dass keng Méssverständnis opkommen - énnersträichen, dass d'Mutualitéit, déi am Rahme vun dem Statut unique geschaf ginn ass, eng Patronatsassurance ass, déi also net ze verwisselen ass mat därf klassescher Sécurité sociale, déi an Tripartite-Form géréiert gëtt. Hei handelt et sech ém eng Réckversécherung vum Patronat fir de Risiko vun der Krankheit a sengem Betrieb.

Mir hunn, wéi ofgemaach am Rahme vun den Diskussiounen iwwert de Statut unique, well mir eis émmer un dat halen, wat ofgemaach ass, e Groupe de haut niveau agesat, deen d'Ursaache soll kläre vun der Ofwiesenheet wéinst Krankheitsfall. Am Rahme vun deenen Etüden, déi bis elo gemaach gi sinn, zesumme mat dem CEPS, ass erauskomm, dass mer hei zu Lëtzebuerg net mat engem aussergewéinlech héije Phenomeen vu Krankschreibunge konfrontéiert sinn. Am Verglach mam Ausland léisst d'lëtzebuergesch Entwicklung sech weisen. Mir hunn also Situations ronderém eis, déi méi grave si wéi dat, wat mer hei zu Lëtzebuerg fannen. Dat ass deen éischte Fait.

Deen zweete Fait: Et ass nach ze fréi, fir déi lescht Statistiken ze hinn iwwert d'Entwicklung vum Krankestand. Mä mir haten d'lescht Woch eng Réunioun, fir eben de Suivi ze maache vun därf Démarche, fir d'Ursaache vum Feelen am Betrieb ze klären. An do hu mer gesot kritt vun de Patronatsvertrieber, dass eng Berouegung sech géif weisen am Feelen an de Betriber. Do si sécher eng Rei vun Ursaache schold drun, op déi ech elo net wéll méi no agoen.

Vläicht huet de Statut unique derzou gefouert, dass méi e grousst Gesondheetsbewosstsinn an de Betriber komm ass, dass ee sech méi ém Phenomeener këmmert, déi net eesäiteg ze interpretéiere sinn, mä déi op eng ganz Rei vun Ursaache kënnen zréckkommen.

Sécherlech féiert awer och déi ekonomesch Situations dobaussen derzou, dass d'Leit sech Suerge maachen a vläicht och heiansdo op d'Aarbecht kommen, wann et hinnen net onbedéngt esou ass, wéi et hinne misst sinn. Mä déi Ursaache ginn an deem dote Rahme gekläert.

Ech wéll och soen, dass et richteg ass, dass déi Cotisatiounen fir d'Mutualitéit vun de Patroné regelméisseg festgeluecht ginn, net vun dem Minister vun der Sécurité sociale, net vun de Sozialpartner, mä vun de Patroné selwer. Do ass et e Fait, dass bei därf niddregster Risikoklass sech erausgestallt huet, dass déi Schätzung, déi d'Mutualitéit gemaach huet fir déi

niddregst Risikoklass, net de Realitéiten entsprach huet, well wahrscheinlech duerch de Statut unique Ofwiesenheeten, déi bis elo net gemellt gi sinn, déi am Ganzen énnergaang sinn, méi systematesch gemellt ginn. Dat heescht, dass d'Mutualitéit, d'Cotisation fir den Einstiegscotisatiounsgrupp, eropgeset huet.

Et muss een allerdéngs soen, dass an déser Period, déi eng Iwwergangsphas ass, jo den Differenzial, d'Cotisation vum Aarbechter, an de Betriber bliwwen ass. Dat heescht, dass d'Betriber déi Cotisation, déi bis elo d'Aarbechter bezuelt hunn an d'Krankekeess, haut d'Gesondheetskeess, dass se déi während dräi Joer nach zur Dispositioun hunn, fir de Krankheitsrisiko ofzefieder.

Den éierewäerten Deputéierte ka gewëss sinn, dass mer déi doten Evolution ganz genee suivéieren, dass mer awer och d'Feelen am Betrieb an all senge Facetté kucken, net némme an der Optik vu sougenanntem abusiven Absentéismus. Selbstverständliche kucke mer dat och, mä mer kucken awer och aner Ursachen, déi douzou féieren; énner anerem d'Betriebskultur, a sécher och déi Situations familiär Natur, déi derzou kënne féieren, dass een heiansdo gezwungen ass, Solutiounen ze huelen, déi vu kengem gewënscht sinn. Här President,...

► **M. le Président.**- Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- ... wann ech nach 20 Sekonnen hunn, géif ech vun der Geleeënheet profitéieren, dass ech hei iwwert de Statut unique därf schwätzten, fir am Rahme vun der viregter Fro u mäi Kolleg den Aarbeitsminister ze confirméieren, dass, esou wéi hien d'Interpretatioun gesäßt vun der Berechnung bei dem Krankegeld bei Nuets-respektiv Sonndes- a Feierdaagsschichten, hie ganz genee richteg läit. Ech war bei därf Diskussioun derbäi.

Déi dote Fuerderung, wéi se elo vun eenzelne Betriber interpretéiert ginn ass, louch ni um Dësch. Ier mer déi Äntwert ginn hunn, de viregten Aarbeitsminister an ech selwer, hu mer nogefrot an deene Betriber, déi de Statut unique schonn haten, wéi déi déi Dispositiounen interpretéiert hunn. An ech wéll lech soen, dass déi Betriber, déi de Statut unique schonn haten, a bei deene mer nogefrot hunn, dat genee esou interpretéiert hunn, wéi mir dat och interpretéieren. Dat heescht, dat wäert anere Betriber hir Choixé vläicht facilitéieren.

Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Sou! Domadder wäre mer um Enn vun der Froestonn.

Elo ass et awer esou, datt d'Kulturministresch, d'Madame Modert, sech bereet erkläret huet, nach direkt op dem Här Etgen seng Fro ze äntworten. Dat heescht, wann d'Chamber d'accord ass,...

(**Interruption**)

...da kéint nach eng Kéier den Här Etgen ganz schnell seng Fro stellen, an d'Madame Kulturministresch géif dann direkt op déi Fro äntworten. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

6. Question N°187 de M. Fernand Etgen au sujet de la restauration du château d'Useldange et le projet pilote «Perception» de l'UNESCO

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Merci, Här President. Merci, Madame Minister. Ech hat virun zwee Méint eng Fro gestallt iwwert d'Renovatioun vum Useldenger Schlass, verbonne mat engem Pilotprojekt, engem Projet pilote, vun der UNESCO. Ech mengen, et ass schonn zwee Méint hier, datt ech déi Fro gestallt hunn an ech hu bis elo nach émmer keng Äntwert kritt. A well den Deputéierten d'Méiglechkeet huet, fir déi Fro duerno an der Plénierie ze stellen, wollt ech vun därf Méiglechkeet Gebrauch maachen.

Et ass mer awer bewosst, datt d'Ministresch vläicht net op all d'Detailer vun der Fro hei an der Plénierie elo kann äntworten, mä en attendant déi schriftech Äntwert wiere



SÉANCE 14

MARDI, 15 DÉCEMBRE 2009

mer awer frou, eng ganz Rei Prezisiounen zu där doter Fro ze kréien, fir gewuer ze ginn, wou d'Äntwert stécht. An ech wéll zum Schluss awer net verfeelen ze soen, datt den Här Statsminister en personne mer awer versprach huet, datt ech déi schrifftlech Äntwert an deenen nächsten aacht Deeg kréich.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Jo, ech hat zwar elo gemengt, Här Etgen, d'Madame Modert géif lech elo op d'Fro äntwerten. Da géif se awer net nach eng Kéier schrifftlech drop äntwerten. Entweder kritt Der elo eng ménblech Äntwert oder Dir kritt eng schrifftlech. Et kann een net alles kréien am Liewen, Här Etgen.

(*Interruption*)

Här Etgen, sidd Der dann dermat d'accord, datt d'Madame Modert lech elo ménblech op déi Fro äntwert, an domat ass se beäntwert?

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Bon, ech sinn d'accord, wann d'Madame Minister à même ass, fir mer de Moment op all Elementer vun der Fro, esou wéi ech se gestallt hunn, hei an der Plénière ze äntwerten. Mä et waren eng ganz Rei Zuelen, déi gefrot gi sinn, wou ech awer da geduecht hat, datt ech déi nach schrifftlech kréich.

► **M. le Président.**- Da loosst emol der Madame Minister eng Chance. Si äntwert elo emol op déi Fro. Madame Kulturmistesch, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Merci, Här President. Ech si ganz frou iwwert déi Affection vum Här Etgen, datt e mir hei déi Fro stellt.

► **M. le Président.**- Ech géif lech bidden, der Madame Modert nozelauschteren!

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Et deet mer leed, datt déi Fro nach net beäntwert ass zurzait. Ech mengen, et ass och nach net grad zwee Méint hier, well Dir kénnt lech erénnerner, Här President, wéi den Här Etgen och, datt se zréckgezunn huet misse ginn, fir se aneschters ze formuléieren, well se eng individuell Froestellung mat beinhalt hat.

Wat ech lech hei ka soen, ass: Dir wéssst, datt bei deem Projet Useldeng déi éischt Aarbechte gemaach gi sinn, an den 80er Joren, vun der DAC, deemoos och énnert der Kontroll vum Denkmalschutzamt. An 2000/2001 huet dann och d'Denkmal-schutzamt dee Projet an Ugréff geholl, fir, wéi den Här Deputéierte gesot huet, dorauser e Pilotprojet ze maachen - deen d'UNESCO als ganz auszeichnungswürdeg fount huet - fir déi Leit, déi, haapsächlech, net esou gutt gesinn.

Mir hunn déi Aarbechten an deene leschten zwee, dräi Joer, esou wéi all déi aner Aarbechten och, déi iwver Sites et Monuments realiséiert gi waren, op de Leescht geholl a gekuckt, wou d'Ausgaben dovunner dru waren. Ech war och virun enger Zäitchen, virun zwee Joer ongeférer, an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire mat deem Projet, wou dann och déi Zuelen allegueren opgezielt gi waren, déi hei gefrot sinn. Dat kann een also nokucken.

Fir de Rescht bleiwe mer énnert deem finanzielle Seuil, esou wéi et virgesinn ass, selbstverständlech, well et war ni virgesinn, datt de Projet sollt e Kader kréien, deen ee gesetzlech bräicht, fir de Finan-zement ze maachen.

Wat déi lescht Fro ubelaangt huet, déi Persoun, op déi higewise gi war an der Fro, déi schafft natierlech bénéole, fir náisch, als Expert weider op deem Projet, dee se tatsächlech virdrun als Responsable vun där Administratioun begleit huet. Si huet en och duerno virubegleet, well si e gutt kannt huet. Dat awer ganz fir náisch an ouni Káschte fir de Stat a fir d'Öffentlechkeet.

Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Sou! Mir kéimen dann elo zu der Question avec débat...

(*Interruption*)

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Et ass guer net esou laang.

► **M. le Président.**- ...N°3, Här Bettel, vum Här Robert Weber iwwert de Chô-

mage vun de Frontalier. Den Auteur vun der Fro huet fénnef Minuten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minuten zou. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

7. Question avec débat N°3 de M. Robert Weber sur le chômage des salariés frontaliers

► **M. Robert Weber (CSV).**- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, an déser Enceinte ass scho méi wéi eng Kéier iwwert de Chômage geschwat ginn. Mir kennen all Mount déi offiziell Chiffere vum Arbeitsamt. Fir de Mount Oktober - ech widderhuele se ganz kuerz; et sinn déi lescht disponibel Statistiken - hu mer 14.062 Demandeurs d'emploi résidents gehat, plus 3.270 Leit am Reclassement externe, plus 3.278 Leit, déi an enger Mesure waren. Dat mécht en Total vun 20.610, déi a sech eng Aarbecht sichen, woubái et bei deenen enge méi schwéier ass sécherlech wéi bei deenen aneren. Dat sinn déi offiziell Chifferen.

Derzou kénnt - an dat ass eng rezent Informatioun, déi komm ass; ob se stémmst, weess ech net -, dass praktesch e Véierel vun de Leit, déi eng Aarbecht sichen, net um Arbeitsamt gemellt sinn. Sécherlech sinn och eng ganz Partie Leit net um Arbeitsamt gemellt. Ech wéll awer och vollständigkeetshalber soen, dass mer 1.221 Offres d'emploi just haten am Mount Oktober. Dat énnersträicht och d'Situatioun vun eiser Ekonomie.

Hei feelt also bei deene Statistiken de Chômage vun de Salariéen, déi iwwert d'Grenz an eist Land era schaffe kommen. Déi Donnéeén, déi ech hunn, schwätzen, dass am Mount September 2009 1.903 Leit entlooss gi sinn - also bal 2.000 -, an am Oktober 2009 1.877.

D'Frontalier musse sech e sougenannten E301 siche goe bei d'Arbeitsamt. Dat ass eng Attestatioun, déi se brauchen, fir sech an hirem Wunnland können um Aarbechtsamt anzeschreiwen an do och hir Indem-nisierung ze kréien. Vun Oktober 2008 bis Oktober 2009 sinn am Ganzen 21.995 E301 beim Arbeitsamt gefrot ginn.

D'Fro stellt sech, ob de Minister déi Chifferen do confirméiere kann. Dat mécht praktesch 22.000 Leit, Frontalier eleng, déi bei eis, an eisem Land, an eiser Ekonomie entlooss gi sinn. Kann de Minister also dës Chiffere confirméieren?

D'Situatioun op eisem Aarbechtsmaart ass also vill méi schlémme, wéi mir et vläicht selwer eis virgestallt hunn. Ech wéll elo keng Polemik iwwert d'Résidenten oder d'Frontalier féieren, well een dat heite soll an aller Rou a Fairness diskutéieren.

E Frontalier, dee seng Aarbecht zu Létzebuerg verléiert, dee muss sech a sengem Wunnland ém eng Aarbechtslosenénnert-stzung beméien an e kritt vun eisem Arbeitsamt náisch. E verléiert awer net eleng seng Aarbecht, mä e verléiert och nach seng Krankeversécherung. E muss sech also och nach a sengem Wunnland an d'Krankeversécherung androen.

Kann de Minister eis matdeelen, a wat fir enge Wirtschaftssektoren dës Frontalieren entlooss gi sinn? Wéi vill Interimsleit sinn do derbäi? Déi hunn eng speziell Situatioun, an ech géif déi sécherlech gär aus der Situatioun vun dem normale Chômage, dee mer kennen, eraushuelen.

Ab Mee 2010 muss Létzebuerg an d'Wunnland vun dem Frontalier, dee seng Aarbecht zu Létzebuerg verluer huet, dräi Méint Chômageindemnisierung bezuelen. Kann de Minister eis soen, wou mer mat désem Datum dru sinn? Do musse bilateral Accordé gemaach ginn. Et ass also gutt, wa mer do eng Kéier elo de Point iwwert d'Situatioun kréien.

Dann, de Comité de conjoncture muss vun all Betrib, dee mindestens 15 Leit beschäftegt, d'Entloossungen aus wirtschafts-leche Grénn matgedeelt kréien. Wéi vill Betriber hunn am Zäitraum Oktober 2008 bis Oktober 2009 dem Comité de conjoncture esou eng Notifikatioun zougestallt? Wéi vill Persoune sinn an deemselwechten Zäitraum beträff?

A falls net vill Notifikatioune bei de Comité de conjoncture komm sinn, wat gedenkt

den Aarbechtsminister ze énnerhuelen, fir dass d'Législation iwwert de Comité de conjoncture och respektéiert gëtt? Strofe sinn an désem Fall keng virgesinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Elo kritt den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit d'Wuert.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Här President, Här Deputéierten, am Joer 2009, do hate mer en Emploi salarié hei zu Létzebuerg an der Moyenne, wann een déi éischt aacht Méint rechent, vun 335.700 Leit. Dat war den Emploi salarié. An dovou waren 147.400 Frontalier.

D'Frontalier representéieren also vun onsem Emploi salarié à peu près 44%. Dorop ginn 49,5% op Leit aus Frankräich, 25% op Leit aus Däitschland a 25,5% op Leit aus der Belsch. Eleng déi Chiffere weise wierklech d'Wichtegkeet vun de Frontalier fir onsen Aarbechtsmaart. Et brauch een also net laang drop ze insitiéieren, datt ouni d'Frontalier mer déi Croissance, déi Dynamik an der Létzebuerg Wirtschaft net hätte kenne produzéieren. Mir hätten dee Räichtum hei zu Létzebuerg net, wann net déi Leit hei géife schaffen an zu deem Räichtum géife bäßdroen.

Elo stelle mer fest, datt säit August den Emploi salarié zu Létzebuerg stagnéiert. Dat ass eng Situatioun, un déi mer eigentlech net esou richteg méi gewinnt waren, well bis ewell vu Mount zu Mount eigentlech den Emploi émmer nach an d'Luucht gaangen ass; an deene Méint virum August manner séier, an deene Jore vir-drün extrem schnell: 4 bis 5%. An et ass námmen duerch d'Frontalier, datt mer esou eng Croissance vum Emploi iwwerhaapt konnten an der Létzebuerg Wirtschaft realiséieren.

Mir stellen och fest, datt vun August op September déi global Zuel vun de Frontalier liicht zréckgaangen ass, minus 281 Persounen. An deene Jore virdru waren zwéische 60 a 70% vun deenen nei geschafene - ech soen: vun deenen nei geschafene - Aarbechtsplätze vu Frontalier agehol. Zwéische 60 a 70% an deene Jore virun 2009. Dëst Joer, 2009, waren dat námmen 39%. Dat weist also ganz kloer, datt och déi Kris um Aarbechtsmaart, déi Schwierigkeiten op eisem Aarbechtsmaart d'Frontalier glächtméisseg touchéiert wéi allegueren déi aner.

Ech soen entre parenthèses, einfach esou, datt, wat de Chômage hei zu Létzebuerg ubelaangt: E Chômeur ass e Chômeur. Eng Persoun, déi hir Aarbecht verléiert, ass eng Persoun, déi hir Aarbecht verléiert. Mä wa mer also d'Demandeurs d'emploi kucken, a mir kucken hir Nationalitéit hei zu Létzebuerg, da stelle mer fest, datt à peu près 31% vun den Demandeurs d'emploi inscrits d'portugisesch Nationalitéit hunn an à peu près 30% vun den Demandeurs d'emploi inscrits d'létzebuergesch Nationalitéit hunn.

Dat weist och, wéi duerch déi ganz Band, duerch déi ganz Kompositioun vun onsem Aarbechtsmaart, de Chômage jiddwereen tréfft; mä gewësste Kategorië vu Leit méi wéi déi aner, well zum Beispill déi portugisesch Matbierger à peu près 20% vun onsem Emploi námmen duerstellen, obwuel se bei 30% vun den Demandeurs d'emploi inscrits derbäi sinn.

Wat elo d'Zuelen ubelaangt, wéi vill Leit am Chômage sinn, déi Frontalier sinn an déi hei zu Létzebuerg geschafft hunn, do kann een natierlech net einfach additionnéieren. Dat wier d'Saach e bëssen ze einfach gemaach. Et kann een also elo net Mount zu Mount déi 1.800 E301en, déi d'ADEM ausschreift, additionnéieren an dann no 20 Méint soen: Bon, et waren 20-mol 1.800, also si 36.000 Leit, Frontalier am Chômage. Esou einfach geet dat jo net.

Dat Enzegt, wat ee vun engem E301 ka soen, dat ass, datt ee Moment eng Persoun esou en Ziedel bei d'ADEM froe geet, dat ass also e Frontalier, deen deen Ziedel froe geet, fir d'Recht ze hunn, a sengem Residenzland, dat heescht an Däitschland, a Frankräich oder an der Belsch - mä hei muss ee schonn erém eng Restriktioun maachen, well d'Belsch eigentlech net onbedéngt en E301 freet, fir de belsche Résidentë Chômage ze

bezuelen -, einfach Chômage ze kréien. Do ass also schonn eng Inconnue dran. An ech ginn lech och déi Zuelen, déi weisen, datt mer zum Beispill relativ wéineg Belsch hunn, déi en E301 gefrot hunn.

Bei deenen 301en, déi am September - dat sinn der à peu près 1.800 - gefrot gi sinn, do waren der 1.438, déi koumen aus Frankräich oder déi hu gewunnt a Frankräich, 307, déi an Däitschland gewunnt hunn, an 114 aus der Belsch. Dat waren also déi, déi en 301 gefrot hunn.

Wat d'Secteuren ubelaangt, den Här Deputéierte freet mech besonnesch, wat den Interim concernéiert, esou waren do 654 Leit, déi an engem Interimskontrakt waren. Dat heescht, praktesch een Drëttel oder souguer e bësse méi wéi en Drëttel vun deene Leit, déi en 301 gefrot hunn, déi koumen aus dem Interim.

Nu kann ee feststellen, datt besonnesch den Interim vun der Kris staark betraff ass. Mir hunn eng Baisse vum Interim iwwert déi lessecteurs. Dat heescht, an deenen enge Secteure méi wéi an deenen aneren. Dir wéssst, et ass ganz kloer: Wann eng Entreprise manner produzéiert, wann de Business manner gutt leeft, da gëtt fir d'éischt Interim gespüert. Dat heescht, déi Interimskontrakter ginn net erneiert.

Elo muss een awer wéssen, datt 80% - 80%! - vun de Leit am Interim Frontalier sinn; ganz wéineg Résidenten. 80% Frontalier, an dovun erém eng Majoritéit haapsächlech aus Frankräich.

Wat elo déi aner Secteuren ubelaangt, dat ass de Bâtiment. Do waren 185 E301en. 185. Et muss ee wéssen, am Bau: 48%, déi do schafft am Bau, si Frontalier. An der Horeca waren et der 124. 35% vun de Leit am Horeca si Frontalier. Am Finanz-secteur waren námmen 86 E301, dat heescht Leit, déi am Prinzip hir Aarbecht verluer hunn an esou e Formulaire gefrot hunn, obwuel 50% an de Banke Frontalier sinn.

Bon, ech kínt elo nach weiderfueren. An deene verschidde Dénightsleestunge waren et der 218. Hei sinn d'Frontalier mat 58% op onsem Aarbechtsmaart representéieren. Am Commerce, wou d'Frontalier 50% ausmaachen, waren et der 154.

D'Industrie eleng. Beschäftegt an der Industrie si 60% - 60%! - Frontalier. Mä nach eng Kéier: De Gros vun deene Leit, déi esou e Formulaire gefrot hunn, dat ware Leit, déi virdrun am Interim geschafft hunn. Dat heescht, par définition haten déi Leit net e stabelt, kontraktuell Aarbechtsverhältnis. Hir Zäit war d'office begrenzt. An nach eng Kéier: Den Interim ass haapsächlech vu Frontalier besat.

Nun, wat dat europäesch Reglement ubelaangt iwwert déi dräi Méint, esou muss ech soen, datt mer natierlech mat deene Länner Kontakter hunn, fir ze kucken, wéi mer genau definéieren, wat fir eng Sue mir schéleg sinn. Mir sinn eigentlech námmen da Sue schéleg, wann eng Persoun, déi hei zu Létzebuerg geschafft huet, och hei zu Létzebuerg, wa se hei géif wunnen, Chômage kritt hätt.

Vu datt se jo awer net hei wunnt, kritt se jo de Chômage an engem Nopeschland, a mir remboursiéieren deem Nopeschland zu deem Tarif vum Nopeschland dee Montant vun dräi Méint zréck. Mir sinn also elo genau amgaang ze kucken, wat dat heescht. Mir brauchen duerfir och natierlech méi genaue Chifferen.

Déi Chifferen - muss ech soen - hu mer net, well déi Länner selwer hu se och nach net. Mir müssen also elo mat de Fransoussen - Pôle pour l'emploi -, mat der däitscher Bundesanstalt für Arbeit kucken, wéi mer genau dann déi Chifferen definéieren. A mir müssen natierlech och e Suivi da maache vun deene Leit, déi en E301 gefrot hunn.

Well et heescht jo net, wann ech haut den 301 gefrot hunn, datt ech nach an dräi Méint am Chômage sinn. Et kann also ganz gutt sinn, datt ech vläicht ee Mount am Chômage sinn, vläicht och námmen 14



Deeg a ganz schnell erém en Emploi erém-fannen, sief dat hei zu Létzebuerg oder eventuell och an engem Nopeschland.

Wat elo de Comité de conjoncture ubelaangt, esou kann ech soen, datt à peu près 600 Licenciementer sät dem Ufank vum Joer dem Comité de conjoncture notifizéiert gi sinn. Den Här Deputéierten huet zu Recht drop higewisen, datt némme Licenciementer an Entreprises, déi méi wéi 15 Salariéen hunn, müssent dem Comité de conjoncture gemellt ginn.

Duerfir ass et och esou, datt déi Chifferen, déi dem Comité de conjoncture, wat d'Licenciementer ubelaangt, gemellt ginn, an déi, déi d'ADEM als Chômeuren opféiert, zwou verschidde Kategorië sinn. Déi kann een also net 100%eg einfach esou matenee verglächten.

En revanche, déi Chifferen iwwert de Chômage, d'Zuel vun den Demandeurs d'emploi, dat sinn déi nämlecht. Dat sinn och déi, déi d'ADEM iwwregens dem Comité de conjoncture liwwert.

Ech ginn awer dervun aus, ouni awer eng 100%eg Sécherheet ze hunn, datt et Betriber gëtt, déi och méi wéi 15 Leit beschäftegen, déi net all Licenciementer - Licenciemment économique, wuelverstan - dem Comité de conjoncture mellen an domat natierlech och e Suivi vum Sekretariat vum Comité de conjoncture novollzu gëtt.

Soll een do iergendwellech Sanktiounen...

► **M. le Président**.- Här Minister, Dir misst awer lues zum Schluss kommen.

► **M. Nicolas Schmit**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.- Jo.

Soll een do Sanktioun virgesinn? Ech gleewe jo net, datt dat vill bréngt. Ech mengen, et muss een iwwert déi verschidde Verbänn, iwwert d'UEL, iwwert d'FEDIL, iwwert d'Chambre des Métiers oder d'Fédération des Métiers d'Entreprise motivéieren emol éischtens am Virfeld, dann, wa Leit sollen entlooss ginn, datt een da sech a Verbindung setzt mam Comité de conjoncture, fir akzeptabel Léisungen ze fannen, fir also mat dár Enterprise ze kucken, wéi ee kann eventuell d'Licenciementer évitéieren oder wéi een déi Licenciementer kéint besser accompagnéieren.

Mir hunn dat Instrument vum Plan de maintien dans l'emploi. Ech gesinn awer gläichzäiteg, datt dat Instrument net émmer esou gräift, wéi mer dat hoffen, datt et och net an all Entreprise méiglech ass, esou e Plan de maintien dans l'emploi ofzeschléissen. Mä ech géif mer eigentlech wénschen, dat mer e Système d'alerte précoce mat den Entreprise géifen instaléieren, fir besser, méi fréi a méi komplett iwwert déi verschidde Licenciementer ze informéieren.

De Chômage ass eng komplizéiert Matière.

► **M. le Président**.- Mir sinn eis däers bewosst, Här Minister. Här Weber, wéllt Dir nach eng Kéier d'Wuert ergräfen?

► **M. Robert Weber** (CSV).- Merci, Här President. Ech wéll just véier Remarqué maachen. Ech mengen, d'Wichtegkeet vun de Frontaliere fir eisen Aarbeitsmaart brauche mer net méi ze énnersträichen. De Rächtum vum Land ass zu engem groussen Deel mat hinnen och zesumme geschafen an opgebaut ginn.

Do dernieft wéll ech déi Remarque ganz einfach maachen, dass déi Frontaliere, déi eriwwer schaffe kommen, fir déi si mer net zoustänne, fir eng Schoulausbildung ze ginn, wat och Käschten duerstellt. An duerfir, mengen ech, ass all Diskussion Frontaliere oder net Frontaliere domat awer vum Dësch.

De Minister huet gesot, dass den E301 net iwwerall obligatoresch ass. Dat ass richteg. Dat énnersträicht a sech just, dass d'Situatioun nach méi grave ass, wéi ech se a sech genannt hunn. D'Situatioun ass op jidde Fall op eisem Aarbeitsmaart méi grave, wéi déi offiziell Statistike vum Arbeitsamt sinn.

An och duerch déi Äntwerten, déi de Minister ginn huet, mengen ech, ass kloer ginn, dass relativ grouss Ontransparenz bei de Chifferen ass, dass ee vill Chifferen net kennt, well ee se net hannerfrot kritt, dass ee vill Chifferen och net kennt, well een iwwerhaapt net weess, wat lass ass. Ech mengen, duerfir ass et wichtig, dass mer och an den nächste Wochen a Méint eis méi intensiv mat eisem Aarbeitsmaart beschäftegen an och kucken, wat lass ass.

Déi lescht Remarque, déi ech wollt maachen, ass: De Minister seet, e géif mengen, dass Sanktioun fir d'Betriber, wat d'Notifikatiounen un de Comité de conjoncture ubelaangt, net vill bréngen. Ech weess et net. Et ass en Argument, wat een émmer erém héiert, dass Sanktioun fir d'Betriber náischt bréngen. Dat héiere mer och, wat d'Notifikatioun vun den Offres d'emploi, déi d'Betriber dem Arbeitsamt sollen zoustellen, ubelaangt.

Ech weess net... Ech sinn och iwwerzeegt, dass dat vläicht net dat adequat Méittel ass. Mä de Problem ass, dass mer iwwerhaapt kee Méittel hunn, fir d'Betriber unzehalen, dass se hire gesetzliche Verfluchtungen nokommen. Dat bescht funktioneerend Arbeitsamt kann némmen esou vill Leit placéieren, wéi et offe Plazen huet. Wann et net vill offe Plazen huet, kann et d'Leit och net placéieren.

Op dár anerer Sait: De Comité de conjoncture kann némmen esou gutt...

► **M. le Président**.- Här Weber, Dir misst awer lues zum Schluss kommen.

► **M. Robert Weber** (CSV).- Dat ass meng lescht Remarque.

De Comité de conjoncture, dee kann och némmen esou gutt schaffen - am Prinzip huet en eng preventiv Funktioun an der Ekonomie an an de Betriber -, wann en eng Notifikatioun kritt. Wann en déi Notifikatioun net kritt vun de Licenciementer, kann en natierlech och net schaffen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président**.- Här Minister, Dir hutt zwar eigentlech keng Zäit méi, mä ech gestinn lech dann nach eng Kéier eng Minutt zou, fir nach eng Kéier dem Här Weber ze äntwerten.

► **M. Nicolas Schmit**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.- Ech mengen, et muss een dat ganz e bësse relativéieren. Ech mengen, mir hu 14.000 Demandeurs d'emploi inscrits hei zu Létzebuerg. Dái gi berechent op enger aktiver Bevölkerung, Résidents, vun à peu près 220.000 Leit. Eis reell aktiv Bevölkerung ass awer natierlech déi Chifferen, déi ech virdru gesot hunn, 300.000, bal 340.000 Leit, duerch eben deen Apport vun de Frontaliere.

Mir hunn net genuch Iwwersicht iwwert d'Frontaliere, och am Comité de conjoncture. Wa mer déi Notifikatioun kréien, da kréie mer do keen Detail, ob dat elo e Résident ass oder e Frontaliere. Dái Indications personnelles, déi kréie mer net.

Ech si mer bewosst, datt duerch dat neit europäesch Reglement, wou mer obligéiert ginn, déi dräi Méint ze reimbourséieren, mer eng méi grouss Transparenz brauchen, wat d'Zuelen ubelaangt, besonesch och vun deene Frontaliere, déi hei geschafft hunn an hir Aarbeitsplatz verluer henn.

Dobái muss ech och dem Här Deputéierte soen, datt vill Frontaliere an engem Contrat à durée déterminée sinn. An natierlech, wann dee Kontrakt zu Enn geet, da geet dee sech en E301 sichen. Well eben an deene leschte Joren d'Frontaliere esou en héijen Undeel haten un deenen neien Emploien a vill vun deenen Emploien och mat Contrat à durée déterminée waren, huet dat natierlech och en direkten Impact, wann déi Kontrakten net erneiert ginn a wann déi Leit dann hir Aarbeitsplatz verluer henn.

Merci.

► **M. le Président**.- Sou! Merci och dem Aarbeitsminister. Mir kommen elo zum Projet de loi 5987 iwwert d'Post. D'Riedezaït ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Weber, Bauler, Henckes an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

kommunikatiounsbetrieb ugeet, ass et esou, dass dee bis elo aus zwielef Membere besteeet, dovunner véier Salariatsvertreider, véier Regierungsvertreider a véier aner Memberen, déi vun der Regierung genannt ginn. Vun deene véier Salariatsvertreider sinn der dräi Stéck, déi vertreidet déi Leit, d'Personal, déi énnert dem Statut vun der Fonction publique bei der Post schaffen, an ee Postaarbechtervertreider ass och haut am Verwaltungsrot bei der Post.

Et gëtt elo proposéiert, och iwwert de Wee vun den Amendementer vun der Regierung, opgrond vun deene Kritiken, déi iwwert den éischten Text formuléiert gi sinn, fir déi Memberszuel elo vun zwielef op 16 eropzesetzen. An Zukunft also géifen zwee Salariatsvertreider bääkommen, a fir de Parallelismus ze wahren, géifen och zwee Regierungsvertreider bääkommen. Also vun zwielef op 16 erop. Bei deene sechs Salariatsvertreider wieren der véier, déi d'Personal énnert dem Statut vun der Fonction publique géife vertrieben, an zwee wieren et der, déi d'Salariéen, déi jo e privatréchteleche Statut hunn, géife vertrieben. Dat ass also esou, wéi an Zukunft de Verwaltungsrot soll opgebaut ginn.

Da gesäit och nach de Gesetzesprojet eng Iwwergangsbestëmmung vir, wou elo gesot gëtt, dass deen zousätzleche Vertreider, dee bääként, soll am Fong den éischte Supplément sinn op der Léicht, esou wéi e bei de leschte Personalwahle festgehalte gi war. Wat eng, mengen ech, wichtig Fro ass, wou d'sozial Demokratie dann och erém hiergestallt gëtt bei der Post.

Bis elo war et esou, dass d'Employés privés, déi bei der Post geschafft hunn, keen aktiüvt a passiüvt Stëmmrecht haten, fir matzemaache bei der Bestëmmung vun de Salariatsvertreider am Verwaltungsrot vun der Post. Dái Ongereimtheet do ass elo automatesch ewechgeraumt, wann deen heite Gesetzesprojet och vun der Chamber gestëmmt gëtt. Dat heescht, sämblecht Salariat verfügt also och iwwer e Wahlrecht, wann et drëm geet, fir Vertriedung an deem iwweschte Gremium, dem Verwaltungsrot vum Postbetrieb, ze stëmmen.

Dái zweet Prezisioun, déi ee muss ginn, wat den Inhalt ugeet, betréfft d'Fro vum Statut, d'Fro vum Kollektivvertrag. Ech hu virdru scho gesot, dass et bis elo esou war, dass fir d'Aarbechter, déi bei der Post schaffen, klassescherweis de Kollektivvertrag vun de Statsaarbechter ugewannt ginn ass. Dat soll sech an Zukunft änneren. Mä bis dohinner, bis am Fong en Accord fonnt gëtt téschent der Post op dár enger Sait an de Personalvertreider vum Postpersonal op dár anerer Sait, wäert et esou sinn, dass den Aarbechterkollektivvertrag vum Stat nach weider wäert applicabel bleiben.

Et steet am Gesetz hei dran, dass et dee Kollektivvertrag ass, deen den 1. Januar 2009 a Krafft geträfft ass. Dat kann e Problem duerstellen. Et ass eng Fro, déi mer diskutéiert hu bei eis an der Kommissioun. Dat kann e Problem duerstellen, wann elo während laange Jore keen Accord géif fonnt ginn iwwer en neie Kollektivvertrag, da géif eventuell sech e Kollektivvertrag vun de Statsaarbechter uwenden, deen an der Tëschenzäit erém ofgeänner ginn ass, deen also net méi deem entsprécht, deen den 1. Januar 2009 a Krafft geträfft ass.

Duerfir ware mir der Meenung, dass de Prinzip muss esou sinn, dass muss en Accord fonnt ginn iwwer en neien, spezifische Postkollektivvertrag, mä dass op dár anerer Sait awer och muss eventuell nogebessert ginn op gesetzlechem Plang, wa keen Accord fonnt gëtt während enger längerer Zäit.

Ech denken, dass mer souwisou jo als Chamber nach an dëser Mandatsperiod wäerte konfrontéiert gi mat neien Texter, déi d'Post betreffen. Et ass jo allgemeng bekannt, an et ass och nozeliesen am Exposé des motifs vun deem heite Gesetzesprojet, dass et jo e wichtige Stéchdatum gëtt, dat ass den 1. Januar 2013, wou am Fong et zu enger weiderer Phas vu Liberaliséierung am Postwiese kënnt, wou Létzebuerg jo eng Ausnahmeregelung do kritt huet, fir dat méi laang kënnen zäitlech opzeschieben.



SÉANCE 14

MARDI, 15 DÉCEMBRE 2009

Mä et ass evident, dass déi Fro ronderëm d'Organisatioun vum Postbetrib nach eng Fro wäert sinn, déi dës Chamber wäert beschäftegen. An da kann een an deem doten Zesummenhang och nach eng Kéier op déi Fro vum Kollektivvertrag zréck ze schwätzen kommen, wann éiere bis dohinner nach keen Accord fonnt ass, fir sech op e spezifische Kollektivvertrag fir d'Post gëeenegezt ze hunn.

Dat war dat, mengen ech, wat ech hei nach wollt ausféieren zu där doter Fro. Wéi gesot, de Rapport ass eestëmmeg an der zoustänneger Wirtschaftskommissiou ugeholl ginn. Ech géif also, am Numm vun däer Kommissiou, och d'Chamber bieden, deen Text hei ze stëmmen. An ech bréngent dann och nach zum Schluss den Accord vun der sozialistescher Fraktiou zu deem Text hei an.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Rapporteur Merci, an als éischte Riedner ass den Här Robert Weber agedroen. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Robert Weber (CSV).**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, mir hunn hei de Gesetzesprojet 5987, wat u sech e ganz technesche Gesetzesprojet ass. Duerfir wëll ech och net allze vill drivwuer soen. Ech mengen, de Projet erkläert. Et ass e Projet, deen Ännérungen noutwendeg mécht, nodeem dass de Statut unique agefouert ginn ass. Dat sinn Ännérungen op zwee Niveauen: Dat ass haaptsächlech de Verwaltungsrot vun der Post, an zweetens dann awer och de Kollektivvertrag vum Postbetrib.

Do ass den Artikel 7 an dësem Projet de loi, deen eng Sécherheet fir d'Leit gëtt, wat haaptsächlech hire Pensiouns zuschuss ubelaangt, an deen zur gläicher Zäit versicht eng Sécherheet ze ginn, wat hire Kollektivvertrag ubelaangt. Do ass - an ech sinn dem Rapporteur dankbar, dass en drop opmierksam gemaach huet -, dass mat deem Datum, deen am Gesetzesprojet dran ass, den 1. Januar 2009, e Problem ass. An ech hätt léiwer gehat, wann deen Datum net an deem Projet de loi gewiescht wier. Vu dass en awer scho wäitgehendst fäerdegt war, hu mer eis drop gëeenegezt an der Kommissiou, fir dann och d'Situatioun esou ze respektéieren, wéi se ass.

Mä deen Datum beinhalt ganz kloer eng Phase transitoire, an et ass dann d'Fuerderung an d'Iwwerleeung, déi an eng Richtung ginn, fir ze soen: „Hei muss zügeg un engem neie Kollektivvertrag, engem betribleche Kollektivvertrag fir d'Post selwer dann och geschafft ginn.“ Et kann net esou sinn, dass d'Leit, déi an deem Betrib schaffen, während Joren elo ouni Kollektivvertrag funktionéiere respektiv op der Basis vum Statsarbechterkollektivvertrag, wéi en op den 1. Januar 2009 a Krafft war, da sëtze bleiwen.

Vläicht nach eng Iwwerleeung, wat d'Matbestëmmung ubelaangt. Esou kollidéieren hei zwee Gesetzer, nämlech d'Situatioun am öffentleche Secteur an d'Situatioun aus dem Privatsecteur, d'Gesetzer vun 1974. Déi Gesetzer vun 1974, wat d'Vertriedung an de Verwaltungsrot an och d'Comitésmixtes-Regelungen ugeet, déi de Privatsecteur also betreffen, ginn net integral transposéiert. Dat ass eng Situations, déi geféierlech ass, well hei zu enger Situations, zu enger Gesetzgebung am Privatsecteur einfach derogéiert gëtt. Mir müssen also dat doten am A behalen. An d'Reform vun der Matbestëmmungs-gesetzgebung am Privatsecteur muss och ganz kloer am A behalen, dass d'Post e Betrib ass, dee permanent bougéiert, a wou d'Situatioun sech änneren, a wou da gegebenenfalls och d'Situatioun intern an der Post, wat hir Matbestëmmungs-situatioun ubelaangt, muss changéiert ginn.

Ech ka positiv némmeen ervirhiewen, dass e Schratt méi an d'Demokratisierung vun der Ekonomie gemaach ginn ass, an dass Leit, déi jorelaang u sech kee Matbestëmmungsrecht an deem Betrib haten - dat waren allegueren déi, déi énnner engem Privatbeamtestatut funktionéiert hunn -, da mat deem Gesetz hei respektiv mam Statut unique dann elo endlech och déi Matbestëmmungsrechte kreien, op déi se awer scho laang Joren och Recht haten.

Ech géif ofschléissend gären dem Rapporteur Merci soe fir sain ausféierleche Bericht, och dass en drop opmierksam gemaach huet, wat mer zum Schluss an der Kommissiou diskutéiert hunn iwwert déi Phase transitoire, wat de Kollektivvertrag ubelaangt. An ech géif d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktiou soen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Weber Merci, an als nächste Riedner ass den Här Bauer agedroen. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauer (DP).**- Här President, mat dësem Gesetzesprojet gëtt dat modifiziert Gesetz vum 10. August 1992 iwwert d'Post adaptéiert, den neie Gegebenheiten vum Eenheetsstatut ugepasst, souwuel wat d'Vertriedung vum Personal ugeet wéi och d'Gestioun vun de Salarién. Mir begréissen als DP-Fraktiou dës noutwendeg Upassungen a géifen dann och den Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Ofschléissend géif ech dem Här Alex Bodry félicitiéiere fir sain ausféierleche schriftechen a mëndleche Rapport an, wéi gesot, den Accord vu menger Fraktiou ginn.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Bauer Merci, an dann ass den Här Cox nach agedroen.

► **M. Henri Cox (déi gréng).**- Ech mengen de Rapporteur hat eis en ausféierleche Bericht hei ginn, an och meng Virriedner hunn Explikatiounen derzou ginn. Duerfir wëll ech och den Accord zu dësem Projet vun eiser Fraktiou ginn.

Merci.

► **M. le Président.**- An dann hu mer nach den Här Henckes.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Här President, och vun onser Säit aus e grousse Merci un de Rapporteur, deen och déi ganz Problematik diskutéiert huet, déi mer an der Kommissiou diskutéiert hunn, wou et en fait manner ém e Problem geet vun dem Minister vun der Ekonomie, mädeen de Ministre du Travail, deen haut hei ass, wäert héchstwahrscheinlich an der Zukunft méi concernéieren.

Et muss een hei festhalen, datt mer effektiv ganz vill iwwert de Kollektivvertrag diskutéiert hunn. An ech wëll just nuren drop hiweisen, wat am Rapport ervirgestrach gëtt: Dat ass, datt bai deem neie Kollektivvertrag, dee soll négociéiert ginn, deem Besoin accru vu Flexibilitéit, deen d'Konkurrenten op d'Post ausüben, bei den Négociatiounen vum Kollektivvertrag Rechnung gedroe soll ginn. Allegueren déi Gewerkschaftler, déi sech also och an der Chamber an ausserhalb vun der Chamber ém dëse Problem këmmeren, wäerten héchstwahrscheinlich dësen Zousaz mat groussem Intérêt bemierkt hunn. An da wësse se och, wat op se zouként.

Dat gesot, wollt ech awer den Accord vun der ADR zu dësem Projet ginn, well mer effektiv eng etlech Modifikatiounen an zousätzlech Rechter awer veranker. Notamment muss een ervirsträichen, datt d'Matbestëmmungsrechte vun den Employéen, also wat ee fréier Employé genannt huet, nees erém elo wäerte gewahrt ginn. Ech wëll och drop hiweisen, datt ech och vrou wier, wann datselwecht kënnnt bei den Employéen bei de Gemengen och eng Kéier duerch Gesetz realiséiert ginn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Henckes Merci, an als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, mat der aktueller Fassung vum Gesetz kann ech averstane sinn, mat e puer arbechtsrechtliche Reserven, déi awer den Här Weber schonn ausgedréckt huet, esou dass ech déi net nach eng Kéier muss widderhuelen, par rapport zum Kollektivvertrag an Ähnleches.

Woumadder ech awer net d'accord sinn, dat ass déi allgemeng Entwécklung bei der Post, déi een awer hannert deem Gesetz hei muss gesinn. An déi Entwécklung vun der Post ass wierklech e Beispill vun engem Widdersproch téschent Theorie a Praxis,

an e Beispill vun enger schlächender Privatisierung vun enger öffentlecher Entreprise. Widdersproch: Am Postgesetz steet nach émmer, och no där heiter Modifikatioun: „Le régime des agents de l'entreprise est un régime de droit public.“

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics weist zu Recht drop hin, an och mat Zuelen, dass a Wierklechkeet deen öffentlech-rechteche Statut vum Personal émmer méi ofgebaut gëtt, an dass émmer méi Leit énnert dem privatrechtliche Kontrakt agestallt ginn, oft och mat prekären Aarbechtsverhältnisser. An do steet d'Regierung hannendrun, an do steet och dëst Gesetz hannendrun, well am Exposé des motifs steet dann nach eng Kéier ausdrécklech: Am Kader vun der Konkurrenz um fräie Maart misst d'Post dann och eng flexibel Gestioun vun hirem Personal duerchféieren an eng verglächbar Gestioun mat dem private Secteur. An et ass déi principiell Logik oder Philosophie, mat där ech net averstane sinn.

Am Iwwregen, bei der Post ass et jo net némmeen esou, dass émmer méi Leit énnert privatrechtliche Kontrakt agestallt gi bei der Entreprise mère, souzesoen, selwer, sondern dass och émmer méi Deeler vun däer Post carrément ausgelagert ginn a Form vu private Betriben. A wann déi Pläng vun der Postdirektioun duerchgezu ginn, wou ech nawell gär wéisst, wéi d'Regierung sech dozou géif verhalen, da geet dat verstärkt weider, an dann hu mer an Zukunft och kee Bréifdréier méi an däer Funktioun, wéi en elo besteet, mat däer sozialer Funktioun, déi en elo huet, mat däir fir mech wichteger sozialer Funktioun, sondern dann hu mer och do Leit mat prekären, reduzierten aarbechtsrechtliche Bedéngungen a Mindestgehälter.

Ech fannen, dass et héich Zäit géif ginn, dass mer net einfach Direktive schlécken, un deene mer selwer matgewirkt hunn, sondern dass eis Regierung sech endlech, um Niveau vun der Europäescher Unioun, géint déi Obsessioun vu Liberalisierung a Privatisierung stellt an am Géigendeel sech engagéiert fir eng seriö Charta vum Service public.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Hoffmann Merci, an domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun. Oder wëll den Aarbechtsminister nach Stellung huelen?

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Ech wollt eigentlech amplaz vum Postminister, dee leider haut verhennert ass, emol éischtens dem Rapporteur Merci soe fir sain schriftechen a mëndleche Rapport.

Ech wollt och just einfach nach rappélieren, datt d'Post e ganz wichtige Betrib hei zu Létzebuerg ass. Et ass e Betrib, deen an enger permanenter technologescher Evolutioun ass. Mir müssen also alles maachen, fir dee Betrib weider esou modern wéi méiglech ze halen. A wann ech soen: „E muss technologesch modern gehale ginn“, da muss en och sozial modern gehale ginn. Dat heescht, mir brauchen e Sozialdialog, an duerfir ass et wichtig, och zu enger Convention collective ze kommen, déi hei virgesinn ass. An et kann een also némmeen encouragéieren, datt et zu esou enger Konventioun kënnt.

Merci.

► **M. le Président.**- Gutt, Merci. Domadder wier alles gesot zu deem Projet. Mir kíemen dann elo zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5987 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Lucien Clement), Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Raymond Weydert), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf,

Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Ben Fayot), Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauer, Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Cox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser; M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6013 iwwert den Traité vu Budapest iwwert d'Unerkennung vu Breveten. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just ageschriwwen: d'Madame Mergen. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorable Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

9. 6013 - Projet de loi

1) portant approbation du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, fait à Budapest le 28 avril 1977 et modifié le 26 septembre 1980

2) portant modification de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Hären, de Projet de loi 6013, deen ech dann einfachheitshalber „Traité de Budapest“ nennen, handelt iwwert d'international Unerkennung vun de Breveten iwwert den Dépôt vu Mikroorganismen. Duerch de Vote vun dësem Gesetzesprojet trëtt Létzebuerg dem Traité de Budapest definitiv bai.

Zu der Geschicht vum Projet: De Projet de loi ass den 12. Mäerz 2009 an der Chamber vum Ausseminister déposéiert ginn. De Statsrot huet den 10. November 2009 sain Avis ginn, an an der Wirtschaftskommissiou ass de Projet de loi unanime den 9. Dezember vun dësem Joer ugeholl ginn.

D'Zil vum Projet de loi ass et, fir eng Simplification administrative beim Dépôt vun de Brevete vun den Entwécklungen an Erfindungen am biologesche Beraich ze kréien. Ech komme spéider nach eng Kéier dorobber zréck. De Sënn vun engem Brevet ass, datt eng Erfindung geschützt ass a sain Auteur verschidde Rechter huet a behält. Wann eng Erfindung iwwer e Brevet protegéiert gëtt, muss een dës Erfindung och der Offentlechkeet matdeelen an zougänglech maachen. An der Erklärung vum Brevet selwer steet d'Beschreibung, datt d'Expertén an deem Domän och dës Erfindung nomaachen an aplizéiere kënnten.

Dës Beschreibung besteht normalerweis aus Texter oder Biller an Zeechnungen. Beim Gebrauch vu Mikroorganismen ass dëst awer ganz schwéier ze réalisieren. Heiansdo ass de Mikroorganismus selwer



SÉANCE 14

MARDI, 15 DÉCEMBRE 2009

een Deel vun enger Erfindung, an dann ass et oft esou, datt d'Beschreibung a Biller an a Form vun Erklärungen net duerget. Dëse Problem huet derzou gefouert, datt den Office des brevets nationaux an de 60er Joren et obligatoresch gemaach huet, fir bei Erfindungen an der Mikrobiologie bei all Brevet een Dépôt vun de Mikroorganismen ze maachen.

D'Mikroorganisme mussen also och fir d'Öffentlechkeet verfügbar sinn. Dat ass normalerweis iwwer ee spezialiséiert Institut gemaach ginn, dat d'Gérance vun de collectéierte Mikroorganisme gemaach huet. Vu datt et awer keen uniforme System ginn ass, deen den Dépôt unerkant huet, hu vill Titulairé vu Brevete missen dës Dépôten a ville Länner maachen, well se soss Gefor gelaf sinn, eng Annällatioun vun hirem Brevet ze kréien, well se sech net un de Kritär vun der Öffentlechkeet gehalen hunn.

Här President, et ass an dësem Kontext, datt d'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle d'Méiglechkeet ausgeschafft huet, fir ee System vun internationaler Unerkennung fir den Dépôt vu Mikroorganismen, déi per Brevete geholl ginn, unzebidden. Den Traité vu Budapest vum 28. Abrëll 1977 ass genau dësen internationalen eenheetleche System fir den Dépôt vu Mikroorganismen. An dësem Senn erkennt den Traité de Budapest sougenannten ADlen un, dat heescht Autorités de dépôt internationales.

All Land, dat den Traité émgesat huet a wat beim Ausstelle vun engem Brevet den Dépôt vu Mikroorganisme verlaangt, muss zu dësem Zweck och den Dépôt bei dësen ADlen unerkennen, egal wat fir eng Autorité de dépôt internationale et ass a wou se ass. De Règlement d'exécution vum Traité de Budapest definéiert ganz detailliéiert, wat fir eng Prozeduren den Déposant vun de Mikroorganismen an awer och d'ADlen anhale mussen. Dës Prozedure betreffen d'Durée vun der Haltbarkeet vun de Mikroorganismen an de Mechanismus, wéi een d'Échantillonnen aushändige kann.

Den Traité de Budapest ass den 8. Dezember 1980 vu Lëtzebuerg énnerschriwwen, mä ass duerno ni ratifiziert ginn. A Lëtzebuerg selwer ass et eréischt iwwert d'Gesetz vum 20. Juli 1992 obligatoresch ginn, datt een an der Matière vun der Biologie, fir esou ee Brevet d'invention ze kréien, een Dépôt vu Mikroorganisme muss maachen. Dëst Gesetz ass den 1. Januar 1998 a Krafft getrueden. Bis haut ass an deem Beräich awer nach keen Dépôt de brevet gemaach ginn, well d'Entreprises an d'Instituter op déi europäesch an international Prozeduren zréckgegraff hunn.

Politesch ass et awer wichteg a wünschenswäert, datt Lëtzebuerg dësen Traité de Budapest géif ratifizieren, well dësen Traité op der Léscht vun den internationalen Traitéen an dem Domän vun der Propriété intellectuelle vun de Memberlännern vun der EU steet. Vun den 33 États membres vun der Organisation européenne des brevets hu just Lëtzebuerg, Zypern a Malta den Traité vu Budapest nach net ratifiziert. Wann dësen Traité a Lëtzebuerg Recht iwwergaangen ass, da kann den Déposant fir e Brevet hei zu Lëtzebuerg de Mechanismus vun der internationaler Unerkennung vum Dépôt vun de Mikroorganismen notzen. De Ministère oder déi zoustännige Administratioun brauch also net méi ze soen, wou den Dépôt misst gemaach ginn.

A sengem Avis vum 10. November 2009 weist de Statsrot dorobber hin, datt dëse Projet de loi sech an d'Kontinuitéit vun der Regierung areit, verschidden Instrumenter, Moosnamen unzehuelen, déi vun der Organisation mondiale de la propriété intellectuelle betreit ginn. De Statsrot proposéiert och, den Traité de Budapest mat sengem Règlement d'exécution, esou wéi e vu Lëtzebuerg énnerschriwwen ginn ass, unzehuelen.

Eng aner Remarque war, datt de Législateur am Text direkt soll op den Traité selwer verweisen, amplaz iwwer Règlement ministériel ze soen, wat fir een Institut fir een Dépôt ka geholl ginn. D'Kommissioun, dat heescht, d'Ekonomeskommissioun, huet sämtlech Remarqué vum Statsrot iwwerholl, esou wéi Dir et kënnt a mengem schrifftleche Rapport noliesen.

Den Traité de Budapest vereinfacht also déi administrativ Prozedur, an et kann een och erwähnen, datt dëse Projet de loi keng finanziell Obligationen an Dépensë fir de Stat mat sech bréngt. Ech soen lech Merci, datt Der mer nogelauscht hutt, an ech géif natierlech den Accord vu menger Fraktioune ginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Rapporteur Merci, an elo huet d'Martine Mergen d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Mergen (CSV).**- Merci, Här President. D'CSV-Fraktioune gëtt hiren Accord zu dësem Gesetzestext, deen, wéi den Här Rapporteur a sengem schrifftlechen a mëndleche Rapport op eng exzellent Aart a Weis definéiert huet, eng Simplification administrative bedeutet respektiv eng Simplification fir d'Administration, well, wann esou e Brevet am biologesche Beräich muss oder soll déposéiert ginn, dann huet bis elo missen de Ministère en Institut sichen, deem d'Unerkennung ginn ass, fir et unzehuelen. Neiderdéngs, a mat dem Budapester Traité, deem mer heimadder bättert, gëtt et en internationalen Erkennungsmechanismus, deen déi Saach, wéi gesot, wesentlech vereinfacht. D'CSV gëtt also heimat hiren Accord.

► **M. le Président.**- Dann huet nach den Här Bauler sech agedroen.

► **M. André Bauler (DP).**- Ech géif dem Rapporteur Merci soe fir seng Ausféierungen an den Accord vu menger Fraktioune ginn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Gutt, ech mengen, domadder wier nu wierklech alles gesot, a mir kéimen direkt zum Vote vum Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote geet un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

(Interruption)

Entschöllegt, hei si mer am Kader vun engem Traité: Et gëtt hei kee Vote par procuration. Also Är Apparater funktionéieren allegueren. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6013 ass ugeholl mat 51 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Lucien Clement, Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, M. Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henkes et Fernand Kartheiser; M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidiert.

Dann hu mer als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour de Projet de loi 6080, en Accord téschent de Benelux-Staten iwwert d'Readmission des personnes en séjour irrégulier. D'Riedézaït ass hei nom Basismodell festgeluecht, an et huet sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

10. 6080 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la République d'Arménie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 juin 2009

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, de President huet gesot, ém wat et geet. Et geet wéi en Accord de réadmission zwëschent de Benelux-Länner an der Republik Armenien. Dat Ganzt gouf am Juni, den 3. Juni 2009 zu Brüssel énnerschriwwen, a mir sinn elo Dezember, also sechs Méint duerno. De Projet ass déposéiert gi ganz schnell vum Ministère. De Statsrot huet seng Aarbecht ganz séier gemaach, an ech mengen, mir als Kommissioun och.

Deen Accord hei reit sech an eng Rétsch vun Accorden am Kontext vun der Lutte géint déi klandestin Immigratioun. Duerch esou Accorden, wéi mer der scho vill heibanne gestëmmt hunn, gëtt et jo ganz prezis Obligationen a réciproque Obligationen, déi de Retour vun de Leit vereinfachen, wa se sech illegal an engem Land ophalen, de Retour an hiert Ursprungsland oder de Retour an hiert Transitland.

Ech hunn a mengem schrifftleche Rapport e Rappel un den Traité d'Amsterdam vum 1999 gemaach an och de Pacte européen sur l'immigration. Ech wëll duerfir mëndlech net méi dorop agoen. Ech hunn och ganz kuerz d'Relationen zwëschent Armenien an der Unioun beschriwwen, déi jo hiert juristescht Fundament op engem Accord de partenariat et de coopération hunn, deen 1999 en vigueur getratt ass. Armenien ass och Member vun der Politique européenne de voisinage a sät 2009 jo och eent vun de sechs Partnerlännern vun der EU am Kader vum Partenariat oriental.

Hei ass en Accord de réadmission, dee mer am Kader vun der Benelux maachen. D'Länner können och bilateral däi Accordé maachen, awer némmen, wann d'Kommissioun nach kee Mandat kritt huet vum Europäesche Ministerrot, fir selwer ze négociéieren.

Dësen Accord huet 17 Artikelen. Deen éischten Artikel, do geet et ém d'Definitionen. De véierten ass vläicht wichteg ze erwähnen. Dat ass deen, wou d'Prozedure festgeluecht ginn, wéi d'Identitéit an d'Nationalitéit vun enger Persoun, déi soll réadmis ginn, vun engem Land kenne bewise ginn.

Den Artikel 6 vum Protokoll seet och, wien hei zu Lëtzebuerg zoustännig ass dofir; dat ass d'Direction de l'immigration. Den Artikel 6 vum Accord seet och, dass all Partei en Délai vun 30 Deeg huet, wou se muss äntworten op eng Demande.

E wichtegen Artikel ass den Artikel 9, deen déi spezifesch Regele festgeschreift, déi ze respektéiere sinn en matière de protection vun den Donnéeën. An dann am Artikel 11 geet et ém e Comité d'experts, an den Artikel 14 seet, dass d'Hollännesch Antillen an op Aruba, wa se dat wëllen.

De Conseil d'Etat huet de 24. November en Avis positif heizou ginn. An ech ginn och domadder den Avis vun eiser LSAP-Fraktioune a bidden déi aner Fraktiounen, dat nämlecht ze maachen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Angel Merci fir säi Rapport. Da kritt elo d'Wuert: d'Madame Mergen.

Discussion générale

► **Mme Martine Mergen (CSV).**- Jo, och hei wëll ech dem Här Angel Merci soe fir säi gudde schrifftlechen a mëndleche Rapport. Et geet, wéi e gesot hat, ém e Réadmissiounaccord téschent de Benelux-Staten an Armenien. Et ass wichteg, dass mer däi Accordé mat deene ganzen Immigratiounslänner hunn, fir och ze verhënneren, dass legal mat illegaler Immigratioun vermësch gëtt an dass déi Leit heiansdo jorelaang an der Luucht hänken, ier eng Décisioun geholl gëtt. D'CSV gëtt heimadder hiren Accord zu dësem Projet.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Och der Madame Mergen Merci. Domadder wär alles gesot zu dësem Projet de loi. Mir kéimen dann elo direkt zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6080 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden (par M. Raymond Weydert), Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Michel Wolter), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Marc Spautz), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Ben Scheuer), Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henkes et Fernand Kartheiser; M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

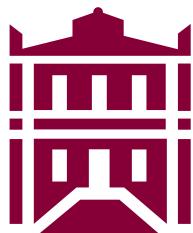
Dann ass et esou décidiert.

Domadder si mer um Enn vum eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënt muer fir déi leschte Sitzung an dësem Joer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.26 heures)





SÉANCE 15

MERCREDI,
16 DÉCEMBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. 6063 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle inférieure
 - *Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police: M. Raymond Weydert*
 - *Discussion générale: M. Carlo Wagner, M. Ben Scheuer, M. Henri Kox, M. Gast Gibéryen*
 - *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, M. Gast Gibéryen*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
2. 5954 - Projet de loi relatif aux droits de succession et de mutation par décès et modifiant
 - la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession
 - la loi modifiée du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession
 - la loi du 31 janvier 1921 concernant modification de l'article 22 de la loi du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession
 - la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre
 - *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth*
 - *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. André Hoffmann*
 - *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
3. 5872 - Projet de loi relative à la profession de l'audit et:
 - portant transposition de la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil,
 - portant organisation de la profession de l'audit,
 - modifiant certaines autres dispositions légales, et
 - portant abrogation de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseur d'entreprises
 - *Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth (dépôt d'une motion)*
 - *Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Jean-Pierre Klein, M. Jacques-Yves Henckes, M. Félix Braz*
 - *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
 - *Vote sur la motion (adoptée)*
4. 6064 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 juillet 2006 autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du Baccalauréat international
 - *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Fernand Diederich*
 - *Discussion générale: M. Jean-Paul Schaaaf, M. André Bauler, M. Claude Adam*
 - *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, M. Fernand Kartheiser, Mme Mady Delvaux-Stehres*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
5. 6031 - Projet de loi modifiant et complétant
 - a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
 - b) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État;
 - c) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;
 - d) la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique
 - *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative: M. Paul-Henri Meyers*
 - *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Jean-Pierre Klein, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen (dépôt d'une motion), M. André Hoffmann*
 - *Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
 - *Motion 1: M. Claude Adam*
 - *Vote sur la motion (rejetée)*
6. Discours de fin d'année de M. le Président
 - *M. le Président*
 - *M. Jean-Louis Schiltz, Mme Octavie Modert, Ministre aux Relations avec le Parlement*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Octavie Modert et Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

► **M. le Président.** Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung, déi nach net vertrueden ass, eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat ass also net de Fall.

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut hu mer de Projet de loi 6063 iwwert de Bau vun enger Kläranlag op der Ënnermusel. D'Riedezaït ass nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Wagner, Scheuer, Kox a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Raymond Weydert. Här Weydert, Dir hutt d'Wuert.

1. 6063 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle inférieure

Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

► **M. Raymond Weydert** (CSV), rapporteur.- Här President, Kolleginnen a Kolleegen, Här Minister, éier ech op d'Substanz vum virleiente Projet aginn, wëll ech net laang Zäit verléiere mat den Antécédents. An duerfir invitáieren ech lech all, dës a mengem schréftleche Rapport nozilesien, wann d'Detailer lech interesséieren.

Den Objet vun désem Projet ass d'Sanéiere vum Ofwaasser vun den Uertschaften aus der Region vun der Ënnermusel, dat Ganzt mat engem Réseau vu Kollekteren an enger grousser Kläranlag an der Industriezon vum Mäerteter Hafen um Territoire vun der Gemeng Gréiwemaacher. Concernéiert si fénne Gemengen: Stadbriedemes, Wuerm, Lenneng, Gréiwemaacher a Mäertert/Waasserbëlleg. Ech erspueren lech et elo, déi eenzel Dierfer opzezielen.

An enger Optik vun der Rationaliséierung vun den öffentlechen Investissementer gesait dëse Projet awer och de Bau vu Sanéierungsmoosnamen am Mäerteter Hafe vir souwéi den Uschloss vun deenen do ugesiedelte Betriber un déi nei Kläranlag. Des Weidere gëtt déi grouss Autobunnraststätt vu Waasserbëlleg un d'Kläranlag ugeschloss.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Ënnermusel ass déi lescht gréisser Region hei am Land, déi nach net iwwer eng biologesch Rengegung vun den Ofwässer verfügt. Dëst heescht awer op kee Fall, dass ni Ustregunge gemaach gi sinn, fir eng Ofwaasserfleisung erbäizféieren. Erlaabt mir duerfir, kuerz e Réckbléck ze maachen op de laangen Historique, deen dës Kläranlag mëttlerweil huet.

Schonn an de 60er Jore vum leschte Jorrhonnert si Projete virgeluecht ginn, fir zu Gréiwemaacher bei dem Tennisterrain eng Kläranlag opzeriichten. Well am Ënnermuseldall awer èmmer méi Uertschaften un déi Kläranlag sollten ugeschloss ginn, ass et èmmer méi schwéier ginn, fir e gëeegente Site ze fannen, fir d'Kläranlag ze bauen. Ufank den 90er Jore war en zweete Site zu Gréiwemaacher no bei der Mäerteter Autobunnsbretell am Gepréich. Mä dëse Projet ass fale gelooss ginn, well et ze no un de Wéngerte louch.

1997 war e Projet fir eng Kläranlag am Mäerteter Hafen ausgeschafft ginn, déi awer just d'Kläre vum Ofwaasser vun de Gemeng Gréiwemaacher a Mäertert virgesinn huet.

1999 huet déi Wuerm Gemeng hiren Interessi manifestéiert, eng Kläranlag ze summe mat de Gemenge Gréiwemaacher a Mäertert ze bauen, awer némme fir d'Ofwaasser aus der Uertschaft Meechtem. Dëst war och de Startschoß fir Gespréicher, déi sollten zu engem eenzegen interkommunale Syndikat féiere fir engersäits d'Veerdeelung vum Drénkwaasser an anersäits d'Kläre vum Ofwaasser. Well

dës Gespréicher awe r leider net zum gewünschten Zil gefouert hunn, ass dunn emol de SIDERE, en interkommunale Syndikat fir d'Drénkwaasserverdeelung, gegrént ginn.

Eng Analyse comparative aus dem Joer 2001 hat verschidde méiglech Sitë fir eng Kläranlag fir Meechtem, Maacher a Mäertert uginn. Op der Hëttermillen sollt eng Anlag fir d'Ofwaasser vu Stadbriedemes bis op Ohn entstoen. Dat ass awer och fale gelooss ginn.

Schlussendlech huet am Joer 2004 de Regierungsrot sech fir en eenzege Site am Hafe vu Mäertert op dem Terrain vun der Gemeng Gréiwemaacher ausgeschwatt. Am selwechte Joer huet och d'Gemeng Lenneng hire Wonsch geäussert, bei dësem Projet matzemaachen.

Et huet also missen eng Struktur geschafte ginn, fir dee gemengenivwerschredende Projet aus den Uertschaften vun deene fénne concernéierte Gemengen ze réalisieren. Esou ass am Joer 2007 de regionalen Ofwaassersyndikat SIDEST vu 17 Gemengen aus dem Osten an dem Zentrum vum Land gegrént ginn, fir dése Projet souwéi och aner Projeten am Beräich vun der Ofwaasserbehandlung an der ganzer Region duerchzeféieren.

Fir dése Projet op der Ënnermusel huet de SIDEST den 8. Dezember 2008 e Contrat de bail mat der Hafegesellschaft ofgeschloss, esou dass déi konkret Planung konnt endlech ufänken.

Här President, Kolleginnen a Kolleegen, firwat ass dësen zesummenhängende Projet esou wichtig! Haut fléissen all d'Ofwässer vun den Uertschaften vun der Ënnermusel ouni Rengegung an d'Musel, wat net konform ass zur europäischer Richtlinn 91/271/CEE vum 21. Mee 1991, wou virgeschriwwé gëtt, dass all Uertschaften iwwer 2.000 Awunnergläichwärter bis spéitestens 2005 op d'mannst biologesch gerengégt misste ginn, an Uertschaften iwwer 10.000 Awunnergläichwärter missen nach eng zousätzlech Nährstoff-Eliminatioun duerchférieren.

EE Verstuossverfahren duerch d'Netanhale vun dëser Richtlinn ass zurzäit amgaang, an deem natierlech och dëse Projet viséiert ass. Duerfir huet d'Regierung dëst Joer an hirem Programm festgehalen, fir déi Moosnamen, wouzou dëse Projet och gehéiert, prioritär ze behandelen, a fir och eng gutt Waasserqualitéit bis 2015 ze erreechen. Esou ass et och am Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 virgesinn, dat jo bekanntlech d'Objektiver vun der Direktiv 2000/60/CE émsetzt.

Dëse grousse Projet beinhalt den Uschloss vun den Uertschaften aus de fénne concernéierte Gemengen un d'Kläranlag, déi fir eng Rengegungscapacitéit vu 47.000 Awunnergläichwärter am Hafe vu Mäertert ausgeluecht ass. Dobäi sinn 2.800 Awunnergläichwärter fir Stadbriedemes, 8.000 fir Wuerm, 3.400 fir Lenneng, 13.600 fir Gréiwemaacher a 15.000 fir Mäertert/Waasserbëlleg virgesinn.

Och sollen 1.800 Awunnergläichwärter bereet gehale ginn, fir Schlämm unzehuele vu mechaneschen Anlagen oder vu chemeschen Toiletten. Enger Belaaschtung vu 6.300 Awunnergläichwärter aus dem Wäibäu gouf och Rechnung gedroen. Dorranner sinn awer net déi staark verschotzen Trübstoffer aus der Wäinhierstellung enthalten, déi an de Méint September bis Dezember an der Kellerwirtschaft ufanen. Dës mussen iwwer en anere Wee entsuergt ginn.

Fir d'Realiséierung vum gesamte Projet musse 35 Kilometer Ofwaassersammler, 18 Reewaasserbehandlungsbaséng an néng Pompeilstatiounen laanscht d'Musel gebaut ginn, fir d'Ofwaasser bis op de Site vun der Kläranlag ze bréngen. All Kollektere



laanscht d'Musel sollen zesumme mat dem Stroossebau respektiv mat dem Uleeë vun der Vélospist gemaach ginn, wat natierlech wirtschaftlech gesi méi interessant ass.

Och ass virgesinn, déi provisoresh Kläranlag vun der Aire de Wasserbillig kuerz-zeschléissen an dat staark belaaschtend Ofwaasser och un déi nei Kläranlag unzeschléissen. Och sollen d'Ofwasser vun de Betriber - wéi ech scho sot - am Hafe vu Mäertert iwwer e lokale Réseau gesammelt ginn an iwwert d'Kläranlag fléissen.

Well d'Kläranlag direkt nicht den touristeschen Fraizitätinstallatiounen vun der Stad Gréiwemaacher läit, müssen d'Bauwierker all agehaust ginn an d'Ofloft behandelt ginn, fir d'Noperschaft net ze belästegen.

Wat elo de finanziellen Ênnervolet ugeet, beleeft sech de ganzen Investitiounsvolumen op ronn 101 Milliouren Euro. Engersäits entfalen dovu 65,4 Milliouren Euro op de Sammlersystem, deen aus de Pompestatione besteet, de Reebehandlungsbaséngan an de Kollekteren. Dés ginn dann och zu 90% subventioniéiert iwwert de Waasserkong, an zwar mat 54,3 Milliouren Euro.

D'Erneierung vum Stroossebelag an d'Oféierung vum Stroossereewaasser ginn iwwert de Stroossfong bezuelt, wat dann 1,5 Milliouren Euro ausméischt. Anerersäits sollen och Moossname geholl ginn, fir dat proppert Waasser aus de Schmotzkanäl erauszelten. Dés Moossname ginn op 4,2 Milliouren geschat a ginn zu 50% iwwert de Waasserkong bezuschusst.

Des Weideren ass och virgesinn - wéi scho gesot -, fir d'Autobunnrastätt vun der Aire de Wasserbillig unzeschléissen. Do beleeft sech de Käschtepunkt op 960.000 Euro. Fir d'Betriber am Mäertert Hafe beleeft sech de Käschtepunkt op 752.000 Euro. Dat gëtt iwwert den Article budgétaire 52.1.73.020 vum Bauteministère bezuelt.

Finalment, wat d'Kläranlag selwer ugeet, gëtt do mat Ausgabe vu 34,8 Milliouren Euro gerechent, woubäi 29,5 Milliouren iwwert de Waasserkong bezuschusst solle ginn an 2,6 Milliouren iwwert de Fonds des routes, fir d'Quote-part vun 3.500 Awunnerglächwärter vun der Aire de Wasserbillig ofzedeken.

Désen ambitiéise Projet, dee sech iwwer zwielef Joer wäert hinzeien, mat engem gesamte Käschtepunkt - wéi ech scho sot - vun 101 Milliouren, woubäi de Stat mat 89,6 Milliouren interveniert, gëtt vum nach relativ jonken a performantem Ofwaassersyndikat SIDEST koordinéiert an ausgefeiert, an dat an Zesummenarbecht mat verschidde Bureaux d'études.

Här President, l'éif Kolleginnen a Kollegen, Här Minister, erlaabt mer, fir ofzeschléissen, nach e Wuert zu den Aisen, déi zu dësem Projet erakomm sinn. Souwuel d'Chambre des Métiers wéi d'Chambre de Commerce an och de Statsrot begréissen déise Projet a gesinn et och als richteg un, d'Aarbechten elo am Moment vun der Wirtschaftskris virunzidreien an domadder eis Betriber ze énerstézten.

Wéi Der gesitt, hu mir et hei mat engem ganz groussen Investitiounuprojet ze dinn, deen et erlaabt, ee vun de leschte Mailloinen an der Ofwaasserregung hei am Land zouzemaachen. Ouni Zweifel wäerten d'Féischbestänn an der Musel souwéi d'ganz Flora a Fauna am Museldall vun der beschter Waasserqualitéit profitéieren. Aus dësem an all deenen anere Gréenn, déi ech elo am Laf vu mengem Exposé opgezielt ginn, bieden ech lech, dése bedeitende Projet ze stëmmen.

Ech ginn och den Accord vu menger Fraktion zu dësem Projet.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Rapporteur Merci. Als éische Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Här President, l'éif Kolleginnen a Kollegen, ech wéilt ufanks direkt dem Rapporteur, dem honorablen Här Raymond Weydert, félicitiere fir sain exzellenten an explizite mëndlechen a schréftleche Rapport.

Här President, 1961 huet d'UdSSR mam Juri Gagarin deen éische Mensch an de Weltall geschéckt. An hei zu Lëtzebuerg? Mä do ass e puer Méint virdrun deen éische Projet virgeluecht ginn, fir eng Kläranlag am énneschte Laf vun der Musel ze bauen. An der Zwëschenzäit ass de Mensch um Mound gelant, et gëtt be mannte Raumstationen am All a mir hu Sonden op de Mars an op d'Venus geschéckt. An zu Lëtzebuerg? Do diskutéiert d'Parlament elo bal 50 Joer no dem éische Projet endlech iwwert de Projet de loi fir de Bau vun enger Kläranlag op der Musel!

Här President, wann den technesche Fortschritt esou séier géif virugoe wéi d'Aarbechten an dësem Dossier, ech sinn iwwerzeugt, da géif d'Menschheet d'Stären nach haut vun éinne misse kucken. Et ass dofir mat engem gemëschte Gefill, wou ech haut hei schwätzen.

Natierlech ass d'DP frou, dass endlech de Wee fräi ass, fir eng Kläranlag zu Gréiwemaacher ze bauen, mä et ginn awer och e puer Bémolen, déi een hei muss ufügen.

Déi 50 Joer Diskussiounen weisen, wéi schwéierfälleg eist Land ginn ass, wa Projete müssen op de Wee bruecht ginn, wou énnerschiddlech Verwaltungen, de Stat an d'Gemenge müssen un engem Dësch setzen. De Schued dréit an dësem Fall eis Natur. Awer net némnen.

Wéi welle mer Touristen an eist Land bréngen, wa Lëtzebuerg an de Schlagzeile steet, well mer elo e bloe Bréif vu Bréissel kréien? Wéi welle mer Touristen an eist Land kréien, wa mer vun der EU kritiséiert ginn, dass mer d'Qualitéit vun eise Gewässer net kénne garantéieren? Do kénne mer nach esou vill Imagecampagnen an der Groussregioun maachen; e bloe Bréif, an all Ustrengunge sinn hin.

Déi geplangte Kläranlag soll dann elo och an d'Géigend vun enger vun den Haaptattraktiounen vu Maacher, dem sougenannte Päiperlékhaus, kommen. Et wäert wuel eng vun deene groussen Erausforderunge vun dësem Projet ginn, fir dass mer dës Anlag esou kompakt wéi méiglech bauen, fir kénne déi negativ Auswierkungen op d'Emgégend ze minimiséieren. Némme wann dat geléngt, wäert et keng negativ Répercussionen op den Tourismus ginn.

Déi laang Planungs- an awer och Realisatiounszäit werft awer och nach aner Froen op. Wéi welle mer et do fäerdebréngen, um leschte Stand vun der Technik ze bleiwen? Déi geplangten Installatioun wäert eleng 25 Kilometer Drockleitung laanscht d'Musel hinn, néng Pompstationen - de Rapporteur huet et scho gesot -, 18 Rückhaltebecken.

Op ville Plazzen am Land geet den Trend awer nees och a Richtung vu méi klengen Anlagen amplaz vun enger grousser. D'Fro stellt sech also, ob d'est am virleide Fall net och de bessere Choix gewiescht wär.

Och stellt d'DP an dësem Kontext d'Fro, wéi et mat deene villen anere Kläranlagen am Land ausgesäit, déi moderniséiert misste ginn. Ech hu mer soe gelooss, vun 270 Kläranlage missten der iwwer 100 reparéiert oder souguer ofgerapt an ertsat ginn. Wéi gesäit et also um nationale Plang aus? Mä vläicht kann den Här Minister eis herno dozou e puer Wuert soen.

An da wësse mer haut och schonn, dass de Bau vun den Ofwaasserleitunge laanscht de Muselkanal wäert schwierig ginn, opgrond vun de Buedemgegebenheiten op der Musel. Do námlech hu mer schonn negativ Erfahrungs mat deene Buedembeschaffenheete gemaach bei groussen Infrastrukturprojeten.

Ech wéll just un den Tunnel Markusberg erénnern, wou regelméisseg Waasserfiltratiounen derzou féieren, dass den Tunnel muss zougemaach ginn, fir de Stroossebelag ze flécken. Op nationalem Plang hu mer jo och bei der Nordstrooss erlief, wéi d'Buedembeschaffenheit e Projet kann ophalen an och zur gläicher Zäit d'Käschte an d'Lucht dreien.

Här President, ech wéll zum Schluss awer och nach betounen, wéi wichtig et war, dass sech 17 Gemengen zesummebonnt hinn an deen interkommunale Syndikat SIDEST gegrënnt hinn. Némnen esou war et méiglech, en Direkter mat deem néidege Fachwëssen an der Persoun vum Här Jean-Marie Ries anzestellen, dank deem senger Hélf a sengem Engagement déi gesetzlech Prozeduren endlech konnte schnell weidergoen. An dat huet och erlaabt, dass mer haut kénnen dee Projet hei stëmmen.

Ech wéll awer och net vergiessen, fir hei de Gréiwemaacher Gemengerot a ganz besonnesch awer och de Schäfferot ze luewe fir seng Bereetschaft, well et ass net émmer ganz evident, dass eng Gemeng bereet ass, fir eng Kläranlag fir aner Gemenge mat op hiren Terrain ze huelen.

Dat gesot, Här President, ginn ech selbstverständliche den Accord zu dësem ganz wichtige Projet fir d'Musel. E Projet, wéi gesot, wou mer jorzéngtelaang drop gewaart hinn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Scheuer Merci. Als nächste Riedner ass den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Scheuer (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no der Uewermusel kritt och elo endlech d'Ennermusel eng Kläranlag. Zénter der Kanaliséierung vun der Musel ass no enger Platz an no engem rationelle Konzept gesicht ginn, fir deen heite Projet ze realiséieren. E groussen ekologesche Schwaachpunkt vu Lëtzebuerg gëtt elo behuewen. Selbstverständliche net vun haut op muer, mä am Laf vun deenen nächsten zwielef Joer soll eng Kläranlag mat deem Netz vun de Kollekteren an Opfangbecke komplett fäerdege sinn. D'Gemenge ginn no an no ugeschloss.

Ech soen dem Rapporteur, dem honorablen Här Raymond Weydert, Merci fir de komplette schréftlechen a mëndleche Rapport, dee mir et erlaabt, fir mech op déi Haaptaspekter zu beschränken, déi besonnesch interessant sinn: éischtens, d'Plaz; zweetens, d'Capacitéit; dréitens, d'Gestion.

Zur Plaz. Et war an der Diskussioun, fir d'Kläranlag bei d'Autobunn téschent Mäertert a Maacher ze bauen. Dann hätt misse vun der Musel eropgeompelt gi wéinst deem groussen Héichtenénnerscheid. Dat wier technesch zwar méiglech gewiescht, mä enorm deier ginn.

Eng zweet Méiglechkeet, géint déi eng Énnerschreftesammlung gelaf ass, war, fir de Komplex Kläranlag an de Wäibauperimeter téschent Mäertert a Maacher ze implantéieren. Déi Kombinatioun vu Schmotzwaasserentsuergung an Drauwen zille wär net glécklech gewiescht an ass op Drock hi fale gelooss ginn.

An als dréit a lescht Méiglechkeet ass dunn den Hafenareal bliwwen. Iwwert dës Lösung waren d'Hafegesellschaft an och de Wirtschaftsministère net ganz glécklech. Den Areal ass schliesslech en Deel vun därs Industriezon, an därs Betriber sollen ugesiedelt ginn, déi mat dem Transport um Waasser, mat der Schéfferei ze doen hinn.

D'Entscheedung ass elo gefall, an d'Fro no engem méiglechen Ausbau vum Mäertert Hafe wäert an deenen nächste Wochen och hei an der Chamber gestallt ginn am Kader vun anere Gesetzer.

Zur Capacitéit. D'Kläranlag huet eng Capacitéit vu 47.000 Einwohnergleichwäert fir eng Population vun 19.359 Leit. Si entsuert néng Uertschaften aus fénnef Gemengen, a si entsuert och Industrie-respektiv Gewerbezonen: den Hafe selwer, Potaschbierg, d'Aire de Wasserbillig, dat heesch d'Grenzstation op därs Autobunn mat därs grousser Makadamfläch. Dés Kläranlag ass wierklech e grousser wichtige regionale Projet. Et huet laang, ze laang gedauert, bis datt e konnt realiséiert ginn.

E puer Wuert zu der Gestioun vun der Kläranlag. De Gemengsyndikat SIDEST iwwerhëlt d'Gestioun. De Syndikat regroupéiert am Moment 17 Gemengen. Déi nei Kläranlag gëtt also vun engem grousser performante Syndikat geleet, professionell vu Spezialisten.

Am Laf vun deenen nächsten zwielef Joer gëtt also op der Route du vin an am Hanerland vun der Musel vill geschafft. Ech wollt de Minister froen, ob am Kader vun deenen Aarbechte profitéiert gëtt, fir aner Infrastrukturen ze bauen, wéi zum Beispill eng Vélospist laantscht d'Musel, déi zénter Joren an der Diskussioun ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ofwasser, déi an d'Our an an d'Sauer ginn, si geklært. Déi lescht Chamber huet d'Kläranlag fir d'Uewermusel gestëmmt, a mir stëmmen elo déi fir d'Ennermusel. Wat d'Propretéit vun eise Grenzflëss ugeet, brauche mir ons net méi ze schumme vis-à-vis vun eisen däitschen a franséischen Noperen. Selbstverständliche stëmmt d'LSAP dése Projet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Scheuer Merci. Als nächste Riedner ass den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Här President, dann als véierte Miseler, well de Rapporteur ass jo och scho bal en hallwe Miseler, deem ech heimaddér wéilt Merci soe fir sain exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass praktesch alles scho gesot ginn zu dësem Projet, esou dass ech mech a sech och wéll kuerzaassen. Ech hoffen, dass dee Projet, deen als éischt op zwielef Joer ugesat ass, och dann esou séier wéi méiglech émgesat gëtt, an dass mer dann och endlech do-vunner kénnen dreemen, dass mer, wéi den Här Minister gesot huet op enger anerer Veranstaltung, an d'Musel erém eng Kéier de Kappsprong kénne maachen.

Ech wéll awer vläicht nach op puer Saachen agoen. Virdrun huet den Här Wagner dervu geschwatt, dass mer eis schwéierge doen hinn, fir dee Projet hei émzeseten. Ech muss awer drun erénnern, dass a sech d'Musel ni eng Prioritéit duergestallt huet, fir eng Kläranlag dohinner ze kréien.

Firwat keng Prioritéit? Ma well d'Ofwaasser natierlech vun de Muselgemengen an eng immens héich Capacitéit vun engem Floss eragaangen ass, a mer émmer gesot hinn: Okay, d'Musel wäert eis dat da scho léisen. Dofir sinn a sech am Land éischter déi kleng Flëss virgeholl ginn, fir dat da kénnen émzeseten.

Ech muss awer och do, mengen ech, dem Här Wagner widderspriechen oder en zu mindest ergänzen. Wa mer den Drock vu Bréissel net esou gehat hätten, fir eben an deem Beräich eppes ze maachen, fäerten ech, da wäre mer op der Musel nach net alze wäit, dann hätte mer eis nach émmer op déi Musel verlooss, fir eist Ofwaasser vun de Muselgemengen kénne lasszeginn. Mir hinn eis a sech vill ze laang an d'Täsch gelunn, well d'Käschten hu mer der Émwelt iwwerlooss, esou an der Hoffnung, dass dat och alles kann do gemaach ginn.

Ech wollt awer just kuerz op een Avis agoen, den Avis nämlech vum Statsrot, well en am Avis och do falsch eriwwerkomm ass. Nämlech de Statsrot huet a sengem Avis geschriwwen, dass d'Käschten oder d'Differenz vun de Käschte vun deenen zwou Kläranlagen op der Musel extrem énnerschiddlech wären, an en huet bemängelt, dass insbesondere d'Kläranlag vun der Uewermusel a sech ze deier wär.

Mir hinn an der Kommissioun dorriwwer diskutéiert an och debattéiert, an et ass ganz kloer erauskomm, dass de Statsrot do falschläit an dass en do a sech Äppel mat Biere verglach huet. Némme zum Verglach: D'Kläranlag vun der Uewermusel kascht dann 2.600 oder 2.800 Euro pro Awunnerglächwäert; déi vun der Ennermusel 1.900 pro Awunnerglächwäert.

Et kéint een also a sech de Schluss zéien, dass d'Kläranlag vun der Uewermusel vill ze deier wär. An der Kommissioun hu mer dann natierlech dorriwwer diskutéiert, dass zum Beispill eng Kläranlag am Norde 4.000 Euro pro Awunnerglächwäert kascht.

A sech ass dee Verglach falsch. An duerfir wéll ech och dat, mengen ech, riichtbéien. Nämlech d'Waasserwirtschaftsverwaltung huet mëttlerweil e ganz gutt Instrument, fir eben déi énnerschidlech Kläranlage mateneen ze vergläichen. Si ginn a sech vun Eenheetspräisser pro Bauwierk aus.



SÉANCE 15

MERCREDI, 16 DÉCEMBRE 2009

Wann een eng Kläranlag wëllt matenee vergläichen, da muss ee vun den Eeheeswärter vun de Bauwicker, vun der Längt vun de Kollekteren, vun de Réckhaltebecke vum Reewaasser an esou weider ausgoen. An da gesäßt de Verglach natierlech ganz anesch aus. Esou dass een d'Kläranlagen net op hire grousse Wäert oder den Endwäert ka vergläichen, mä wierklech déi eenzel Bauwicker matenee soll vergläichen.

Ech wëll awer dann och dervu profitéieren... Den Här Gusty Graas schreift émmer an hirer Féscherzeitung, dass d'Musel nach émmer net propper wär. Natierlech ass se nach net propper, mä zumindest d'Kläranlag vun der Uewermusel ass elo am Probebetrieb. Sait dräi Woche funktionéiert se mat den Ofwaassere vu Réimech a vun Nenneg; also Nenneg vis-à-vis vu Réimech. A wann dee Probetrieb gutt eriwwergeet, da kënnt Der dann ab dem 1. Februar zumindest op der Héicht vu Réimech onbedenklich mat Äre Féscher dohinner erém ouni Problemer fésche kommen.

Ech wëll zum Schluss dem Rapporteur an natierlech och dann dem Syndikat SIDEST alles Guddes wënsche fir e schnell Émsetze vun désem Projet a ginn natierlech dann den Accord vu menger Fraktiou zu désem Projet.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Kox Merci. Als leschte Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, dat hei ass e Projet, wou bis elo nämme Kolleegen aus dem Osten erausgaange sinn, mä vu datt mäi Kolleg Roby Mehlen net méi énner eis ass,...

(*Interruption*)

...muss da vun eis een aus dem Süden erausgoen, deen awer am Oste gebuer ass.

(*Interruption*)

Voilà! Här President, ech wëll och fir d'éisch vun eiser Sait aus dem Kolleg Raymond Weydert Merci soe fir sái mëndlechen a virun allem och sái schréftleche Rapport iwwert dése Projet, mengen ech, wou mer alleguer heibanne frou sinn, datt mer en haut hei kënnen diskutéieren an och stëmmen.

Eng Kläranlag fir d'Ennermusel fir d'Gemenge Stadtbriefemes, Wuerm, Lenning, Maacher a Mäertert souwéi den Hafe vu Mäertert an d'Autobunnstatioun vu Waasserbëlleq, déi elo alleguer un dës grouss Kläranlag vun der Ennermusel sollen ugeschloss ginn. Et muss ee wëssen, datt bis elo - an dat huet de Rapporteur och gesot - de Gros vun deenen Ofwässer aus dár Géigend ongekläert oder nämnen zum Deel gekläert an d'Musel gelaf sinn.

Bei deem Projet hei schwätze mer vun enger Kläranlag mat engem relativ groussen, importente Chiffer vu ronn honnert Milliounen Euro, wat èmmerhin, wa mer zréckdenken, véier Milliarden ausmaachen. Do gesäßt een, wéi vill datt an de Buedem investéiert gëtt. An et ass jo net nämnen d'Kläranlag, mä dat sinn och déi Kollekteren, déi zur Kläranlag féieren; et sinn d'Réckstaubecken; et sinn d'Pompelstationounen. Alles dat, wat mat enger Kläranlag zesummenhänkt.

Ganz dacks hunn d'Politiker jo d'Tendenz ze investéieren a Projeten, déi iwwert dem Buedem stinn, déi ee gesäßt an déi een och méi flott awei kann, wou d'Leit méi kenne profitéieren. Mä déi hei Projete sinn op d'mannst esou wichteg wéi déi Projeten iwwert dem Buedem, well se nämlech eiser Natur zeguttkommen. An duerfir ass et wichteg, datt mer eis och bewosst sinn, datt mer dës Kläranlage musse bauen.

Mir hunn an de leschte Wochen heibanne ganz vill iwwert d'Prioritéite geschwat, wat d'Investitiounen ubelaangt. Fir eis als ADR ass d'Investitioun an d'Kläranlag eng vun deenen éischte Prioritéiten, déi muss bai-behal ginn a wou mer net däerfen drop bremsen.

Et ass eiser Meenung no scho quasi bal blamabel fir e Land wéi Lëtzebuerg, wat

sech no baussen émmer als eent vun deene räichste Länner vun der Welt presentéiert, datt mir momentan nach net all eis Ofwässer hei am Land gekläert hunn.

Wann een och vun eiser Sait aus an der Vergaangenheet, an och wahrscheinlech an Zukunft, sech emol kritesch vis-à-vis vun Europa aussert, esou muss een awer soen, datt mer an dësem Projet oder an déser Politik frou sinn, datt mer Europa hunn, well Europa eis am Fong forcéiert a gedrängt huet, fir massiv an eis Ofwaasser-infrastrukturen ze investéieren, an eis Délaien a Kritäre festgesat huet, datt mer zu bestëmmten Datumer och bestëmmte Kritäre müssen erfëllen. Dat ass zwar och gutt esou, a mer sollen eis och als Zil setzen, fir dat ze erreechen.

Ech fäerten awer ganz, datt mer dat net wäerten erreechen, well mer wëssen - an de Kolleg Carlo Wagner huet et elo éinescht hei ugedeit -, datt mer 50 Joer hei-runner gedoktert hunn. An alleguer déi, déi gemengopolitesch Responsabilitéiten hunn, wëssen, wéi laang datt et hei am Land dauert, bis bei enger Kläranlag am Fong den éische Sputestéch gemaach gëtt. Et brauch ee vill, vill, vill méi laang an der Planungphas, wéi een am Fong brauch fir d'Phas, fir et ze realiséieren.

Duerfir ass et awer wichteg, datt mer an déi hei Richtung investéieren, virun allem als e Land, wat och gären Tourismus heihinner zitt. An ech mengen, et ass scho blamabel, wann een als Land wëllt Tourismus heihinner kréien, virun allem och, wann ee wëllt e Campingtourismus maachen, wa mer vun eise schéine Landschafte schwätzen am Norden, am Oste vum Land, wou d'Fléss lafen, wou mer och gären hätten oder gäre gehat hunn, datt d'Leit schwamme ginn, an et muss en da soen: Bei eis däerft Der net schwamme goen, well eist Waasser net deene Kritären entsprécht, déi et nun emol ebe misst hunn, fir kënnen och dra schwammen ze goen.

Ech mengen, dat ass blamabel fir eis als Land. An duerfir ass et wichteg, datt mer doranner investéiere fir engersäits eist Waasser, an dat ass dann net nämme fir d'Leit, mä et ass och fir de Feschbestand wichteg. Ech mengen, et soll een och dorunner denken, datt mer haut bal eis net méi kënnen och trauen, wa mer emol Fesch fänken, déi ze iesen, well se aus verschmotzte Gewässer kommen. Duerfir, wéi gesot, ass et schonn enorm wichteg, datt mer doranner investéieren.

Et ass och esou, datt mer mat dár Waasser-wirtschaftsrichtlinn, déi mer émgesat hunn, wou d'Gemenge jo elo amgaange sinn, an dat héiert ee jo elo iwwerall an den Diskussiounen, datt d'Taxen ugepasst ginn, gehéicht ginn. An der Regel ass et souwuel fir d'Waasser wéi fir d'Ofwaasser.

A souwuel fir d'Waasser wéi d'Ofwaasser geet jo een Deel, eng Kéier 19 Cent an eng Kéier 10 Cent, déi un de Stat weidergeleit ginn, och an de Waasserfong. Esou datt och iwwert dee Wee d'Regierung jo am Fong garantéiert Recetten an deenen nächste Jore kritt, fir och kënnen a priori dann heiranner ze investéieren, an dann och d'Garantie ze hunn, fir datt déi Investitiounen, och wa mer a Krisenäiten era-ginn, awer finanziell ofgedeckt ginn. Ech wëll net hei nach eng Kéier d'Diskussioun opmaachen iwwert de Waasser- oder den Ofwaasserpräis; dat hu mer hei gemaach. Mä ech mengen, hei kritt de Stat een Deel dovunner eran.

Ech wär awer frou, wann den Här Minister eis herno géif hei eng Rei vun Informatione ginn. An zwar, wann den Här Minister eis kéint herno soen, ob et en Inventar gëtt, wat nach hei am Land vu Kläranlage feelt, wat fir eng Kläranlage missten erneiert oder verbessert oder ausgebaut ginn, a wat do géif de Gesamtäschtepunkt - dat ass sécherlech en enorme Chiffer, deen dat wäert ausmaachen - ausmaachen, an a wat fir enger Zäitspan d'Regierung virgesäßt, fir déi Investitiounen virzehuelen, an awer och, ob de Minister mengt, datt mer déi vun der Europäischer Unioun virgeschriwwen Délaien a Kritären och an deenen Délaie kéinte respektéieren.

Wat sinn nach e puer Froen, déi ech un d'Regierung vun eiser Sait aus hätt. Wéi gesot, et ass e Projet, deen deier ass. Mä

et ass eng gutt Investitioun a fénnt duerfir och selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der ADR.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. An elo kritt d'Wuert den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Vote vun dësem Projet de loi iwwer eng Kläranlag op der Ennermusel huet sécherlech e symbolesche Charakter, well wat eng Selbstverständlichkeit misst sinn an engem Land wéi Lëtzebuerg, wat een héije PIB schreift, gëtt elo effektiv wouer. Eis Musel, déi schonn an de 60er Jore kanalisiert gouf, gëtt elo definitiv och gekläert.

An dass dat eppes kascht, dat wësse mer allegueren. An dass et esou laang gedauert huet, gëtt haut opgeworf. Do kann ech nämme soen, dass do d'Regierung hire Maximum gemaach huet, dass et soll esou schnell wéi méiglech goen.

Well et muss een émmer wëssen - an ech mengen, den Här Gibéryen misst dat och wëssen als fréiere Gemengenpapp -, dass d'Kompetenz vum Waasser bei de Gemengen ass, an och vum Ofwaasser, an dass net fir náischt de Stat oder d'Regierung am Joer 1999 an d'Budgetsgesetz schreive gelooss huet, dass d'Gemengen 90% bei Kläranlage kréien, fir eben d'Gemengen ze incitieren, dass se an dësem Beräich sol- len...

(*Interruption*)

Ech géif gär mäin... Jo, zum Schluss.

Well et ass net fir náischt, dass d'Regierung 90% aschreiwe gelooss huet an d'Budgetsgesetz, fir d'Gemengen ze incitieren, dass se an deem Beräich effektiv net séier genuch weiderkommen. An haut si mer weiderkomm an haut hu mer eng kloer Strategie. Déi kéint een einfach résuméieren: An deene leschte fennet Joer gouf esou vill wéi an deene leschte 15 Joer virdrun investéiert a Kläranlagen, wat beweist, dass et elo méi séier geet.

Mä Tatsaach ass, dass mer laang gebraucht hunn, dass et eng gewéissen Zäit gebraucht huet, bis d'Gemengen verstanen hunn, dass ee misst eng regional Approche kréien och am Kläre vum Waasser. An duerfir wollt ech Merci soen eben all deene Leit, déi sech dru bedeelegt hunn, dass definitiv elo dës Kläranlag kann haut an hei vun lech gestëmmt ginn.

Ech hu mech an der leschter Mandatsperiode vill engagéiert. Ech hu misse wivillmol mech mat der Maacher Gemeng gesinn, fir all déi Problemer, déi do nach waren, ze klären, dass dee Standuert konnt définéiert ginn. Déi staatlech Instanzen hu sech och mat agespaant, fir déi Kläranlag am Mäertter Hafen ze garantéieren.

An och an de Gemengen war ech op d'Plaz. An ech hunn och do misse méi wéi eng Kéier mat hinne schwätzen, dass se d'accord waren, an de SIDEST ze klammen, den Ostsyndikat vu Kläranlagen, wou jo dann de President dovun, de Raymond Weydert, haut hei Rapporteur ass.

Et ass eng gutt Initiativ vun den Ostgemengen. An ech géif se och derzou oprufen, éischteins, och an anere Beräicher sech zesummenzedinn an och dat doten am Esprit ze maache vun der Réorganisation territoriale, déi mer ustriewen hei am Land. Ech hoffen, dass se elo gesinn, wéi gutt dat ass, wann een zesummeschafft, dass se dat dann och vläicht huelen, fir an anere Beräicher sech zesummenzfaffen.

Et ass also wichteg, dass dat heite Beispill, wat hei gi gëtt, weidergefert gëtt. Et ass am Intérêt vun dár ganzer Musel. An duerfir wär et och am Intérêt vun der Musel, wann och déi Gemengen aus dem Haff Réimech... Ech mengen, de Buergermeeschter vu Réimech mécht elo schonn déck Baken, mä et ass awer esou. Ech wär frou,...

► **Une voix.**- Oh, la la!

(*Hilarité*)

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Ech wär frou,...

Am gudde Senn vum Wuert: déck Baken. Solle mer dann esou soen: E seufzt eng Kéier?

Ech géif mer wënschen, wann hien och mat senge Gemenge ronderëm, wa si géifen de Wee an dése flotte Syndikat fannen.

(*Interruption*)

► **Une voix.**- Aahhh!

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Dat géif, mengen ech, och derzou baidroen, dass de Waasserpräis kéint an dár Regioun, wat d'Drénkwaasser an d'Ofwaasser ugeet, dass een, wann een do Synergie sieht, dee sécherlech kann drécken. An ech wëll och haut net op déi ganz Problematik agoe vum Waasserpräis a vu soss Saachen. Ech mengen, mir kréien oft genuch d'Geleeënheit, iwwert d'Waasser hei an der Chamber ze schwätzen.

Ech wëll awer dem Här Gibéryen soen, dass mer ganz kloer wëssen, wo es lang geht betreffend den Inventar vu Kläranlagen. Ech géif him och soen, e soll den Owend an déi véiert Plenar- an Informationsversammlung kommen op Nidderaanwen bei dem Raymond Weydert seng Gemeng, well do gëtt den Owend de Bilan gemaach vun de sougenannte Moossnamenprogrammen.

Dat sinn am Fong geholl déi Moossnamen, déi mer müssen hei am Land huelen, fir eis Gewässer propper ze kréien op den Horizont 2015. Mir hätte jo gär chemesch an ekologesch propper Gewässer. Et ass eng Obligation vun der EU. An do ass den éische Stéchdatum 2015. En zweete Stéchdatum ass 2021, an een dréitten 2028. Do hu mer also eng ganz kloer Strategie, wéi mer dat wëlle maachen. An dat wäert och nach vill Geld kaschten.

Wann Der den Owend dohinner kommt, déi Deputéierten, déi haut hei all sinn - ech wär frou, wa se kéint zahlreich dohinner kommen -, da kréie se am Detail erkläret, firwat dass mer nach musse bis 2027 980 Milliouen Euro - ech soen et nach eng Kéier: 980 Milliouen Euro - am Waasserberäich investéieren, fir dee fit ze maache fir d'Erausforderunge vun der Directive-cadre vum Waasser vun der EU.

Dir gesitt also, mir hunn e stramme Programm, a mer hu vill Suen, déi mer nach brauchen. A mer wäerten och nach vill Diskussiounen an deem Beräich hei kréien, wéi et soll weidergoen, a wou solle Prioritéite geset ginn a wou net.

Ech sinn och frou, dass mer mat dësem Gesetz eventuell dat Gerichtsverfahren, dat mer am Kader vun der EU-Direktiv kritt hätten, betreffend d'Kläranlage vun iwwer 10.000 Einwohnergleichwerten, können heimat stoppen. Dat ass eng wichteg an eng gutt Saach, wa mer dat elo fäerde bréngen.

Ech wollt och nach dem Här Gibéryen zu deene Präisser, wou e gesot huet vun 10 Cents an 19 Cents, soen, dass et 10 Cents sinn a wahrscheinlech fir d'Ofwaassertax et téschent 12 a 14 Cents sinn. Et sinn net 19 Cents. Et ass manner. Hie kann dat net wëssen. Ech wollt him dat also informativ matdeelen. Mir hunn dat no éinne reviséiert. Mä sécherlech ginn déi Suen eleng net duer, largement net duer, fir déi 980 Milliouen, déi nach müssen investéiert ginn, fir an dësem Beräich dann eben déi Normen ze erfëllen, déi vun eis erwart ginn. Kloer ass et, dass nach vill Suen müssen ausgi ginn an deenen nächste Joren.

Kloer ass et, wann een haut seet „Ende gut, alles gut“, ass dat sécherlech e gudde Fazit. Mä kloer ass et awer och, dass een haut net nämmen däerft an d'Hann klappen a soen: „Et ass eng gutt Saach, dat do énnertstétz mer.“ Et muss ee wëssen, dass e Käschtepunkt hannendrun hänkt, dass domat de Waasserpräis och hannendrun hänkt. Mir sollten eis do zesummen un den Dësch setzen, fir ebe Lésungen ze fanne fir eist Land, dass mer am Waasserberäich eng modern, nohalteg Politik maachen, wou de Pollueur-payeur an den Utilisateur-payeur am Mëttelpunkt stinn, an déi dann eben deementspriedend musse bezuelen. Dat ass, mengen ech, d'Aart a Weis, wéi een d'Waasserpolitik hei zu Lëtzebuerg sollt strécken.



Duerfir nach eng Kéier ofschléissend Merci alleguerten deene Leit, déi eng Hand mat ugepaakt hu bei dësem wichtige Projet de loi eben, deen et eis erméiglecht, definitiv och eis Ênnermusel, nodeem eis Uewermusel jo iwwer e Projet gemaach gëtt vu Perl/Besch, kënnen ze kanaliséieren. Dat ass wierklich dee richtige Wee. A wa mer an däer Richtung sinn, da sinn ech gär däbäi, fir do Neel mat Käpp ze maachen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf Merci. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. De Vote fänkt un.

(**Interruption**)

Ah, entschlälegt, den Här Gibéryen wollt nach eng Kéier d'Wuert kréien.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Den Här Minister hat d'éinescht gesot, ech misst jo wëssen, datt d'Gemen gen zoustänneg wiere fir d'Ofwaasser.

Här Minister, ech weess dat. Ech war laang genuch do derbäi. Mä ech wollt awer soen, datt, wann d'Kläranlagen net viruginn, dat meschents net un de Gemen gen hänkt. Well d'Gemenge bezuelen 10% vun de Kläranlagen, an de Stat bezilt 90%. An d'Gemenge bauen d'Kläranlagen eréischt, wa se och wëssen, datt se déi 90% kréien. Ech war selwer 30 Joer an enger Gemengopolitik, an och mir hu 25 Joer gebraucht, net, well mer net wollten, mä well et 25 Joer gedauert huet, bis mer gréng Luucht krute vun der Regierung, datt mer och d'Sue kriten. An dunn hu mer se gebaut.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Gutt. Merci dem Här Gibéryen. Elo komme mer awer zum Vote iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6063 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Raymond Weydert), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Lucien Clement), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Ben Scheuer), Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helmlinger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Vianne Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser; M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Dann ass et esou décidéiert.

Den nächste Punkt ass de Projet de loi 5954 iwwert d'lerfschaftssteier. D'Riedezaït ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Etgen an Hoffmann. D'Wuert huet elo de

Rapporteur vum Projet de loi, den honora belen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

2. 5954 - Projet de loi relatif aux droits de succession et de mutation par décès et modifiant

- la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession

- la loi modifiée du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession

- la loi du 31 janvier 1921 concernant modification de l'article 22 de la loi du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession

- la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de timbre, de succession et de timbre

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass wuel éischter seelen, dass Ännernungen un der lerfschaftssteier op der Dages uerdnung vun dësem héijen Haus stinn. Dat ass och gutt esou - net némammen am Senn vun der Rechtssécherheet. Et verwonnert duerfir net, dass dëse Gesetzesprojet Bestëmmungen ännert, déi zum Deel op d'Joer 1817 zréckginn.

Zweck vum Projet de loi 5954 ass et, d'Besteierungstaxe vun dem sougenannten Droit de mutation mat deem vun der lerfschaftssteier glächzesetzen. D'Euro-päesch Kommissioun huet dat an engem Schreies un de Lëtzebuerger Stat vum Oktober 2008 ausdrécklech verlaagt. Déi aktuell Gesetzgebung ass op verschidde Punkten net am Aklang mat de Grondfräheit vun dem europäische Bannemaart. Si verstéisst géint déi fräi Circulatioun vun dem Bierger an dem Kapital. An, an dësem Fall, Här President, deele mer fir eemol voll a ganz d'Positioun vun der Europäescher Kommissioun a Saachen direkt Besteierung.

Nun, èm wat geet et gene? De sougenannten Droit de mutation ass déi Steier, déi ufält, wann ee bei eis am Land eng Immobilié ierft, wou de Verstuerwene säi leschte Wunnsétz am Ausland hat. Déi klassesch lerfschaftssteier, op Franséisch den Droit de succession, fält dergéint, ver einfacht gesot, un op dat, wat een ierft, wann dee Verstuerwene säi leschte Wunnsétz hei am Land hat.

Virun 200 Joer hunn dës Énnerscheeder d'Leit wuel wéineg gekëmmert. Esou grenziwwerschredend Situationen waren éischter d'Ausnahm. Haut ass dat net méi en Eenzelfall. Aus enger Rei vu Grénn verschlitéit et och zum Deel eeler Leit, gewollt oder heiansdo ongewollt, an dat méi oder manner not Ausland, fir hire Liewensowend ze verbréngen. An do kann et bei enger lerfschaft emol zu béisem Iwweraschunge kommen. Fir d'lerfschaftssteier gëtt nämlech den effektive Wunnsétz gekuckt. Dat heescht, wou ee wierklich wunnt, an net do, wou een zum Beispill op enger fiktiver Address ugemellt ass.

Wann e Lëtzebuerger zum Beispill zulescht am bëlsche Grenzgebitt geliefert huet an do stierft, da musse seng Kanner op engem Haus oder Appartement, wat si hei am Land vum Verstuerwenen ierwen, Droit de mutation bezuelen. Hätt de Verstuerwenen dergéint säi leschte Wunnsétz hei am Land gehat, sou géif an deem Fall keng lerfschaftssteier ufalen.

Huele mer e konkret Beispill. De Verstuerwene wunnt fir d'lescht zu Arel, an d'Kanner ierwe säin Haus vu ronn 500.000 Euro Verkafswäert zu Stengefort. An deem Fall fält zu Lëtzebuerg bei deem Wäert 4,8% Droit de mutation un. Dat wieren an deem Fall ronn 24.000 Euro, also bal eng Mil lionen däer aler Lëtzebuerger Frang. Hätt dergéint dee gudde Mann oder déi gutt

Fra, ier se gestuerwen ass, an hirem Haus zu Stengefort oder soss hei am Land gewunnt, da bräichten d'Kanner keng lerfschaftssteier ze bezuelen, well mir hu jo bekanntlech hei am Land keng lerfschaftssteier an direkter Linn, dat heescht téschent Elteren a Kanner oder Grousselteren an hire Kandskanner, ze bezuelen.

Dësen Énnerscheid gëtt elo opgehuewen. Mat dem Gesetzesprojet gëtt den Droit de mutation bei enger lerfschaft an direkter Linn op null gesat. Dat heescht, dass an deem virgenannte Beispill keng lerfschaftssteier an och keen Droit de mutation op engem Immeubel hei am Land méi muss bezuelt ginn. Et ass an deem Fall egal, ob dee Verstuerwene säi leschte Wunnsétz zu Lëtzebuerg oder am Ausland hat.

Här President, och bei enger lerfschaft zwéischent zwee bestuetene Leit oder zwee Leit, déi méi laang wéi dräi Joer gesetzlech gepacst sinn a gemeinsam Kanner hunn, gëtt et bis elo Énnerscheeder téschent dem Droit de mutation an der klassesch lerfschaftssteier, dem Droit de succession. De Basistaux vun dem Droit de mutation ass hei 5%. Dee gëtt mat sougenannten Zéngtel awer erhéicht, jee no Wäert vun dem Immeubel, dat verierft gëtt. Den Taux vun der lerfschaftssteier, also dem klassesch Droit de succession, ass dergéint null.

Eng Fra, déi zu Réimech vun hirem verstuertwene Mann en Haus vu 500.000 Euro Verkafswäert ierft, wou de Mann säi leschte Wunnsétz zu Perl an Däitschland hat, misst dorops insgesamt 12%, also bal 60.000 Euro Droit de mutation bezuelen, wa keen Ehevertrag besteet, no deem den iwwerliewendene Ehepartner alles iwwerdroe kritt. Hätt de Mann dergéint säi leschte Wunnsétz hei am Land gehat, géif keng lerfschaftssteier ufalen. Och deen Énnerscheid gëtt mat dësem Gesetz ofgeschaf. Bestuet Leit respektiv Leit, déi an engem gesetzleche Partenariat lieuen a gemeinsam Kanner hunn, müssen elo keen Droit de mutation méi bezuelen.

Här President, dat sinn déi zwee Haapt punkte vun dësem Gesetzesprojet. Déi europäesch Rechtssprichung huet och nach zwou méi kleng Ännernunge verlaagt. Si hunn e manner fundamentale Charakter. Dës betreffe méi genee d'Be rechnungsbasis, op däer den Droit de mutation gezu gëtt. Bis elo gouf den Droit de mutation op dem Verkafswäert vun engem Immeubel berechent, ouni dass een do vunner konnt Chargen ofzéien. Bei der lerfschaftssteier dergéint gi fir d'Be rechnungsbasis d'Scholde vun deem Verstuertwene mat a Betrucht gezunn.

Mat dësem Gesetzesprojet gëtt elo och fir den Droit de mutation den Nettowäert agefouert. Et kann een deemno vun dem Bruttoverkafswäert elo och d'Scholden ofzéien. Dést gëllt fir déi Scholden, déi duerch den Immeubel garantéiert sinn, zum Beispill mat enger Hypothéik. Mä och déi Scholden, déi gemaach goufen, fir den Immeubel ze kafen oder en a Stand ze setze respektiv ze erhalten, kenne vun dem Bruttowäert ofgezu ginn.

Schliesslech féiert de Gesetzesprojet um Niveau vum Droit de mutation en Abattement vun 38.000 Euro an. Dësen Abattement kann op dem verbleibenden Netto wäert vum Immeubel an Zukunft och nach ofgezu ginn. D'Viraussetzung ass eng lerfschaft zwéischent zwee bestuetene Leit respektiv Leit, déi zénter méi wéi dräi Joer an engem gesetzleche Partenariat lieuen a keng gemeinsam Kanner hunn. Hei läit de Basistaux souwuel bei der lerfschaftssteier grad wéi beim Droit de mutation nämlech net bei null, mä bei 5%.

Zu gudden Lescht gëtt keen Droit de mutation erhuewen, wann den Nettowäert vum Immeubel énner 1.250 Euro läit. Dës Franchise gëtt et och scho bei der klassesch lerfschaftssteier.

Här President, d'Beruffschamberen, déi dëse Gesetzesprojet aviséiert hinn, hinn déi virgeschloen Ännernungen allegierte begréisst, dat net zulescht opgrond vun enger steigender Tendenz, dass wéinst den héijen Immobiliepräisser hei am Land et émmer méi Leit déi Sait d'Grenze féiert. D'Chambre de Commerce ass an hirem Avis och op den Aspekt vun der lerfschafts planung agaangen. Well jee no leschte

Wunnsétz vum Verstuerwenen entweder hei am Land oder am Ausland gouf et bis elo eng énnerschiddelech Besteierung vum engem Immeubel zu Lëtzebuerg.

De Statsrot hat sengersäits och kee Problem mat de virgeschloenen Ännernungen. A sengem Avis huet déi héich Kierschafft eng Rei zousätzlech politesch Betruchtunge gemaach. Dës ginn zum Deel iwwert de Kontext vun dem Gesetzesprojet, deen et eigentlech ze aviséiere gouf, eraus.

De Statsrot gëtt ze bedenken, ob et ver einbar mat dem Gläichheitsprinzip vun dem Artikel 10bis vun der Verfassung wier, dass bestuet Leit respektiv Leit, déi gepacst sinn a gemeinsam Kanner hunn, keng lerfschaftssteier bezuelen, während deen, wa keng gemeinsam Kanner do sinn, e Basistaux vu 5% applizéiert gëtt.

De Statsrot huet deemno virgeschloen, och lerfschaften téschent bestuetene Leit respektiv Leit, déi méi wéi dräi Joer an engem Partenariat lieuen a keng gemeinsam Kanner hunn, vun der lerfschaftssteier ze befreien. D'Finanzkommissioun huet op deem Punkt majoritar d'Position vun der Regierung gedeelt. D'Kommissioun war deemno mehrheetlech der Meening, datt et kee Verstouss géint de Gläichheitsprinzip gëtt, well déi Leit, jee nodeems se gemeinsam Kanner oder keng gemeinsam Kanner hunn, souwuel faktisch wéi och rechtliche an zwou verschidene Situations sinn.

De Statsrot huet och nach virgeschloen, an dem Gesetzesstext formell ze preziséieren, dass keng lerfschaftssteier geschéllt wier am Kader vun enger Adoption plénière. D'Finanzkommissioun wollt dësem Vorschlag vum Statsrot net nokommen. Zénter 1989 gëtt et eng generell Bestëmmung an dem Code civil, déi Kanner aus enger Adoption plénière mat de Kanner aus engem Bestietnis glächsetzt an déi och a Steiermatiér spilt. Dat heescht, dass och ouni Prezisioun et kloer ass, dass Kanner aus enger Adoption plénière keng lerfschaftssteier a keen Droit de mutation hei am Land bezuelen.

Bei enger Adoption simple gëtt dergéint e Basistaux vun 9% applizéiert, well den Adoptéierten och nach lerfschaftsrechte a senger Famille d'origine huet. Och an anere Besteierungsbestëmmunge ginn duerfir Énnerscheeder gemaach téschent Adoption simple an Adoption plénière.

Schliesslech huet de Statsrot nach virgeschloen, am Senn vun der steierlecher Énnerschaffung vun der Philanthropie lerfschaften a Schenkunge fir eng Gemeng, en Établissement public, en Hospice civil, eng Fondatioun, e Culte oder eng A.s.b.l., déi als d'intérêt public unerkannt ass, vun der Steier ze befreien. De Moment gëtt zénter der Steierreform vum Dezember 2008 hei en Taux vu 4% applizéiert.

Lerfschaften oder Schenkungen, déi enger Bourse d'étude oder enger Uni respektiv enger Schoul zugutkommen, sinn dergéint vun der lerfschafts- respektiv Schenkungssteier befreit.

D'Finanzkommissioun war hei der Meening, dass de Vorschlag vun dem Statsrot géif iwwert de Kader vun dem Gesetzesprojet erausgoen. Dës Fro muss ee gegebenfalls an engem méi generelle Kontext ugoen.

Här President, ech verweise fir de Rescht op mäi schrifteleche Bericht, dee majoritar an der Finanzkommissioun ugeholl ginn ass. Ech soen der Direktioun vun dem Enregistrement Merci fir hir onkomplizéiert Mataarbecht an enger dach méi komplexer Matière. Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Rapporteur Gilles Roth Merci. Als éischte Riedner ass den Här Fernand Etgen age droen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Félicitationen an een opriichtege Merci un de Rapporteur, un den Här Gilles Roth, fir säin exzellente schrifteleche Rapport a säi prezise mëndleche Virtag. Virewech wëll ech



meng Satisfaktioun zum Ausdrock bréngen, datt mer den Droit de mutation par déces bei lerschafteien an direkter Linn ofschafen. Dat ass eng iwwerfälleg Mesure, net némmeen, well se schonn 192 Joer al ass, mä virun allem, well se den ekonomeschen, sozialen a gesellschaftleche Realiéiten net méi entsprécht.

Waren et viru Joren haaptsächlech Leit, déi hei zu Létzebuerg keng Platz an engem Fleegeheim fonnt hunn an duerfir op Messancy oder soss an d'Ausland hu misse goen, ass et haut esou, dass wéinst deenen héijen Immobiliepräisser vill Leit an hirer Pensioun an d'Ausland wunne ginn, an esou hir lerwen, Kanner a Kandskanner, en Droit de mutation hu misse berappen.

An désem Senn a fir dése Réalitéite Rechnung ze droen, hat an der leschter Legislaturperiode mäi Fraktionskolleeg, den DP-Deputéierten Alexandre Krieps, den 29. Abréll vun désem Joer eng Proposition de loi déposéiert, fir den Droit de mutation an direkter Linn téschent enger bestuetener Koppel oder bei zwee Leit, déi méi wéi dräi Joer gesetzlech gepacst sinn, ob se Kanner hunn oder net, mam Droit de succession glächzesetzen.

De Projet de loi, dee mer haut stémme sollen, gesäit awer némme vir, den Droit de mutation bei Koppele mat Kanner ofschafen. Och de Conseil d'Etat, an de Rapporteur huet dorop higewisen, hat virgeschloen, keen Énnerscheed ze maachen téschent Koppele mat an ouni Kanner. Och si mir als DP-Fraktioune der Meenung, datt ee mat déser Diskriminatioun misst ophalen. Duerfir gétt et eng Rei gutt Grénn, déi den Alexandre Krieps am Exposé des motifs vu senger Proposition de loi opgefouert hat.

D'Zuel vun de Koppelen ouni Kanner hëlt stänneg zou. Engersäits Koppelen, deenen hire Kannerwunsch onerfält bliwwen ass, an déi da fir hiert gemeinsam erschafft Haus duerch d'Majoratioun vum Basistaux lerschafsteier mat engem zweestellege Pourcentage, am Beispill vum Här Roth wären et 12%, hu misse bezuelen. Anerersäits Koppelen, déi fir d'zweet oder d'dréit bestuet sinn, déi awer scho Kanner aus engem viregte Mariage hunn, déi dann en Deel vun hirem schwéier Erspuerte müssen dem Fisc iwwerloossen. A menger berufflecher Experiencie als Enregistrementsbeamten huet een eng ganz Rei kuriéis Fäll erlieft. Mir däerfen net vergiessen, datt mer virun 193 Joer eng ganz aner Konzeptioun vum Liewe vun enger bestuetener Koppel haten.

Weider hätte mir als Demokratesch Partei gäre gesinn, datt mer och eng fiskalesch Glächstellung bei der Adoption plénière an Adoption simple kritt hätten.

Här President, opgrond vun deene gesellschaftleche Réalitéiten, déi manifest sinn, ass et fir d'DP absolut net verständlech, datt d'LSAP hei esou nonchalant mat op de Wee vun der CSV geet. Dat läit awer wahrscheinlech dorunner, datt d'LSAP och den Droit de succession an direkter Linn wëllt aféieren, an dat léiwer haut wéi muer. Schliesslech solle jo laut dem Här Lux déi breet Schéllere méi droe wéi déi schmucl. An anere Wieder, déi Leit, déi Dag fir Dag d'Aerm eropstréppen, fir hiert Haus ofbezuelen, déi sollen, wa se dat Haus un hir Kanner wëlle weiderginn, fir hiren Asaz an hire Leeschungswëlle bestrooft ginn.

Här President, als Demokratesch Partei hätte mir et och gäre gesinn, datt elo, wou mer Ännnerungen um lerschafsteierrecht maachen - an den Här Rapporteur huet et gesot, datt mer net all Dag do Ännunge virhuelen -, mir vun der Geleeënheet profitéiert hätten, fir zwou aner Upassunge virzehuelen. Éischtens, fir de Fräibetrag vun 38.000 Euro téschent enger Koppel, vun deem de Rapporteur och schonn hei geschwat huet, un déi heiteg Gegebenheiten unzepassen. Dëse Fräibetrag gouf 1984, also virun engem Véierelsjorhonnert, mat engem Montant vun annerhalfe Millioune Létzebuerguer Frang agefouert. Deemools huet e ganz normaal Haus ongefier dräi Millioune Frang kascht. Wann eng Koppel sech also en Haus zesummen ugeschaافت hat, an et ass ee vun hinne gestuerwen, ass d'Halschent, also annerhalfe Millioune, an d'Successioun gefall, an dës Halschent wär da ganz duerch de Fräibetrag ofgedeckt. Haut kascht e ganz normaal Haus 400.000 Euro oder méi. De

Fräibetrag vun 1984 vun 38.000 Euro deckt awer némme e ganz klengen Deel vun der Halschent of.

Zweetens, déi zweet néideg Upassung hätt doranner bestanen, fir de Barème de majoration ze ännernen, deen och zénter 1984 net méi adaptéiert ginn ass. Well awer de Wäert vun den Immobilien an däi Zäitspan regelrecht explodéiert ass, ass d'Steieraalschatz drastesch an d'Luucht gaangen. Ech géif lech dat unhand vun engem Bei-spill illustréieren.

Huele mer un, 1984 hätt en Haus 100.000 Euro kascht. De Besteierungssaz wär énner Bridder 6% plus sechs Zéngtel, also 9,6% gewiescht. Haut kascht een Haus 400.000 Euro. De Besteierungssaz fir dëst Haus énner Bridder ass haut 6% plus 13 Zéngtel, also 13,8%; eng Hausse vum Besteierungssaz vu 4,2%. Énner Leit, déi Famill matenee sinn, hu mer eng Hausse vum Besteierungssaz vu 24 op 34,5%.

Här President, d'Netupasse vu Fräibetrag a vum Barème kénnt also enger substanziel schlächender Steiererhéitung gläch. Et dierft dëst net némmeen ee battere Virgeschmaach vun deene Steiererhéijunge sinn, wéi mer se vun déser CSV/LSAP-Majoritéit an noer Zukunft nach an anere Beräicher ze erwaarden hunn.

► **M. le Président.**- Här Etgen, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, well mer mat désem Projet némmeen zum Deel Satisfaktioun kréien, well d'Diskriminatioun vu Koppele mat oder ouni Kanner bestoe bleift a well d'Regierung längst iwwerflësse Upassungen net gewëllt ass unzegoen, wäert d'Fraktioune vun der Demokratescher Partei sech beim Vote vun désem Projet enthalten.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Etgen. Als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, den honorabelen Här Roth huet a sengem Rapport op esou eng exzellent Aart a Weis déi relativ komplex Matière vum lerschafsteierrecht erkläert, dass ech als Laien och net méi wéll drop zréckkommen.

Ech si selbstverständlech d'accord mat deem Prinzip vun der Glächbehandlung an deenen zwee Fäll; do, wou et ém den Domicile geet, an do, wou et ém d'Partenariat geet. Ech sinn och der Meenung, dass dem Här Etgen seng Iwwerleeungen ausser enger - op déi kommen ech awer elo - och kíenten a Betruacht gezu ginn, fir differenzierete Situationsen am lerschafsteierrecht, och wou net direkt Famill ass, vläicht besser kénnen entgéintzkommen.

Ech hunn awer nach dem Här Finanzminister seng Fro ganz däitlech an den Oueren, wéi laang mer nach a wéi mer kíenten de Sozialstat finanzéieren. An do hunn ech mer eigentlech geduecht, hei wär eng Pist gewiescht, wou et derwäert gewiescht wär, driwwer nozedenken.

Wann ech - an dat ass awer eng Antwort op dem Här Etgen seng Remarque zu der Sozialistescher Partei - vu mengen Elteren en normaalt Haus iwweran ech géif do-robber missen lerschafsteier bezuelen, da géife meng Elteren oder, déi liewe jo dann net méi, ech mech natierlech iergeben, esou dass ech dat also okay fannen, dass et an deem do Fall en ligne directe keng gétt. Wann ech awer zéng Haiser iwwer oder e Pak Aktié vun zéng Millioune Euro, fir déi ech näischt geschafft hunn, dann ass et fir mech net méi esou evident, dass ech keng lerschafsteier bezuelen.

Wann ee wëllt méi eng glächméisseg Verdeelung vum Besétz an der Gesellschaft, da kénnt een net laanscht d'Fro vun der lerschafsteier och en ligne directe derlaanscht, mat engem vernünftege Fräibetrag. Dat kénnt jo beispillsweis sinn de

Wäert vun engem zolitten Eefamilljenhaus, dann awer mat enger Progressivitéit. De Prinzip vun der Progressivitéit, dee mer bei der Akommesteier hunn, kann een absolut och op aner Steieren uwenden. Ech däerf och drun erénnern, dass mer keng Verméigenssteier méi hunn. Op déi hätt een och kénnen eng Progressivitéit setzen, op déi lerschafstssteier also och.

Ech stémme also dat Gesetz net. Ech enthalte mech, well ech mat deem Glächbehandlungsprinzip d'accord sinn. Mä op däi anerer Säit, mengen ech, déi Geleeënheit hätt ee kénnen notzen, fir och an deem heite Beräich méi Steiergerechtekeet anzeféieren.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. An elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här President, ech géif fir d'éischt gären am Numm vun der Regierung dem Här Roth Merci soe fir säi Rapport an och déi Aarbecht, déi e mat de Kolleegen an der Finanzkommissioun an deem do Kontext gemaach huet. D'Zil vun désem Projet de loi, wéi den Här Roth exposéiert huet, ass am Fong, fir ze kucken, datt eist nationaalt Recht am Aklang steet mam europäesche Recht.

Dat war dat eenzegt Zil vun désem Projet de loi, an duerfir kann een némme erstaunt sinn, datt virun allem de Statsrot iwwer seng normal Kompetenzen erausgaang ass, andeem en dése Projet de loi geholl huet an dann eng Rei Ännnerungen zum Steierrecht proposéiert.

Sécherlech, all Dag begéinen ech Leit, déi gutt Iddien hunn zum Steierrecht. Ech wëll just dem Statsrot an och deenen, déi heibanne Suggestiounen an deem Kontext gemaach hunn, soen, datt dat net d'Zil vun désem Projet de loi war an datt mer selbstverständlech an déser Legislaturperiode iwwer eng ganz Rei Steiergesetzer wäerte müssen diskutéieren, an da kann een och eng Rei vun deenen Iwwerleeungen do mat eranhuelen.

Dat Zweet, wat ech wëll soen am Kontext vun deenen Diskussiounen, ass, datt ech absolut net d'accord sinn, weder mam Statsrot nach mat deenen, déi heibanne geschwat hunn, fir ze soen, datt dat eng Fro vun Diskriminéierung oder Netglächbehandlung wär.

De Prinzip vun der Glächheet, esou wéi en an der Verfassung steet, an op dee sech de Statsrot net beriffit, ass émmer némme Glächheet téschent deene Leit, déi a genau däi gläicher Situationsen sinn. A Famillje mat Kanner a Familljen ouni Kanner si juristesch net an däi námlechter Situationsen, an duerfir ass de Gesetzgeber och net dru gehalen, déi am Steierrecht op genau déi námlech Aart a Weis ze behandelen. Dat wär déi juristesche Aart a Weis.

Ob een dat politesch d'námlecht mécht, dat ass eng aner Diskussioun. Doriwwer kann een diskutéieren. Ech menge schonn, datt et gewëssen Iwwerleeunge ginn, déi mer och traditionell am Steierrecht haten, déi Senn maachen, datt ee Famillje mat Kanner anescht behandelt wéi Familljen ouni Kanner, well och do eng ganz Rei zousätzlech Belaaschtungen op déi zoukommen.

Mä do kann een énnerschiddecher Meenung sinn. Doriwwer kann een diskutéieren. Dat ass awer, wéi gesot, net den Objet vun désem Projet de loi gewiescht.

Wat d'Fräibetrag ubelaangt, déi den Här Etgen hei ugeschwat huet, muss ech soen, datt en domat wäit ewech ass op d'mannst vun engem vun de viregte Wahlprogrammer vun der Demokratescher Partei, an deem námlech stoung, datt d'Steierrecht misst méi einfach ginn, an duerfir missten d'Fräibetrag ofgeschaaft ginn.

Datt ee ka plädéieren derfir, fir d'Fräibetrag an d'Luucht ze setzen, dat, mengen ech, muss een émmer kucken am Kontext vun allen anere Fräibetrag an am Kontext vun der finanzieller Situationsen vum Stat. Net all Fräibetrag, déi mer fréier eng Kéier

agefouert hunn, musse genau d'námlecht bleiwen. Ech mengen, och dat soll een am Kader vun enger Steierdiskusioun kucken, an net een eraushuelen an da soen: Mä do hätté mer nach gäre méi en héije Montant, well dat passt net an e Gesamtbild vun der Besteierung.

Schlussendlech géif ech soen, wat d'lerschafstrechte oder den Droit de succession an direkter Linn betréfft, esou mengen ech, datt et gutt ass - an dat huet vill zum Opbau vun enger staarker Mëttelklass an eisem Land báigedroen -, datt eist Land eent vun deenen rare Länner an Europa ass, wat keng lerschafsteier an direkter Linn huet, well et de Leit doduerch vu Generationen zu Generationen an eisem Land besser gaangen ass wéi der Generationen vu virdrun. An duerfir wollt ech lech soen, datt d'Regierung net an hiren Intentiounen huet, eng lerschafstssteier an direkter Linn anzeféieren.

Mä nach eng Kéier, den Objektiv vun désem Gesetz war just - wann ech esou dierf soen - eist Recht kompatibel ze maache beim Droit communautaire. Dat Zil hu mer erreecht. An duerfir wollt ech deene Merci soen, déi zu désem Projet geschwatt hunn, a virun allem och deenen, déi et stémme.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Finanzminister Merci. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5954.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5954 ass ugeholle mat 43 Jo-Stëmmen a 17 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Raymond Weydert), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henkes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kok et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Wëllt ee sang Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5872, eng Direktiv iwwert d'Beruffer vum Audit. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Bettel, Klein an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.



**3. 5872 - Projet de loi relative à la profession de l'audit et:**

- portant transposition de la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil,

- portant organisation de la profession de l'audit,

- modifiant certaines autres dispositions légales, et

- portant abrogation de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseur d'entreprises

Rapport de la Commission juridique

► **M. Gilles Roth** (CSV), rapporteur.
Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, deenen Allermeeschten heibannen dierft de Finanzskandal vun der Firma ENRON aus dem Joer 2001 wuel iergendwéi nach an Erënnerung sinn. Eng vun deene gréissen op der Bourse cotéierten amerikanesche Firmen hat sech mat riskanten Operatiounen um Marché vum Elektresche verspekuléiert.

D'Perté goufen do mat Bilansmanipulationounen eng Zäit laang nawell geschéckt verdeckt, d'Faillite vun ENRON sollt awer trotzdem net ausbleiwen. Si hat deemoos gläich déi vun der Auditgesellschaft Arthur Andersen, déi d'Konten eigentlech sollt kontrolléieren, mat sech gezunn.

Mä och an Europa si mir net vun däer Finanzskandaler verschoumt bliwwen. D'Af-fär Parmalat, iwwregens net ganz onbekannt hei zu Lëtzebuerg, hat 2003 iwwer 135.000 italienesch Klengspuerer an anerer ém hiert Verméighe bruecht. Och an dä Affär gouf d'Qualitéit vun dem Audit, der Kontrepríewung, vun der Gesellschaft a Fro gestallt.

De Gesetzesprojet 5872 fénnt seng Ophänk dann och am Kontext vun deene Finanzskandalen: eng feelend Kontroll vun der Kontrollere vun deene Gesellschaften.

No der Faillite vun ENRON an dä domat verbonnener Responsabilitéit vun der Auditgesellschaft hunn zwee amerikanesche Senatore dat no hinne benannte Sarbanes-Oxley-Gesetz abruecht. Dést Gesetz gesät zénterhier e strikte legale Kader fir amerikanesch Auditgesellschafte vir. D'Zil vun dem amerikanesche Gesetz war et, méi streng Regelen um Niveau vun der Kontekontroll anzeféieren. Dés nei Bestémmeunge sollte méi Transparenz a Vertrauen an d'Finanzinformatiou schafen an esou fir e bessere Schutz fir d'Investisseur sueren.

Am Kontext vun der Globaliséierung hat dat natierlich seng Auswirkungen op Europa. Vill amerikanesch Konzerner hu Filialen an Europa, an dat Émgedréint ass och de Fall. D'Euro päesch Unioun huet deemno no gezunn. Am Joer 2006 gouf déi sougenannten aachten Direktiv iwwert déi legal Kontekontroll adoptéiert. Dat euro-päesch Regelwierk ass staark vun der amerikanescher Législation inspiréiert.

De Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut befannen, setzt dës Direktiv an national Recht ém. De Projet reforméiert dobäi och nach d'Gesetz iwwert d'Reviseurs d'entreprises, also d'Auditeuren, aus dem Joer 1984. An déi Reform huet et nawell a sech.

D'Zil vun dem Gesetzesprojet ass et, gémiss der Direktiv international Standarden vun der Finanzkontroll och zu Lëtzebuerg anzeféieren. An dat spigelt sech op dräi grousse Pläng erém: um Niveau vun der Persoun selwer, déi d'Finanzkontroll mécht; der Aart a Weis, wéi kontrolléiert

sollt ginn; an der Kontroll vum Kontroller duerch en öffentlecht Opsichtsorgan. Bei all deem geet et dréms, dem Bierger, méi speziell dem Investisseur, sái Vertrauen an d'Finanzbare vu groussen Entreprises ze stärken.

Dés Gesellschaften hunn opgrond vun hirem Bourssewäert ee groussen Afloss op d'Ekonomie. An deem Senn gesät de Gesetzesprojet eng Rei vu Moossname vir:

Éischtens, um Niveau vun deemjéinegen, deen de Contrôle mécht, énnerscheede mir an Zukunft téschent Réviseur d'entreprises a Réviseur d'entreprises agréé. Alle béisid si vun der Ausbildung hier Réviseur d'entreprises. Si hunn déiselwecht Basisformatioun a kréien hiren Titel als Réviseur d'entreprises an Zukunft vun der CSSF. Alle béisid musse si hire Beruffssätz hei zu Lëtzebuerg hunn a beim IRE, dem Institut des Réviseurs d'Entreprises, ageschriwwen sinn.

Alle béisid sinn domat un déiselwecht deontologesch Regele vun dem Beruffsstand gebonnen. Dat begräift méi speziell d'Wiederbildung, d'Beruffsgeheimnis, déi professionell Onofhängegekeet an déi sougenannten Honorabilité professionnelle vun dem einzelne Réviseur.

Nun, wou läit dann elo den Énnerscheed téschent engem Réviseur d'entreprises an engem Réviseur d'entreprises agréé? Mä an der Natur vun hirer Aarbecht. Eng Rei vun Aktivitéiten, wéi déi legal Kontekontroll, e Bericht iwwer en Apport en nature an eng Gesellschaft auszestellen, Rapporten am Kader vu Fusionen, enger Scissiouen, also dem Opsplécke vun enger Gesellschaft, grad wéi Rapporté bei Liquidatione kennen an Zukunft némme vun engem Réviseur d'entreprises agréé gemaach ginn.

Hie muss duerfir - an dat ass nei - en Agrément, dat heescht eng speziell Zouloossung vun der CSSF hunn. Aner Aktivitéiten, wéi Domiciliatiounen, de sougenannte Contrôle contractuel des comptes, d'Steierberodung oder d'Kontabilitéit, grad wéi d'Wirtschafts- an d'Finanzberodung vu Betriber, Geschäfts- oder Privatleit können dergéint souwuel vun engem Réviseur wéi och vun engem Réviseur agréé gemaach ginn.

Zweetens, mat dësem Gesetzesprojet gëtt elo hei am Land d'CSSF, also eis Commission de surveillance du secteur financier, mat der Iwwerwaachung vun der Kontekontroll vu Privatgesellschaften beoptragt. D'CSSF gëtt eng Aart Kontroller vun dem Kontroller. Dést ass ouni Zweifel déi gréissen Neierung an dem Gesetzesprojet. Mir kréien elo eng öffentlech Instanz, déi d'Opsicht vun dem privaten Audit iwwerhält.

Dat mag deen een oder aneren erstaunen. Et ass awer grad dat, wat d'Direktiv am Senn vu méi finanzieller Transparenz verlaangt. D'CSSF gëtt an Zukunft verantwortlech fir den Agrément, also d'Zouloossung vun dem einzelnen Auditeur oder Réviseur d'entreprises. D'CSSF kontrolléiert derniewent och zum Deel dem Auditeur seng Aarbecht. Énnert d'Kontroll vun der CSSF falen all d'Aktivitéiten, déi an dem Kompetenzberäich vun engem Réviseur d'entreprises agréé leien.

D'Aarbecht vun der CSSF begräift deemno net némmen, all Réviseur oder Cabinet de révision de Beruffstitel ze ginn an domat seng Zouloossung ze préiwen, mä och den Agrément als Auditeur agréé auszestellen. D'CSSF leet an Zukunft Standarde fest, no deenen déi legal Kontekontroll zu Lëtzebuerg muss gemaach ginn. Si leet och d'Kritäre fest, no deenen d'Ausstelle vu Rapporten am Kader vu Fusionen, Scissiouen oder Liquidatiounen vu Gesellschaften duerch e Réviseur agréé musse gemaach ginn.

D'CSSF gëtt och nach verantwortlech, fir bei all Réviseur agréé ee sougenannte Contrôle d'assurance qualité ze maachen. Dat heescht, ze préiwen, ob den Auditeur oder de Cabinet allgemeng seng Aarbecht korrekt mécht. D'CSSF ass zu gudder Lescht och nach an dem ganzen Beräich vun der Auditskontroll d'Verbindungsautoritéit mat auslännesche Kontrollinstanzen.

Här President, dat ass net wéineg Aarbecht. De Choix, fir d'CSSF als Iwwerwaachungsautoritéit anzesetzen, grad wéi dee groussen Aktivitéitsberäich, deen d'CSSF kritt, waren net onémstridden. De

Gesetzesprojet geet nämlech op dësem Punkt méi wäit, wéi dat vun der Direktiv eigentlech verlangt ass.

D'Direktiv schreift den öffentlechen Iwwerwaachungssystem just fir de sougenannte Contrôle légal des comptes vir. Mat dësem Gesetzesprojet ginn elo sämtlech Aktivitéiten, déi en Auditeur oder ee Cabinet de révision vun der CSSF agréiert ass, iwwerwaacht. Dat ass de Choix vun der Regierung gewiescht. E läit am Senn vun der Transparenz vun der Finanzkontroll. Nach muss een iwwert déi néideg Méttele verfügen, fir dës Aufgab och kenne praktesch duerchzeféieren.

Här President, d'Fro huet sech gestallt, ob nieft der CSSF keng aner Instanzen hätte kenne mat der Kontrolllopsicht betraut ginn. D'Chambre de Commerce huet dëst an hirem Avis och ugeschwat. Esou gouf hei en Ausbau vun dem Service an dem Justizministère ugeduecht, dee bis ewell d'Exame vun de Réviseur-d'entreprises organiséiert.

Als Optioun gouf och nach d'Schafe vun enger neier Kontrollinstanz oder Verwaltung opgelësch. De Statsrot geet a sengem Avis och op d'Roll vun der CSSF als Kontrolllopsicht an. De Statsrot begriess princiell dobäi de Choix fir d'CSSF. De Statsrot stellt awer d'Fro, ob een net besser gehat hätt, d'Direktiv eent zu eent émzesetzen an d'Mission vun der CSSF op déi vun enger externer Iwwerwaachungsautoritéit vun den Auditeuren am Beräich vun dem sougenannte Contrôle légal des comptes ze beschränken. Alles, wat mat der Organisatioun vum dem Beruffsstand ze dinn hätt, sollt dem Statsrot no bei dem IRE, dem Institut des Réviseurs d'Entreprises, bleiwen.

An der Justizkommissioun ass de Choix fir d'CSSF och net ondiskutéiert bliwwen. Et gouf d'Fro opgeworf, ob d'CSSF iwwerhaapt déi néideg Moyenen hätt, fir hirer neier Mission gerecht ze ginn. Et ass och ém e méiglechen Interessekonflikt diskutéiert ginn. D'CSSF gëtt elo eng engersäits d'Kontrollinstanz vun den Auditeuren, d'CSSF iwwerwaacht anerersäits och selwer d'Entreprises aus dem Finanzsektor, déi vun den Auditeure kontrolléiert ginn.

Et war duerfir an der Kommissioun kloer, dass bannent der CSSF hir Kontrollaktivitéit vum Finanzsektor sech net mat deene vun dem Auditsberäich därfen iwwerschneiden. Dái zwou Missioune musse kloer ausernegehale ginn. Dés Trennung muss och fir Drétpersoune kennen novollzéibar sinn.

Här President, de Choix, fir d'CSSF als Kontrollinstanz ze huelen, huet awer och eng Rei Virdeeler. Dëse Choix entspréicht fir d'éischt der Virgab vun der Direktiv vun enger öffentlech onofhängege Iwwerwaachungsautoritéit. D'CSSF ass eng Instanz, déi schonn zénter Jore besteet a gutt fonctionnéiert. D'CSSF ass direkt operatiell, si huet en exzellenten internationale Ruff an ass gewinnt, mat auslänneschen Autoritéiten zesummenzeschaffen.

Här President, nieft der Schafung vun enger onofhängege Kontrolllopsicht, dem Énnerscheede vu Réviseur d'entreprises a Réviseur d'entreprises agréé beinhalt de Gesetzesprojet een drëtte Volet. Et sinn dat eng Rei vun Ufuerderungen, no deenen déi eigentlech Préiwung vun de Konte sollt stattfannen.

Dés Spillregele vun der Finanzkontroll betreffen engersäits den Auditeur selwer. E groussen Akzent gëtt hei op seng eegen Onofhängegekeet geluecht. Dést muss fir d'éischt emol vis-à-vis vun der Entreprise selwer spille, wou d'Konte geprüft ginn. Den Auditeur därf keng Gesellschaft kontrolléieren, wou en op iergendeng Aart a Weis an den Entscheidungsprozess mat agebonne wär. Hien därf keen Aarbechtskontrakt hu mat deem, deen e kontrolleiere soll. D'Onofhängegekeet vun dem Auditeur muss dorüwer eraus och géig-iwwer dem eegene Cabinet garantéiert sinn. D'Aktionäre vun dem Cabinet därfen sech net an d'Kontrollmissiou vun dem einzelnen Auditeur améschen.

Den Auditeur, ob en agréiert ass oder net, énnert dem Secret professionnel. D'Schweigeflucht därf awer net der CSSF oder dem IRE entgängt gesat ginn. Den Auditeur énnert och de Verpflichtunge

vum Gesetz vun 1989 iwwert de Blanchiment an de Finanzement vun dem Terrorismus a muss hei mat den Autoritéiten ze summeschaffen.

Den Auditeur énnert an Zukunft och selwer engem sougenannte Contrôle d'assurance qualité. D'Reviseurs agréés oder hir Cabineten, déi also gesetzlech Kontrolléieren maachen oder Rapporten iwwert d'Fusionen, d'Scissiouen oder d'Liquidatiounen vu Gesellschaften, gi selwer regelmäisseg vun der CSSF iwwerpräift. Dëse Contrôle féiert op d'mannst eemol all sechs Joer statt. Op ausgewählten Dossiere gëtt hei gekuckt, ob d'Auditsnormen an déi deontologesch Regele vun dem Réviseur richteg appliziert goufen. D'CSSF mécht heiriwwer e Bericht mat gegebenfalls Recommandatiounen, déi da vun dem beträffenden Auditeur musse befollegt ginn.

Bei Entreprise wéi Banken, Assurancen, Bourssen, cotéiert Gesellschaften, déi e groussen Afloss op d'Wirtschaft hunn an deemno an dem Gesetzesprojet grad wéi an der Direktiv als Entités d'intérêt public bezeichnet ginn, sinn d'Ufuerderungen un d'Auditgesellschaften nach méi grouss. Den Auditeur, dee fir dës Gesellschaften d'Konte préift, muss elo iwwer sech selwer oder de Cabinet e sougenannten Transparencyrapport maachen an domat der Öffentlechkeet eng ganz Rei Informationen liwweren, zum Beispill iwwert d'Struktur vun dem Cabinet, de Chiffre d'affaires, déi grouss Clienten, d'Gehalt vun den Associéen.

Mä och déi grouss Firmaen, déi opgrond vun hiren Aktivitéiten, der Unzuel vu Beschläfegten, hirem Bourssewäert en Afloss op déi allgemeng Wirtschaft hunn, musse selwer fir méi Transparency um Niveau vun der Finanzinformatiou suergen. De Gesetzesprojet féiert hei de Prinzip vun engem Auditscomité an. Dësen Auditscomité soll bannent der Gesellschaft d'Funktioun vun enger interner Finanzopsicht iwwerhuelen. Dem Gesetzesprojet no sinn d'Auditscomitéen hei am Land rechtlich néideg, wann d'Banken, d'Assurancen oder d'Entreprises op der Bourse cotéiert sinn. Dat zielt awer net fir PMEen, Fongen oder Titrisatiounsgesellschaften.

Här President, ech hu versicht, a mengem mëndleche Bericht op déi Haaptpunkte vun dem Gesetzesprojet anzegoen, déi méi oder manner grouss institutionell oder wirtschaftspolitisches Auswirkungen hunn. De Gesetzesprojet huet insgesamt 107 Artikel, déi sinn an hirer Formulatioun net émmer einfach ze verstoen. Nieft deene Punkten, déi ech ugeschwat hunn, geet et och nach am Projet de loi iwwert d'Kompetenzopdeelung respektiv d'Kooperation an den Informationsaustausch téschent der CSSF an den Opsichtsautoritéite vun anere Länner bei grenzwertschreidende Kontrollmoosnamen.

Et gëtt och eng Hällewull Artikelen iwwert d'Zesummesetzung, d'Organisationen an d'Funktionsweise, d'disziplinairesch Befugnisse vun dem IRE, dem Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ech wéll awer hei net speziell dorop agoen, well all dës Bestémmeungen, oder zum groussen Deel, schonn am Gesetz vun 1984 iwwert d'Reviseurs d'Entreprises drastoungen.

Här President, de Gesetzesprojet gouf an enker Zesummenarbecht téschent der Regierung an dem IRE ausgeschafft. Nach hu sech an der Chamberskommissioun eng Rei vun néidege Prezisiounen opgedrängt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth** (CSV), rapporteur.- D'Commission juridique huet de schriftliche Rapport eestëmmeg ugeholl. Glas-kloer ass awer duerfir elo nach net alles. Dést betréfft zum Deel d'Ausféierungsbestëmmunge vun dem Gesetz. D'Chamber huet, institutionell gesinn, dorüwer net direkt ze befannen. Et ass dat d'Aufgab vun der Regierung. D'Commission juridique huet awer de Prinzip zréckbehalen, fir an enger Motioun zwou Saache festzahlen.

Éischtens, dass d'CSSF sech fir de sougenannte Contrôle d'assurance qualité, dee bei den einzelnen Réviseurs agréés respektiv dem Cabinet gemaach gëtt, vum dem IRE assistéiere leisst fir alles, wat mat Kontrollaktivitéiten ze dinn huet, déi net sou-



SÉANCE 15

MERCREDI, 16 DÉCEMBRE 2009

genannt Entités d'intérêt public betreffen. D'Gesetz léisst des Méglechkeet vun engem deelweisen „peer review“ énnert der Mataarbecht vun der IRE ausdrécklech zou. Et ass och esou, dass d'Auditeuren an Zukunft hei am Land vun der CSSF op engem méi breet gefächerten Aktivitéitsberäich kontrolléiert ginn, wéi wann d'Direktiv eent zu eent émgesat gi wär.

Zweetens gëtt an der Motioun festgehalen, dass d'Käschte fir de Finanzement vun der öffentlecher Iwwerwaachung vun dem Audit duerch d'CSSF fair téschent de sougenannte groussen a klengen Réviseurscabineten opgedeelt ginn. D'Gesetz gesäßt hei vir, dass d'Fraisë vun déser Finanzopziiicht duerch d'CSSF am Endeffekt vun den Auditeure gedroe ginn, déi dofir eng Tax musse bezuelen.

Schätzunge weisen, dass dofir an der Éischte e Budget vun 1,8 Millioune pro Joer muss opbruecht ginn. D'Kritäre vun der Opschlësselung, no där den eenzelenen Auditeur oder de Cabinet muss båidroen, ginn duerch e Règlement grand-ducal festgeluecht.

D'Chamberskommissioun freet an enger Motioun, dass virun dem 30. September 2010, also no ronn néng Méint Erfahrenswärter, soll eng Evaluatioun vun dem Taxereglement gemaach ginn, fir eventuell Korrektur virun dem Enn vun dem Joer 2010 kënne virzehuelen.

Dat gesot, iwwerreechen ech lech elo dés Motioun, Här President, déi vun alle Fraktiounen énnerschriwwen ginn ass.

Motion 1

*La Chambre des Députés,
considérant:*

- (1) que le projet de loi 5872 vise à renforcer la confiance du public dans le contrôle des sociétés en mettant en place un système de supervision publique spécifique de la profession de l'audit;

- que désormais, tous les réviseurs d'entreprises agréés et cabinets de révision agréés sont soumis à la supervision de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF);

- que le système de supervision publique mis en place par le projet de loi 5872 va plus loin que la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 76/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil, qu'il entend entre autres transposer;

- qu'en effet, seules les personnes exerçant le contrôle légal des comptes sont soumises à la supervision publique en vertu de la directive précitée de 2006, alors que le projet de loi 5872 étend le contrôle à toutes les missions confiées à titre exclusif aux réviseurs d'entreprises agréés à cet effet;

- que cette nouvelle mission de contrôle assignée à la CSSF constitue dans son chef une tâche des plus substantielles;

- que dans ce contexte la CSSF devrait mettre un accent particulier sur tout ce qui concerne la supervision des réviseurs d'entreprises agréés ou cabinets de révisions agréés effectuant des missions relevant des domaines visés par l'article 1^{er} point (29), lettres a) et b) touchant des entités d'intérêt public sans pour autant négliger les autres missions lui confiées;

- (2) que, par ailleurs, la CSSF est autorisée à prélever la contrepartie de ses frais de personnel, de ses frais financiers et de ses frais de fonctionnement résultant de sa mission de supervision publique de la profession de l'audit par des taxes à percevoir auprès des personnes soumises à cette supervision;

- qu'il est prévu que la question de la fixation de ces taxes est réglée par le biais d'un règlement grand-ducal;

- que cette taxe peut, le cas échéant, constituer une charge importante pour certains réviseurs d'entreprises, compte tenu notamment de leur chiffre d'affaires;

invite le Gouvernement

- (1) à recommander à la CSSF, dans les limites légalement admissibles, de recourir à l'assistance de l'Institut des réviseurs d'entreprises, en particulier pour les missions d'exa-

men d'assurance qualité visant des réviseurs d'entreprises agréés ou cabinets de révisions agréés effectuant des missions relevant des domaines visés par l'article 1^{er} point (29), lettres a) et b) touchant des entités n'étant pas des entités d'intérêt public;

- (2) à procéder pour le 30 septembre 2010 à une évaluation du volet des taxes professionnelles à percevoir par la CSSF dans le contexte de sa mission de supervision publique de la profession de l'audit;

- à soumettre le résultat de cette évaluation à la Commission juridique de la Chambre des Députés.

(s.) Gilles Roth, Xavier Bettel, Félix Braz, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Klein.

Ech ginn och heimat d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu désem Gesetzesprojet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Bettel Merci. Als nächste Riedner ass den Här Jempy Klein agedroen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, ech soen lech Merci. Ech wéll och direkt dem Här Roth Merci soe fir säi schrifftleche Rapport, an och dem Här Roth an der Madame Doerner fir Ouverture d'esprit hei ervirhiewen, fir...

► **Plusieurs voix.**- Oh!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- ...déi Kritiken, déi Commentairen, déi Suggestiounen, déi vun der Oppositioun komm sinn, net direkt mat enger Hand esou ewechgeworfze hunn, wéi dat heiansdo de Fall ass, mä au contraire konstruktiv gekuckt ze hunn, sou dass et souguer opgrond vun enger Proposition vun der Oppositioun ass, dass déi Motioun zustane komm ass, wou mer eis och eens gi sinn, dass den Här Roth se soll zesummeaassen. Et ass en Exemple à suivre fir aner Leit an déser Majoritéit. Dowéinster wéll ech dat extra ervirhiewen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, ganz kuerz, et si verschidde Punkten, déi den Här Roth schonn erkläret huet iwwert d'Tax, wat d'Leit sollte bezuelen. D'Fro ass nämlech gewiescht - an et huet sech och eng Organisatioun bei eis manifestéiert, d'ACREL nämlech -, dass et delikat ass, fir ze soen, dass ee pro Affär eng Tax soll bezuelen. Et kann een net eng Affär hu vun 100 Euro, esou wéi een e klengen Auditeur kann hu wéi e groussen, deen eng Affär kann hunn, déi eng Millioun Euro facturéiert gëtt. Et muss ee wierklech do kucken, dass een e Prorata mécht téschent vläicht dem Nombre vun Affären an och téschent engem Chiffre d'affaires.

Et kann net sinn, dass esou en Text flott ass fir déi „big four“, mä dass all déi kleng Mëttelbetriben an all déi Indépendanten dorënner gelidden hätten a vläicht souguer verschwonne wären, wat selbstverständlich eng grouss Main-d'œuvre och hei am Land ass. Et soll een net némnen un déi, wéi gesot, „big four“ denken, mä och nach un all déi aner Kleng, a Gott sei Dank hunn déi sech och gemellt, dass mer kennen dat och hei kucken.

An dann, last but not least, Här President, wéll ech just soen, dass mer hei nees en Text hunn, wou en Échange d'information do ass. Ech hoffen och, dass déi Instanzen, déi hei zu Lëtzebuerg mat bedeelegt sinn, wierklech oppassen, op dem strikte Minimum vun Échanges d'information ze sinn; et soll net en Automatismus sinn. Mir wësse vu baussen - an ech mengen, eise Finanzminister probéiert tant bien que mal, deen no baussen ze verteidegen.

Wéi gesot, hei ass nees en Text, wou op jidde Fall net direkt d'Justiz en Échange d'information mécht, mä eng aner Instanz, dat ass d'CSSF. Dat ass nei. An der Zäit wor et jo iwwert d'Justiz; dat sinn alles Justizaustausche gewiescht, déi iwwert de Parquet oder d'Commissions rogatoires komm sinn. Hei ass eng staatlech Instanz, déi d'CSSF ass, déi automatesch dann och kann d'Donnéeën erausginn. Et geet zim-lech wäit. Et muss een awer oppassen. Wéi gesot hu mer do nees e klengen Doute, dass mer nees eng Kéier e klengen Deel vun eisem Secret bancaire hei verklappen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Bettel Merci. Als nächste Riedner ass den Här Jempy Klein agedroen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir seng Explikatiounen. Dái aktuell Finanz- a Wirtschaftskris huet eis däitlech gewisen, dass, wa kee Vertrauen zwéshent deene verschiddenen Acteure besteet, déi ganz Finanzwelt wéi e Kaartenhaus dréit zesummenzefalen. Wann d'öffentlech Hand net extrem agegraff hätt a verschidde Finanzinstituter Garantien a Milliardenhéicht ausgestallt hätt, dann hätte vill grouss Banken fir Dieren zougemaach.

Dat muss eis eng Léier sinn, et dierf net méi esou wäit kommen. Duerfir ass et och elo enorm wichtig, dass um internationale Plang Regelen opgestallt ginn, déi fir déi néideg Transparenz a Kontroll op de Finanzmarchéen surgen.

Vertraue schafen, effikass Kontrollen, Transparenzmoosnamen: Ëm dës staark Wieder, déi een an deene leschte Méint bal all Dag an den Zeitunge konnt liesen, geet et och an désem Projet de loi, deen eng europäesch Direktiv aus dem Joer 2006 émsetzt, also virun dem Ufank vun der egentlecher internationaler Finanzkris. Mä Finanzskandalen an Amerika an an Europa ufanks vum Jorzéngt waren awer och hei den Ausléiser vun déser Direktiv. D'Américaner hunn am Auditsberäich mäi streng Kontrollen opgestallt. D'EU war dunn opgefuerert, ze reagéieren, fir dass déi europäesch Kontrollmoosnamen als äquivalent vun den amerikanischen Autoritéiten unerkannt ginn.

D'Direktiv gesäßt vir, d'europeesch Gesetzgebung am Auditsberäich weider ze harmoniséieren, wat zum Beispill den Agrément, den Enregistrement an d'Formation vun de Réviseure betréfft, a leet och deontologesch Mindestnorme fest. Et geet dorém, dass de Bierger erëm Vertrauen an d'Kontrollorganer kritt. Ouni Kontroll vun de Kontrolleuren entsteet kee Vertrauen. Nëmmen duerch eng glafwierdeg, effikass an extern Kontroll vun deenen, déi d'Finanzinformatioune validéieren, kann een Transparenz a Vertraue schaffen. Et ass eng vun de Léieren, déi aus der Finanz- a Wirtschaftskris gezu musse ginn.

E Réviseur d'entreprises huet wichtig Missiounen, wat d'Finanz- a Wirtschaftswelt ubelaangt. Eng vun de Missiounen ass, d'Konten an d'Bilane vun den Entreprises ze kontrolléieren. Seng Aufgab ass et awer och, d'Öffentlechkeet an d'Investisseure virun allem iwwert d'Richtegkeet an d'Partinenz vun de Finanzdate vun den Entreprises ze informéieren. Duerfir ass et wichtig, Strukturen ze schafen, déi d'Reviseuren encadréieren an och kontrolléieren, fir esou gutt wéi méiglech Abusen ze évitéieren.

Intégritéit, Objektivitéit, Onofhängegekeet, dat sinn alles deontologesch Prinzipien, déi müssen am Auditsberäich garantéiert sinn. Dés Prinzipiën ginn elo weider verstärkt. Souwuel den IRE, Institut des Réviseurs d'Entreprises, wéi och d'Commission de surveillance du secteur financier, d'CSSF, hu respektiv kréien duerch dése Projet de loi wichteg Aufgaben zugebracht.

D'CSSF organiséiert déi öffentlech Supervisioun vum Auditsberäich. Dat geet vun den Inspektionen bis hin zu richtegen Enquête bei de Réviseurs d'entreprises agréés respektiv de Cabinets de révisions agréés. D'Reviseurs d'entreprises agréés, d'Cabinets de révisions agréés sinn zukünftig exklusiv zoustänneg, fir de Contrôle légal vun den Konten ze maachen. Eng staatlech Supervisioun vun esou enger wichteger Missiou ass an eisen Aen och gerechtferlegt.

D'CSSF ass och fir d'Assurance qualité zoustänneg an analyséiert, ob d'Reviseuren iwwert déi néideg Formationen a berufflech Erfahrung verfügen. Ass dat net de Fall oder net méi de Fall, da kann d'CSSF den Titel oder den Agrément verweigere respektiv erëm zréckhuellen.

Den Institut des Réviseurs d'Entreprises spilt och weiderhin eng wichteg Roll a vertritt d'Interesse vum Beruffsstand. Den IRE bleift och weiderhin zoustänneg, fir

Norme festzeleeën an derfir ze surgen, dass déi och agehale ginn.

Ervirzesträichen ass awer och, dass d'Kontroll vun de sougenannten Entités d'intérêt public, also vun Entreprisen, déi, wat hir Aktivitéiten, hir Gréisst oder hir Unzuel vu Mataarbechter betréfft, besonnesch bedeitend sinn, verschärfen Obligationen énnerräitet. Dat heescht, dass d'Reviseurs agréés an d'Cabinets de révisions agréés, déi esou Entité kontrolléieren, zum Beispill müssen e Rapport de transparence veröffentlechen, wou kloer ervirgeet, wéi eng Kapitalstrukture se hunn a wéi eng Réseau si ugehéieren.

Ech wollt awer och hei op e puer Bemerkunge vun der Chambre de Commerce agoen, wat d'Supervisioun vun de Réviseurs d'entreprises agréés an de Cabinets agréés betréfft.

De Projet de loi gesäßt jo vir, wéi gesot, déi exterm Iwwerwaachung der CSSF ze accordéieren. Dat bréngt vill Virdeeler mat sech, déi d'Chambre de Commerce an hirem Avis och all oplëscht. D'CSSF huet en international gudde Ruff a verfügt schonn iwwer en Know-how am Réviseursberäich. Des Weideren ass et sécherlech och vum Käschtepunkt hier sénnvoll, enger bestehender Institutioon dës Missiouen unzevertrauen. Dat hu mer an der Commission juridique och esou gesinn. D'CSSF erfëllt d'Onofhängegekeets-, d'Transparenz- an d'Kontrollkonditiounen, déi d'europeesch Direktiv vorschreift.

D'Chambre de Commerce freet sech awer an désem Zesummenhang scho méi laang, ob déi bestehend Astellungsprozedure bei der CSSF de Gegebenheeten nach genügend Rechnung droen. An hirem Avis vum 19. Juni 2008 zum Projet de loi portant amélioration du cadre législatif de la place financière du Luxembourg freet d'Chambre de Commerce, fir eng effikass Supervisioun vum Secteur ze maachen, misst och méiglech sinn, fir och op énner anerem auslännesch Experte fir d'CSSF zréckzegräifen. Dat ass effektiv eng bechegte Suerg.

Fir EU-Ausländer anzestellen, do beriffet sech d'CSSF op den Artikel 24 vum Fonctionnairesstatut, deen et erlaabt, Experten anzestellen «en dérogeant aux conditions normales d'admission, de nomination, de stage et de rémunération de la fonction publique».

Am Projet de loi 6031, dee mer haut stëmme wäerten, gëtt en Accès zur Fonction publique principiell fir EU-Bierger opgemaach mat der Ausnahm vun den hoheitlichen Aufgaben. Dái solle weiderhin a Lëtzebuerg Hand bleiwen. E Règlement grand-ducal wäert dat Poste fir Poste festleeën.

Mam Hannergedanken, dass et oft schwéier ass, qualifizéiert Leit ze fannen, fir komplex finanztechnesch Aufgaben ze erledegen, muss een och bei der CSSF festleeën, wéi eng Aufgabe vun hoheitsrechtlicher Natur sinn a wou d'Nationalitéitsklausel spilt a wou net.

De Statsrot huet sech och domadder averstane gewisen, der CSSF déi extern Kontrollmissiou ze iwwerdroen. De Statsrot bemierkt awer a sengem Avis, dass d'Kontrollkompetenze vun der CSSF an dem IRE sech deelweis iwwerschneiden an dass et doduerch zu Konfusiounen ka kommen.

Et ass e wichtige Projet de loi, deen d'Vertrauen an d'Transparenz wäert am Finanza Wirtschaftsberäich stärken. Duerfir gëtt eis Fraktioun hiren Accord dozou.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Jempy Klein Merci. Elo kritt nach d'Wuert den Här Jacques-Yves Henckes.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e grousse Merci un de Rapporteur, den Här Gilles Roth, dee mat engem ganz schwierege Gesetz vun 107 Article ganz vill Méi hat, fir déi ganz Problematik, déi opkomm ass, ze diskutéieren, fir déi ze erörteren a fir Lösungen ze fannen. En



SÉANCE 15

MERCREDI, 16 DÉCEMBRE 2009

huet do en exzelle schrifftlechen an och mëndleche Rapport gemaach, fir deem ech him wëll vun onser Säit aus e ganz grousse Merci soen.

Dat Gesetz huet missen an Urgence diskutéiert ginn, well den Délai fir d'Transpositioun vun der Direktiv eriwwer wor. Mir hunn also missen an der Commission juridique eng etlech Problemer diskutéieren, a bei deenen Diskussiouen hu mer da gemierkt, datt sech och nach e puer Problemer gestallt hunn am Gesetz selwer. Mä, wa mer elo déi Amendementer, déi ech zum Beispill an der Kommissiouen propoiséert hat, diskutéiert an nogeholl hätten, wann ee vlächt aner Amendementer virgesinn hätt, da wier manifestement den Délai fir d'Transpositioun vun där Direktiv wäit no hanne gerutscht.

Duerfir, mengen ech, hu mer haut e gudde Moyen fonnt zesumme mat der Regierung, déi och offe war, fir op dee Wee ze goen, datt mer iwwert de Wee vun enger Motioun elo festhalen, datt verschidde Problemer nach eng Kéier diskutéiert ginn, während engen néng Méint sollen och analyséiert ginn, an datt deen Ablack gegebenfalls soll eng nei Proposition kommen, entweder um legislative Wee oder iwwert de Règlement grand-ducal oder soss iwwert d'Modalitéiten, déi mer nach sollen diskutéiert kréien.

Mä dat Wichtigst ass, datt mer eng Hauptproblematik musse léisen. Dat ass déi Definitioun, déi Aarbecht, déi vun engem Réviseur d'entreprises agréé gemaach gëtt, datt mer do en Distinguo maachen. Den Distinguo besteet doranner, datt e Réviseur d'entreprises agréé kann op Basis vun der Gesetzgebung, dem Projet de loi, wéi mer en elo virleien hunn, bal alles maachen.

De Réviseur d'entreprises, wéi mer en elo kennen, a wéi en elo am Gesetz définier ass, deen huet eng ganz limitiéiert Aufgab. Sou datt also all déi Entreprisen, déi an dem Revisiounsberäich täteg sinn, déi sech èm Kleng- a Mëttelbetribér këmmeren, mä och déi Entreprisen, déi sech èm déi grouss Betribér këmmeren, èm déi Entités d'intérêt public, wéi dat elo technesch genannt gëtt, dat heescht èm déi Entreprisen, déi op de Bourssé cotéiert sinn, elo ènner eng eenzeg Definitioun falen. An dorauser ergétt sech dann natierlich, theoretesch wéinstens, d'Noutwendegkeet, datt jiddwereen, deen den Titel huet vu Réviseur d'entreprises agréé, muss allegueren déi Formationen, déi gefuerdert si vun der CSSF, vun der Autorité de contrôle, matmaachen.

Or, et ass evident, datt eng etlech Cabinets vu Réviseure sech nuren èm déi mëttelstänneg Betribér këmmeren an datt se net wélles hunn, fir sech èm déi grouss Public entities ze këmmeren, déi op de Bourssé cotéiert sinn. Et ass evident, datt deen Ablack och d'Formatioun vun deene Leit muss eng aner si wéi déi vun de Réviseuren a vun deene Cabineten, déi sech èm déi grouss Betribér këmmeren.

Duerfir ass et scho wichteg, datt een eng Differenzierung mécht. Well wann ee géif higoen an allegueren deene méi klenge Cabinets de révision dëiselwecht Obligation um Niveau Formatioun ginn, da wier et kloer, datt se dat net kënnite maachen an datt se misste mat deem ganze Betrib ophalen an deen eventuell souguer un déi aner gréisser, un déi „big four“, un déi grouss Réviseursgesellschaften ofginn.

Dat däarf et net sinn, an duerfir ass et och richteg, datt mer elo versiche fir e Modus Vivendi ze fannen, fir datt déi eng hire Missiounen kënnne gerecht ginn, déi sech èm déi Kleng- a Mëttelbetribér këmmeren, an och datt ganz streng Normen opgestallt gi fir déi Leit, déi Entreprisen, déi Cabinets de révision, déi sech èm d'Entités d'intérêt public këmmeren.

Dat schéngt mer op jiddwer Fall eppes ze sinn, wat fundamental ass, well et gesäit een, datt de Réviseur d'entreprises agréé zum Beispill den Apport an eng Gesellschaft muss kënnen evaluéieren. Mä den Apport bei enger Gesellschaft cotée en bourse, wéi zum Beispill ArcelorMittal, ass

mat enger anerer Problematik verbonnen. Oder eng Bank ass eng aner Problematik, wéi wann ee muss evaluéieren, wéi vill de Büro wäert ass, deen een an eng kleng S.arl. vun engem Supermarché wëllt era-bréngen. Dat sinn zwou verschidde Missionen. Dat bedeut, datt een och net muss fir deen, dee just dee Büro muss evaluéieren, dëiselwecht Formationen hunn a verlaangen, wéi fir deen, dee muss en Apport vun enger neier Gesellschaft an e groussen internationale Grupp mat era-bréngen.

Duerfir ass dat heiten, mengen ech, eng gutt Geleéenheet gewiescht, fir ze kucken, datt een eng Verbesserung, eng Differenzierung mat erakritt. An duerfir sinn ech och frou, datt déi Motioun hei eestëmmeg vun alle Parteie ka matgedroe ginn, an datt d'Regierung, esou hu se et wéinstens an der Commission juridique gesot, och bereet ass, fir déi Motioun do unzehuelen.

Ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer hei esou eng Differenzierung gemaach hunn. Wat d'CSSF ugeet als Kontrollorgan, esou mengen ech, datt dat eng gutt Léistung ass, well deen Ablack allegueren déi, déi wëlle Réviseur d'entreprises agréé ginn, bei der CSSF mussen eng Demande maachen. A wann een dann herno bei der Kontroll eng Differenzierung mécht, datt déi méi kleng Betribér, déi sech also net èm Public entities këmmeren, solle méi vum IRE kontrolléiert ginn, dat schéngt mer eng Solution de bon sens ze sinn.

Duerfir kënne mer och mat där Gesetzgebung, wéi se elo virgeschloen ass, a mat där Reserv natierlich vun der Motioun... wollt ech awer den Accord vun der ADR zu désem Gesetzesprojet bréngen.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Henkes, an elo kritt nach ganz schnell d'Wuert den Här Braz, deen et gefrot huet. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng)**.- Merci, Här President. Ech wëll just am Numm vun där grénger Fraktioun d'Zoustëmmung zum Projet bréngen, awer och dem Här Roth Merci soe fir säi Rapport. En huet och hei, wéi mir fannen, méi wéi némmen d'Aarbecht vum Rapporteur gemaach. En huet och nach probéiert zu Konsenser bázedroen a Réuniounen ausserhalb vun der Kommissiouen. Also Merci duerfir.

Mir wëlle just och nach ènnersträichen, dass bei désem Projet de loi an eisen Aen den Text, dee mer jo laang diskutéiert hunn - well mer wossten, dass och aner Optiounen méiglech gewiescht wieren, mer awer par élimination eigentlech zu désem Text komm sinn -, mer awer och wëssen, dass ganz vill vun deem, wat och d'Reviseuren interesséiert, am Règlement grand-ducal wäert gekläert ginn.

Dat ass net d'Kompetenz gewiescht vun der Chamber. Mir wëssen awer, dass do villes wäert drastoe kommen, wat wierlech déi Leit ganz staark interesséiert, an och à juste titre. Duerfir ass fir eis och déi Motioun, déi mer matgedroen hunn, ganz wichteg, a mir wäerten och als Parlament dann an engem Joer eis nach eng Kéier mat déser Matière beschäftegen a kucken, wat fir en éischte Bilan ka gezu ginn, fir eventuell als Chamber och nach eng Kéier aktiv ze ginn, wann et misst sinn.

Duerfir vill Bedeutung haut op d'Motioun an och op de Bilan, dee mer wäerten zéien. Dat gesot, brénge mer d'Zoustëmmung zu désem Projet.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Braz. An elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice**.- Merci, Här President. Erlaabt mer och fir d'Alleréischt Ärem Rapporteur, dem Gilles Roth, Merci ze soe fir säi schrifftlechen a mëndleche Bericht, well en effektiv et fäerde bruecht huet, eng ganz komplex Matière verständlech duerzeleeën. Et ass e Gesetz, wou een natierlich gär seet: „Et ass eng technesch Matière“, an da geet een driwwer ewech, an da geet och dobaussen an der Öffentlechkeet een driwwer ewech.

Et ass awer eng extrem wichteg Matière, och fir d'Kredibilitéit vu Lëtzebuerg, net némmen, mä och als Finanzplaz. An duerfir ass et scho wichteg, dass mer hei versicht hunn en Text ze maachen, deen doausse garantéiert, dass mer seriö sinn,

wat jo heiansdo a Fro gestallt gëtt. Èmsou méi wichteg ass et, dass mer elo kucken déi Direktiv, wou mer iwwerfälleg waren, èmzeseten. De Projet de loi ass awer vu mengem Virgänger schonn am Abrëll 2008 deponéiert ginn, just fir dat ze soen.

Et ass och fir mech als Justizminister eng Erfahrung, mengen ech, déi ech nach ni hat, obwuel ech schonn zéng Joer Minister sinn. Ech war elo e puer Méint en charge vun deem Projet de loi, dee scho praktesch fäerde war, vum Statsrot aviséiert, mat deem Resultat, dass ech elo, soubal en hei vun lech gestëmmt ass, iwwerhaapt náischt méi mat deem Projet de loi da wäert ze dinn hunn, an och mam Gesetz a mat de Règlements d'exécution.

Et ass e Projet, dee mäi Virgänger als Justizminister deponéiert huet, a wann et eriwwer ass, da kritt mäi Virgänger en erém, awer net méi als Justizminister, mä als Finanzminister däarf hien en dann exekutéieren. Duerfir sinn ech och frou, dass en de Mëttetg bei eis ass.

Et ass och esou, dass mer eng ganz Partie vun deene Reglementer, vun deene mer geschwat hunn, amgaang sinn och esou séier wéi méiglech fäerde ze maachen, notamment den Taxereglement, wou d'CSSF do och zum Beispill mam IRE do riwwer diskutéiert huet.

Ech sinn och ganz frou, dass d'Membere vun der Chamberskommissiouen hei der Meenung waren, et sollt een net elo all Fro, déi sech kënnnt stellen, versichen duerch nei Amendementer ze léisen, mä eis den Optrag ginn hunn, fir ze kucken do hannendrun ze bleiwen als Regierung. Duerfir, ech schwätzen och am Numm vum Finanzminister, dee jo d'Gesetz elo èremkrit, kënne mer als Regierung déi dote Motioun absolut unhuellen.

Et kommen natierlich eng ganz Partie Neierungen, och am Zesummeliewen am Land vun deenen eenzelnen Institutiounen. D'CSSF, dat ass scho gesot ginn, hätt ee kënnnen duerch eng aner Autoritéit erersetzen. Mir haten dat och am Virfeld diskutéiert, an Dir hutt et och diskutéiert. De Problem vun engem klenge Land wéi Lëtzebuerg ass, fir dauernd nei Autorités indépendantes opzerichten, déi sech èmmer erém mussen nei mat där Fro auserneesetzen: Wéi agéiers de als Autorité indépendante? Dat ass ganz, ganz schwierig. D'Philosophie ass eng, déi kënnnt aus dem angelsächsische Raum, mir hunn net déi Tradition vun Autorités indépendantes. Duerfir ass et scho gutt, dass mer elo dat net multiplizieren am Land. Mir hunn der schonn eng ganz Partie, mä et ass d'CSSF. Et gëtt mat allen eventuelle Schwierigkeiten, déi do kënnne kommen oder net.

Den IRE, dee seng 20 Joer gefeiert huet, dee wäert och weiderbestoen. Den IRE wäert och elo aner Missiounen kréien. Dee muss och mat der CSSF zesummeschaffen. Ech mengen et ass och wichteg, dass deen IRE awer weiderbesteet fir déi zwou Zorte vu Réviseuren, souwuel déi eng, déi normal Réviseuren, wéi déi Agréés, well et och wichteg ass, dass déi Professionen sech selwer Qualitätsstandarde setzt an no vir kënnnt.

An deem Senn ass et esou, dass de Justizminister awer nach eppes Klenges domat ze dinn huet, obwuel net méi mat der Professionen, mä mat de Professionellen - well alles, wat d'Normes comptables ubellaangt, wou mer elo endlech och e Plan comptable uniforme zu Lëtzebuerg hunn, ass et de Justizminister, dee weider an deene Gesetzgebunge maassgebend bleibt -, an dass en och do mat deenen eenzelnen Entitéit wäert zesummeschaffen. An deem Senn sinn ech frou hei ze spieren, dass dése Projet eng Unanimitéit fénnt. Ech mengen et ass eng gutt Saach fir Lëtzebuerg.

Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Ech soen dem Justizminister Merci, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5872.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischte déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5872 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen an 1 Enthalung

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5872 est adopté par 59 voix pour et 1 abstention.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Raymond Weydert), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Nancy Arendt), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henkes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Vote sur la motion 1

An dann hu mer hei nach iwwer eng Motioun ofzestëmmen, déi vum honorablen Här Roth erabruet ginn ass. Vu datt all Fraktiounen déi Motioun matdroen, ginn ech dovun aus, datt mer déi kënnnen à main levée ofstëmmen.

Duerfir géif ech froen: Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da wier déi Motioun mat enger Enthalung ugeholl.

Da kíeme mer elo zum Projet de loi 6064 iwwert de Bac international. Hei ass d'Riedezaït nom Basismodell festgeluecht, an hei hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Schaaf, Bauler, Braz a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

4. 6064 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 juillet 2006 autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du Baccalauréat international

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

► **M. Fernand Diederich** (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Madame Minister, Dir Häre Ministeren, Kolleginnen a Kollegen, de Gesetzesprojet 6064, deen eis hei virläit, ass den 2. September 2009 vun der Madame Minister vun der Éducation nationale déposéiert an den 3. Dezember an der Kommissiouen presentiert ginn, nodeem de Statsrot de 24. November en Avis favorable ofginn hat. D'Gesetz besteht aus engem eenzegen Artikel, duerch deen den drëtten Alinea vum Artikel 3 vum Gesetz vum 21. Juli 2006 iwwert de Bac international ofgeännert gëtt.

D'Kommissiouen vun der Éducation nationale an der Formation professionnelle hat deemools an hirem Rapport drop higewi-



SÉANCE 15

MERCREDI, 16 DÉCEMBRE 2009

sen, datt ongefíer 150 jonk Leit téschent zwielef a 15 Joer all Joer op Létzebuerg kommen a jee no hiren intellektuelle Fäegkeete solle scolariséiert ginn. Den Accès zu de klassesche Secondairestudien bleift hinen oft verwiert, obscho se déi intellektuell Capacitéiten hätten, fir Studien op désem Niveau ze maachen. Och wa se sech a relativ kuerzer Zäit dat néidegt Wéssen am Franséischen uneegnen, esou schaffe se et net glächzäiteg déi däitsch Sprooch um selwechten Niveau ze beherrschen, esou wéi hir Kolleegen, déi duerch d'Létzebuerger Grondschoul gaange sinn.

Fir deene Schüler et ze erlaben, postprimaire Studien an der Létzebuerger öffentlecher Schoul ze maachen an hir Fäegkeiten net duerch hir Problemer am Däitsche verluer goen ze loessen, mä am Interessi vun dem Wirtschaftsstanduert Létzebuerg ze développéieren, gouf duerch d'Gesetz vum 2006 d'Méglechkeet vum Bac international geschaf, dëst och am Hibléck op d'Chancégerechtegkeit fir déi Kanner, deenen hir Elteren d'Moyenen net hunn, de Mineralv vun de Privatschoulen ze bezuelen.

De Moment gëtt de Bac international zu Létzebuerg an zwee Lycéeën ugebueden. Sait dem Schouljoer 2006/2007 am Lycée technique du Centre, mat der éischter Sprooch Franséisch, der zweeter Sprooch Englesch an der drëtter Sprooch Däitsch. Op de 15. November 2009 besichen 48 Studenten d'Klasse vu Quatrième bis Première. Dëse Bac gëtt géréiert vun der Organisatioun vum Baccalauréat international, déi hire Sétz zu Genf huet an dem LTC den Agrément erdeelt huet. De Bac international ass equivalent mat dem Létzebuerger Diplôme de fin d'études secondaires an erlaabt den Accès zu universitaire Studien.

No der Schafung vun dëse Klassen ass aus de Wirtschafts- a Finanzkreesser eraus d'Demande erakomm, fir och esou Klasse mat der Haaptspiroch Englesch ze organiséieren. Sait dem Schouljoer 2007/2008 gouf den Athénée Létzebuerg autoriséiert, eng Classe d'accueil mat der Bezeichnung „Classe de cinquième internationale“ ze schafen, an op de 15. November 2009 besiche 54 Schüler d'Klasse vu Cinquième bis Troisième, mat der zweeter Sprooch Franséisch an der drëtter Sprooch Däitsch. D'Prozedur fir den Agrément sätens dem Athénée ass amgaang.

Well de Législateur awer, mat Bléck op d'Bedeitung an d'Virdeeler vun der Méisproochegkeit, op d'Kenntnisser an der drëtter Sprooch, am Däitschen also, Wäert geluecht huet, war eng Bedéngung zur Zouloossung zum Exame fir de Bac international, datt de Schüler e véierjährege Studienzyklus an der däitscher Sprooch misst kënnen noweisen. Mat der Zäit huet sech awer erausgestallt, datt dës Sproochekonditioun der gewënschter Absicht net gerecht gëtt. Engersäits hunn eng Rei Kandidaten, déi sech op e véierjährege Zyklus kënnen beruffen, trotzdem net déi erfuerderlech Kenntnisser, wougeint anerer, déi méi schnell ee méi héije Wéssensstand kënnen erreechen, opgrond vun der véierjährege Bedéngung net zum Examen zougelooss ginn.

Opgrond vun dësen Iwwerleeunge gëtt am Article unique vum neie Projet de loi dee véierjährege Zyklus ofgeschaافت, an et gëtt festgeluecht, datt d'Schüler den Niveau A2 vum gemeinsame Referenzkader fir d'Sprooch mussen erreecht hunn, esou wéi e vum Conseil de l'Europe festgeluecht ass. Et handelt sech èm en Niveau, deen am Kader vun de Kompetenzsocië festgesat ass, an deen all d'Schüler vun der Létzebuerger Grondschoul mussen erreecht hu virum Wiessel an den Enseignement postprimaire.

Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dës Modifikatioun vum Gesetz vum 21. Juli 2006 schaft eng On-gereimtheet aus der Welt an erlaabt et, de Wéssensstand vun de Schüler op eng méi objektiv Aart a Weis festzestellen. Se stellt domat eng Verbesserung duer fir déi jonk Leit, déi sech der Épreuve vum Bac international wölle stellen.

An deem Senn ginn ech den Accord vu menger Fraktiou zu dësem Gesetzesprojet an ech soen lech Merci fir d'Nolauschten.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Rapporteur, dem honorabelen Här Diederich, Merci. Als éischte Riedner ass den Här Jean-Paul Schaaf agedroen. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).**- Här President, léif Kolleegen, Madame Minister, esou wéi dee Projet hei eigentlech séier duerch d'Chamberskommissioun gaangen ass, esou wéi de Statsrot keng Remarque dozou gemaach huet, an esou wéi de Rapporteur en hei ganz séier rapportéiert huet, an dat, mengen ech, och ganz ausféierlech gemaach huet, bleibt mir am Fong geholl un éischter Stell, him, dem Fernand Diederich, vun déser Plaz aus Merci ze soe fir säi Bericht.

Et ass, wéi mer konnten héieren, e klenge Projet, also e kuerze legislativen Text, deen awer, mengen ech, fir déi concernéiert Leit eng grouss Bedeutung huet. An déi Concernéiert, dat sinn ebe jonk Leit, déi hei zu Létzebuerg wölle de Bac international maachen, entweder a franséischer oder an englescher Sprooch, a laut der aktueller Gesetzgebung véier Joer Däitsch an der Schoul musse beluecht hunn, an an der zukünftiger Phas dann eben en Niveau müssen erreechen.

Et ass jo eigentlech dat, wat mer wölle, dass déi Méisproochegkeit garantéiert bleibt, an dass dat elo ebe geschitt iwwer een international unerkannte Wee. Dat geschitt ouni Qualitésverloscht. Et ass also e Projet, deen, mengen ech, ganz am Senn vun der Saach ass, a virun allem och vun de Leit, déi et concernéiert.

D'Argument ass nach zousätzlech unzeféieren, dass jo souwisou och dat Däitsch, wat verlaagt gëtt, an der Schoul net méi an och am Examen net méi ofgefrot gëtt, deen Examen, dee jo och international zu Genf ausgewäert gëtt.

Wichtig ass dëse Projet eigentlech fir dräi Kategorië vu Leit, oder vun dräi Argumenter, déi et dozou gëtt. Dat eent si selbstverständliche déi jonk Leit. 103 Studenten, konnte mer liessen an héieren, sinn de Moment an déi do Filière ageschriwwen vun 33 verschiddenen Natiounen, dovunner och sechs Létzebuerger. Fir si a fir déi, déi hannendru kommen, ass dat doten, mengen ech, eng gutt Saach.

Wichtig ass dat selbstverständlich fir hir Elteren. Dat sinn dacks Employéé mat internationalem Statut, dat si Leit, déi vun auswäerts op Létzebuerg kommen a fir déi déi Regelung hei eng Vereinfachung vun hirem Liewe bedeit.

An u leschter Stell ass dat eng Regelung, déi, mengen ech, e Puzzlesteck am Gesamtbild vun engem fréndleche Létzebuerg, vun engem attraktive Standuert, fir ze wunnen an ze schaffen, duerstellt, also och am Senn ass vun den Institutionen, vu Land a Leit, wéi een dat kann zesumme formuléieren.

Dat gesot, wéll ech der Regierung an der Ministesch Merci soe fir dëse Projet, dee wierklich, mengen ech, e sennvollen, gudden a wichtige Projet ass, an den Accord gi vun der CSV-Fraktiou.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Schaaf Merci. Als nächste Riedner ass den Här Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Mat dësem Projet de loi gëtt an deem Senn innovéiert, datt net méi, wéi gesot, wéi d'Virriedner scho gesot hunn, d'Dauer vun de Studien an der drëtter Sprooch considéréiert gëtt, fir zum Examen zougelooss ze ginn, mä de Wéssensniveau, an dësem Fall den Niveau A2.

Ech schléisse mech och gären der Remarque vum Här Schaaf iwwert de Standuert, bezüglichweis d'Standuertfro un: Et ass sécherlech ee Bäitrag dozou.

Als DP-Fraktiou begréisse mer natierlech dës noutwendeg Upassung, déi eiser Meebung no eng méi objektiv a gerecht Konditioun duerstellt, a ginn dann och den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Ech sinn dann och besonnesch frou, datt de Bac international och elo bei der LSAP Uklang feennt, net wéi au départ, wou de Gros vun der Fraktiou dergéint war.

(Interruptions)

Ofschléissend wéll ech dem Rapporteur, dem honorabelen Här Fernand Diederich, Merci. Als éischte Riedner ass den Här Jean-Paul Schaaf agedroen. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Bauler Merci. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech fänken do un, wou den Här Bauler opgehal huet: Ech soen dem honorabelen Här Bim Diederich Merci fir sain ausféierleche Rapport.

Mam Projet de loi 6064 wëlle mer d'Gesetz vum 21. Juli 2006 iwwert d'Schafung vun internationale Klassen, déi zum Bac international féieren, op engem eenzege Punkt émänneren.

Am Gesetz vum 2006 stoung, datt ee misst eng drëtt Sprooch wéinstens véier Joer laang studéiert hunn, fir kënnen de Bac international an enger öffentlecher Schoul zu Létzebuerg ze maachen. Dat ass eng Konditioun, déi näischt mam Bac international ze dinn huet. Mir haten hei eng spezifisch Létzebuerger Klausel agefouert.

Elo huet sech awer erausgestallt, datt déi Konditioun vum ale Gesetz, véier Joer eng aner Sprooch studéiert ze hunn, net vill Wäert ass. No véier Joer Studium gëtt et Leit, déi vill wëssen, an et gëtt der, déi wéineg wëssen. Do derniewent, an dat ass vill méi grave, gëtt et Leit, déi keng véier Joer eng Sprooch studéiert hunn an duerfir net zum Ofschlosssexame konnten zougeleoss ginn, an awer e ganz héijen Niveau an därs Sprooch erreecht hunn.

Duerfir steet am neie Gesetz, wat mir elo debattéieren, déi drëtt Sprooch misst een an engem Niveau A2 kennen, an zwar referéiere mer eis do op den Niveau A2, wéi en am gemeinsame Referenzkader fir d'Sprooch vum Conseil de l'Europe definiert ginn ass. Dës Approche schéngt eins méi logesch wéi déi am ale Gesetz. Duerfir wäerte mer och net géint dat Gesetz stëmmen.

Mir froen eis allerdéngs, ob mir net besser op dës spezifisch Létzebuerger Solutionen fir den Zugang zum Bac-international-Exame sollte verzichten. Et gëtt hei jo just eng Barrière opgebaut, fir en Ofschloss ze kréien. Mir fannen et scho positiv, datt mer alle Bac-international-Studenten d'Chance ginn, eng drëtt Sprooch ze léieren. An dat ass bis elo an deenen zwou Schoulen, déi dee Studiegang ubidden, déi däitsch Sprooch. Esou ass et och begréissenswäert, datt et zum Beispill am Lycée technique du Centre fir d'Bac-international-Studenten heesch: «L'allemand est enseigné à un niveau adapté. Les débutants sont acceptés en classe de quatrième.» Dat fanne mir ganz gutt. D'Zilgrupp si jo jonk 15- a 16-jähriger, déi rezent an d'Land komm sinn.

D'Lëscht vun den Nationalitéiten, den Här Schaaf huet et och ugeschwat, vun den aktuelle Studenten ass beandrockend. Et sinn 33 verschidden Nationalitéiten, a just knapp 6% si Létzebuerger.

Et schéngt eins net ganz logesch ze sinn, dëse jonke Leit aus allen Häre Länner an A2 an der däitscher Sprooch ofzeverlaangen, fir zu dësem Examen zougelooss ze ginn, zumools wou dësen Examen déi däitsch Sproochkenntnisser weder préïst nach certifiert.

Mir ersetze mat dësem Gesetz eng strikt Konditioun aus deem ale Gesetz duerch eng aner strikt Konditioun, déi eis zwar méi sennvoll erschéngt, wou mir awer mengen, datt se eben, well se esou strikt ass, erëm eng Kéier zu Problemer an der Praxis wäert féieren, a mir ginn duerfir eis Zoustëmmung zu dësem Gesetz net. Déi gréng Fraktiou wäert sech beim Vote zu dësem Gesetz enthalten.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Adam Merci. Als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der ADR wéilt ech och eisem

Rapporter e grousse Merci fir sain ausgezechente Rapport soen. D'ADR kann dee Projet hei matstëmmen, mä si mécht et awer ouni Begeeschterung. Mir maachen et am Interessi vun deene meeschitens auslännische Kanner, déi hei sinn, als Kontributioun selbstverständlich zum Standuert Létzebuerg am ekonomesche Beräich an och am politesche Beräich, eben, well och vill Diplomatekanner concerneert sinn.

Ech wéilt awer e puer Punkten hei däitlech énnersträichen. Den éischten ass, datt d'ADR un der Dräisproochegkeet vun eisem Unterrechtssystem ganz allgemeng festhält, an zwar heescht dat fir eis, datt ee muss déi dräi Sproochen op engem gläch héijen Niveau kënnen beherrschen. D'Regierung huet ugekënnegt, datt se wéllt vun deem Prinzip ewechgoen: Mir sinn net domadder d'accord.

De Bac international ass zwar äquivalent mat enger Létzebuerger Première, mä de Statsrot seet eis jo och, datt deen Niveau am Däitsche just den A2 ass, also just Primärschoulniveau. Dat geet eis net duer. De Bac international därf keng Auswäich-méiglechkeet gi fir Leit, déi hei am Land wélle eng Létzebuerger Première maachen, déi awer dem Sproochenniveau am Däitsche wélle aus dem Wee goen.

Här President, d'Madame Minister huet ouni Zweifel Recht, wa si festgestallt huet, datt véier Joer Däitsch an enger Schoul net méi vill ausseet. Dat huet och ze di mat dem Kompensiounssystem, dee mir hei an eise Schoulen hunn. Wie véier Joer Däitsch kompensiert, huet zwar véier Joer Däitsch gemaach, mä herno effektiv ganz wéineg Wëssen. Och fir eis erëm eng Geleeënheet, fir dorun ze erënneren, datt, wa mer gär Schoule mat Niveau hätten, d'Kompensiounne musse komplett verschwannen.

Ech wéilt aus Aktualitéitsgrénn nach op verschidden Émfroen agoen, déi och a leschter Zäit hei gemaach gi sinn. De Moien ass fir d'éischt der Chamber an duerno der Press d'Etüd PIRLS virgestallt ginn.

Ech wéll also duerfir vläicht nach kuerz e Wuert soen iwwer eng aner Etüd, déi d'Madame Delvaux fir 200.000 Euro mache gelooss huet. Dat ass déi ICCS, déi „International Citizen and Citizenship Study“. Déi Etüd ass fir eis net akzeptabel. D'Schüler goufe gefrot, fir Informatiounen mat privatem Charakter iwwer hir Famillje bekannt ze ginn. D'Schüler krute vun der EMACS-Zell vun der Universitéit, mat der Erlaubsnis selbstverständlich vun der Unterrechtsministesch, Froe gestallt, wéi zum Beispill, wéi vill Buedzémmere si doheem hunn. Si krute Froen iwwert d'Nationalitéit an d'Behuelen an der Gesellschaft gestallt, déi an den Ae vu ganz ville Leit seriö ethesch Froen opwerfen.

Niewebäi bemierkt hunn ech misse feststellen, datt déi Leit bei de politesche Froen amplaz ADR fir meng Partei ARD geschriwwen hunn,....

(Hilarité)

...an dat si mer jo soss just aus der satirescher Press gewinnt. Et sollt awer an engem Unterrechtsministère, Madame, net geschéien.

Wéi ass et méiglech, datt eis Kanner Froe gestallt kréien, wéi zum Beispill, ob d'Kanner mengen, datt ee muss eng gewësse Relioun hunn, fir kënnen Létzebuerger ze ginn? Wéi ass et méiglech, datt Froen iwwert d'Nationalitéit gestallt ginn, déi tendenziös sinn an net der aktueller Légitatioun iwwert d'Létzebuerger Nationalitéit entspriechen?

Déi ICCS-Etüd soll dräi Joer dauer, dräi Joer Sue kaschten an dräi Joer ethesch Froen opwerfen. Mir mengen, datt domadder Schluss gemaach soll ginn.

Nach e Wuert zur PIRLS-Studié an iwwert den Niveau, deen do gefrot ass. Et ass vläicht interessant, mir hunn dat de Moie gesinn, wou déi Etüd eis presentéiert ginn ass, wat do an deem franséischen Text eitgentlech drastoung fir d'Franséisch, dat eis Kanner presentéiert ginn ass.



SÉANCE 15

MERCREDI, 16 DÉCEMBRE 2009

Do war eng kleng Geschicht, déi d'Kanner hu misse verstoen, do war d'Haaptfigur en Annette, an d'Annette huet sech an der Geschicht niddergeknéit. Et ass eng sympathesch Geschicht. Et huet sech iergend-wéi niddergeknéit, an dat heescht am Franséische vun der Madame Delvaux himmel Ministère: „Annette s'est mise à genouilles.“

► **Une voix.**- Oh!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- An dat ass awer kee Franséisch!

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Kartheiser Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert: d'Erzéiungsministesch Madame Mady Delvaux-Stehres.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Rapporteur villmools Merci soe fir säi Rapport och zum Bac international, deen hie bruecht huet. Ech denken, dass mer, och wa liicht Divergenze bestinn, e Konsens hunn, dass et gutt ass, dass mer de Bac international zu Lëtzebuerg - an ech insis-tieren - an der öffentlecher Schoul hunn.

Dat ass e Gesetz vun 2006, wat ech hei presentéiert hunn, an dat huet och deemools breet Zoustëmmung fonnt an der Chamber, well mer allegueren agesinn hunn, dass Lëtzebuerg e Land ass, wou vill Leit hikommen, och vill jonk Leit, an dass eiser aller Intérêt doranner besteet, de Kanner, deene Jonken, déi op Lëtzebuerg kommen, och wa se méi spéit an d'Land kommen, eng Méglechkeet ze ginn, fir sech esou héich wéi méiglech ze qualifi-zéieren. An de Bac international an der öffentlecher Schoul ass eng Méglechkeet dovunner. Dat ass net déi eenzeg, mä dat ass eng Méglechkeet.

Well mer awer zu Lëtzebuerg och déi Suerg hu vun der Villsproochegkeet, vun der Mehrsproochegkeet, an dass mer eis kënnen op Däitsch, Franséisch, wat eis ad-ministrativ Sprooche sinn niewent dem Lëtzeburgeschen, dass déi Leit, déi laang zu Lëtzebuerg liewen, sech an deene Sprooche kënnen erëmfannen an ènnere-neue kommunizéieren, hat Lëtzebuerg schonn 2002 festgehalen, wéi dann iwver-haapt d'Unerkennung vum Bac internatio-nal oder d'Gläichstellung vum Bac internatio-nal mam Lëtzebuiger Premièresexamen deemools schonn am Gesetz festge-hale gi war, dass zu Lëtzebuerg Däitsch e wichtegt Element wär, well mer déi Suerg hu vum Zesummeliewen hei, an dass een also misst Däitsch als supplementar Kondi-tiou froen niewent deenen zwou Haapt-sprooche vum Bac international, déi da Franséisch an Englesch sinn.

Ech wollt och iwwert dës Ännierung, déi hei proposéiert ginn ass, fir eigentlech eng Konditioun vu véier Joer Däitsch léieren ze ersetzen duerch d'Erreeche vum Niveau A2 am Däitschen, eigentlech net un déi fundamental Diskussioun erugoen, ob mer kënnen zu Lëtzebuerg soen, dass een duerch d'Lëtzebuiger Schoul ka goen, ouni iwverhaapt Däitsch geléiert ze hunn, well Däitsch jo e wichtegt Element ass fir d'Zesummeliewen hei, an duerfir hunn ech déi Diskussioun net opgemaach. Ech wär och der Meenung, besonnesch wann ech hei d'Riedner héieren, dass mer awer nach èmmer e Konsens hunn, dass déi dräi Sprooche fir Lëtzebuerg wichtig sinn, dass een allerdéngs net vu jiddwerengem an deenen dräi Sproochen déiselwecht Konditioun soll verlaangen. Dat ass eng Illus-ioun.

Ech kenne ganz wéineg Leit, déi am Lëtze-burgeschen, Däitschen a Franséischen an och nach am Engleschen deeselwechten Niveau an deene véier Sproochen hunn. Duerfir denken ech, dass et illusoresch ass vun de Leit, ze behaapten, dass dat muss d'Regel si fir allegueren d'Kanner, déi an d'Lëtzebuiger Schoul ginn.

Ech gesinn hei entrüsté Gesiichter. Wahr-scheinlech sëtzen heibanne ganz illuster Ausnahmen a lauter Leit, déi déi véier

Sproochen op deeselwechten Niveau beherrschen!

(Brouhaha général)

Duerfir wéll ech alleguer, déi heibanne sinn, aushuelen aus däi doter Regel.

(Interruption)

An duerfir freeën ech mech iwwert de Konsens zu déser klenger Ännierung un deem Projet.

Ech wollt eigentlech net äntworten, net agoen, well et eigentlech net zum Débat gehéiert, op international oder national Etüden. Ech wollt zwou Saache just rich-tegstellen. Et ass richteg, dass de Ministère vun der Éducation nationale décidéiert huet, zesumme mat Ofsprooch an der Re-gierung, dass mer géifen un enger internationaler Etüd deelhuelen iwwert d'Citoyen-neté, well dat jo e wichtige Begréff ass, a well mer eigentlech praktesch keng Infor-matioun hunn iwwert d'Wéssen an awer och d'Astellung vun de Lëtzebuiger Ju-gendlechen zu deem wichtegen Thema awer: Wat ass e Bierger? Wat denke mer? Wéi behuele mer eis? A wat ass wichteg zum Beispill iwwert déi transversal Kom-petenzen, well mer jo èmmer soen, d'Schoul soll net némme Wësse vermittelten, mä soll och Bierger erubilden, dass mer eng Iddi hätten, wou mer géifen dostoent.

Et ass eng international Etüd, ICCS ge-nannt, a mir hunn d'Uni Lëtzebuerg do-mat chargéiert, fir déi Etüd fir de Lëtze-buerger Ministère ze maachen. D'Uni huet dorunner en nationale Questionnaire ge-haangen, deen ènnert der Verantwortung vun der Universitéit Lëtzebuerg gemaach ginn ass. Ech iwwerhuele gären all Verant-wortung, fir déi ech zoustänneg sinn, awer ech géif mengen, déi Plaz, wou een déi Froen, déi den Här Kartheiser hei opgeworf huet, misst diskutéieren, dat wär mat der Uni Lëtzebuerg.

Ech wéllt lech och soen, dass mer de Mo-ment nach kee Feedback hunn iwwert déi Informatiounen, iwwert déi Froen, déi do gesammelt gi sinn, an dass mer ganz be-stëmmt, an ech wollt domadder fir d'ëscht an d'Chamberskommissioun kommen, d'Geleeënheet hunn, dorriwwer ze diskutéieren, wou ech dann eise Partner, d'Uni-versitéit Lëtzebuerg, selbstverständlech gär derbäi hätt, fir en toute objectivité an ouni Polemik iwwert déi Froen hei ze schwätzen.

Dann ee Wuert: Et ass falsch, dass de Moien d'PIRLS-Etüd virgestallt ginn ass. PIRLS war 2006, an déi Etüd ass scho virun zwee Joer virgestallt ginn. Mir hunn als Lëtzebuiger eng Zousazstudié gemaach, fir ze kucken, wéi eng Liesekompetenz d'Kanner, eis Schüler am sechste Schouljoer am Däitschen an am Franséi-schen hunn.

Mir hunn, fir déi national Etüd ze maachen - déi ass némmen national - Texter vu PIRLS benotzt, also déi Texter, déi interna-tional ausgeschafft gi ware fir d'PIRLS-Etüd. Do si véier Texter fräi, déi d'Länner kënne fräi benotzen, an déi hu mir benotzt, fir zu Lëtzebuerg déi Etüd ze maachen. Déi ass vun engem Konsortium gemaach ginn: Universitéit Tréier, Dortmund, Bamberg, Berlin a Lëtzebuerg. Et ass also net némmen d'Universitéit Lëtzebuerg. Do sinn déi Texter benotzt ginn, op déi den Här Kartheiser elo Referenz gemaach huet, an déi Texter sinn esou iwwerholl ginn, wéi se an der internationaler Etüd eraus-gaange sinn.

Déi franséisch Texter si vu Frankräich, der Belsch a Kanada, zesummen hu se den - wéi soll ech dat nennen? - den „go“ kritt, fir däerfe publiziéiert ze ginn. An deem Text ass effektiv e franséische Feeler dran. Dat ass net e Lëtzebuiger Text, dat ass en Text, wéi gesot, dee vun engem interna-tionale Gremium erausgestallt ginn ass, an do stéet amplaz „Genou“ „Genouille“.

Do hu mer dann eng Diskussioun gefouert, ob mer dee Feeler sollte redresséieren, wa mir déi Texter vun der PIRLS iwwerhuelen, an ob mer se solle verbesseren, an do hunn d'Expertén décidéiert, fir dass mer de Verglach këinte maachen, vu dass déi-selwecht Texter schonn 2006 bei PIRLS ge-bräucht gi sinn - also, ech war un der Dis-kussioun net bedeelegt -, déiselwecht Tex-ter dës Kéier nach eng Kéier ze gebrauchen. Dat erkläert, firwat elo do e Feeler ass.

Ech wollt dem Här Kartheiser awer félici-tiéiere fir seng Perspicacitéit, well hie war deen Éiscnten, deen de Moien dee Feeler direkt gesinn huet während der Virstellung. Wéi d'Experte geschwatt hunn, hat hien zilbewosst direkt de Feeler entdeckt.

Also, Félicitatiounen, ech denken, dass den Här Kartheiser eng Vocatioun verpasst huet.

(Brouhaha et hilarité)

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, géi-ech lech Merci soe fir de Support, also fir d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz, an ech froen, dat dann och esou ze stëmmen.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen der Ma-dame Erzéiungsministesch Merci. Den Här Kartheiser freet nach eng Kéier d'Wuert. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, villmools Merci. Ech soen der Madame Minister selbstverständlech Merci fir déi Komplimenter, déi ech krut, awer duerfir huelen ech d'Wuert net.

Ech wollt elo just nach eng Kéier soen, dat ech awer mat deem Prinzip net d'accord sinn, datt en Unterrechtsminister hei stéet an d'Verantwortung fir eng Etüd, déi an eise Schoule gemaach gétt, op d'Universitéit ofwälzt.

Ech mengen, mir hunn e Minister, dee kompetent ass fir dat, wat an eise Schoule geschitt, an dozou gehéiere selbstverständlech och Etüden, déi an deene Schoule gemaach ginn. Et ass net poli-tesch oninteressant, fir ze wëssen, wéi e Genre vu Froen eise Schüler do gestallt gétt, an ech fannen et politesch net kor-rekt, fir sech dann aus däi Verantwortung wéllen erauszestielien.

Entweder et ass een Unterrechtsminister an et huet een d'Verantwortung fir dat, wat an de Schoule geschitt, oder et kann een déi Verantwortung net droen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Au vote!

► **M. le Président.**- Sou, mir kommen... Jo, d'Madame Erzéiungsministesch wollt nach reagéieren.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Ech wollt ganz kuerz nach eng Kéier soen, dass ech selbst-verständlech all d'Verantwortung iwwer-huelen, dass ech awer gär hätt, dass mer sollen a Rou eng Kéier iwwert dee Ques-tionnaire diskutéieren an eis net op sati-resch Zeitungen an iergendwellech Com-muniquéé beruffen, fir dorriwwer ze diskutéieren. Mä ech hale vill vun objektiven Débaten, an duerfir hunn ech gesot, ech géif gär fir d'ëscht an der Chamberskom-missioun dorriwwer diskutéieren, an dann dorauser Konklusiounen zéien, an ech wär dankbar fir d'Objektivitéit vum Débat, wa mer dat këinte roueg maachen.

Merci.

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Sou, mir kommen awer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6064.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'ëscht déi per-sénlich Stëmmen. Dann de Vote par pro-curation. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6064 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen a 7 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Nancy Arendt), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Ben Fayot), Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helmin-ger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henkes et Fernand Kartheiser; M. André Hoffmann.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Wéllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kéimen dann elo zum leschte Projet de loi vun haut, dem Projet de loi 6031, en-ger Ofännérung vum Statsbeamtestatut. D'Riedezäit ass nom Basismodell festge-luecht. Bis elo si schonn ageschriwwen: déi Hären Etgen, Klein, Gibéryen an Hoff-mann.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Pro-jet de loi, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

5. 6031 - Projet de loi modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

b) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des em-ployés de l'État;

c) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

d) la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration pu-blique

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification ad-ministrative

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 6031, dee véier verschidde Gesetzer ofännert, léisst a sen-gem Intitulé net erkennen, wat dann de wierklechen Objet vun deem Gesetz ass. Duerfir wéllt ech och an der Aféierung vu mengem Rapport kuerz drop hiweiseen, wat dann d'Zilsetzung ass. Déi kann een nämlech a véier oder fënnef Punkten ze-summefaassen.

Den Text soll:

éischtens, den Zugang vun de Bierger aus der Europäischer Unioun zu der Lëtze-buerger Fonction publique regelen;

zweetens, nei Bestëmmungen aféieren iwwert d'Sproochkenntnisser vun de Kandi-daten, déi bei der Fonction publique agestallt wölle ginn, an den INAP, den Insti-tut national d'administration publique, mat der Kontroll vun deene Sproochkennt-nisser chargéieren;

drëttens, den INAP nei strukturéieren an em d'Méiglechkeet ginn, nei Formatiouns-coursen unzébidden;

véiertens, d'Employéen, déi duerfir dat neit Schoulgesetz vum Stat iwwerholl goufen, mat den Employé vum Stat gläch-stellen, wat hir Pensiounsrechter ueget;

fënneftens, déi rechtlech Situations vun deenen Employé sécherstellen, déi am Laf vun deene leschte Joren duerfir d'Bestëmmunge vun de Budgetsgesetzer agestallt goufen.

U sech géif dat jo schonn duergoen. Ech erlabe mer awer, an den Detail vun deene fënnef Punkten anzegoe fir déi Kolleegen, déi dat och interesséiert.

Éischtens, zum Zugang zu der öffent-cher Funktion fir EU-Bierger. An deenen dräi Gesetzer iwwert de Statut vun de



SÉANCE 15

MERCREDI, 16 DÉCEMBRE 2009

Statsbeamten, de Statsemployéen an de Gemengebeamte gëtt d'Bedéngung, dass ee Lëtzebuerger muss sinn, fir beim Stat oder bei der Gemeng agestallt ze ginn, duerch d'Bedéngung ersat, dass ee Bierger vun engem vun de Länner aus der Europäischer Unioun si muss.

Allerdéngs bleift d'Bedéngung vun der Lëtzebuerger Nationalitéit bestoe fir déi Personen, déi an hirem öffentlechen Aufgabeberäich, op deem Posten, wou se sinn, un der direkter oder indirekter Ausübung vun hoheitsrechtlichen Aufgabe bedelegt sinn oder déi responsabel si fir d'Erhalen oder d'Vertidege vun Interesse vum Stat a vun de Gemengen.

D'Gesetz beschränkt sech op allgemeng Kritären, déi och baséieren op der Jurisprudenz vun dem Europäische Gerichtshaff. D'Detailer an d'Posten, wou d'Lëtzebuerger Nationalitéit weider gefrot ass, ginn duerch Règlements grand-ducaux festgehuecht.

Nodeems schonn duerch d'Gesetz vum 17. Mee 1999 den Zugang an der Fonction publique fir EU-Bierger a sechs Secrétaires - d'Recherche, den Enseignement, de Gesondheetsberäich, d'Transports terrestres, d'Post an Telekommunikatioun, d'Verdeele vu Waasser, Gas an Elektresch - virgesi war, gëtt elo den Zugang vun den EU-Bierger zu der Fonction publique op déi ganz Fonction publique ausgedehnt.

Domat erfällt Lëtzebuerg eng Opfuerderung vun der Europäischer Kommissioun vum 27. Juni 2007, an där festgehalten ass, dass déi Lëtzebuerger Gesetzer iwwert d'Fonction publique net konform sinn zu dem Recht an der Rechtsprechung vun der Europäischer Unioun. Duerch deen heiten Text gëtt elo déi Konformitéit hiergestallt.

Déi rechtliche Développelementer, déi à la base si vun désem Gesetz, sinn ausfierlech an den Dokumenter vun der Regierung an och an dem schriftliche Rapport vum Rapporteur festgehalten.

Ech mengen, Här President, dass et net néideg wär, fir déi Développelementer hei nach eng Kéier virzedroe mat allen Detailer.

Éischtens ass et eng schwierig Aufgab, fir all déi Nuancë vun der Rechtsprechung hei erëmzegginn. An ech géif Gefor lafen, fir dat net mat dár Nuance a mat deenen Detailler kënne virzedroen. Dofir roden ech och all deenen, déi sech méi genee mat der Matière wëllen ofginn, fir dat dann an de Rapporten nozeliesen. Dat ass eng interessant Lecture fir iwwer Chréchdag.

(Hilarité)

Zweetens, bei de Kandidate fir d'Fonction publique sollen an Zukunft déi lëtzebuergesch, déi franséisch an déi däitsch Sproochkenntnisser opgrond vu kloren, transparenten an eenheetleche Kritäre gepréift ginn. D'Referenzinstrument ass d'Regelung an d'Methoden, déi vum Conseil de l'Europe festgeluecht si ginn an déi mer bei aneren Texter, notamment bei der duebeler Nationalitéit, kenne geléiert hinn. Déi brauch ech also och net am Detail nach eng Kéier virzedroen. D'Kontroll vun de Sproochkenntnisser gëtt dem INAP uvertraut.

Drëttens, fir déi Kontrollen dann och wierklech kënne duerchférieren, muss natierlech den INAP d'Méiglechkeet kréien, fir seng nei Aufgabe kënne ze erfëllen. Duerfir gëtt och am INAP en neit Department geschafen, dat déi Aufgaben iwwerhuele soll.

Ech wëll awer hei bëifügen an drop hiwiesen, dass d'Regierung no dem Avis vum Statsrot drop verzicht huet, fir zousätzlech am INAP sechs nei Posten ze schafen. Dat ass och vun der Kommissioun begréisst ginn.

Den INAP kritt dann awer zousätzlech d'Méiglechkeet, fir och aner Formatiounscourses unzebidde fir öffentlech Institutiounen. Am Exposé des motifs vun der Regierung ginn zwou esou Initiativen als Beispill genannt, déi a Fro kommen. Dat sinn d'Preparatiounscoursé fir Lëtzebuerger Beamten, déi sech interesséiere fir Poste bei den europäischen Institutiounen, fir also virbereet ze ginn, fir um Concours fir esou Poste wëllen delzelhuefen, an d'Formatiounscoursé fir nei gewielte Gemengeréit.

Da wëll ech och drop hiwiesen, dass am Kader vum INAP en neie Cycle de formation agefeiert gëtt fir verschidde Carrière bei de Statsemployéen, déi bis elo keng esou eng Formatioun haten. Déi Formatioun soll am Ufank vun der Carrière organiséiert ginn.

Véiertens, d'Gesetz vum 27. Januar 1972 iwwert d'Statsemployé gëtt ofgeännert, fir et ze erläben, dass d'Employé vun de Gemengen, déi am neie Schoulgesetz vum Stat iwwerholl si ginn, mat de Statsemployé gläichgestallt ginn an hire Pensionsrechter. Ech maachen hei drop opmiersam, dass d'Gesetz, d'Schoulgesetz, de 15. September 2009 a Kraakt getrueden ass. Duerfir müssen och déi hei Bestëmmunge réckwierkend a Kraakt gesat ginn - dat fannt Der am Artikel 6 vum Gesetz - op de 15. September 2009.

Fënneftens, an enger Iwwergangsbestëmmung gëtt am Artikel 5 déi rechtliche Situatioun vun deenen Employé séchergestallt, déi zénter Joren duerch déi jeeweile Budgetgesetzer beim Stat agestallt goufen. De Stat war duerch d'Budgetgesetzer autoriséiert, d'Personen aus Länner vun der Europäischer Unioun anzestellen als Statsemployé op Posten, fir déi keng Lëtzebuerger kandidéiert hinn.

Dat sinn no dem Artikel 25 vun dem Budgetgesetzer vun 2010 - deen Der awer net méi am Budgetgesetzer erëmfannet, well en duerch eng Opposition formelle vum Statsrot gestrach ginn ass - ronn 376 Posten. De Statsrot huet a sengem Avis zum Budgetgesetzer fir 2010 sech deene Bestëmmunge vum Artikel 25 - wéi ech elo grad gesot hinn - formell opposéiert mat dem Motiv, dass deen Artikel net konform wär zu der europäischer Rechtsprechung, an dass d'Situatioun vun deenen Employéen duerch dat Gesetz, wat mer haut diskutéieren an haut sollen ofstëmmen, geregt géif ginn. Dofir sollt een deen Artikel 25 am Budgetgesetzer suppriméieren.

Dat ass och geschitt, mä domat war eng Rechtsnachfrage entstan fir déi an déi 370 Employéen, déi an deene leschte Joren agestallt si ginn. Duerch en Amendement vun der Chamber vum 19. November 2009, deen iwwregens och d'Zoustëmmung vum Statsrot fonnt huet, gëtt déi rechtliche Situatioun vun deenen Employéen, déi am Artikel 25 also vum Budgetgesetzer opgezielt waren, definitiv geregt. Dat ass de Paragraph 1 vum Artikel 5.

Well d'Regierung der Meenung war, si misst och fir déi nächst Joren als Iwwergangsbestëmmung d'Méiglechkeet kréien, fir nach Employéen am Rahme vun därselwechter Bestëmmung kënne anzestellen, war och d'Kommissioun d'accord, fir an dár Iwwergangsbestëmmung beim Paragraph 2 d'Regierung ze autoriséieren, fir an de Joren 2010 bis 2014 inklusiv nach esou Astellunge virzehuelen, awer némmen, wann et noutwendeg ass an énnert deene Bedéngungen, déi och virdru gegeollt hinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Text vum Projet, esou wéi en haut virläit, huet den Accord fonnt, ouni Géigestëmm, mat enger Enthalung, vun der zoustännerer Chamberskommissioun. Ech bieden duerfir och d'Chamber, fir dem Text an därselwechter Form fir Zoustëmmung ze ginn. An ech entschëlle mech fir déi eng Minutt a 46 Sekonnen, wou ech iwwerschrott hinn, mä ech versprechen net, dat net méi ze maachen.

(Hilarité)

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Villmools Merci dem Rapporteur. A wéi mer den Här Meyers kennen, wësser mer, datt hien dat och mécht.

(Hilarité)

Als éischte Riedner ass elo den Här Fernand Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, dem Rapporteur, dem Här Paul-Henri Meyers, ze félicitiere fir säi prezisen a kloer formuléierte schriftleche wéi och mëndleche Rapport an him ausdrécklech Merci ze soen. Et ass dem Rapporteur säi Mérite, datt mer hei soe kënnen, datt déi

parlementaresch Kommissioun exzellent legislativ Aarbecht geleescht huet. Mir stëmmen haut nämlech en Text, dee komplett iwwerschafft gouf am Verglach zum Text, dee vun der Regierung déposéiert gouf.

Wat elo d'Objektiver vum Gesetz ueblaangt, gëtt elo d'Fonction publique fir d'EU-Bierger opgemaach. Bis elo war dat d'Ausnahm, elo gëtt et d'Regel. Ausgeschloss ware just déi Posten am Kader vum Exercice vun der nationaler Souveränitéit. Hei zu Lëtzebuerg di mir eis schwéier mat esou Ännernungen, och wann déi europäesch Jurisprudenz dat ausdrécklech verlaangt.

D'DP huet duerfir och an hirem Wahlprogramm fir déi lescht Parlamentswahl festgehalen: „Der öffentliche Dienst muss sich öffnen. Die Europäische Kommission hat die EU-Mitgliedsstaaten dazu aufgefordert, den Zugang von EU-Bürgern zu allen Bereichen des öffentlichen Dienstes zu ermöglichen mit Ausnahme derjenigen, die direkt oder indirekt an der Ausübung der Staatsgewalt beteiligt sind. Die DP wird dies mittels einer den Interessen unseres Landes entsprechenden Interpretation tun.“

Duerfir félicitiéiert d'DP och der CGFP, datt si mat der Regierung et färdeg bruecht hinn, e Wee ze fannen, fir souwuel den Intérêt vun eisem Land, mä awer och eisem kloren europäischen Engagement Rechnung ze droen.

Et ass och ee Projet de règlement grand-ducal um Instanzewee. Ech hinn héieren, datt do awer nach kéinten e puer Ongeheimtheete bestoen. Et sollt een duerfir Wäert drop leeën, datt een ee kohärenten Text huet, deen elo net am Hauruckverfahren geholl gëtt. Et wär a kengem sengem Intérêt, elo en Text émzesetzen, deen net vu vir bis hanner duerchdacht wär. Et wär par ailleurs besser gewiescht, mir hätten och de Projet de règlement grand-ducal mat den entspreechenden Avisen an der Kommissioun kënnen énnert d'Lupp huelen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Als DP wölle mir awer och eng Fonction publique, déi der Realitéit entsprécht. Eng vun dése Realitéiten ass, datt eis Population aus 32% vun EU-Bierger besteet. Realitéit ass och, datt manner wéi 50% vun der aktiver Bevölkerung Lëtzebuerger sinn. Realitéit ass och, datt ee grosse Prozentsaz vu Résidenten net ka mat wiele goen. Alles Beweggrénn, fir mat op dee proposéierte Wee ze goen.

Derbäi kënnt, datt den öffentlechen Déngscht dee gréissste Patron hei am Land ass. An onsécheren Zäite si sécher Plaze besonnesch gefrot. Méi eng grouss Auswiel kann dem öffentlechen Déngscht némme guttdinn.

Bei eisen Nopeschlänner sinn némme positive Erfahrungen gemaach ginn. De Kontakt vum ausländeresche Matbierger mat Beamten, déi hir Sprooch, hir Kultur an hir Mentalitéit kennen, mécht villes méi einfach. Et entsteet ee positiv Vertrauensverhältnis, Barrièrë ginn iwwerbréckt an eng besser Integratioun gëtt gefördert. Wichteg bleibt awer dat lückenlost Definéiere vun deene Posten, déi exklusiv vu Lëtzebuerger besat solle ginn.

Zweete wichtige Punkt an désem Gesetz ass méi eng grouss Professionalisatioun vun de Sproochentester. Ech denken, déi gefrote Kenntnisser solle virun allem dem intellektuellen a professionelle Profil vum Posten, deen ze besetzen ass, Rechnung droen.

Drëtte wichtige Punkt ass, fir dem INAP déi gesetzlech Basis ze ginn, fir Courses a Seminare fir déi Gemengen gezielten unzebidden. Wéinst dár émmer méi grousser Professionalisatioun vun de Gemengen aufgaben, verbonne mat émmer méi grousser Responsabilitéiten, ass dëst ee wichtige Punkt aus dem Pabeier vun der Territorialreform.

Den INAP ass absolut déi géeegent Struktur, fir zesumme mam Gemengesecteur e Formatiounskonzept auszeschaffen, an dat émsou méi, well den INAP elo schonn e grouss Fächer vu Formatiounen fir d'Gemengenbeamten ubitt. De Bewäis hu se

schonn erbruecht mam Formatiounszyklus, dee se vu Januar un an enker Kollaboratioun mam Syvicol ubidden. Fir där systematescher Énnergruewung vun der Gemengenautonomie an dem schlächenden Demokratiedefizit entgéintzwerken, brauche mer legislativ sattelfest Gemengenpolitiker.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, den öffentlechen Déngscht muss virun allen aneren Ufuerderungen ee Partner vun alle Bierger an alle Betreiber sinn. Mir brauchen e Service public, deen op hir Wënsch a Besoinen ageet, een öffentlechen Déngscht, deem seng Aarbeitsorganisatioun op den Administré ausgerichtet ass. Dëst Gesetz soll derzou bäidroen, dës Ziler besser ze erreechen. An duerfir wëll ech och den Accord vun der DP-Fraktion zu désem Gesetz ginn a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Etgen Merci. An dann ass als nächste Riedner den Här Jean-Pierre Klein drun. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir déi vun ihm gewinnte Prezisioun bei der Presentatioun vun désem Projet de loi.

De Projet de loi mécht den Zugang zur Fonction publique fir EU-Ausländer prinzipiell op. Domadder féint am Fong e richetege Paradigmewiesel an eiser Fonction publique statt. Bis elo war nämlech den Accès zur Fonction publique mat Ausnahm vu sechs Beräicher de Lëtzebuerger reservéiert.

D'EU-Rechtslag an d'EU-Jurisprudenz schwätzen eng kloer Sprooch a ginn a Richtung fir méi ee groussen Zugang zur Fonction publique fir EU-Ausländer. Den Europäische Gerichtshaff an d'Europäesch Kommissioun weise schonn zénter enger gudder Zäit onmëssverständeck drop hin, dass d'Lëtzebuerger Rechtslag net EU-konform ass. Dat gëtt elo mat desem Projet de loi an d'Rei bruecht.

Restriktioun: Poste beim Stat oder bei der Gemeng - d'Gemenge gi mat abezunn -, déi eng Participation à l'exercice de la puissance publique begräifen, oder wann Intérêts généraux vum Stat oder aneren öffentlechen Kollektivitéiten am Spill sinn, da gëllt nach émmer d'Nationalitéitsklausel. Well dës Notioun komplex a schwéier ze definéiere sinn, ginn d'Funktiounen, déi dora spiller, duerch Règlement grand-ducal festgeluecht.

Ofgesi vun normative Beweggrénn ass et awer och am Senn vun engem qualitativ héichwäertegen öffentlechen Déngscht, wann d'Fonction publique op ee weidere Reservoir vu qualifizierte Personal, egal vu wéi enger Nationalitéit, kann zréckgräifen. An eiser héich entwéckelter Leeschungsgesellschaft, wou berufflech Qualifikatioun an Know-how eis quasi eenzeg Ressourcë sinn, muss sech de Stat och émmer méi komplexe Gegebenheiten an Ufuerderungen upassen.

An engem klenge Land, wéi mir et nun emol sinn, ass et oft net einfach, déi néideg Experte fir émmer méi technesch Posten ze fannen. Eise Reservoir u lëtzebuergeschen Aarbeitskräften ass nun eemol och begrenzt. Wann den Zugang zur Fonction publique fir Ausländer méi grouss gëtt, geet d'Probabilitéit, déi géeegent Leit ze fannen, och an d'Luucht.

D'Beherrsche vun eisen dräi Amtssprooche Franséisch, Däitsch a Lëtzebuergesch ass a bleift och weiderhin eng wichteg Viraussetzung, fir kennen an den öffentlechen Déngscht anzutrieden. D'Teste vun de Sproochekompetenzen, wat dése Projet de loi moderniséiert, de Cadre européen commun de référence pour les langues erlaabt et, kloer, transparent, objektiv an uniform Kritären ze fixéieren.

D'Sproochenufuerderunge müssen awer un déi jeeweile Posten ugepasst sinn an net zu enger oniwwerwindbarer Hürd fir



d'Ausländer ginn, esou wéi et och déi verschidden Associationen a Gewerkschaften an hirem gemeinsamen Avis formuléiert hunn. Dat ass en Avis vum OGB-L, ASTI an nach aneren Organisationen.

De Prinzip vun der Proportionalitéit muss Uwendung fannen. D'Natur vum Poste souwuel wéi den Niveau de responsabilité si wichteg Parameteren, fir d'Sproochexigenzen zréckzebehalen. Den INAP kritt am Beräich vun dése Sproocheklauselen, Konditioun, eng zusätzlech maassgeblech Roll ze spiller.

An dësem Projet de loi gëtt d'Geleeënheet genutzt, fir d'Missioune vum INAP iwwert de Wee vu Konventiounen op aner öffentlech Institutionen ze erweideren. Bis elo waren d'Aktivitéité vum INAP op Stat a Gemenge beschränkt. Abezu ginn elo direkt engersäits d'Fonction publique vun den europäeschen Institutionen, Communautéiten, fir den Interesséierten déi vakant Poste méi nozebréngten, Institutionen dorriwwer ze ginn an an deem Senn d'Konzepter an d'Organisatioun vu Vibbereedungscoursen auszeschaffen.

D'legal Basis gëtt och mat dësem Projet de loi geschafe fir Aféierungscoursen a Fortbildungscoursen, fir besonnesch nei gewielte Gemengevertrieber op hiert Amt virzebereeden. Domat gëtt eng laangjähreg Fuerderung vum Syvicol en accord mam Minister vun der Fonction publique an dem Innenminister duerchgesat, woubäi och bei der Émsetzung de Chef vum INAP eng ganz wesentlech Roll gespillet huet an och duerch seng Kooperationszrou baiigedroen huet, fir dass dat schnell konnt émgesat ginn.

An deem Zesummenhang erënneren ech u meng Proposition de loi vun 2002 fir e Congé de formation fir déi Gemengegewalten. Domat kennt den Innenminister dann och deelweis deen Nohuelbedarf vum Congé politique ophuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet. An ech ginn och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här Klein Merci. Als nächste Riedner hu mer den Här Gibéryen agedroen.

(Interruption)

Ech weess net, déi gréng Fraktioun ass iergendwéi haut schlecht organiséiert. Ech hu kee Riedner agedroen. Dat ass awer kee Problem, Här Adam. Da kritt Dir gären d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Mir wäerten eis bei eisem Sekretär beschwéieren, Här President.

Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, eigentlech erstaunlech, datt mer esou een interessante Projet wéi deen hei als allerleschte kuerz virun der Chrëschtkanz an dann nach am Modèle de base evakuéieren. Et ass natierlech kloer, datt mer eng gewëssen Urgence hunn an dëse Projet nach am Joer 2009 musse stëmmen, fir net zu enger gewësser Rechtsontrécherheet ze kommen, wourop de Rapporteur schonns agaangen ass.

Dësen Zäitrock ass awer vun der Regierung, an nach méi vun de Regierunge virdrun, selwer organiséiert ginn. Mir fannen et bedauerlech, datt d'Regierung némme op Drock hi bereet ass, am Dossier „Öffnung vun der Fonction publique fir auslännesch Matbierger“ aktiv ze ginn.

Den Androck entsteet, mir géife just op Drock hi vun deene Béise vu Bréissel handelen. De Gedanken, datt et sech hei ém ee gemeinschaftleche juristesche Kader vun den EU-Memberstaten handelt, zu deene Lëtzebuerg jo nun eemol gehéiert, a mat deem dem fräie Floss vu Kapital, Wueren a Servicer soll eng fräi Zirkulation vun Bierger a schaffende Leit als Contrepartie entgéintgesat ginn, geréit an de Vergiess.

De Projet de loi 6031 gesäit eng allgemeeng Öffnung vun der Lëtzebuerger Fonction publique fir EU-Bierger vir. Dat ass net

déi éischt Öffnung vun der Fonction publique an déi Richtung, mä et ass definitiv eng aner Perspektiv, déi vun elo u gëllt. Wa bis elo d'Fonction publique fir d'Lëtzebuerger reservéiert war an d'Gesetz vum 17. Mee 1999 eng Rei Sparte fir EU-Bierger opgemaach huet, dann ass et elo anescht. D'Lëtzebuerger Fonction publique ass fir all EU-Bierger op, just e puer spezifesch Domäner bleiwe fir Lëtzebuerger Statsbierger reservéiert.

D'Ursaach vun dëser Ouverture ass am aktuellen Artikel 39, dem fréieren Artikel 48, vum europäeschen Traité ze fannen. Hei gëtt de fräien Zugang vun allen europäeschen Bierger zum europäeschen Arbeitsmarkt assuréiert. Een Zugang, dee keng Diskriminatioun duerch Nationalitéit erlaabt.

Et war e laange Wee, bis mir zu Lëtzebuerg dës Ouverture zugelooss hunn. Ganz laang ass op dem véierte Punkt vun deem selwechten Artikel argumentéiert ginn. Do steet: „Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux emplois dans l'administration publique.“

Den Europäesche Gerichtshaff war däitlech. Eis Definitioun vu Secteur public konnt sech net duerchsetzen. Mir kruten de 27. Juni 2007 en Avis motivé vun der Europäescher Kommissioun. Den Historique zu dëse Faite stéet am Rapport. An ech profitéieren och dervun, dem Rapporteur, dem honorabelen Här Paul-Henri Meyers, Merci ze soe fir säi wéi gewinnt ausfierleche mëndlechen a schrifteche Rapport.

Mir hunn zu Lëtzebuerg émmer versicht, d'Fonction publique als Chasse gardée vun de Lëtzebuerger ze halen. An dat ass eis jo och net schlecht gelongen. Och haut, zéng Joer no der éischter Öffnung, schaffen nach émmer manner wéi 10% Netlëtzebuerger an der Fonction publique. Dobäi ware mer awer net stor. Wann et eis arrangéiert huet, dann hu mer och alt Ausnahmen zugelooss.

An esou wichtige Secteure wéi der Recherche, wou mer definitiv net genuch Lëtzebuerger géife fannen, hu mer och Netlëtzebuerger eragelooss. A wéi den Undrang bei der Arméi net méi grouss genuch war, hu mer d'Arméi och fir Netlëtzebuerger opgemaach, obschonns dat en Domän ass, deen zur Puissance publique gehéiert.

E Règlement grand-ducal soll dann elo schlussendlech déi Arbeitsplazien an der Fonction publique definéieren, déi fir d'Lëtzebuerger Statsbierger reservéiert bleiwen. Dëse Règlement grand-ducal läit eis leider nach net vir, wat déi gréng bedaueren, a mat hinnen eng ganz Rei aner Organisationen: vun der Amitié Portugal-Luxembourg iwwert d'ASTI bis zu enger Rei Gewerkschaften.

Fir dëse Volet ofzeschléissen, wéll ech nach de Saz vum Här Daleiden op der Séance académique vun der Honnertjoerfeier vun der CGFP am Groussen Theater déi lescht Woch, wou der ganz vill vun lech do waren, an Erënnerung ruffen. Den Här Daleiden sot: Eis Lëtzebuerger Haut ass eis méi no wéi dat europäesch Hiem.

Ech wéll deem allerdéngs bafürgen, datt mir a gadde wéi a schlechten Zäiten op dat europäesch Hiem ugewise sinn. Mir riskiéieren nämlech schnell eis Lëtzebuerger Haut am Summer ze verbrennen an am Wanter ze erkallen, wa mir keen europäesch Hiem hunn, dat se schützt.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Mir maachen also d'Fonction publique wäitgehend op fir EU-Bierger. Och wann dat am ursprénglechen Text net esou virgesi war, gëllt dat och fir d'Fonctionnaire bei de Gemengen. A vu datt d'Regierung wéll d'Buergermeeschter- a Schäffeposte fir Ausländer opmaachen, misste logescherweis all Posten an enger Gemengenadministratioun fir Ausländer opgoen. Et bleibt dann nach d'Fro, ob mat Ausländer just EU-Bierger gemengt sinn oder all Netlëtzebuerger dorënner falen.

Mat dësem Gesetz losse mir also keng Diskriminatioun vun EU-Bierger wéinst hirer Nationalitéit méi zou. Et ass awer logesch a legitim, datt mer als klengt Land mat dräi administrative Sproochen, wou mer am Prinzip an därselwechter adminis-

trativer Sprooch äntwerten, an därt d'Fro gestallt ass, relativ héich Sproochkenntnisser verlaangen, fir kënnen Zugang ze kréien an d'Fonction publique.

Mir begréissen et an dësem Senn och, datt mir eis do un deem gemeinsamen europäeschen Referenzkader, wéi e vum Conseil de l'Europe ausgeschafft gouf, welle festhalten. Mir wären allerdéngs der Meenung, datt mer net missten eng Spezialkommissioun schafe mat Memberen, déi eng universitär Formationen sollen hunn an extra musse fir dësen Zweck rekrutéiert ginn.

Mir waren och der Meenung, datt et net den INAP misst sinn, deen dës Sproochkenntnisser misst préiwen. Dat hätt eiser Meenung no sollen d'Missioune vum Institut national des Langues sinn. Hei gi schonn Zertifikaten nom europäeschen Referenzkader ausgestallt. Hei besteht den noutwendege Know-how, deen am INAP nach muss opgebaut an ausgebaut ginn.

Erstaunlech ass an eisen Aen och de Fait, datt d'Missioune vum INAP ausgebaut ginn - mir kritiséiere jo just de Beräich vum Teste vun de Sproochkenntnisser -, während déi fénnef Attachés de Gouvernement an dee Fonctionnaire, déi virgesi waren, fir de Surplus vun Aarbecht auszeféieren, awer ersatzlos gestrach gi sinn.

De Statsrot hat kritiséiert, datt dës sechs Posten ee Gaspillage de deniers publics an dëse schwieregen Zäite wieren. An de Statsrot schéngt Recht gehat ze hu mat senger Kritik. Wann déi sechs Poste wierlech gebraucht gi wieren, da wier dat an eisen Aen natierlech kee Gaspillage gewiescht, scho guer net an dëse schwierigen Zäiten, mä mir hätten dat als sennvoll Schafung vun neien Aarbeitsplätze gesinn. D'Majoritéit huet awer dem Statsrot Recht ginn.

Si huet déi sechs Poste gestrach. Déi nei Aufgabe können ouni zousätzlech Posten erleedegt ginn. Esou schnell kann eise Stat Sue spueren. Et schéngt, wéi wann d'Regierung dës Posten effektiv liichtfankeg an den urspréngleche Projet ageschriwwen ge-hat hätt.

Op d'Drénglechkeet vun dësem Gesetz, wat dann elo nach als leschte Projet virun de Chrëschtfiederdeeg hei votéiert gëtt, hu meng Virriedner schonn higewisen. Ech bréngen, trotz der Kritik, déi dëse Projet verdéngt, den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Adam Merci. Elo kritt nach d'Wuert den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, och vun eiser Sät Merci un de Kolleg Paul-Henri Meyers fir sain exzellente Rapport.

Mir, an ech hunn dat scho gëschter gesot, bedaueren, datt mer némme de Modèle de base bei dësem Projet, dach awer fir eis wichtige Kollegen, déi an der Presidentekonferenz d'Méiglechkeet gehat hätten, fir en anere Modell ze kréien, an net dovu profitéiert hunn, konnte mir dat net maachen. Si hätten et awer kenne maachen. Dat hei ass en...

(Interruption)

Jo, well de Modèle de base erauskomm ass. Wa se net...

(Interruption)

Ech weess awer doudsécher, datt Der keen anere Modell verlaagt hutt, well soss hätt Der e laut eisem Reglement kritt.

(Interruptions)

Soss hätt Der e laut eisem Reglement kritt.

► **Plusieurs voix.**- Et muss Unanimité sinn.

► **Une voix.**- Et wor eng Unanimitéit do!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et muss Unanimitéit sinn, oder Dir kritt en anere Modell. Also war et Unanimitéit.

► **Une voix.**- Voilà!

(Interruptions diverses)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Bon, Här President, et ass e wichtige Projet.

(Interruptions diverses)

Et ass e wichtige Projet, ech mengen, wat den Zugang vun den EU-Bierger an d'Fonction publique ubelaangt, net némme, wat de Stat ubelaangt, mä och d'Gemengen.

An eisem Wahlprogramm huet d'ADR ganz kloer geschriwwen, datt mir derfir antrieben, datt d'Fonction publique soll a priori fir Lëtzebuerger Statsbierger reservéiert ginn an datt némme an extreme Fäll se därf opgemaach gi fir Netlëtzebuerger.

Mir hunn also eng ganz kloer Ausso gemaach, un déi mer eis och wëllen halen. Dat ass iwwregens eng Ausso, déi mer gemaach hunn, déi am Aklang stéet mat de Pappen, déi viru 50 Joer Europa gegrënnt hunn. Well, wann een an d'Urtexter zréck kucke geet, do stoung nämlech dran, wéi d'Europäesch Unioun gegrënnt ginn ass: «...de résérer les fonctions publiques des États membres aux citoyens de ces mêmes États». Dat war also eng ursprénglech Iddi, wéi Europa gegrënnt ginn ass, wou mer als ADR haut nach émmer der Meenung sinn, datt se richteg ass.

Duerno sinn natierlech opgrond vun der Proposition vun der Europäescher Kommissioun an och vum Europäesche Gerichtshaff Uerteeler komm, déi eis dann hei als Lëtzebuerger forcéieren, eis Ge-setzgebung émzéänner. Et muss een awer wéssen, datt, wann d'Europäesch Kommissioun an d'europäesch Gerichtshaff op Texter kennen Uerteeler huelen, dann op europäeschem Niveau. Fir d'éischt hu missen am Fong déi Rechter op europäeschem Niveau verlagert ginn.

An hei stelle mer fest, datt eis Regierung zu deem Zäitpunkt, wéi déi europäesch Texter négociéiert si ginn, net gutt verhandelt huet, datt se net versicht huet, fir Lëtzebuerger extra Normen ze kréien, Ausnahmeregelungen ze kréien, wéi iwwregens England an Dänemark an deenen Texter kritt hunn, déi fir sech spezifesch Garde-fousé konnten abauen. Sou ass dat hei zu Lëtzebuerg net geschitt. Mir hu keng Derogatiounen kritt. Eis Regierung huet do eiser Hisiicht no schlecht verhandelt.

Eng éischte Kéier hu mer an den 90er Joren opgrond vun engem Gericht eis Texter missen änneren, an et si sechs Domäner, déi opgaange si fir Netlëtzebuerger an der Fonction publique: d'Arméi, d'Police, d'Magistratur, d'Steierverwaltung, d'Diplomatie an d'Administration gouvernementale.

Elo hu mer dëse Projet hei virleien, deen am Fong deen aktuelle Prinzip ganz ein-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



SÉANCE 15

MERCREDI, 16 DÉCEMBRE 2009

fach émdréint. Momentan hate mer am Artikel 1 stoen, datt d'Plazen an der Fonction publique reservéiert wiere fir Lëtzebuerger Statsbierger, an hannendru koumen d'Ausnahmen. Elo gétt et émge-dréint. Elo steet am Artikel 1, datt d'Fonction publique op wier fir d'Membere vun der Europäescher Unioun vun deene 27 Staten, an iwwer Règlement grand-ducal gétt da festgeluecht, wat fir eng Fonctionne fir d'Lëtzebuerger reservéiert bleiwen.

Et gétt e Règlement grand-ducal, dee mer net ze gesi kruten, Här President. Dee Règlement grand-ducal ass awer mat op den Instanzewee gaangen, souwuel an d'Chamber vun de Fonctionnaires an Employés publics, a mir bedaueren, datt mer dee Règlement grand-ducal net hei konnte virgeluecht kréien.

Här President, d'Lëtzebuerger Fonction publique huet haut schonn zéng bis 15% Bierger, déi net aus der Europäescher Unioun kommen. Et ass also net, wéi wann d'Lëtzebuerger Land nach näischt gemaach hätt. Ouni datt mer dat heite Gesetz hunn, hu mer domadder hei zu Lëtzebuerg méi Netlëtzebuerger an eiser Fonction publique schaffen, wéi iergendwéi aner europäesch Staten. Virun allem och eis Nopeschlänner, déi un eis ugrenzen, hunn net esou en héije Prozentsaz vun Netbierger vun hirer Nationalitéit an der Fonction publique schaffen, wéi dat hei zu Lëtzebuerg de Fall ass.

Interessant ass och ze wëssen, datt am Fong vun der aktiver Population hei zu Lëtzebuerg, wat d'Lëtzebuerger ubelaangt, 21% an der Fonction publique schaffen an 79% am Privatsektor. Et ass also och nach net esou, wéi allgemeng gesot gétt, datt d'Lëtzebuerger alleguer geife bei de Stat goen. Et ass am Fong all Fénneften, deen am Secteur public schafft.

Här President, d'Sprooch ass fir eis als ADR e ganz wichtige Punkt an dësem Gesetz. Déi Sproochen, déi dräi administrativ Sproochen, Lëtzeburgersch, Franséisch an Däitsch, déi gi vum INAP kontrolléiert. Mir soe ganz kloer, esou wéi mer dat och bei der duebeler Nationalitéit gesot hunn, wou mer do och schonn op däri Säit ware vun deenen, déi relativ héich Kenntnisser verlaangt hunn, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, datt mer soen: Hei verlaange mir nach méi héich Kenntnisser vun der Lëtzebuerger Sprooch.

Et muss esou sinn, datt een, deen an de Secteur public schaffe geet op staatlechem, op kommunalem Plang, eiser Meenung no muss perfekt Lëtzeburgersch kenne schwätzen. An hei hu mir och eist Mëssstrauen, datt mer fäerten, datt, wéi mer dat och schonn aus der Vergaangeneit kennen, d'Regierung hei net mat der néideger Rigueur wäert versichen, fir déi Kenntnisser esou ze verlaangen, wéi mir eis dat virstellen.

Duerfir wäerte mir och dat heite Gesetz net stëmmen. Well mer éischtens soen, d'Regierung huet schlecht op europäeschem Niveau verhandelt. Si huet keng Derogatiounen, wéi aner Länner dat fir sech färdeg bruecht hunn, fir Lëtzebuerg ausgehandelt. Well mer d'Reglementer net gesinn hunn. A well mer och kee Vertrauen an d'Regierung hunn, wat d'Sproocheregelung ubelaangt.

Duerfir wäerte mir, Här President, géint dëst Gesetz stëmmen.

Ech géif och an deem Séenn nach eng Motioun deponéieren, Här President, fir datt mer déi Règlements grand-ducaux sollten och hei an d'Chamber an déi zoustänneg Kommissioun kréien.

(Interruption)

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant:

- que le projet de loi 6031 a pour objet une plus large ouverture de la fonction publique luxembourgeoise aux ressortissants des États membres de l'Union européenne;

- que malgré cette plus large ouverture le projet de loi 6031 stipule que «la condition de la nationalité est requise pour les emplois qui comportent une participation, directe ou indirecte, à l'exercice de la puissance pu-

blique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État ou des autres personnes morales de droit public.»;

- que suivant le projet de loi 6031 «ces emplois seront déterminés par voie de règlement grand-ducal» pour chaque régime concerné, à savoir les fonctionnaires de l'État, les employés de l'État et les fonctionnaires communaux;

- que les règlements grand-ducaux à prendre en exécution du projet de loi 6031 ne sont pas disponibles lors du vote dudit projet de loi;

invite le Gouvernement

- à soumettre les règlements grand-ducaux prévus dans le projet de loi 6031 pour avis à la Chambre des Députés;

- à soumettre à l'avenir les modifications éventuelles desdits règlements grand-ducaux à la Chambre des Députés.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann, Fernand Kartheiser.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. Da kritt nach d'Wuert den Här André Hoffmann.

(Interruptions et hilarité générale)

Loosst lech net aus der Rou bréngen, Här Hoffmann.

► **M. André Hoffmann** (déri Lénk).- Här President, wann een d'accord ass, dass eis Ekonomie zu Lëtzebuerg gedroe gétt vun enger ganz héijer Zuel vu Leit, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit net hunn, da muss een och d'accord sinn, fir deene Leit déi Rechter zouzegestoen, déi mer deenen zougestinn, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn - op d'mannst zu engem ganz groussen Deel. Duerfir sinn ech och mat deem Gesetz hei selbstverständliche averstanen.

Ech emfannen et awer als e Paradox, op wéi eng Aart a Weis dass mer - ech géif et emol esou ausdrécken - d'Citoyennetéit hei zu Lëtzebuerg, d'Bierschaft hei zu Lëtzebuerg an zwee splécken. Dat heescht, ech weess net, ob dat juristesches korrekt ass, mä ech fannen et philosophesch net korrekt, dass mer op däri enger Säit den Netlëtzebuerger, déi aus der Europäescher Unioun kommen, zwar d'Recht ginn, an d'Exekutiv ze kommen, am wäite Séenn vum Wuert wuelverstanen, net an all d'Secteure vun däri Exekutiv, mä an d'Exekutiv am wäite Séenn vum Wuert, an op däri anerer Säit se awer aus der Legislativ komplett ausschliessen. Also aus der Legislativ, dat heescht jo dann, souwuel ausschliessen vum aktive wéi och vum passive Wahlrecht um nationale Plang.

Dat schéngt mir eigentlech e Paradox, fir net ze soen eng ongesond Situations ze sinn. Ëmsou méi, wann ee kuckt, wien déi Leit hei zu Lëtzebuerg sinn, déi vum Wahlrecht ausgeschloss sinn. Dat sinn eigentlech zu 90% genau déi sozial Kategorien, déi virun 100 Joer fir d'universelt Wahlrecht gestriidden hunn an et dunn och duerchgesat hunn. Dat ass déi eng Remarque.

Déi zweet Remarque bezitt sech op d'Sproochkenntnisser. Do wéisse mer natierlech allegueren, dass een déi Sproochkenntnisser, déi Connaissances linguistiques, wéi et am Text heescht, natierlech esou kann definéieren, esou ka festsetzen, dass sech an der Praxis un der aktueller Situation iwwerhaapt näischt géif änneren. Well déi Leit, déi mer hei mengen, déi sproochlech Épreuvé guer net géife pachten.

Ech géif drop halen, dass dat méiglechst transparent gemaach gétt, dat heescht, dass ee genau gesait: Wéi gesinn déi Sproochecoursen aus? Wéi gesinn déi Épreuven aus? Well - ouni iergendengem ze no ze trieden -, ech weess awer och, wat fir Épreuven heiansdo am INAP gefrot ginn. An do soen ech lech, do géif d'Majoritéit vun lech derbäi duerchfalen, jee nodeem, ém wat et géif goen, zum Beispill an der däitscher Rechtschreibung.

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh! Aahhhh!

► **M. André Hoffmann** (déri Lénk).- An ech souguer och, obwuel ech Däitsch ginn hunn. Dat heescht also, ech mengen, dass een e ganz seriöt A muss halen op déi dote Konditioun vun de Sproochkenntnisser,

fir an d'Fonction publique ze kommen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Hoffmann Merci, an elo kritt nach d'Wuert d'delegéiert Ministesch fir d'Fonction publique, d'Madame Octavie Modert.

► **Mme Octavie Modert**, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schonn e beidetend Gesetz, dat Är Chamber haut hei debattéiert an, wéi ech héieren hunn, dann och stëmme wäert, wat mech natierlech freeet. De Rapporteur huet et schonn extrem gutt duergeluecht, trotz méi kuerzer Riedezäit, an ech wéll him duerfir Merci soen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn e Stéck Wee gaangen an deene leschte Joren a Saachen Opmache vun der öffentlecher Funktioun, vun den EG-Vertrag an der europäescher Jurisprudenz un, iwwer eisicht Gesetz vun 1999 mat sechs prioritäre Beräicher, déi sollten opgoen, an elo ennert der vireger Regierung an der Fiederfierung vu mengem Virgänger Claude Wiseler, mat leschten Amendementer ennert déiser Regierung, zu dësem Gesetz, wat haut hei zur Ofstëmmung wäert kommen.

Mir sinn dee Wee iwwregens zesumme mat der Gewerkschaft aus dem öffentlichen Déngscht gaangen, a Verhandlungen téschent dem Här Wiseler an hinnen, souwéi och mam Statsminister. Jo, d'Gewerkschaft ass matgaangen op dësem Wee, wéi gesot, a Verhandlungen an am Konsens, Richteg, si wollten duerfir eng speziell Épreuve hunn, "de culture et d'histoire luxembourgeoise". Mä ganz éierlech, mir hunn hei e grosse Prinzip zesumme ausgehandelt an duerfir amplaz eng Épreuve gesat. Ech mengen, déi brauch eis wierklech dann net ze stéieren.

Haut ass de Wee u sengem Zil ukomm, dat laangt Stéck Wee, dat mer gaange sinn. A mir dréinen elo den aktuelle Prinzip ém: déi öffentlech Funktioun gétt opgemaach fir EU-Nationalitéiten, si geet op fir EU-Bierger, dat ass elo den allgemeine Prinzip. Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, e weidert Stéck Unerkennung, e weidert Stéck Integration an e weidert Stéck Chancéglaichheet, wuel och e Stéck Logik no der sougenannter duebeler Nationalitéit. Mir brauchen dacks den Know-how vun hinnen, vu Leit, déi mer hei wëllen an d'Fonction publique erakréien, eralossen, oder Leit, déi keng duebel Nationalitéit oder och Nationalitéit ufroe können. A mir hu speziell Uforderungen a Saache Sprooch vun däitscher Nationalitéit, déi eis schonn esou vill Virdeeler abruedt huet.

Dir Dammen an Dir Hären, et ginn an Europa e ganze Koup Modelle, wéi dës Ouverture vun dem öffentlechen Déngscht, vun den öffentleche Funktiounen ausgefouert ginn ass. Mä jiddwerfalls gëllt an all Land eppes: Et sinn all Kéier spezifesch Regelen do fir den öffentlechen Déngscht. An déi Approche vun der Lëtzebuerger Regierung ass ganz déiselwecht wéi an anere Länner, wéi zum Beispill a Portugal, wéi a Frankräich, wéi delweis och an Däitschland: en allgemengt Optimaachen, an an den Auféierungstexter d'Detailer vun de Posten. All d'Virwërf sinn also net berechtegt.

Wat déi Posten ugeet: Déi Posten u sech sinn determinéiert gi vun de respektive Ministère a Verwaltung selwer, énnert däri leschter Regierung, an och esou virgesinn am Text, mat enger exhaustiver Lëscht vu Posten. Ech hat lech och gesot, ech géif lech ganz gär an der Kommissioun dee Reglement mat de Poste virstellen, mä Dir hutt ofgeschloss a mir sinn net méi dorober agaangen.

Duerfir mengen ech, Här President, datt déi Motioun och net néideg ass, déi hei déposéiert ginn ass, ëmsou méi wou souwisou, mengen ech, d'Chamber net kann en Avis ginn zu engem Text vun engem groussherzogleche Reglement, esou wéi dat an der Motioun hei gefrot ass.

An der Chamberskommissioun sinn och Amendementer gemaach ginn, wouvnner ech besonnesch eent wollt eraussträichen, nämlech, datt mer zesummen an der Kommissioun och d'Fonction communale mat abezunn hunn an den Anzuchs-

beräich vun dësem Gesetz, wat, a mengen An, och e gudden an e wichtige Schrëtt ass. Mir hunn och dem Statsrot sengem Avis zum Budgetgesetz Rechnung gedroen, a mir hunn déi Dispositioun gerett, andeem mir se an dëst Gesetz hei erageschriwwen hunn an domadder verhënnert hunn, datt déi betraffen Employéen op den 1. Januar hire Posten eigentlech hätte missen opginn. An duerfir, fir datt dat net de Fall brauch ze sinn, wäert dëst Gesetz och müssen op den 1. Januar 2010 a Kraakt trieden.

De Punkt ass sécherlech och nach wichtig an dësem Kontext, dat ass dee vun de Sproochen, duerch eis speziell Situations, wéi ech scho gesot hunn. Natierlech sinn hei zu Lëtzebuerg, mat däri spezieller Sproochesituatioun an eiser Villsproochegkeet, och aner Uforderungen am Beräich Sproochkenntnisser, mat eisen dräi administrative Sproochen. Wat mir elo virgesinn hunn, ass esou, datt elo eng Gläichstellung zwëschent alle Kandidate könnt, onofhängig vun hirer Nationalitéit. Jiddwereen ass an därselwechter objektiver Situations, wat de Sproochentest ugeet, onofhängig vu senger Nationalitéit. D'Sproochenuferderunge wäerten och jee no Carrière ausgeriicht sinn, an et wäert och net verlaangt ginn, datt een all d'Sproochen d'selwecht gutt meeschtere muss. Kee vun eis, dat ass bei deem Gesetz virdru gesot ginn, ass an deem Punkt esou. An duerfir ass och hei eng ganz grouss Gläichstellung zwëschent alle Kandidate komm.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz dréit eisem gudden Zesummeliewen hei am Land Rechnung. De Pays réel gétt nach méi reell. Et ass e positivt Gesetz, eng positiv Moosnam, e gutt Gesetz am Séenn vun nach méi hei am Land openeen duergoen an agoen, ee bedeutende Moment also, an ech soen lech Merci, datt mir dëst Kalennerjor hei konnte mat dësem Gesetz ofschléissen, an datt mir esou gutt Debatten an Zesummenaarbecht an der Chamberskommissioun an an der Chamber hei haten.

Merci villmools.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen der Madame Minister Merci, a mir kéimen dann elo zur Ostëmmung iwwert de Projet de loi 6031.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmme fänkt un. Fir d'éisicht déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6031 ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen a 4 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Clement (par M. Raymond Weydert), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par Mme Nancy Arendt), Ali KAES, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Marc Spatz), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spatz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter,

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Clémence Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par Mme Clémence Dall'Agnol), Ben Scheuer et Mme Vera Spatz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helmlinger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschet), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kok et Mme Viviane Loschet;

M. André Hoffmann.



SÉANCE 15

MERCREDI, 16 DÉCEMBRE 2009

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidier.

Dann hu mer hei nach eng Motioun, iwwert déi mer missten ofstëmmen, déi vum Grupp ADR erabruer ginn ass. Wann ech richteg verstanen hunn, wëllt d'Regierung déi net unhuelen. Wëllt nach een derzou schwätzen? Den Här Adam freet d'Wuert.

Motion 1

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Här President, ech hu selwer a mengem Discours virbruecht, datt mir et och bedauer, datt mer d'Règlements grand-ducaux net hunn. Et ass och eng Fuerderung gewiescht vun der ASTI zum Beispill, a vun enger Rei Gewerkschaften. Inhaltlich énerstëtte mer duerfir déi Motioun, och wa mer wahrscheinlich eppes anesch zu de Règlements grand-ducaux soe wäerte wéi eis Kollege vum ADR.

► **Une voix.**- Très bien!

M. le Président.- Soss keng Wuertmeldung méi? Kënne mer dann iwwert déi Motioun ofstëmmen? Ech huelen un, datt de Vote électronique verlaagt ass?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éisch déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass verworf mat 47 Nee-Stëmme géint 12 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Raymond Weydert), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Ali Kae, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Mergen), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Ben Scheuer), Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

6. Discours de fin d'année de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, lénf Kolleginnen a Kollegen, mir sinn elo um Enn vun eiser leschter öffentlecher Sitzung virun der Chrëschtvakanz ukomm. Ech wëll nach kuerz op e puer Evenementer vum Joer 2009 zréckkommen.

D'Chamber, esou wéi se haut zesummegesat ass, ass eng aner wéi virun engem Joer. No de Wahle sinn et eng Partie Changelementer ginn, an eng Rei vun neie Gesichter sinn an dëst Haus erakomm. Déi nei Deputéierten hu sech gutt agelieft an ze-summe mat deene Kollegen, déi dëst Haus scho méi laang a besser kennen, hu

se an deenen éischte Wochen a Méint vun déser Legislaturperiod schonn eng zolidd Aarbecht gelesen.

Dat ass émsou méi wichteg, well no laang-gem Waarden de Lissabon-Vertrag den 1. Dezember a Krafft getrueden ass. Domat ass eng nei, wichteg Etapp am europäische Prozess fir d'national Parlamente ugaangen. Den Traité erkennt fir d'éischte Kéier déi wichteg Roll vun den nationale Parlamente an der europäischer demokratescher Aarbecht un. D'Roll vun den nationale Parlamente gëtt verstärkt. Dodoerch komme weider Aufgaben op d'Parlament duer, énnner anerem d'Kontroll vum Respekt vum Subsidiaritéits- a Proportionalitésprinzip, mä och d'Missioun, fir d'Aktivitéite vun Eurojust ze evaluéieren an déi vun Europol ze kontrolléieren.

Déi Lëtzebuerger Chamber huet also elo méi Kompetenzen, wat den europäischen Décisionsprozess betréfft, mä domadder och nei Aufgaben, déi op d'Députéierten, mä awer och op d'Mataarbechter vun désem Haus zoukommen. Vill Viraarbecht ass dann och scho vun de Servicer vun der Chamber an och vun der zoustänniger aussen- an europapolitescher Kommissioune gelesen, fir dat Haus fit ze maache fir d'Akraaftriede vum Lissabonner Vertrag. An deenen nächste Woche wäert dann och eist Reglement missen émgeännert ginn, fir deenen neie Réalitée Rechnung ze droen.

An de leschte Wochen huet sech awer och gewisen, datt all eenzelnen Députéierte sech senger europapolitescher Verantwortung voll bewosst ass, an déi öffentlech Debatt iwwert de Programm vu Stockholm ass eigentlech e gutt Beispill heifir gewiescht. De Vertrag vu Lissabon stéet also elo sät dem 1. Dezember. Et ass un eis alleguer, e mat Liewen ze erféllen.

E weidert wichteg Evenement vun de leschte Méint war d'Porte ouverte. Net némmen d'Chamber, mä och de Statsrot, d'Cour des Comptes an de Médiateur hate sech un deem éischten Dag vun den Institutione bedeelegt. Et war e grosse Succès, an ech mengen, de Bléck hannet d'Kulissen huet de Leit och engersäits gewisen, datt d'Chamber keng Dunkellkammer ass, an anersäits, datt de Gros vun der parlamentarescher Aarbecht sech nicht den öffentleche Sitzungen haapsächlich an de Kommissioune ofspillt.

Ech wëll op déser Platz kee Gesetz vum Joer 2009 besonnesch ervirhiewen oder zréck-behalen. Jiddwer Gesetz, wat mir gestëmmt hunn, war wichteg an noutwendeg. Ech kéint lech op déser Platz vill Zuele vum Joer 2009 nennen, zum Beispill, datt mir 48 öffentlech Sitzungen haten. Dat sinn der vläicht manner wéi verschidden aner Joren, vu datt d'Chamber wéinst de Wahle fréizäiteg opgeléist gouf. Déi öffentlech Sitzunge goufen an iwwer 600 Kommissiou恩en préparéiert. Et goufen am ganze Joer 2009 ronn 120 Gesetzesprojekte gestëmmt. Mir hate véier Aktualitésstonnen, siwen Orientierungsdebatten, zéng aner Debatten, fénnef Interpellatiounen, ronn 600 parlamentaresch Ufroen an 20 Question-urgentes.

Ech kéint nach weider Zuelen nennen, mä et kënnt am Fong net op d'Zuelen un, och geet et net dorën, Rekorder opzestellen an eis alleguer selwer op d'Schëller ze klappen. De positiven oder negative Bilan gëtt net an Zuele gemaach, mä a konkrete Resultater. An do sinn an den éischte Woche vun der Legislatur scho wichteg Akzenter och an dësem Haus gesat ginn.

Awer och, wat d'Transparenz vun de Kommissiou恩ungen ueget, si mir e wichtige Schrëtt weiderkomm, well mir eis an der Presidentekonferenz dorop konnten eenen, datt an Zukunft d'Rapporté vun deene Sitzunge vun de Kommissioune der Öffentlechkeet wäerten zougänglech gemaach ginn. Ech wëll haut net am Detail op d'Eenelheete vun déser Moosnam agoen, mä wäert dat maache bei Geleéenheet vun der Neijoerschdagsréception um Ufank vum nächste Joer.

Lénf Kolleginnen a Kollegen, erlaabt mer da ganz um Enn nach e puer Wieder iwwert déi zwou grouss Erusfuerderungen, déi net némmen eis, mä déi ganz Welt momentan beschäftegen, nämlech d'Wirtschafts- a Finanzkris an de Klimawandel.

Wat den éischte Punkt betréfft, ass hei-riwwer münches an de Budgetsdebatte

gesot ginn. 2010 gëtt en eminent wichteg Joer fir eist Land, an do wäert d'Chamber och an éischter Linn gefuerert sinn.

Den Dialog mat de Sozialpartner soll an der Tripartite erém opgeholl ginn. An och dat ass e wichtige Schrëtt. Als President vun désem Haus wëll ech awer énnertreichen, datt et wichteg ass, datt d'Parlament esou fréi an esou enk wéi méiglech an dësen Dialog mat agebonne gëtt.

Am Moment tagen d'Émweltministeren a muer d'Statschefs zu Kopenhagen, fir Moosnamen ze décidier, déi eng massiv Reduktioun vun den CO₂-Emissionen an deenen nächste Jore weltwáit solle festleéen. Och hei si mir alleguer gefuerert, dës Moosnamen och am Land hei schnellstméiglech émzeseten, fir datt mir och eise Bäitrag zu déser weltwáiter CO₂-Reduktioun kenne leeschten.

Och wa bis haut nach keng definitiv Eenergung zu Kopenhagen erreicht ginn ass, brauch ech am Numm vun lech allegueren net op d'Wichtegkeet vun esou enger Eenergung ze insistéieren, déi d'Zukunft vun eisem Planéit und fir déi zukünfteg Generatiounen ofschéert.

Mir lieuen an enger Zäit vu groussen Erusfuerderungen, déi vun eis allegueren och en exceptionnelles Asaz ofverlaangen. A bei all deem dierfe mir ganz besonnesch net d'Schicksal vun deene Mannerbemittelten an eiser Gesellschaft, souwuel hei am Land wéi ausserhalb vun eise Grenzen, aus den Ae verléieren, an dat virun allem a wirtschaftlech méi rauen Zäiten. An duerfir sollen eis Gedanke besonnesch virun de Feierdeeg ganz besonnesch op all déi Leit geriicht sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, lénf Kolleginnen a Kollegen, ech wénschen lech elo scho vun déser Platz aus schéi Feierdeeg an e glécklech neit Joer, eng gutt Gesondheet a vill freedeg Momenter. Ech freeë mech, lech all gesond a monter Ufank Januar erémzegesinn, wann d'Chamber kommissioune erém zesummekommen.

Meng beschte Wénsch ginn natierlech och un d'Membere vun der Regierung a vun deenen aneren Institutiounen, un d'Mataarbechter vum Greffe a vun de Fraktiounen, un déi parlamentaresch Press an och un d'Sécherheitspersonal vun der Chamber. An och de Bierger vun désem Land, déi doueven op der Visiteurtribün sétzen oder eis...

(Hilarité)

...iwwer Chamber TV nokucken an nolauschteren, wénschen ech fréier Feierdeeg an all Gudden fir dat neit Joer.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Den Här Jean-Louis Schiltz huet d'Wuert.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Här President, ech hunn den agréable Plésiéier, well d'Presidentekonferenz mer déi Missioun uvertraut huet, am Numm vun eis alleguer hei ze répliquéieren. Ech répliquéieren am Numm vun eis alleguer, am Numm vun deene Mauven, awer och am Numm vun all deenen aneren. An ech maachen dat émsou méi gär, Här President, well ech haut de Moie festgestallt hunn, datt Der och därf mauver Fraktioun entre-temps baigetruede sidd,...

(Hilarité)

...déi an alle Fraktiounen a Gruppéierung hei vertrueden ass, an ech sinn iwwerzeeght, deen Dag, wou den Här Hoffmann géif eng Krawatt undoen, wär et och eng mauve.

► **M. André Hoffmann** (déi Lénf).- Awer bestëmmt!

(Hilarité générale)

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Merci, Här Hoffmann.

Ech wollt lech, Här President, och all Gudden wénsche fir dat neit Joer, an Ären excellente Generalsekretär, seng Adjoints an all d'Membere vum Greffe an d'Personal vun der Chamber an déi Wénsch aschläissen.

Ech wollt Merci soe fir déi exzellent Aarbecht, déi an deene leschte Méint hei gelesen ass. Merci och fir déi exzellent Aart a Manéier, mat därf Der hei dat Schéff dirigéiert hutt. Ech sinn iwwerzeeght, datt Äre Saz, deen heescht: „Loosst lech net aus der Rou bréngen“, wäert an deenen nächste Joren an d'Geschicht vun déser

Chamber agoen. En dréit op jidde Fall zur Serenitéit vun den Débates bääi.

Dir hutt et gesot: Mir hunn d'Aarbeitsmethod liicht geännert an de Kommissiounen. Mir wäerten dat elo maache virum Hannergrond vun deenen Diskussiounen, déi mer haten, wat d'Procès-verbalen, d'Publicitéiten an och an exceptionnelle Fäll d'Iwwerdroung vun de Kommissiou恩ungen an Hearingen ubelaingt. Well Der selwer annoncéiert hutt, datt Der géift d'Detailier am Januar soen, wëll ech deen net hei virgräifen. Mir waarden dann, fir déi, déi se nach net kennen, op déi Detailier, déi Der eis wäert am Januar matdeelen.

Dir hutt och déi verschidden Erusfuerderungen vum neie Joer, mengen ech, richteg duergeluecht, andeem Der d'Thema vum Klimaschutz an de Mëttelpunkt vun Äre méi politeschen Ausféierunge gesat hutt, andeem Der och d'Kris nach eng Kéier ernimmt hutt.

Wann ee seet, datt 2010 e schwieregt Joer wäert ginn, mengen ech, da seet een do näisch Neies. Ech géif vu menger Säit aus wénschen, datt mer mat all deenen Differenzen, déi eis charakteriséieren, zilföhrend Diskussiouen an deem Kader an an deenen aneren Dossiere wäerten hei hunn.

Dat gesot, Här President, wollt ech lech nach eng Kéier ofschléissend alles Gutts wénschen, an och vu menger Säit aus, Här President, an am Numm vun eis alleguer lech soen: Här President, loosst lech net aus der Rou bréngen!

Merci.

(Hilarité générale)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Schiltz. Ech wäert versichen, dat net ze maachen. Elo kritt nach d'Madame Ministresch fir d'öffentlech Fonctioun, och d'Kulturministesch, d'Wuert.

► **Mme Octavie Modert**, Ministre de la Culture, Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre à la Simplification administrative auprès du Premier Ministre, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative.- A Ministesch fir d'Relatiounen mam Parlament!

Merci, Här President.

(Hilarité et interruption)

Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn elo grad e Gesetz hei gestëmmt, wat dem gudden Zesummelieren an désem Land Rechung dréit. An dat wëll ech als zoustänneg Ministesch fir d'Relatiounen mam Parlament och hei ervirhiewen, dat gutt Zesummelieren an dat gutt Zesummeschaffen, dat d'Chamber an d'Regierung zesummen an désem Haus émmer hunn, émmer a fairen Diskussioune kenne virgoen, an, ech mengen, dat si mir eisem Land och schéllég, eise Bierger schéllég.

Mir stinn am Déngscht vum Land, vun all sengen Awunner, an duerfir ass et wichteg, datt mir gutt zesummeschaffen, an aller Serenitéit.

Ech soen all deene Merci, déi natierlech och iwwert de Krees vun Deputéierten a Ministeren eraus derzou baigetroffen hunn, besonnesch dem Personal vun der Chamber hei, op dat mer eis émmer verloosse kenneen, an ech wäert probéieren, och an Zukunft weiderhin alles ze maachen, datt eis Relatiounen gutt sinn a gutt zesumme kenneen goen.

An deem Senn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech lech alleguer schéin a gerousam Chrëschdeeg wénschen an e gudde Rutsch an dat nächst Joer. Ech sinn iwwerzeeght, datt et e Joer wäert voller Ereignisser a mat ganz villem Erusfuerderungen ginn. Dorobber kenneen mer eis ganz sécher gefaasst maachen. An och dat wäerte mer eis an aller Serenitéit, zesummen, am Déngscht vun eisem Land, virhuelen.

Merci villmools.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen der Ministesch fir d'Kultur, d'Fonction publique a fir d'Relatiounen mam Parlament e ganz grosse Merci.

Domadder ass d'Sitzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.53 heures)

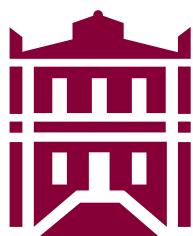


Sommaire des séances publiques N°13-15

Communications	page 159	- Question N°24 du 14 décembre 2009 de M. André Bauler relative aux différents taux de cotisations de la mutualité des employeurs, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale	page 178
Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel	page 159	Hommage à la mémoire de M. Nic Klecker	page 175
6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)	pages 159-166	Question N°187 de M. Fernand Etgen au sujet de la restauration du château d'Useldange et le projet pilote «Perception» de l'UNESCO	pages 178-179
	page 170	Question avec débat N°3 de M. Robert Weber sur le chômage des salariés frontaliers	pages 179-180
Dépôt d'une proposition de loi	page 166	5987 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications	pages 180-181
5591 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2005		6013 - Projet de loi	
5740 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2006		1) portant approbation du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, fait à Budapest le 28 avril 1977 et modifié le 26 septembre 1980	
5891 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2007		2) portant modification de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée	pages 181-182
6058 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2008	pages 166-170	6080 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la République d'Arménie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 juin 2009	page 182
6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)		6063 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle inférieure	pages 183-186
Motion de M. Xavier Bettel relative à la création du groupe de travail interinstitutionnel prévu par le programme gouvernemental pour discuter de l'implication, du rôle et des pouvoirs du Conseil d'État	pages 170-172	5954 - Projet de loi relatif aux droits de succession et de mutation par décès et modifiant	
Communications	page 173	- la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession	
Ordre du jour	pages 173-174	- la loi modifiée du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession	
Heure de questions au Gouvernement		- la loi du 31 janvier 1921 concernant modification de l'article 22 de la loi du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession	
- Question N°16 du 15 décembre 2009 de M. Lucien Lux relative aux voies et moyens permettant de parvenir à un accord international en matière de protection du climat à la Conférence de Copenhague, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État	pages 174-175	- la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre	pages 186-187
- Question N°17 du 15 décembre 2009 de M. Robert Weber relative à la suppression possible d'emplois auprès d'ArcelorMittal en 2010, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration	page 175	5872 - Projet de loi relative à la profession de l'audit et:	
- Question N°18 du 14 décembre 2009 de M. André Bauler relative à la contrefaction de médication, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale	pages 175-176	- portant transposition de la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil,	
- Question N°297 du 4 décembre 2009 de Mme Viviane Loschetter et de M. Félix Braz relative au paiement de salaires suite à l'introduction du statut unique et		- portant organisation de la profession de l'audit,	
- Question N°19 du 14 décembre 2009 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la problématique des indemnités versées en cas d'incapacité de travail des salariés en rapport avec le travail de nuit, de dimanche et de jours fériés survenue suite à l'introduction du statut unique, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration	page 176	- modifiant certaines autres dispositions légales, et	
- Question N°20 du 14 décembre 2009 de M. François Bausch relative aux communes qui, avec leur tarification de l'eau, ont déclaré de ne pas se conformer aux dispositions de la loi du 18 décembre 2008, à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région	pages 176-177	- portant abrogation de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseur d'entreprises	pages 188-190
- Question N°21 du 15 décembre 2009 de M. Mill Majerus relative à la prise en charge dans les lycées des élèves présentant des troubles de langage, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle	page 177	6064 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 juillet 2006 autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du Baccaulaéatur international	pages 190-192
- Question N°22 du 15 décembre 2009 de M. Fernand Kartheiser relative à la violence domestique, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances	page 177	6031 - Projet de loi modifiant et complétant	
- Question N°23 du 14 décembre 2009 de M. Claude Haagen relative aux mesures à mettre en œuvre en vue d'endiguer la spéculation financière internationale, dont notamment le prélèvement mondial sur les transactions financières, adressée à M. le Ministre des Finances	pages 177-178	a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;	
		b) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État;	
		c) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;	
		d) la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique	pages 192-196
		Discours de fin d'année de M. le Président	page 196

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes, législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N°6 • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2^e session extraordinaire 2009		
0130	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0131	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0132	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0133	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0134	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0135	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0136	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0137	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0138	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0139	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0140	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0157	Jean Colombera	Nourriture saine et efficace dans les Maisons relais
0168	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0169	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0170	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0171	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0172	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0173	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0174	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0175	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0176	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0177	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0178	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0179	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0180	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0181	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0182	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0183	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0184	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0185	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0186	Gast Gibéryen	Subsides accordés
Session ordinaire 2009-2010		
0204	Félix Eischen	Emploi des personnes âgées de plus de 55 ans
0211	Claude Haagen	Eaux souterraines
0223	Gilles Roth	Courrier émis par le Aert-Lycée
0225	André Bauler	Réorganisation des services de secours
0228	Eugène Berger	Ligne ferroviaire directe entre Luxembourg-ville et Esch/Alzette
0229	Marc Spautz	Plan national cancer
0233	Gast Gibéryen	Contrôle technique périodique des véhicules
0237	André Bauler	Restitution d'impôts
0243	Jean Colombera	Grippe A/H1N1 - Vaccination du personnel médical
0249	Gilles Roth	Deductibilité fiscale des frais liés à un cabinet de travail
0254	Jean Colombera	Utilisation du cannabis en médecine
0255	Xavier Bettel	Inhalation du gaz contenu dans les recharges de briquets
0256	Jean-Paul Schaaf	Mode de financement de la part communale de l'enseignement fondamental
0260	Jean Colombera	Concurrence déloyale
0272	Claudia Dall'Agnol	Formation de la Police grand-ducale
0284	Jean Colombera	Grippe A/H1N1 - Nouveau vaccin
0288	Carlo Wagner	Grippe A/H1N1 - Effets secondaires du vaccin
0357	Claude Haagen	Fermeture annoncée de la brasserie de Diekirch

2^e session extraordinaire 2009

Question 0130 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement**:

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Madame le Ministre peut-elle fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics...)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, Ministre de l'Égalité des Chances:

I. Frais de création et de diffusion

1. Campagne «Grand Public»

En 2008 et 2009, le Ministère de l'Égalité des Chances a reconduit une campagne créée en 2007. De ce fait, les frais de création de cette campagne ne rentraient plus en ligne de compte pour les budgets 2008 et 2009, mis à part des adaptations graphiques ponctuelles. Les frais de diffusion se sont répartis de la manière suivante:

En 2008:

Cinéma: 2.760,00 EUR
Télévision: 59.656,21 EUR
Annonces presse: 72.870,65 EUR
Affichages: 54.992,28 EUR
Banner Internet: 644,00 EUR

En 2009:

Cinéma: 11.093,59 EUR
Télévision: 25.702,40 EUR
Annonces presse: 36.763,32 EUR
Affichages: 50.020,75 EUR

Banner Internet: 1.376,55 EUR

Cette campagne présentait sur un aplat de couleurs vives des expressions simples et concises intégrant les symboles masculin et féminin. Cette campagne purement typographique a permis de varier des slogans et des messages sur les différents thèmes et dans différentes langues ciblant des publics différents et permettant des déclinaisons multiples (affiches, mailing, stands, annonces, cartons d'invitations, banderoles internet,...). L'adaptabilité a permis de réutiliser la campagne sur plusieurs années tout en variant les messages ou en introduisant deux niveaux de lecture.

2. Campagne «Violence domestique»

En 2008 et 2009, le Ministère de l'Égalité des Chances a reconduit sa campagne sur la violence domestique créée en 2007. Pour ces deux années, le coût de cette campagne s'est limité aux frais de diffusion, ventilés de la façon suivante:

En 2008:

Cinéma: /
Télévision: /

Annonces presse: /
Affichages: /

Banner Internet: /

En 2009:

Cinéma: 2.415 EUR
Télévision: 36.413,33 EUR

Annonces presse: /
Affichages: /

Banner Internet: /

La sélection des supports presse a été effectuée en tenant compte le plus possible du meilleur quotient «cpm» (coût par mille) visant à optimiser les coûts de diffusion par le plus grand nombre de contacts de lecture.

3. Campagne «Prostitution/Traite»

En 2008, une nouvelle campagne a été créée abordant le sujet de la traite de l'être humain. Les coûts de création se sont chiffrés à 16.859 euros.

En 2008:

En 2009:

Cinéma: /
Cinéma: /

Télévision: /
Télévision: /

Annonces presse: 26.328,31 EUR
Annonces presse: /

Affichages: 27.496,50 EUR
Affichages: 2.415,00 EUR

Banner Internet: /
Banner Internet: /

II. Évaluation des campagnes

La campagne médiatique a été évaluée en 2006 et 2008 moyennant des interviews effectuées par téléphone suivant la méthode CATI (Computer Assisted Telephone Interview).

Le Ministère a réalisé ces études à usage interne afin de pouvoir évaluer ses actions et de mieux cibler le public visé.

L'échantillon était constitué de 504 personnes représentatives de la population résidente du Luxembourg à partir de 15 ans et toutes nationalités confondues. L'échantillonnage a été effectué par «random dialing», des pondérations ont été opérées selon âge, sexe, activités, nationalité, région. L'intervalle de confiance était de +/- 3,5%. Les deux études ont été réalisées par TNS-ILRES.

Les thèmes abordés étant la notoriété des activités du Ministère de l'Égalité des Chances dont notamment les thèmes de l'égalité de salaire, de la lutte contre la violence, de la conciliation vie privée/vie professionnelle ou encore des actions ponctuelles comme la campagne d'affichage, les actions positives dans les entreprises ou le Prix féminin de l'entreprise.

La notoriété du Ministère a été relativement faible due notamment à une confusion entre Ministre de l'Égalité des Chances et Ministre de la Famille. Les champs d'action les plus connus ont été l'égalité de salaire, la violence domestique et le thème de la conciliation de la vie professionnelle et privée. Parmi les activités du Ministère, la lutte contre la violence (81%), les campagnes médiatiques (67%) et le Prix féminin de l'entreprise (42%) ont été le plus cités suivies des actions positives (avec une hausse de 16% en 2006 à 30% en 2008 des personnes interviewées).

Un deuxième volet portait sur la perception actuelle en matière d'égalité des femmes et des hommes. Comparée sur deux ans, la perception générale en matière d'égalité des femmes et des hommes n'a pas évolué.

Les enquêtes montrent que, de manière ponctuelle, les efforts de sensibilisation ont amené un changement positif dans l'opinion publique sur certains thèmes. Trois exemples:

- En 2008, un tiers des femmes et des hommes, 29% respectivement 30% estiment qu'il n'y a pas égalité au niveau des salaires. En 2006, ce pourcentage était encore de 38% (pour les femmes et les hommes).

- Légère hausse au niveau de la perception de l'égalité au niveau de la prise de décision: 30% en 2008 contre 26% en 2006 estiment que les femmes et les hommes ont les mêmes chances pour accéder à des postes de direction. Une tendance vers une perception plus positive de la situation des femmes et des hommes semble se confirmer et qui pourrait être en relation avec les efforts de sensibilisation entrepris par le Ministère de l'Égalité des Chances.

- En 2008, 74% des personnes interviewées sont d'avis que l'éducation des jeunes se fait dans un esprit d'égalité contre 65% en 2006.

Question 0131 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement**:

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics...)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **M. François Biltgen**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

En réponse à la question parlementaire N°131 de l'honorable



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

Député Gast Gibéryen, j'ai l'honneur d'indiquer que le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'a pas lancé de campagne d'information au sens propre du terme, ni en 2008, ni au premier semestre 2009.

Si l'honorable Député considère que la Foire de l'Étudiant organisée annuellement par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche fait partie des campagnes d'information auxquelles il se réfère dans sa question parlementaire, j'ai l'honneur de l'informer que l'organisation de l'édition 2008 de cette Foire a engendré des frais d'un montant total de 251.886,67 €.

Question 0132 (5.10.2009) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant les campagnes d'informations du Gouvernement:

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Madame le Ministre peut-elle fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics...)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

De nombreuses campagnes d'information ont été lancées par le Ministère de la Famille et de l'Intégration. Ces campagnes ont été soit lancées directement par le Ministère respectivement l'administration, soit à travers ou en collaboration avec des associations conventionnées à ces fins.

Ci-après vous trouverez l'énumération de ces différentes actions:

- Surendettement

En 2008, le Ministère de la Famille et de l'Intégration a investi 3.222,50 € pour la création d'un dépliant, en langue française, qui indique les adresses et les différents moyens pour contacter les Services d'information et de conseil en matière de surendettement, ainsi que leurs principales missions.

En 2009, 578,45 € ont été utilisés pour créer les versions allemandes et portugaises du dépliant précité.

Cette campagne est organisée par le Ministère de la Famille et de l'Intégration en collaboration avec les organismes Inter-Actions a.s.b.l. et Ligue Médico-Sociale, qui sont les gestionnaires des Services d'information et de conseil en matière de surendettement.

- Accessibilité personnes handicapées

En juillet 2009 fut lancée la campagne d'information au sujet de la loi du 22 juillet 2008 relative à l'accessibilité des lieux ouverts au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance.

À cette fin une agence de publicité avait élaboré un dépliant au prix de 1.443,25 € et l'imprime-

rie Faber a imprimé 15.000 dépliants en langue française et 15.000 dépliants en langue allemande pour un prix total de 1.436,85 €.

Ces dépliants ont été diffusés début juillet 2009 à toutes les associations et institutions directement concernées, dont:

Blannevereenegung, Canne blanche, Chiens Guides d'Aveugles Luxembourg, Rhana, AMVA, Association pour Déficients Visuels, Info-Handicap, Institut pour Déficients Visuels.

Une version française et une version allemande du dépliant ont été envoyées aux ministères, aux administrations communales, aux médecins, aux dentistes, et à tous les autres professionnels de soins.

Le dépliant a été envoyé également à tous les gestionnaires de lieux ouverts au public comme les entreprises de transport public, les cinémas, les théâtres, les restaurants, les hôtels, les magasins, les salons de coiffure, les locaux de vente de denrées alimentaires, etc., les lieux permettant une activité professionnelle, formatrice ou socio-éducative, les établissements hospitaliers, les établissements pénitentiaires, les piscines et les établissements d'alimentation collective.

Les coûts estimés pour frais de sensibilisation et d'information relatifs à la situation des personnes handicapées s'élèvent respectivement pour l'exercice 2008 à 19.189,71 et pour 2009 à 1.495,35 €.

- Personnes âgées

L'élaboration et l'édition d'un guide pratique pour Seniors par le Ministère de la Famille a coûté 24.751,69 €.

Par ailleurs, le coût de la promotion du service «Senioren-Telefon» (élaboration affiche et insertion annonce) pour les années 2008 et 2009 s'élève à 1061,45 €.

Une coopération entre le Ministère de la Famille et de l'Intégration, l'Entente des Gestionnaires des Institutions pour Personnes Âgées (EGIPA) a.s.b.l. et l'Office National du Tourisme a permis l'élaboration des Pages Seniors Agendalux.lu au prix de 25.902,50 €.

- Bénévolat

Exercice 2008

Assemblée semestrielle du Centre européen du Volontariat 5.700 €

Journée Internationale du Bénévolat (Conférence) 1.600 €

Services de consultation juridique et de Médiation 4.000 €

Portail du Bénévolat (mise en application) 11.600 €
22.900 €

Exercice 2009 (1^{er} semestre)

Fête des enfants (Cap Vert - Jeunes pompiers) 8.700 €

Portail du Bénévolat (mise à jour des données) 15.000 €
23.700 €

Le coût de la campagne de promotion et d'information pour la carte du jeune bénévole, Team K8, conçue comme une reconnaissance formelle et visible de l'engagement du bénévole dans la société, s'est élevé à 32.111 €.

- Mise en place du chèque-service (exercice 2009)

La mise en place du chèque-service exigeait de la part du Ministère de la Famille et de l'Intégration une large campagne de communication et de sensibilisation puisque le nouveau dispositif vise à remplacer complètement

le système de tarification antérieur.

La campagne visait surtout le grand public et en particulier les parents dont les enfants sont encadrés dans une structure d'accueil.

La communication envers le grand public se compose de trois éléments:

- Envoi à tous les ménages de dépliants contenant des informations de base sur le dispositif chèque-service accueil (disponibles en français/allemand ou en portugais/anglais).

Les frais s'élèvent à 97.100 € (lay-out, dessins, impression et livraison).

- Impression de brochures avec des informations détaillées (disponibles en français, allemand, anglais et portugais).

Les frais s'élèvent à 34.191 € (lay-out, impression et livraison).

- Mise en place d'un Call-Center pour répondre aux questions des parents et des acteurs du secteur communal et des structures d'accueil.

Les frais en relation avec la campagne d'information s'élèvent à environ 40.000 €.

La campagne de sensibilisation et de communication accompagnant la mise en place du dispositif se chiffre à 171,291 €.

- Maisons Relais pour enfants (exercice 2007/2008)

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration a édité un manuel en collaboration avec l'Université du Luxembourg, le Syndicat des Villes et Communes et de l'Entente des Foyers de jour intitulé «Maison relais pour enfants - Le manuel/Das Handbuch». Cet ouvrage vise à informer les parents et les prestataires sur toutes les facettes de cette structure extra-scolaire. Coût de l'édition: 48.922 €.

- Droits de l'Enfant

Les campagnes d'information lancées par le Ministère de la Famille dans le cadre de la promotion des droits de l'enfant en 2008 concernent essentiellement l'élaboration d'un «plan de ville enfant», la préparation, réalisation et conception du calendrier ULC; l'impression des brochures dans le cadre de la médiation familiale ou encore la participation à la «Medienwoche» de la «Formation adultes», ont été décomptées pour un total de 73.645 €.

Question 0133 (5.10.2009) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant les campagnes d'informations du Gouvernement:

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics...)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de M. Luc Frieden, Ministre des Finances:

Le Ministère des Finances n'a pas fait de campagnes d'information ou de publicité payantes pendant l'année 2008 et le premier semestre 2009.

de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

Pour la période visée par la question parlementaire de l'honorable Député, le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région a participé financièrement à la campagne d'information «Drénkwaasser» initiée par l'association ALUSEAU, Association Luxembourgeoise des Services d'Eau. La convention conclue entre l'ALUSEAU et le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région prévoit une participation maximale de 25.000 euros par an pour un coût total de 180.000 euros par an. La durée de la campagne est de trois ans. La contribution réelle du Ministère s'élevait à 15.000 euros pour l'année 2008 et à 15.385 euros pour le premier semestre 2009.

La campagne prévoit entre autres des spots diffusés à la radio et à la télé, des annonces dans la presse nationale, des affiches sur les bus des transports publics, la mise en place d'un site internet www.drenkwaasser.lu, ainsi que la réalisation d'un «Waasserbus», un camion aménagé qui sillonne le pays pour s'arrêter auprès des écoles et autres lieux publics pour rencontrer la population. La répartition des coûts de la campagne est approximativement la suivante:

Spots télé, radio & internet 33,3%
Bus pédagogique 20,9%

annonces presse 12,5%

Site internet www.drenkwaasser.lu 9,8%

Affichage Full back bus 9,6%

Conception 7,4%

Événementiel (concours, flyers, présentoir) 4,2%

Objets dérivés, matériel pédagogique 2%

Etant donné que la campagne «Drénkwaasser» est actuellement encore en cours, aucune évaluation n'a encore été effectuée.

Question 0136 (5.10.2009) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant les campagnes d'informations du Gouvernement:

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics...)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de M. François Biltgen, Ministre de la Justice:

La seule campagne d'information organisée par le Ministère de la



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

Justice au cours de la période de référence concerne la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise.

Dès le vote du texte par le législateur, le Ministère de la Justice a publié un dossier «nationalité» sur le site internet <http://www.mj.public.lu/nationalite/index.html>. Ce site contient principalement une présentation de la nouvelle législation, des fiches d'information sur les différentes procédures et des formulaires à joindre aux dossiers. Les fiches et formulaires sont disponibles en langues française et allemande. Certaines informations peuvent également être consultées en langue portugaise.

Par ailleurs, une infoline «nationalité» a été mise en place. Tout intéressé peut demander des renseignements sur le droit de la nationalité luxembourgeoise en composant, à partir du territoire national, le numéro vert 8002 1000 (numéro gratuit) et, à partir de l'étranger, le numéro +352 247-88588 (numéro payant). Cette infoline est accessible du lundi au vendredi de 8.30 à 12.00 heures et de 13.30 à 17.00 heures. Des fonctionnaires du Ministère de la Justice répondent aux questions des personnes intéressées.

En outre, une brochure sur la nationalité luxembourgeoise a été élaborée par le Ministère de la Justice et le Service information et presse (SIP) du Gouvernement. Cette brochure contient un commentaire de la réforme législative, des fiches d'information sur les procédures et plusieurs annexes, comme par exemple l'ensemble des textes constitutionnel, législatif et réglementaire relative à la nationalité luxembourgeoise. La brochure a été publiée en langues française (5.000 exemplaires), allemande (2.500 exemplaires) et anglaise (2.500 exemplaires). Elle peut être commandée auprès du SIP ou téléchargée sur le site internet précité.

D'autre part, le Ministère de la Justice a assuré l'information des communes qui sont un acteur important en matière de nationalité luxembourgeoise. Afin d'assurer la formation des agents communaux, le Ministère de la Justice a organisé deux séminaires en collaboration avec le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Sylvicol).

En ce qui concerne les frais de la campagne d'information, le coût total des 10.000 brochures est de 39.706,87 euros. Les 3.281 appels sur le numéro vert ont coûté 1.639,89 euros. Le site internet et les deux séminaires n'ont entraîné aucune dépense spécifique à charge du budget de l'Etat dans la mesure où le travail a été intégralement réalisé par des fonctionnaires du Ministère de la Justice.

Vu le nombre élevé de demandes de renseignement sur la nationalité luxembourgeoise et de nouvelles procédures, l'impact de la campagne d'information est jugé positif.

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics...)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **M. Marco Schank, Ministre du Logement:**

D'emblée, il y a lieu de rappeler qu'avant les dernières élections législatives de juin 2009, le Ministère du Logement se trouvait encore intégré en tant que département ministériel au sein du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. Les renseignements fournis ci-après se rattachent donc uniquement aux campagnes d'information lancées par le Département du Logement et non pas à celles du Ministère du Logement autonome, constitué après les dernières élections législatives.

À noter que depuis la création d'un premier Ministère du Logement autonome en 1989, ses responsables ont toujours eu le souci d'investir dans les relations publiques afin d'informer au mieux nos citoyens des aides de l'Etat en matière de logement en vue de favoriser l'accès au logement en général et à la propriété en particulier.

Concernant l'année 2008 et le 1^{er} semestre 2009, les différentes campagnes d'information du Département du Logement étaient notamment liées à la participation à des manifestations comme le Festival des Migrations, des Cultures et de la Citoyenneté, l'Oeko-Foire et la Semaine Nationale du Logement, à la collaboration lors de la réalisation d'ouvrages, tels que les «Guides OAI» ou le «Guide de la Construction» réalisé par la Fédération des Artisans, respectivement à la diffusion de matériel d'information relatif aux différentes aides établies en matière de logement.

Quant aux dépenses budgétaires relatives à la répartition de l'ensemble des campagnes d'information sur les différents médias, celles-ci peuvent être ventilées comme suit:

Exercice budgétaire 2008:

Internet: 6.032 €; Radio: 1.956 €; Presse écrite: 5.400 €; Affiches/brochures/dépliants/rapports Observatoire de l'Habitat: 94.429 €; Foires: 79.803 €, soit au total 187.620 €.

Exercice budgétaire 2009:

Internet: 5.771 €; Radio: 20.424 €; Presse écrite: 13.740 €; Affiches/brochures/dépliants/rapports Observatoire de l'Habitat: 48.201 €; Foires: 10.170 €, soit au total 98.306 €.

En l'absence d'une évaluation systématique auprès du public des répercussions de telle ou de telle campagne d'information spécifique, le Ministère du Logement dispose néanmoins de certaines indications quant à l'impact de l'une ou de l'autre action menée.

Ainsi, un comptage du nombre des visiteurs de la 12^e édition de la «Semaine Nationale du Logement», ayant eu lieu du 2 au 5 octobre 2009 à la Luxexpo, a notamment relevé 7.360 visiteurs, soit plus de 1.800 personnes par jour, ce qui est tout de même assez important pour une foire spécialisée de ce type.

Autre exemple: l'exploration en 2009 des «logs de visite» du site internet de l'Observatoire de l'Habitat du Ministère du Logement a révélé quelque 7.000 pages visitées en moyenne par mois, et ceci pour les neuf premiers mois de l'année.

Pour conclure: compte tenu du nombre sans précédent de journalistes ayant assisté aux deux dernières conférences de presse organisées en août et septembre 2009 à l'occasion de la présentation par le Ministre du Logement des derniers résultats du crédit Observatoire ainsi que de la 12^e «Semaine Nationale du Logement», les efforts en matière de relations publiques menés par le Ministère du Logement semblent de moins en moins passer inaperçus.

Question 0138 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen (ADR)** concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics...)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

La liste des campagnes d'information et de sensibilisation menées par mon Ministère pendant la période visée par l'honorables Parlementaire est annexée à la présente. Les dates de lancement de ces campagnes y sont mentionnées, de même que les vecteurs de communication choisis.

En règle générale mes services procèdent à une évaluation des campagnes. Pour ce faire:

- ils mesurent l'impact dans les médias;

- ils dressent des statistiques de fréquentation de nos sites Internet (www.sante.lu et www.dondorganes.lu);

- ils recensent les commandes de matériels d'information, ainsi que les envois;

- chaque fois que possible, ils finalisent par une enquête auprès du public, évaluant les opinions, l'état des connaissances, l'intention de choix ou de comportement, suite aux recommandations de santé publique émises lors de la campagne concernée.

J'annexe un exemple d'enquête d'évaluation, menée après la campagne pour le don d'organe

menée en 2008, auprès d'un échantillon de 1238 personnes entrées en contact avec mes services via le site Internet www.dondorganes.lu.

(L'annexe peut être consultée au Greffe de la Chambre des Députés.)

Campagnes d'information lancées en 2008 et 2009

(Tous les montants comprennent aussi bien les frais de conception, que d'impression et de diffusion)

2008

7.1.2008	Lancement du programme d'aide au sevrage tabagique «Une nouvelle vie sans cigarette» - Spot radio - Affiches - Annonces presse écrite - Dépliant - Stand d'information et exposition dans deux lycées Total des coûts: 24.760,11 €
26.2.2008	Promotion du don d'organes «Il y a une vie après la mort» - Brochure - Affiches - Annonces presse écrite - Affichage abribus - Spot TV - Spot radio - Affichage Utopolis - Banner sur Internet - Création d'un site Internet www.dondorganes.lu Total des coûts: 63.323,40 €
1.3.2008	Prévention du cancer du col de l'utérus par la vaccination contre le Human Papilloma Virus (HPV) - Annonces presse écrite - Brochure Total des coûts: 10.110,25 €
31.5.2008	Journée mondiale contre le tabac: - Manifestation du réseau «Écoles sans tabac»: Aktion rauchfreie Bannmeile à Luxembourg-ville et Ettelbruck - Impression de T-shirts pour les élèves animant la «Bannmeile». Total des coûts: 1.530,00 €
6/2008	Canicule - Affiches - Dépliants Total des coûts: 3.189,24 €
10/2008	Campagne annuelle au sujet de la vaccination contre la grippe saisonnière «Pour garder la forme cet hiver, faites-vous vacciner contre la grippe» - Spot radio - Dépliant - Affiches - Annonces presse écrite Total des coûts: 18.907,72 €
18.11.2008	Usage raisonnable d'antibiotiques «Pas d'antibiotiques contre les virus!» (dans le cadre du «European Antibiotic Awareness Day») - Spot TV et cinéma - Spot radio - Brochure - Affiches - Quiz interactif (Test de connaissances) sur Internet - Annonces presse écrite Total des coûts: 64.773,41 €
26.11.2008	Ouverture des maisons médicales - Dépliant - Affiche - Spots radio - Annonces presse Total des coûts: 21.832,35 €
11/2008	Journée mondiale contre le diabète (en collaboration avec la maison du diabète) - Spots radio Total des coûts: 5.365,46 €
1.12.2008	Lutte contre le SIDA «S'envoyer en l'air sans protection, c'est SIDAngereux» - Affiches - Affichage abribus - Affichage Transit (arrière des bus) - Annonces presse écrite - Dépliants/brochures - Cartes postales - Spot cinéma - Spot radio - Banner sur un site Internet de rencontre (www.love.lu) Total des coûts: 101.977,42 €
22.12.2008	Gestes d'hygiène «Halte aux microbes» - Spots TV Total des coûts: 15.486,23 €
	Dépistage précoce du cancer du sein par mammographie - Dépliants/brochures - Organisation d'un concert (Ellen Ten Damme) Total des coûts: 25.471,88 €

Question 0137 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen (ADR)** concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

2009

Avril	<p>Lancement officiel du Portail Santé: - Dépliants - Affiches - Spots radio - Annonces presse écrite Total des coûts: 28.666,09 €</p>
11.5.2009	<p>Cancer de la peau: Campagne de sensibilisation à l'exposition des rayons solaires - Annonces presse écrite - Spots radio - Affiches - Dépliants/brochures Total des coûts: 31.338,81 €</p>
31.5.2009	<p>Journée mondiale contre le Tabac «Ne fous pas ta vie en l'air» - Affichage abribus - Affiches - Spot cinéma - Création d'un site Internet - Cadeaux (pour un concours d'affiches) - Manifestation du réseau «Écoles sans tabac»: Aktion rauchfreie Bannmeile à Luxembourg-Ville et Ettelbruck - Impression de T-shirts pour les élèves animant la «Bannmeile». Total des coûts: 47.726,25 €</p>

Question 0139 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement**:

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics...)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Sécurité sociale:

En réponse à sa question parlementaire, j'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que le département de la sécurité sociale n'a engagé aucune dépense pour des campagnes publicitaires pendant les exercices budgétaires 2008 et 2009.

Question 0140 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement**:

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics...)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau

Campagne réalisée par l'Inspection du Travail et des Mines:

- Campagne de sensibilisation relative à l'approche globale des entreprises en matière d'évaluation des risques pour 2008 et 1^{er} semestre 2009 65.880,00 € dont:

Annonces presse écrite 9.390,00 €

Dépliants/brochures 56.490,00 €

Affiches (prise en charge par l'Agence de Bilbao)

Internet et cadeaux publicitaires (inclus dans prix des dépliants)

Campagne réalisée par l'École Supérieure du Travail:

- Frais de publicité/publication 10.398,00 €

dont:

Annonces dans la presse écrite 3.363,00 €

Impression de dépliants/brochures 644,00 €

de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **M. Nicolas Schmit**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

Suite à votre question parlementaire N°140 du 5 octobre 2009, me demandant de vous fournir une liste mentionnant le coût des campagnes d'information lancées par mes départements en 2008 et au 1^{er} semestre 2009, je vous prie de bien vouloir tenir en annexe les chiffres suivants exprimés en euros:

Campagnes réalisées par le Ministère du Travail et de l'Emploi:

- Campagne de promotion du Fonds social européen 94.476,79 €

dont:

Diffusion web 10.870,95 €

Diffusion radio 11.713,56 €

Diffusion télévision 16.170,77 €

Campagne transit (dos de bus) 11.615,00 €

Conception et réalisation de la campagne 44.106,51 €

- Journées nationales de l'emploi du 4-6 juillet 2008 145.791,17 €

dont:

Campagne radio (à charge du budget du SIP) 16.709,00 €

- Bourse nationale de l'emploi du 20-21 mars 2009 115.730,75 €

- Conférence-débat «Mobbing - prévenir et agir» 13.691,02 €

dont:

Réalisation et impression brochures 1.288,00 €

Matériel publicitaire 1.707,84 €

Campagnes réalisées par l'Administration de l'emploi:

- Frais de publicité, de sensibilisation, de l'information des divers services et aides au public: 390.727,00 €

Publication et insertion dans l'anuaire téléphonique, réalisation et réimpression de brochures à charge du crédit budgétaire 16.1.12.140 pour l'année 2008 49.047,00 €

Publication et insertion dans l'anuaire téléphonique, réalisation et réimpression de brochures à charge du crédit budgétaire 16.1.12.140 pour le 1^{er} semestre 2009 46.680,00 €

52 annonces dans un quotidien à grand tirage dans les pages «Marché de l'emploi» (à charge du Fonds pour l'emploi)

295.000,00 €

Cette politique comprend l'analyse de l'état des lieux avec l'identification des problèmes du terrain, l'élaboration de solutions communes et de processus d'amélioration, en collaboration avec tous les partenaires impliqués: responsables politiques, experts scientifiques et nutritionnels, personnel technique de mise en œuvre. Les services sont en train de réactualiser et de compléter le guide de la restauration scolaire mentionné ci-haut. Une nouvelle édition est prévue pour 2010. Celle-ci tiendra compte également des messages clefs pour une alimentation équilibrée de l'enfant et du jeune, ainsi que des exemples de bonnes pratiques. Dans la foulée, une formation continue pour cuisiniers est en préparation.

Cependant, les produits «biologiques» ne sont pas ipso facto des garanties pour une alimentation équilibrée et saine. Le sujet présente une certaine complexité qui, outre la qualité des ingrédients premiers doit veiller à d'autres aspects comme par exemple la conservation des produits alimentaires ou encore les méthodes de préparation de ceux-ci.

Dans le cadre du plan d'action national «Gesond iessen, méi bewegen» Restopolis travaille sur la qualité nutritionnelle des repas servis dans les restaurants scolaires et sur la promotion d'une alimentation saine et équilibrée auprès des jeunes via des semaines thématiques, des actions ponctuelles dans les restaurants ou encore des lancements de produits alimentaires sains.

Restopolis garantit des menus équilibrés, moyennant le contrôle de l'équilibre alimentaire par une diététicienne. Outre la qualité nutritionnelle contrôlée via des fréquentiels, la qualité de l'engagé alimentaire, c'est-à-dire de la matière première, est un point essentiel auquel le service de la restauration scolaire attache une très grande importance. En effet, toutes les préparations sont réalisées sur base de produits frais, de saison, provenant partiellement de l'agriculture biologique, du commerce équitable et en partie de produits congelés. Dès lors, des produits finis ne sont pas autorisés pour la production de repas scolaires.

Ces produits souvent riches en «acides gras saturés» et en «acides gras trans», riches en sucres et/ou en sel sont bannis de la politique d'achat. Dans les limites du budget disponible par repas, les critères de la saisonnalité, de l'origine du produit, de la distance parcourue par le produit, de la fraîcheur du produit et du «fait maison» sont à respecter. Il est à noter que les prix des produits finis sont nettement plus élevés que les prix des matières premières achetées à l'état brut.

Des repas équilibrés et durables

Restopolis a pris l'engagement de mettre progressivement en place des repas durables dans les cuisines de collectivités: il s'agit de plats préparés à partir de marchandises provenant du marché équitable, de l'agriculture biologique et de régions proches afin de protéger l'environnement et afin de respecter le rythme des saisons.

En conclusion, il importe de noter que la restauration des collectivités pour enfants et adolescents est un sujet de première importance qui est poursuivi par le Comité interministériel dans le cadre du plan d'action «Gesond iessen, méi bewegen». Un grand nombre de projets interdisciplinaires «Gesond iessen, méi bewegen» avec expérience pratiques se réalisant dans les écoles, lycées, maisons relais, maisons de jeunes, auberges de jeunesse, le SNJ et les communes sont des éléments importants pour l'amélioration des collaborations interprofessionnelles.

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aime-rais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères:

En réponse à la question de l'honorable Député, j'ai l'honneur de l'informer que le montant global des subsides et autres subventions ou contributions volontaires accordés, en 2008, par le Ministère des Affaires étrangères à diverses sociétés et organisations nationales ou internationales s'est élevé à 1.827.836 €.

Ce montant, équivalent à 0,49% du budget des dépenses du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration en 2008, se compose:

- de subsides à des sociétés de bienfaisance, d'aide sociale ou d'autres associations luxembourgeoises engagées au plan international ou ayant pour objet de sauvegarder respectivement de promouvoir les intérêts nationaux à l'étranger (voir annexe 1);

- de contributions volontaires à des missions de gestion civile ou militaire de crises qui opèrent sous la responsabilité d'organisations internationales ainsi qu'à des actions internationales à caractère politique ou économique (voir annexe 2);

- de subventions à des institutions et organisations internationales, notamment pour le financement d'actions internationales de secours et de solidarité (voir annexe 3).

La base légale pour l'octroi des subsides et autres subventions ou contributions volontaires par le Ministère des Affaires étrangères est la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2008.



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

Annexe 1: Subsides à des sociétés de bienfaisance ou d'aide sociale luxembourgeoises ou d'autres associations luxembourgeoises poursuivant des buts internationaux ou ayant pour objet de sauvegarder les intérêts nationaux à l'étranger

Nom de la société	Subside en €
ALNU (Association luxembourgeoise pour les Nations Unies)	6.200
Associations des étudiants luxembourgeois (Paris)	700
Edward Steichen Award	5.000
Fraternelle luxembourgeoise (Bruxelles)	2.200
Luxembourg Society (Londres)	1.200
Luxemburger Freundeskreis Rhein-Main	2.200
Amicale des étudiants luxembourgeois (Karlsruhe)	600
Luxembourg American Cultural Society (Wisconsin, États-Unis)	738,06
Total 2008	18 838,06

Annexe 2: Contributions volontaires à des missions de gestion civile ou militaire de crise d'organisations internationales et à des actions internationales à caractère politique ou économique

Greentree Foundation - PBC's Informal Retreat (consolidation de la Paix)	3.395,12
European Institute (Washington)	3.358,18
UNKART - Tribunal Khmer Rouges	50.000,00
O.N.U. - Tribunal Spécial pour le Sierra Leone	30.000,00
Asia - Europe Foundation	200.000,00
Institut Européen d'administration Publique (EUJUST LEX Iraq)	16.260,98
Communauté di Sant'Egidio (consolidation de la paix à Chypre)	30.000,00
OSCE - Bishkek / Afghanistan (customs training facility N°5300290)	100.000,00
Tribunal spécial pour le Liban	36.000,00
UN General Trust Fund (Force de Protection en Iraq)	45.000,00
OSCE - Observateurs militaires en Géorgie (PC décision N°861)	45.000,00
Total:	559.014,28

Annexe 3: Subventions à des institutions et organisations internationales, subventions pour le financement d'actions internationales de secours et de solidarité

Haut Commissariat des N.U. aux droits de l'Homme	110.000,00
Fonds des N.U. (victimes de la torture)	20.000,00
Institut des N.U. pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR)	5.000,00
Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)	20.000,00
Comité européen pour la prévention de la torture (CPT)	15.000,00
The Brooking Institution - Bern Project on Internal Displacement	50.000,00
Conseil de l'Europe - Commissaire aux Droits de l'Homme	35.000,00
Service international des droits de l'Homme	30.000,00
ONU - UN General Trust Fund (UNTF electoral assistance)	25.000,00
SENSE Tribunal - SENSE News Agency	20.000,00
Association pour la prévention de la torture (Afrique)	30.000,00
Norwegian Refugee Council (IDMC)	35.000,00
Save the Children (Roma in Serbia)	30.000,00
UN General Trust Fund - OHCHR	30.000,00
Centre on Housing Rights & Evictions - COHRE in Africa	30.000,00
International Crisis Group (ICG)	20.000,00
OAS - Organisation des États Américains (Caraïbes - droits de l'homme)	45.483,66
OTAN - Kosovo Security Fund	100.000,00
GRIP - Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité	20.000,00
ONU - PNUD (Kosovo - KOSSAC2)	50.000,00

Handicap International Brussels (Landmine Monitor)	15.000,00
ACAT - Action des Chrétiens contre la Torture	25.000,00
ONU - PNUD (60 ^e anniversaire: déclaration universelle des droits de l'Homme)	10.000,00
Haut Commissariat aux droits de l'Homme (60 ^e anniversaire)	40.000,00
Ensemble contre la peine de mort	10.000,00
Conseil de l'Europe - Commissaire aux droits de l'Homme	15.000,00
FEA - Forum for Euro-Atlantic Integration	30.000,00
PBI - Peace Brigades International (Indonésie - droits de l'Homme)	4.500,00
ONU - PNUD Peacebuilding Fund	100.000,00
OSCE - Tadjikistan (projet N°5500165SALW)	15.000,00
UNESCO (30 ^e anniversaire du comité des recommandations)	3.000,00
Défense des enfants	30.000,00
OSCE - Bosnie-Herzégovine (projet 2200175)	25.000,00
Cour Pénale Internationale (violences sexuelles)	20.000,00
Fondation Hirondelle (Radio CTN au Sierra Léone)	45.000,00
Conseil de l'Europe (Azerbaïdjan - projet 2007/ DG2VC/1261)	15.000,00
Internal Displacement Solutions	27.000,00
Autorité palestinienne (aide socio-économique)	100.000,00
Total:	1.249.983,66

rais poser les questions suivantes à Madame le Ministre:

Question 0169 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **subsides accordés**:

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'honorable Député désire avoir un certain nombre d'informations sur les subsides que le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a accordé à diverses associations et organisations en 2008.

Le montant total des subsides alloués en 2008 s'élève à 3.347.949,38 €. L'honorable Député trouvera le détail de ce montant dans les tableaux annexés à la présente. (L'annexe peut être consultée au Greffe de la Chambre des Députés.)

Question 0170 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **subsides accordés**:

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimem-

ci-dessous. Il s'agit de syndicats d'initiative, d'ententes de syndicats d'initiative et des associations sans but lucratif exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national et de communes exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national.

Syndicats d'initiative et associations sans but lucratifs œuvrant en faveur du tourisme: Willibrordus Bauverein

26.000 €

LVI – Lëtzebuerger Vélos-Initiativ

1.490 €

Amis du château de Larochette

551 €

S.I. Wellenstein

480 €

Parc Naturel Germano-Luxembourgeois

11.701 €

Camprilux a.s.b.l.

9.425 €

Luxfestival a.s.b.l.

5.000 €

S.I. Munshausen

7.522 €

Mine de cuivre Stolzembourg

2.383 €

Cercle luxembourgeois de l'Aérostation

6.777 €

Luxembourg Airshow a.s.b.l.

750 €

Amis de la Férie du Genêt a.s.b.l.

1.875 €

Soirées musicales de Bissen a.s.b.l.

250 €

Entente des sociétés Esch-sur-Sûre a.s.b.l.

500 €

Amis du château d'Esch-sur-Sûre a.s.b.l.

1.000 €

Fédération luxembourgeoise du Tennis de Table a.s.b.l.

750 €

Trakteursfrénn Nacher a.s.b.l.

1.250 €

Fraen&Mammen Berdorf a.s.b.l.

500 €

Comités des fêtes Grevenmacher a.s.b.l.

1.875 €

Les amis du Vieux Diekirch a.s.b.l.

375 €

Fit&Flott a.s.b.l.

250 €

Roadrunners a.s.b.l.

750 €

Klenge Maarnicher Festival a.s.b.l.

1.000 €

S.I. Vianden

5.000 €

S.I. Bastendorf

500 €

S.I. Kiischpelt

2.000 €

3) Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

La base légale étant la loi du 21 décembre 2007 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2008. Les subsides ont été imputés aux articles budgétaires 21.0.31.050 et 21.33.010 pour ce qui concerne le département des classes moyennes et aux articles budgétaires 21.1.33.029 et 21.1.43.001 pour ce qui concerne le département du tourisme.

En fonction du type de projet, les critères entrant en ligne de compte pour l'allocation d'un subside étaient notamment les considérations suivantes: la prospection des marchés, l'organisation de congrès, l'établissement des organismes professionnels institués par la loi, la participation à des réunions professionnelles dans le cadre de l'UE, l'aspect touristique d'un projet, son envergure locale, régionale ou nationale, le caractère innovant d'un projet touristique, l'aspect durable d'un projet touristique ou encore la complémentarité par rapport à d'autres projets touristiques existants.

4) Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Le montant global déboursé en 2008 en faveur du «secteur conventionné» se chiffrait pour l'exercice budgétaire 2008 à 9.549.791 €.



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

Le détail des versements s'est fait sur base de conventions établies entre le bénéficiaire et l'Etat luxembourgeois et se présente comme suit:

- Département des classes moyennes:

Participation aux frais de la Chambre des Métiers

3.160.000 €

Participation aux frais de la Chambre de Commerce

1.055.000 €

Participation aux frais de la clc (Confédération luxembourgeoise du commerce) dans le cadre du programme «Promotion du Luxembourg comme pôle du commerce de la Grande Région»

2.500.000 €

- Département du tourisme:

Participation aux frais de l'association de gérance du musée du vin à Ehnen

76.000 €

Participation aux frais de l'Office National du Tourisme

1.913.600 €

Participation aux frais du Musée «A Possen»

55.000 €

Participation aux frais de fonctionnement du Musée National des Mines

100.000 €

Participation aux frais de rémunération de la Schengen a.s.b.l.

35.437 €

Participation aux frais de rémunération du Domaine touristique «A Robbesscheier»

176.422 €

Participation aux frais de rémunération et de fonctionnement de l'Entente touristique du Sud

52.051 €

Participation aux frais de rémunération et de fonctionnement de l'Entente touristique de la Moselle luxembourgeoise

75.895 €

Participation aux frais de rémunération et de fonctionnement de l'Entente des syndicats d'initiative et de tourisme de la Région du Mullerthal - Petite Suisse luxembourgeoise et de la Basse-Sûre et de l'ORT Mullerthal - Petite Suisse luxembourgeoise

149.983 €

Participation aux frais de rémunération et de fonctionnement des ententes touristiques des Ardennes luxembourgeoises (ESILAC, ESIN et ESIMSO), de l'association des guides touristiques des Ardennes luxembourgeoises et de l'ORT - Ardennes luxembourgeoises

200.403 €

des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (24.12.2009) de **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture:**

En réponse à la question de Monsieur le Député Gast Gibéryen concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations au Luxembourg, j'ai l'honneur de vous transmettre les chiffres détaillés relatifs aux subsides accordés par mon Ministère au cours de l'exercice 2008:

1) Le montant global des subsides accordés par mon Ministère en 2008 s'élève à 48.958.488,72 €. Il couvre notamment les conventions et les subventions aux associations et à des projets autant que les dotations des établissements publics relevant des attributions du Ministère de la Culture ou encore des aides à des projets communaux.

2) Le détail des articles budgétaires concernés par le même chiffre est repris en annexe 1. Quant au détail des articles budgétaires reprenant les subsides alloués plus spécialement aux associations, je vous invite à consulter les annexes respectives 2.1 à 2.4.

3) La base légale des subsides accordés est décrite aux pages 11 et 12 du rapport de la Cour des comptes sur les aides financières allouées par le Ministère de la Culture en 2006:

Dans un avis du 13 octobre 1982, la Chambre des comptes a précisé que «les subsides devraient rester réservés aux cas où ils sont alloués à des personnes, des entreprises ou des œuvres dignes d'encouragement à titre purement gratuit, sans contrepartie directe et en dehors de toute obligation légale. Ils n'ont dès lors aucune autre cause juridique que l'intention du ministre ordonnateur d'accorder une aide financière à une personne ou à une activité».

Il existe, à côté de ces subventions ou subsides à caractère facultatif, des subventions dont les conditions d'octroi sont fixées de manière légale, réglementaire, voire conventionnelle. Cette approche est partagée par la Direction du Contrôle Financier (DCF) dans une note du 5 juillet 2005:

«Les concours financiers étatiques peuvent prendre différentes formes. Ils doivent néanmoins tous faire l'objet d'une décision ministérielle incorporée soit dans un arrêté soit dans une convention synallagmatique en fonctionnement de la forme, de la nature de l'aide financière en question et ils sont tous à imputer sur des crédits de code économique 33. Y est donc imputable:

a) Toute contribution financière de l'Etat aux frais relatifs à la réalisation d'un projet culturel par une personne physique ou morale appelée indifféremment subside (...) ou subvention (...). Ces contributions ont en principe un caractère exclusivement bénévole; elles n'ont aucune autre cause juridique que l'intention du Ministre ordonnateur d'accorder un concours financier au profit de la réalisation d'un projet culturel déterminé et les seules obligations en découlant pour le bénéficiaire sont celles prévues par les articles 81 à 83 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie» (chapitre 18 - Contrôle de l'utilisation des concours financiers accordés par l'Etat).

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à

(...)

«L'allocation de subsides fait l'objet d'une décision, d'un arrêté ministériel, qui indique entre autres la nature, les conditions et les modalités des justifications à fournir par les bénéficiaires (cf. art. 81 (3) de la loi modifiée du 8 juin 1999).

b) Toute contribution financière de l'Etat, aux frais relatifs à la réalisation d'un projet culturel par une personne physique ou morale allouée sous forme de participation financière sur base d'une convention ad hoc qui définit l'objet du projet culturel, le budget des recettes et des dépenses du projet, les modalités de versement de la participation ainsi que les procédures de contrôle par les instances compétentes de l'Etat, c'est-à-dire les obligations réciproques des parties.

Les personnes physiques ou morales subventionnées sur base d'une convention stipulant l'allocation de contributions financières annuelles dans le cadre d'un budget global, ne sont pas susceptibles de se voir allouer parallèlement des subsides tels que définis sous a) ci-dessus. Néanmoins, en cas de besoin, des contributions complémentaires peuvent être allouées sur base de la convention existante moyennant avenant préalable.

4) Finalement en ce qui concerne le détail des conventions conclues en 2008 pour un montant total voté de 46.220.654 € entre les associations, organisations et établissements publics et mon Ministère, vous trouverez le détail en annexe 3.

(Les annexes peuvent être consultées au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 0172 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen (ADR)** concernant les **subsides accordés**:

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aime-rais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aime-rais poser les questions suivantes à Madame le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à

- subsides et participations aux frais, payés sur conventions: 979.000,00 €

subsides et participations aux frais, payés hors conventions: 408.335,73 €

2. Le relevé complet (divisé en deux sections) des associations et organisations qui ont bénéficié d'un subside ou d'une participation aux frais figure en annexe.

3. En ce qui concerne les subsides et participations payés hors convention, les critères d'octroi ont été les suivants:

- les activités des associations ou organisations ont dû se faire soit dans l'intérêt général d'une meilleure protection de l'environnement respectivement de la sauvegarde du milieu naturel, soit dans le cadre de l'éducation à l'environnement de jeunes, soit dans le cadre de la sensibilisation de la population;

- les projets de cofinancement d'organisations non gouvernementales ont dû se situer dans le cadre des priorités de la politique gouvernementale en matière de protection de l'environnement humain et naturel et du développement durable, à savoir

a) la sauvegarde de la diversité des espèces faunistiques et/ou floristiques, de la diversité des biotopes terrestres et aquatiques et de la diversité des paysages et des sols et ceci plus particulièrement dans les zones Habitats et Oiseaux, les zones protégées, les parcs naturels,

b) la gestion durable de la forêt privée,

c) la lutte contre le changement climatique et l'effet de serre,

d) l'amélioration de la qualité de l'air,

e) la réduction des déchets,

f) l'utilisation rationnelle et la protection du sol,

g) l'intégration de la dimension environnementale dans l'économie (en particulier les PME/PMI de l'artisanat et du secteur tertiaire), l'agriculture, l'habitat, l'urbanisme;

- les projets de cofinancement ne sont soutenus qu'à titre exceptionnel et ils doivent avoir un effet multiplicateur durable sur le

plan intercommunal, régional ou national, préférence a été donnée à des projets innovateurs respectivement ayant eu un caractère pilote;

- les travaux d'encadrement effectués par des associations dans le cadre de la mise au travail de chômeurs ont dû être réalisés dans le domaine de l'environnement naturel;

- les projets d'investissement ont dû être réalisés par des associations dans l'intérêt de la réduction de la pollution atmosphérique et du bruit.

II. Département de l'aménagement du territoire:

L'aménagement du territoire compte quatre types de subsides respectivement de participations de l'Etat aux frais d'associations/organisations sur base, notamment de conventions:

Participations de l'Etat et subsides	Montant
Parcs naturels - participation à des projets	159.843,30 €
Subsides à d'autres organisations	20.000,00 €
	179.843,30 €
Conventions Montant	
Parcs naturels	722.877,21 €
Secteur établissements publics scientifiques	410.109,08 €
	1.132.986,29 €

La démarche des conventions est volontaire et ne se base pas directement sur une obligation légale, mais sur la mission d'exécuter la loi sur l'aménagement du territoire et la mise en œuvre le Programme Directeur, l'IVL ainsi que le programme gouvernemental.

Détails des participations et des subsides:

A) Participation de l'Etat à des projets des parcs naturels:

L'Etat met à la disposition des deux parcs naturels existants des sommes identifiables en tant que telles dans le budget annuel de l'Etat pour réaliser des projets. Le tableau ci-dessous reprend le détail des projets cofinancés:

Base légale/critères	Montant	Associations/organisations
Parcs naturels - 2008 - participation à des projets		
Projet: «Festival de la Marionnette 2008»	30.000,00 €	Synd. Parc Naturel de la Haute-Sûre Esch/Sûre
Projet: «Amélioration du projet textile»	7.476,80 €	Synd. Parc Naturel de la Haute-Sûre Esch/Sûre
Projet: «Brochure 10 ans PNHS»	14.900,00 €	Synd. Parc Naturel de la Haute-Sûre Esch/Sûre
Projet: «Marketing commun des deux parcs»	2.541,50 €	Synd. Parc Naturel de la Haute-Sûre Esch/Sûre
Projet: «Marque Parc»	5.525,00 €	Synd. Parc Naturel de la Haute-Sûre Esch/Sûre
Projet: «Réseau parcs naturels Grande Région»	10.000,00 €	Synd. Parc Naturel de la Haute-Sûre Esch/Sûre
Projet: «Calendrier des Parcs 2009»	17.000,00 €	Synd. Parc Naturel de la Haute-Sûre Esch/Sûre
Projet: «700 ans Ville de Vianden»	5.000,00 €	Synd. Parc Naturel Our Hosingen
Projet: «Corporate Identity»	17.000,00 €	Synd. Parc Naturel Our Hosingen



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

Projet: «Site internet»	3.000,00 €	Synd. Parc Naturel Our Hosingen
Projet: «Cité de l'image»	12.500,00 €	Synd. Parc Naturel Our Hosingen
Projet: «Folder d'information»	8.000,00 €	Synd. Parc Naturel Our Hosingen
Projet: «Marketing des parcs naturels»	2.500,00 €	Synd. Parc Naturel Our Hosingen
Projet: «1 ^{er} équipement Site Hosingen»	12.500,00 €	Synd. Parc Naturel Our Hosingen
Projet: «Château d'eau Hosingen»	11.900,00 €	Synd. Parc Naturel Our Hosingen
	159.843,30 €	

B) Subsides:

Les subsides au sens strict du terme jouent un rôle minime dans les dépenses de l'Aménagement du territoire et sont accordés pour appuyer des projets œuvrant dans le sens d'un développement territorial durable:

Base légale/critères	Montant	Associations/organisations
Subsides autres organisations - 2008		
Subside pour le projet Sentiers Rouges - 2008	10.000,00 €	CIGL A.s.b.l., Schiffange
Subside - convention avec FHN - projet Interreg «DECOUPATRI»	10.000,00 €	Fondation Hellef fir d'Natur Kockelscheuer
		20.000,00 €

Détails des différentes conventions:

A) Les parcs naturels

La loi du 10 août 1993 donne au Ministre ayant l'aménagement dans ses attributions la tutelle sur les parcs naturels. L'Etat subventionne à raison de 80% des frais de personnel et 50% des frais de fonctionnement des deux Parcs Naturels existants, à savoir le Parc Naturel de la Haute-Sûre et la Parc Naturel de l'Our. Le futur Parc du Müllerthal n'a pas encore généré des dépenses en 2008.

Base légale/critères	Montant	Associations/organisations
Conventions Parcs Naturels - 2008		
Convention PNHS	372.933,96 €	Synd. Parc Naturel de la Haute-Sûre Esch/Sûre
Convention PNO	349.943,25 €	Synd. Parc Naturel Our Hosingen
		722.877,21 €

B) Les travaux scientifiques

Le ministère est l'autorité de gestion du programme européen ESPON (European Spatial Planning Observation Network) respectivement ORATE (Observatoire en Réseau de l'Aménagement du Territoire Européen). Il cofinance le secrétariat, basé à Esch-sur-Alzette, à coté de la participation de l'Union Européenne et des autres Etats membres.

En vue de la diffusion au Grand-Duché des résultats d'ESPON, un Point de Contact a été établi auprès de l'Université.

Il en est de même d'un organe de diffusion de résultats scientifiques concernant la politique urbaine européenne, la CIPU (Cellule d'information des politiques urbaines), cofinancée par les Villes de Luxembourg, d'Esch-sur-Alzette et de la Nordstad, ainsi que d'autres ministères.

Base légale/critères	Montant	Associations/organisations
Conventions Secteur Etablissements publics scientifiques - 2008		
Convention CRPH: assistance technique du programme ESPON	352.000,00 €	Centre de recherche Public Henri Tudor Esch/Alzette
Point de contact national pour le programme ESPON	39.209,08 €	Université du Luxembourg
Convention CIPU	18.900,00 €	Université du Luxembourg
	410.109,08 €	

III. Département des transports:

I. Subsides à des organisations et associations:

organisation bénéficiaire	objet du soutien financier	montant	type de dépense
Sécurité Routière Luxembourg a.s.b.l.	Subsides à des organismes privés œuvrant en matière de sécurité et d'éducation routières	65.000.-	subside régulier à caractère bénévole
Automobile Club Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. (A.V.R.)	id.	4.000.-	id
Association Nationale des Victimes de la Route	id.	4.000.-	id
Erwuesse-bildung (campagne: Autofasten)	id.	400.-	id
Lëtzebuerger Vélos-Initiativ a.s.b.l. (L.V.I.)	id.	500.-	id
Natura a.s.b.l. Kockelscheuer	Subsides aux associations promouvant les transports publics	1.000.-	id
Lëtzebuerger Vélos-Initiativ a.s.b.l.	id.	500.-	id
Aktioun Öffentlechen Transport a.s.b.l. (A.Ö.T.)	id.	1.000.-	id
Groupement des Amis du Rail a.s.b.l. (G.A.R.)	id.	1.000.-	id
Bus 34/1959 a.s.b.l. - Mondorfange (action: Minettstram fréier an haut)	id.	500.-	id

Il est à noter que le Centre de Formation pour Conducteurs S.A. a bénéficié en 2008 d'un subside exceptionnel de 1.100,- EUR dans le cadre de l'initiative en matière de sécurité routière «fit for your bike».

II. L'Etat concourt finalement par le biais de paiements effectués par l'intermédiaire du département des Transports à la réalisation de missions de service public dans le domaine des transports:

La liste portant énumération des articles budgétaires afférents (montants budgétisés) de l'exercice 2008:

libellé	crédit inscrit	dépense 2008
Cours de formation pour les conseillers de sécurité pour les transports par route, par rail ou par voie navigable de marchandises dangereuses: remboursement des frais d'examen à la Chambre de Commerce	4.400.-	4.445.-
Cours de formation pour les chauffeurs professionnels effectuant des transports de matières dangereuses: remboursement des frais à la Chambre de Commerce	99.000.-	93.286.-
Frais liés au contrôle des titres de transport et de l'application des règles tarifaires dans les autobus circulant sur le réseau RGTR. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	328.000.-	142.924.-
Services publics ferroviaires assurés par la S.N. des C.F.L. en exécution de la convention conclue avec l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	120.000.000.-	119.987.802.-
Services publics d'autobus assurés par la S.N. des C.F.L. en exécution de la convention conclue avec l'Etat et quasi-gratuité du transport des jeunes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	13.500.000.-	13.498.725.-
Contributions à la S.N. des C.F.L. conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 28 mars 1997 sur le statut de la S.N. des C.F.L. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	18.419.711.-	18.291.400.-
Compensation des charges de la S.N. des C.F.L. résultant de la normalisation des comptes en ce qui concerne les pensions du personnel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	147.574.895.-	141.476.000.-
Acquisition d'équipements dans l'intérêt de la tarification appliquée sur les réseaux ferroviaire et routier des transports publics. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.670.000.-	930.930.-

art. budg.
23.0.41.000
23.1.41.000
23.2.12.310
23.2.31.020
23.2.31.021
23.2.31.023
23.1.32.001
53.2.51.010

Sans revendiquer l'exhaustivité, voici une énumération de quelques bases légales essentielles se rapportant aux dépenses ci-dessus:

- Arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques;
- Loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics, et ses règlements d'exécution;
- Loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers;
- Loi modifiée du 28 mars 1997 1^o approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946; 2^o approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL); 3^o concernant les interventions financières et la surveillance de l'Etat à l'égard des CFL et 4^o portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;
- Loi modifiée du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare, et ses règlements d'exécution;
- Règlement grand-ducal modifié du 13 octobre 2006 concernant les modalités relatives à l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route et fixant les sanctions des infractions aux dispositions du règlement (CE) N°561/2006 du Parlement et du Conseil du 15 mars 2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route, modifiant les règlements (CEE) N°3821/85 et (CE) N°2135/98 du Conseil et abrogeant le règlement (CEE) N°3820/85 du Conseil et du règlement (CEE) N°3821/85 modifié du Conseil des Communautés Européennes concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route;



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

- Loi du 24 décembre 1999 relative aux conseillers à la sécurité pour le transport par route, par rail et par voie navigable de marchandises dangereuses.

IV. Département des travaux publics:

1. Montant global des subsides accordés en 2008:

50.000 €

Destinataire:

Chambre des Métiers

Base légale et/ou critères: Il s'agit d'un subside pour favoriser les activités intéressant le département des Travaux publics. Les fonds sont utilisés pour financer les activités du Centre des Ressources des Technologies de l'Innovation pour le Bâtiment (CRTI-B), dont le département des Travaux publics, ensemble avec l'Administration des Bâtiments publics et l'Administration des Ponts et Chaussées font partie des partenaires, et qui interviennent dans les domaines comme la normalisation des clauses contractuelles et techniques à la base des marchés publics, la constitution de catalogues d'éléments de construction ou de prestation, l'information et la formation dans le domaine des outils informatiques utilisés dans le domaine de la construction etc.

2. Montant déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes et détail de ces versements

Dans le cadre d'une convention de collaboration entre le département des Travaux publics et le CRP Henri Tudor, pour la participation au projet «Build-IT», la somme de 348.582,25 € a été versée en 2008 au CRP Henri Tudor. Cette somme constitue la part du département des Travaux publics au projet en question.

L'objectif global de Build-IT vise au travers d'un projet d'innovation et de démonstration à définir et de mettre en œuvre une stratégie d'adoption des standards de communication électronique dans le secteur du bâtiment au Grand-Duché de Luxembourg afin d'améliorer la productivité globale du secteur. Pour ce faire, il contribue au développement du CRTI-B par la mise en œuvre progressive de son plan stratégique d'innovation. Le CRTI-B compte ainsi se doter d'une plate-forme de coopération électronique qui lui permettra de tisser un réseau de compétences dans le secteur, tout en diffusant de manière efficace vers ses membres les standards définis au sein de ses groupes de travail.

Question 0173 (5.10.2009) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant les subsides accordés:

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aime-rais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de M. Jeannot Krecké, Ministre de

l'Economie et du Commerce extérieur:

La question parlementaire N°173 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Economie et Commerce extérieur:

Le montant global des subsides que le Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur a accordé en 2008 s'élève à 1.050.500 €. Ce montant est ventilé comme suit:

Bénéficiaire	Montant	Base légale/Critère/Convention
Jeune Chambre économique du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l.	3.500	Promotion de l'esprit d'entreprise Loi budgétaire - article 20.0.32.016
FUSE a.s.b.l.	2.500	Promotion de l'esprit d'entreprise Loi budgétaire - article 20.0.32.016
Luxembourg Business Angles Network a.s.b.l.	7.000	Promotion de l'esprit d'entreprise Loi budgétaire - article 20.0.32.016
Fédération des Jeunes Dirigeants	17.500	Promotion de l'esprit d'entreprise Loi budgétaire - article 20.0.32.016
Jonk Entrepreneuren Luxembourg a.s.b.l.	30.000	Promotion de l'esprit d'entreprise Loi budgétaire - article 20.0.32.016
Chambre des Métiers	35.000	Promotion de l'esprit d'entreprise Loi budgétaire - article 20.0.32.016
Business Initiative a.s.b.l.	75.000	Promotion de l'esprit d'entreprise Loi budgétaire - article 20.0.32.016
Institut National pour le Développement Durable a.s.b.l.	50.000	Promotion des initiatives en matière de responsabilité sociale des entreprises Loi budgétaire - article 20.0.32.012
ULC	830.000	Convention annuelle entre l'Etat et l'ULC qui définit la participation aux frais de fonctionnement de l'ULC Loi budgétaire - article 20.0.33.000
TOTAL	1.050.500	

Question 0174 (5.10.2009) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant les subsides accordés:

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aime-rais poser les questions suivantes à Madame le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Le montant global des subsides et participations aux frais accordés par mon département en 2008 s'élève à 67.917.343,51 €, répartis comme suit:

- subsides et participations aux frais, payés sur conventions:

67.401.314,51 €

- subsides et participations aux frais, payés hors conventions:

516.029,00 €

2. Le relevé complet des associations et organisations qui ont bénéficié d'un subside ou d'une participation aux frais figure en annexe. Le relevé reprend la subdivision sous 1 et fait état du détail et du total des paiements revenant à chaque association ou organisation. Sont également jointes les copies des conventions qui ont été en vigueur en 2008.

3. En ce qui concerne les subsides et participations payés hors convention, les critères d'octroi ont été:

- le lien des activités faisant l'objet de la demande avec le monde scolaire ou parascolaire;

- la valeur pédagogique que les activités apportent à titre de complément à l'offre et l'encaissement scolaire des établissements d'enseignement.

4. Le montant global déboursé en 2008 (voir sous 1) est ventilé en annexe.

(L'annexe peut être consultée au Greffe de la Chambre des Députés.)

selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances:

En 2008, les subsides ont été accordés sur base de la loi du 21 décembre 2007 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2008.

Le Ministère de l'Égalité des Chances a ordonné des subsides pour un montant de 53.970,71 EUR pour participer aux frais de fonctionnement (publications, périodiques, conférences etc.) des associations suivantes:

Action catholique des femmes	8.000 EUR
Association luxembourgeoise des sages-femmes	250 EUR
Carrière	4.000 EUR
Commission diocésaine «Fra an der Kierch»	250 EUR
Fédération des femmes cheffes d'entreprise du Luxembourg	5.000 EUR
Fédération nationale des femmes luxembourgeoises	500 EUR
Femmes au Présent	250 EUR
Foyer de la Femme a.s.b.l.	7.500 EUR
Fraentreff Déifferdeng a.s.b.l.	500 EUR
Gender Haus, service à l'égalité des chances a.s.b.l.	5.000 EUR
Initiativ Liewensufank a.s.b.l.	17.470,71 EUR
Lobby européen des femmes	250 EUR
Mouvement pour l'égalité des chances, MEC a.s.b.l.	4.500 EUR
Mouvement européen du Luxembourg	500 EUR

En 2008, le Ministère de l'Égalité des Chances a conclu des conventions avec des organismes gestionnaires sur base de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique et sur base de la loi du 21 décembre 2007 concernant le budget des recettes et des dé-

penses de l'Etat pour l'exercice 2008.

Le Ministère de l'Égalité des Chances a ordonné un montant de 7.296.727,43 EUR pour participer aux frais de personnel (99,93 postes conventionnés) et de fonctionnement des structures des organismes gestionnaires suivants:

CID-Femmes	293.945,98 EUR
Croix-Rouge luxembourgeoise	221.084,33 EUR
Conseil national des femmes du Luxembourg	409.490,88 EUR
Femmes en détresse a.s.b.l.	2.998.961,72 EUR
Fondation Maison de la Porte Ouverte	2.484.316,09 EUR
Fondation Pro Familia	388.232,99 EUR
Initiativ Liewensufank a.s.b.l.	252.844,56 EUR
Initiativ Rëm Schaffen	79.073,36 EUR
Mouvement luxembourgeois pour le planning familial	147.673,52 EUR
Noémi a.s.b.l.	21.104,00 EUR

Par les conventions conclues entre le Ministère de l'Égalité des Chances, ces organismes gestionnaires gèrent les activités des services suivants:

CID-Femmes a.s.b.l. gère un centre de documentation, de recherche et de rencontre au service de toute personne qui souhaite s'y documenter.

Femmes en détresse a.s.b.l. gère un centre d'accueil classique pour femmes et enfants, le dispensaire Drop-In pour prostitué-e-s.

Le Conseil national des femmes du Luxembourg gère un centre d'accueil classique pour femmes

et enfants, le secrétariat général et le service de promotion d'une politique communale d'égalité des chances entre femmes et hommes.

Femmes en détresse a.s.b.l. gère un centre d'accueil classique pour femmes et enfants, un foyer d'accueil et de dépannage pour filles, un service de logements



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

encadrés, une garderie, deux services d'information et de consultation à Luxembourg et à Ettelbruck, le «Fraentelefon», le service d'assistance aux victimes de violence domestique, le service psychologique pour enfants et adolescents, le centre pour femmes, familles et familles monoparentales, le centre de rencontre pour femmes «Kopplabunz» et le service «Krank Kanner Doheem».

La Fondation Maison de la Porte Ouverte gère quatre centres d'accueil classique pour femmes et enfants, un service de logements encadrés et deux services de consultation à Luxembourg et à Wiltz.

La Fondation Pro Familia gère un centre d'accueil classique pour femmes et enfants, un centre de consultation et un service de logement en milieu ouvert.

L'Initiativ Liewensufank gère quatre services de consultation à Itzig, Grousrous, Dudelange, Belvaux et Betzdorf et le projet «Paternité active dès le début de la vie».

L'Initiativ Rém Schaffen gère trois services de consultation à Luxembourg, Esch/Alzette et Ettelbruck.

Le Mouvement luxembourgeois pour le planning familial gère le service de consultation pour auteurs de violence «Richteraus».

Noémi a.s.b.l. gère un service de logements encadrés.

Au cours de l'année 2008, les centres d'accueil classique pour femmes et enfants, les services de logement encadrés et de logements en milieu ouvert ont hébergé et encadré 386 femmes et 562 enfants.

Les services d'information et de consultation ont encadré 4.772 femmes, 808 familles, 438 hommes et 218 enfants. Ces services ont reçu 26.510 appels téléphoniques.

Par ailleurs, le personnel de ces services a donné des formations sur le thème de la violence domestique et de l'abus sexuel auprès de 73 femmes et 11 hommes, 282 filles et 209 garçons.

Le Drop-In pour prostitué-e-s a été visité 5.035 fois. (74,67% de femmes, 3,63% de personnes transsexuelles et 21,7% d'hommes travestis). Notons pour le Drop-In pour prostitué-e-s qu'une même personne peut être vue plusieurs fois.

Lors des streetworks, le Drop-In a eu des contacts avec 3.980 personnes (87,86% de femmes, 4,92% de personnes transsexuelles et 7,22% d'hommes travestis).

Au cours de l'année 2008, le service a distribué 46.458 préservatifs.

4.099 client-e-s ont consulté le guichet de seringues. 24.825 seringues ont été échangées.

Le Cid-femmes a encadré 483 filles et 171 garçons lors du Girls' Day - Boys' Day. 2.847 livres, CD et partitions ont été empruntés au service. 938 personnes ont visité la bibliothèque. 678 personnes et 379 élèves ont participé aux manifestations culturelles, workshops et formations.

Question 0176 (5.10.2009) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant les subsides accordés:

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aime-rais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:
a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu:

c) Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1. Le montant global des subsides payés par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en 2008 s'élève à 25.650 €.

2. Le détail des montants accordés est le suivant:

Département de l'enseignement supérieur	
Association luxembourgeoise des étudiants en médecine	350 €
Létzebuerger Studenten zu Tréier	350 €
Cercle des étudiants luxembourgeois à Grenoble	350 €
Union nationale des étudiants du Luxembourg	350 €
Association luxembourgeoise des étudiants en psychologie	350 €
Association nationale des étudiants luxembourgeois en droit	350 €
Association des étudiants luxembourgeois à Paris	350 €
Létzebuerger Studenten zu Heidelberg	350 €
Létzebuerger Studenten zu Karlsruhe	350 €
Association des cercles d'étudiants luxembourgeois	9.500 €
Département de la recherche	
Association des jeunes scientifiques	6.500 €
Section des sciences naturelles, Institut grand-ducal	2.000 €
Recherches scientifiques (RSL)	4.500 €

3. Les subsides sont accordés sur demande de l'association ou de l'organisme et ils sont attribués sur base du programme de travail de l'association ou de l'organisme.

4. Le montant global des paiements effectués en 2008 par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur base de conventions s'élève à 2.693.600 €.

Le détail des montants payés est le suivant:

Convention portant sur la participation de l'État aux frais de fonctionnement de la Fondation Biermans-Lapôtre de Paris	67.500 €
Convention entre l'État et l'a.s.b.l. ANEFORE pour la gestion des programmes européens d'apprentissage tout au long de la vie	50.000 €
Convention entre l'État et la Fondation Campus Europae	500.000 €
Convention entre l'État et la Fondation RESTENA	650.000 €
Convention entre l'État et l'Institut universitaire international de Florence (Chaire Pierre Werner)	241.500 €
Convention entre l'État et l'a.s.b.l. «Luxembourg Income Study»	171.600 €
Convention entre l'État et l'a.s.b.l. «Les amis de l'Université du Luxembourg»	50.000 €
Convention entre l'État et l'Institut universitaire international Luxembourg	832.000 €
Convention entre l'État et l'Université de Sheffield (Chaire de Luxembourgeois)	95.000 €
Convention entre l'État et la «Commission for educational exchange between the United States, Belgium and Luxembourg»	36.000 €

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aime-rais poser les questions suivantes à Madame le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

bien en ce qui concerne les sub-sides que les participations financières allouées en 2008.

(L'annexe peut être consultée au Greffe de la Chambre des Députés.)

Question 0177 (5.10.2009) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant les subsides accordés:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:

L'honorable Député désire avoir des renseignements sur les subsides régulièrement accordés en 2008 à diverses associations et organisations par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

En réponse, je voudrais d'abord l'informer que mon département a contracté un accord de parte-



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

nariat pour l'organisation de la réunion européenne des étudiants luxembourgeois (REEL) d'un montant de 500 euros.

En outre, le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative (MFTRA) a subventionné la crèche de la fonction publique avec 373.959,48 euros et la cantine de la Fonction publique avec 724.335,84 euros. Ces subventions sont accordées sur base de deux conventions conclues entre le Gouvernement et la Confédération générale de la Fonction publique respectivement la Confédération générale de la Fonction publique - Services a.s.b.l. et qui faisaient partie intégrante des accords salariaux respectifs.

Pour l'indemnisation des observateurs aux examens administratifs et le recouvrement des frais de bureau, le département de la Fonction publique et de la Réforme administrative a accordé un subside de l'ordre de 37.185 euros à la Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics.

Finalement, le Centre des technologies de l'information de l'Etat a accordé des subventions pour cours informatiques de 17.885 euros à des associations sans but lucratif.

Au total, le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative a accordé des subventions de l'ordre de 1.153.865,32 euros à des associations et organisations pendant l'année 2008.

Question 0180 (5.10.2009) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant les subsides accordés:

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aime-rais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

Pour l'exercice budgétaire 2008, le Ministère de l'Intérieur a accordé des subsides pour un montant global de 509.117 euros. Le détail de ce montant est le suivant:

Subside alloué en 2008

Bénéficiaire	Subside alloué en 2008
Subside à l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue	425.000 EUR
Subvention à la fédération des sapeurs-pompiers dans l'intérêt de la maison du sapeur-pompier à Niederfeulen, de l'organisation de cours d'instruction pour sapeurs-pompiers et du remboursement des pertes de salaires et des frais de déplacement aux élèves des cours d'incendie	55.528 EUR
Subvention à la Caisse de décès des sapeurs-pompiers du Grand-Duché	6.197 EUR
Subvention à la fédération des sapeurs-pompiers du Grand-Duché	10.412 EUR
Subsides aux unités de secours de la protection civile pour l'organisation d'événements d'envergure dans le cadre de la valorisation du bénévolat des services de secours	1.980 EUR
Subside à l'APSEL - Association du Personnel des Stations d'Épuration Luxembourgeoises	1.500 EUR
Subside à l'ALUSEAU - Association Luxembourgeoise des Services d'Eau	800 EUR
Subside au Sub-Aqua-Sport-Dudelange a.s.b.l.	800 EUR
Subside à la Maison de l'Eau de Redange/Attert	2.660 EUR
Subside au CTF - Ligue Luxembourgeoise du Coin de Terre et du Foyer	1.000 EUR
Subside au Mouvement Écologique	2.000 EUR
Subside à l'ALDE - Association luxembourgeoise pour le droit de l'environnement	1.240 EUR

La base légale de ces subsides se trouve dans la loi budgétaire, articles 09.6.31.050, 09.6.33.011, 09.6.33.012, 09.6.33.013, 09.6.33.014 et 09.9.33.000. Par ailleurs, la prise en charge des frais occasionnés par l'École nationale des Sapeurs-Pompiers à Niederfeulen découle de l'article 30 du règlement grand-ducal du 7 mai 1992 portant organisation du service d'incendie et de sauvetage.

En ce qui concerne les critères d'attribution pour les associations et organismes œuvrant dans l'in-

térêt de la protection de l'eau, les subventions sont accordées pour l'organisation de manifestations autour du sujet de l'eau (conférences, sensibilisations, projets, action de nettoyage du lac de la Haute-Sûre, etc.).

Le subside accordé à l'association «Luxembourg Air Rescue» est engagé sur base d'une convention entre l'État du Grand-Duché et l'association susmentionnée. Cette convention a d'ailleurs été renégociée en 2008 et le montant de la subvention a été porté à 515.000 euros.

D'emblée, il y a lieu de noter que dans ses rapports d'activité an-

Question 0181 (5.10.2009) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant les subsides accordés:

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aime-rais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de M. François Biltgen, Ministre de la Justice:

Le montant global des subsides accordés par le Ministère de la Justice en 2008 s'élève à 9.400 euros.

Ces subsides sont parfaitement identifiables puisqu'inscrits aux articles 07.0.33.010, 07.0.33.011 et 07.34.070 de la section 07.0 - Justice du budget des dépenses de l'Etat.

Il en est de même des crédits versés sur une base conventionnelle à l'association «défi-job» à hauteur de 237.014 euros traitant de la participation de l'Etat au financement de projets favorisant la réintégration sociale des détenus (article 07.2.33.000).

Question 0182 (5.10.2009) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant les subsides accordés:

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aime-rais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

D'emblée, il y a lieu de noter que dans ses rapports d'activité an-

uels, le Ministre ayant le logement dans ses attributions, renseigne en détail sur ses collaborations avec des partenaires externes, à savoir l'OekoZenter, Ceps/INSTEAD, Chantiers de la Fraternité Chrétienne, pour ne citer que ces quelques exemples.

Pour répondre aux différentes questions posées par l'honorables Député Gast Gibéryen, il y a lieu de différencier la nature et la finalité des différents versements revenant aux différentes associations et organisations, à savoir:

Agedoc: rue Glesener à Luxembourg 23 logements pour étudiants destinés à la location, projet en cours	602.567,00 €
Caritas: 33, rue Michel Welter à Luxembourg 9 logements destinés à la location projet en cours	157.827,00 €
Kannerheem Itzig: lieu-dit Candela à Itzig 3 logements destinés à la location projet terminé fin 2008	44.156,00 €
Ennerdaach: 101, rue de Hedange à Schiffange 2 logements destinés à la location Projet terminé début 2009	22.535,00 €
	827.085,00 €

2. Subsides accordés en 2008 sur base de l'article budgétaire 51.2.83.000.

Détails:
281,72 € en faveur de E.A.P.N.

1.081,72 € en faveur de l'a.s.b.l. Akut

6.583,33 € en faveur de la Caritas

6.583,33 € en faveur de Ennerdaach

1.081,72 € en faveur de l'U.C.L.

6.583,33 € en faveur de la Wunnengshëllef

5.501,61 € en faveur du Chantiers de la Fraternité Chrétienne

5.501,63 € en faveur de la Stëmm vun der Strooss

5.501,61 € en faveur de Wunnraum fir Stagiairen

41.000,00 €

4. Prise en charge d'une partie des frais pour la fourniture d'un service en conseils et en informations écologiques.

Dans le cadre d'une convention conclu en 2005 entre le département du logement et la Fondation OekoZenter, il a été convenu entre autres que l'Etat prend en charge une partie de la fourniture d'un service en conseils et en informations écologiques dans le domaine du bâtiment. L'agent de la Fondation OekoZenter offre les conseils et informations écologiques en raison de deux après-midi également dans les localités de l'administration communale de la ville d'Esch-sur-Alzette. Au terme de ladite convention, la participation étatique a porté en

À relever qu'une partie de ces subsides est utilisée pour aider financièrement les associations prêtées à participer à la «Semaine nationale du logement» qui, depuis 2005, a lieu annuellement.



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

2008 sur le montant de 27.0000 € à charge de l'article budgétaire 21.2.12.120.

5. Frais d'experts et d'études relatifs à l'Observatoire de l'habitat.

Conscient des enjeux et de la problématique relatifs au logement, le Ministre du Logement a mis en place début 2003 un Observatoire de l'Habitat afin de progresser dans la connaissance du développement du logement et de l'habitat.

Les principaux objectifs de cet Observatoire, prévus par le programme d'action «logement» du Gouvernement, se résument en trois points:

- collecter et traiter des données relatives au logement,
- analyser et interpréter ces données,
- diffuser et publier une information pertinente.

Les travaux de collecte, de traitement et d'analyse des données ont pour principal but de

- connaître quantitativement et qualitativement le parc de logements,
- comprendre les processus de fonctionnement du marché et des interactions sur ce parc,
- prévoir les évolutions de la demande et de l'offre,
- anticiper l'utilisation du sol et de l'espace,
- évaluer les impacts des aides au logement.

La mise en fonction opérationnelle de l'Observatoire de l'Habitat a été réalisée début 2003 par le lancement des premiers travaux (études, analyses et interprétations), notamment grâce à une équipe qualifiée et pluridisciplinaire auprès du Ceps/INSTEAD. Cette équipe, se compose à l'heure actuelle d'un chef de projet, de trois chargés d'études, d'un informaticien, de deux techniciens dont un géomaticien ainsi que de deux assistants.

Sur base de l'article budgétaire 21.2.12.121, le Ceps/INSTEAD a touché en 2008 le montant de 244.976,20 €.

6. Participation au festival des migrations.

Depuis sa création en 1989, le département du logement figure parmi les exposants du «Festival des Migrations, des Cultures et de la Citoyenneté», organisé par le CLAE se déroulant à la LUXEXPO à Luxembourg-Kirchberg, et pour lequel il compte, à l'instar des années précédentes, parmi les sponsors principaux de cette manifestation en 2008.

La dépense à charge de l'exercice budgétaire 2008 (art. 21.2.12.140) a été de 5.500 €.

7. Participation à la «Cellule Nationale d'Information pour la Politique Urbaine».

Entre plusieurs partenaires, dont l'Etat représenté par son Ministre de l'Économie, son Ministre du Logement et son Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et des représentants de la «Nordstad», de la Ville de Luxembourg et de la Ville d'Esch/Alzette, il a été signée en 2007 une convention en vue de créer une plateforme d'échange d'expériences et de connaissances dans le domaine du développement urbain par les acteurs na-

tionaux, dite «Cellule Nationale d'Information pour la Politique Urbaine» (CIPU), ayant une influence directe sur la politique urbaine.

L'éventail de tâches comprend notamment l'assurance:

- du rôle d'interlocuteur principal pour les acteurs nationaux, ainsi qu'internationaux concernant les questions urbaines;
- de l'assistance aux acteurs locaux désireux d'initier ou de participer à des projets subventionnés par l'Union Européenne;
- de l'échange ciblé d'informations, de connaissances et d'expériences dans le domaine de la politique urbaine entre les acteurs nationaux concernés (organisation de conférences, de tables rondes, newsletter...).

Dans le cadre de la prédictive convention, les pôles urbains de développements correspondent aux espaces d'action tel que proposés dans le programme directeur de l'aménagement du territoire à l'exception des espaces d'action situés en milieu rural:

1. Pôle urbain de développement «Centre»: Les espaces à structurer qui correspondent principalement au territoire de la Ville de Luxembourg et à son agglomération urbaine;
 2. Pôle urbain de développement «Sud»: Les espaces à régénérer qui correspondent à la région d'aménagement Sud caractérisée par la zone urbaine du Bassin Minier et par ses communes périphériques;
 3. Pôle urbain de développement «Nord»: Les espaces à développer situés en milieu urbain qui correspondent à la «Nordstadt».
- La charge de l'article 21.2.12.140 était de 10.499,99 euros en 2008.

Résumé:

Participations en capital: 827.000,00 €

Subsides remboursables: 50.000,00 €

Subsides à des associations: 41.000,00 €

Frais pour fournitures d'un Service en conseils et en informations écologiques: 27.000,00 €

Frais d'experts et d'études relatifs à l'Observatoire de l'Habitat: 244.976,20 €

Participation au festival des migrations: 5.500,00 €

Participation à la «Cellule Nationale d'Information pour la Politique urbaine»: 10.499,99 €

1.205.976,19 €

Question 0183 (5.10.2009) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant les subsides accordés:

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aime-rais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?
2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État:

Pour l'exercice budgétaire 2008, le Ministère d'État a accordé des subsides pour un montant global de 673.316.- €.

La base légale de ces subsides est formée par la loi budgétaire.

Le détail de ce montant est le suivant:

Section 00.4 - Gouvernement

00.4.33.010 «Subsides aux organisations professionnelles de la presse»

Conseil de Presse 86.763.- €

Association Luxembourgeoise des Journalistes 4.500.- €

Union Luxembourgeoise des Journalistes 2.200.- €

Total 93.463.- €

00.4.33.013 «Subventions dans l'intérêt de la réalisation d'études et de recherches dans le domaine de la coopération européenne et internationale»

Institut d'Études Internationales et Européennes 440.000.- €

00.4.34.090 «Subsides jugés opportuns par le Gouvernement»

Fondation du Mérite Européen 5.000.- €

Syndicat des cadres des contributions / Centenaire 3.000.- €

Mouvement Européen du Luxembourg 1.600.- €

Total 9.600.- €

Section 00.7 - Cultes

00.7.33.011 «Subsides aux Cultes protestants»

Église protestante du Luxembourg (y compris un subside de 1.364 euros pour l'Église protestante européenne à Luxembourg) 24.320.- €

Communauté protestante d'Esch-sur-Alzette 9.820.- €

English Speaking Church Community à Luxembourg 2.480.- €

Den Danske Folke Kirke à Luxembourg 2.480.- €

Nederlandse Protestantse Gemeenschap 2.480.- €

Indemnités pour services de tiers 3.023.- €

Total 44.603.- €

00.7.33.012 «Subsides au Culte israélite»

Communauté israélite 24.500.- €

00.7.33.013 «Subsides pour activités interconfessionnelles»

5^e International Summer School / LGS Bertrange Groupe Ischy Cuprija 15.000.- €

00.7.33.014 «Subsides au Culte catholique»

Archevêché de Luxembourg 41.150.- €

Section 00.8 – Médias et Communications

00.8.33.012 «Médias et Communications: subsides à des associations»

Colophon International Magazine 4.000.- €

Graffiti a.s.b.l. 1.000.- €

Total 5.000.- €

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale:

Au budget des dépenses de l'État est inscrit à l'article 33.010 sous la section 17.7 Mutualités, Conseil Supérieur de la Mutualité, un crédit de 47.000 euros. Cet article est libellé «Subsides alloués au conseil supérieur de la mutualité chargé de la répartition des subventions aux sociétés de secours mutuels reconnues par l'État, à la caisse médico-chirurgicale mutualiste, ainsi qu'à la fédération nationale de la mutualité luxembourgeoise».

Pour l'exercice 2008, les subsides ont été fixés comme suit:

À la Caisse médico-chirurgicale mutualiste: 5.000 euros

À la Fédération nationale de la mutualité: 20.000 euros, dont 15.000 euros en tant que participation aux frais administratifs.

Aux sociétés de secours mutuels: 22.000 euros

Total: 47.000 euros

Les subsides aux 52 sociétés de secours mutuels sont alloués annuellement selon la clé de répartition suivante: une part fondamentale de 250 € pour chacune des sociétés de secours mutuels et le solde restant est réparti au prorata du total des cotisations perçues et des prestations servies au courant de l'exercice révolu.

En plus, un subside de 3.943 euros a été payé sous la forme d'une cotisation à l'Association luxembourgeoise des organismes de sécurité sociale (ALOSS). Ce montant figure à l'article 17.1.12.300 du budget des dépenses de l'État.

Question 0186 (5.10.2009) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant les subsides accordés:

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aime-rais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

Réponse (18.12.2009) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Par sa question parlementaire N°186 l'honorable Député Gast Gibéryen désire obtenir des précisions sur les subsides alloués et les sommes versées à différentes associations/organisations suite à des conventions existantes.

Voici les chiffres demandés par l'honorable Député:

ad 1): En 2008, le Ministère du Travail et de l'Emploi a accordé des subsides pour un montant total de 212.600 €.

ad 2) et 3): En 2008, un subside de 4.200 € a été accordé aux apprentis et travailleurs méritants ainsi qu'aux organisations œuvrant en faveur de la promotion de l'apprentissage (article 16.0.34.090 du budget des recettes et des dépenses de l'État). 5 apprentis ayant participé au 39^e Mondial des Métiers ont bénéficié au total d'un subside de 2.100 € (3x500 € + 2x300 €). Par ailleurs, l'a.s.b.l. Luxskill a bénéficié d'un subside de 2.100 € dans l'intérêt de la préparation de l'équipe luxembourgeoise aux mondiaux des métiers.

La Chambre du Travail et la Chambre des Employés privés ont bénéficié d'un subside de 125.100 €, respectivement

83.300 € dans l'intérêt de l'organisation de cours de formation professionnelle et ouvrière (article 16.0.41.001). Ces subsides ont été distribués conformément au détail qui figurait au projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État.

ad 4): Le tableau ci-après renseigne sur les montants versés aux associations/organisations sur base d'une convention et à charge du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 2008, l'honorable Député ayant déjà été renseigné par mon prédecesseur sur les sommes versées aux trois grandes initiatives en faveur de l'emploi et à charge du Fonds pour l'emploi.

plus élevés d'emploi de travailleurs au-delà d'un certain âge, objectif toujours valable dans une approche structurelle à long terme. Or, actuellement, pour atténuer les effets de la crise sur l'emploi, la restriction supplémentaire des conditions d'accès à la préretraite n'est pas indiquée pour des raisons sociales.

La réforme de l'ADEM doit amener une meilleure implication du service public de l'emploi lorsque des entreprises nouvelles ou déjà établies ont des plans d'embauche. Une prise en charge plus adaptée aux différentes catégories de demandeurs d'emploi sera mise en place. Les difficultés rencontrées par les «seniors», mais aussi leur contribution au développement des entreprises font l'objet d'une campagne de sensibilisation à laquelle mon Ministère participe activement.

souterraine de qualité potable. Quelque 290 sources et 60 forages sont actuellement exploités à des fins d'eau potable par les fournisseurs d'eau publics (270/40) et par l'industrie (20/20). Bon nombre de prélèvements privés (sources et puits de faible profondeur) échappent cependant à la surveillance des autorités publiques.

Relevons qu'il est impossible que l'Administration de la gestion de l'eau soit tenue au courant en temps réel des modes de fonctionnement des 122 réseaux de distribution luxembourgeois et de leurs multiples ressources d'approvisionnement.

En général, on remarque que la consommation d'eau du secteur industriel diminue, mais qu'en revanche la consommation totale augmente (1.40% par an), un phénomène dû à une forte croissance démographique (1,35% par an sur les quinze dernières années) de la population résidente (490.000 habitants) et de l'augmentation constante de salariés frontaliers (140.000 frontaliers). À moyen terme, la capacité maximale de production d'eau potable des infrastructures publiques répondra aux besoins des consommateurs. De même, les disponibilités de l'eau brute du lac d'Esch-sur-Sûre sont largement suffisantes pour couvrir les demandes en eau potable à long terme du Luxembourg. En effet, la prochaine augmentation de la capacité de traitement du SEBES permettra de satisfaire les demandes supplémentaires en eau potable formulées par l'accroissement de la population estimé entre 560.000 et 605.000 habitants à l'horizon 2024 (la demande totale en eau du pays est estimée entre 130.000 et 140.000 m³/jour en moyenne), à condition toutefois que la création des zones de protection apporte les améliorations escomptées de la qualité des eaux souterraines.

L'Administration de la gestion de l'eau, en collaboration avec les grands fournisseurs d'eau, est en train d'étudier des solutions de recharge de grande envergure à mettre en place au-delà de l'horizon 2024, en l'occurrence la mise en place d'un barrage supplémentaire au lac de la Haute-Sûre, la gestion des ressources en eau souterraine du Grès de Luxembourg (nappe captive), l'étude de la disponibilité des ressources d'eau dans les anciens réseaux de galeries minières et l'exploitation des eaux alluviales de la Moselle près de Remerschen.

En ce qui concerne le déversement des sources d'approvisionnement, il faut savoir que la recharge des nappes phréatiques est fortement influencée par des facteurs environnementaux: les changements environnementaux observés (le changement climatique entre autres, mais également la modification de l'occupation du sol et la dégradation de ce dernier) auront probablement des répercussions sur ce processus et par conséquent sur la disponibilité future en eau souterraine au Luxembourg. En particulier, le réchauffement climatique entraînera forcément une augmentation du taux d'évapotranspiration (évaporation directe due à l'augmentation de la température du sol, transpiration des plantes pendant une période de croissance végétative plus étendue). De surcroît, les modèles climatiques établis pour nos régions

Article budgétaire	Montant et Bénéficiaire	Objet
16.0.33.000	206.281 € CNDS - Comité national de défense sociale / Nei Aarbecht, Helmdange	La dépense est basée sur une convention entre le Gouvernement représenté par son Ministre des Finances et son Ministre du Travail, d'une part, et le Comité national de défense sociale a.s.b.l., d'autre part. D'après cette convention, l'Etat assure les traitements des 3 agents et prend en charge les frais d'acquisition des locaux.
16.0.33.002	90.000 € Mobbing a.s.b.l.	Action de prévention et de lutte contre les traumatismes psycho-sociaux provoqués notamment par toute forme de harcèlement moral ou de stress sur le lieu du travail
16.0.33.013	343.000 € Secrétariat européen commun de la CGTL et du LCGB	Participation aux frais du secrétariat européen des organisations représentatives des travailleurs
16.0.33.016	250.000 € OGB-L et LCGB	Participation aux frais d'information et de consultation des travailleurs effectués par les secrétariats sociaux des organisations des travailleurs

Session ordinaire 2009-2010

Question 0204 (22.10.2009) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant l'**emploi des personnes âgées de plus de 55 ans**:

En 2008, le taux d'emploi des personnes âgées de plus de 55 ans avoisinait les 35%. L'un des taux les plus faibles de toute l'Union européenne. L'actuelle crise financière et économique ne devrait pas changer la donne. Par ailleurs, ce taux extrêmement faible, notamment en comparaison avec d'autres pays de l'Union européenne, est largement en deçà des objectifs de la stratégie de Lisbonne qui tablait sur un taux d'emploi des seniors de 60% au moins en 2010.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, de Monsieur le Ministre de l'Économie et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Le Gouvernement s'est-il déjà penché sur les mesures, prévues dans le cadre de l'accord de coalition, préconisées pour augmenter l'emploi des salariés âgés?

2. Quelle forme concrète pourrait revêtir le dispositif prévoyant des sorties plus flexibles dont il est question dans l'accord de coalition?

3. Comment sera concrètement favorisé le recours à la préretraite?

4. Quid de l'évaluation du système de préretraite? Le Gouvernement s'est-il déjà attelé à ce problème? Dispose-t-il déjà de conclusions? Dans la négative, quand sera-t-il en mesure de se prononcer?

5. L'ADEM est-elle suffisamment attentive aux besoins des seniors?

6. Le Gouvernement inclut-il la question de l'emploi des travailleurs âgés lors de ses prospections économiques destinées à attirer de nouvelles entreprises au Luxembourg? Comment se déroule la collaboration et la coopération entre le Ministère de l'Économie et le Ministère du Travail et de l'Emploi voire l'ADEM?

Réponse commune (18.12.2009) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*, de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Le Gouvernement a fait de l'emploi et de la lutte contre le chômage la priorité de son action dans les mois à venir. C'est dans ce contexte que se situent les nouvelles mesures en faveur de l'emploi des jeunes qui ont été adoptées par la Chambre des Députés et qui sont entrées en vigueur le 23 novembre. C'est dans la même optique que se situe la réforme de l'ADEM. La politique de l'emploi, dans son aspect concernant les travailleurs plus âgés, est à l'ordre du jour des groupes de travail sur la viabilité des systèmes de pension et sur la réforme de la législation concernant les travailleurs incapables d'exercer leur dernier emploi (travailleurs reclassés).

Des actions spécifiques visant l'ensemble des demandeurs d'emploi, dont les autres groupes vulnérables y compris les travailleurs plus âgés, sont en préparation. Il s'agit prioritairement de maintenir les travailleurs dans l'emploi respectivement, pour ceux qui se trouvent au chômage, de leur faciliter le retour à l'emploi.

En ce qui concerne les sorties flexibles de la vie de travail que Monsieur le Député mentionne,

le programme gouvernemental en fait expressément mention. Différentes formules sont à l'étude telles que des modalités de cumul de pensions avec une activité professionnelle partielle, ou encore le cumul entre une indemnité de chômage partielle et un travail partiel, ou encore une simplification de la préretraite progressive. Pour les travailleurs plus âgés, la seule prolongation de l'indemnité de chômage n'est pas suffisante.

La limite d'âge de 55 ans mise en avant dans la question parlementaire est certes un critère statistique employé notamment dans l'évaluation des plans nationaux de réforme de la Stratégie de Lisbonne, mais en fait la prise en charge des travailleurs plus âgés doit commencer beaucoup plus tôt, parfois dès l'âge de 40 ou 45 ans. Cette réflexion vaut tant pour la surveillance de la santé et de la sécurité au travail, des conditions de travail, du bien-être au travail que de la formation continue. Ce sont des clés essentielles pour une augmentation du taux d'emploi des travailleurs plus âgés, de leur maintien dans l'emploi ou de leur réintégration dans l'emploi suite à une période de chômage. Je compte proposer un catalogue de mesures visant notamment cette catégorie de salariés dans les prochains mois.

Il est clair que la crise actuelle, qui entraîne une remontée rapide du chômage, nous oblige de revoir certaines positions et de recourir à des solutions à plus court terme. L'utilisation de la préretraite en est un exemple flagrant.

Le Gouvernement précédent, pour donner suite aux finalités de la Stratégie de l'emploi de l'Union européenne, s'était donné comme objectif d'encadrer plus strictement la préretraite, précisément pour atteindre des taux

de 60% au moins en 2010. Cela n'a pas été atteint. Cependant, l'objectif toujours valable dans une approche structurelle à long terme est de maintenir l'indemnité de chômage partielle et le travail partiel pour les travailleurs plus âgés.

Réponse (18.12.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

La consommation en eau potable distribuée par le réseau public avoisine actuellement 44.000.000 m³ par an (estimation établie sur base des données fournies pour la période 2003-2005 dans le cadre de l'élaboration des dossiers techniques conformément aux dispositions du Règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine), dont 25.000.000 m³ sont captés dans les nappes phréatiques (sources et forages) et 19.000.000 m³ prélevés du lac d'Esch-sur-Sûre (station de traitement des eaux de surface du syndicat suprarégional SEBES).

Il faut néanmoins souligner que ces chiffres ne représentent que des moyennes très générales, par rapport auxquelles on observe de larges variations saisonnières dépendant notamment des conditions climatologiques.

Les 44.000.000 m³/an distribués par le réseau public représentent une valeur globale comprenant les besoins privés de la population résidente de même que ceux des services publics, des secteurs économiques et des travailleurs frontaliers lors de leur séjour au Luxembourg. Parallèlement, l'industrie agro-alimentaire prélève directement 4.000.000 m³ d'eau



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

annoncent une tendance aux pluies subites et abondantes et de courte durée, favorisant l'écoulement de surface. Ces phénomènes se traduisent vraisemblablement par une diminution du potentiel de recharge des nappes profondes et expliquent l'abaissement des nappes constaté depuis une dizaine d'années.

Parallèlement, la majorité des eaux captées dans les eaux souterraines du Grand-Duché de Luxembourg se caractérisent par une dégradation de la qualité microbiologique et/ou chimique due à la présence de nutriments et/ou de substances dangereuses, notamment de pesticides, et ne pourront, pour certaines du moins, éventuellement plus être valorisées pour l'alimentation en eau potable. C'est la raison pour laquelle la création des zones de protection des sources d'approvisionnement est une priorité absolue pour assurer la qualité du service de distribution.

Ainsi, les capacités exploitables identifiées dans le contexte d'une étude en cours sur le Grès de Luxembourg deviennent incertaines pour le long terme. Dès lors, la maîtrise de l'évolution future du coût de l'eau et la durabilité et la sécurité de l'approvisionnement en eau de bonne qualité appelle une politique de préservation à long terme des ressources exploitables. L'Etat et les communes doivent développer dès à présent une approche préventive pour éviter que la dégradation du milieu naturel entraîne une augmentation substantielle du coût du traitement de l'eau (voir la mise en place d'une installation de traitement des pesticides pour les besoins de la Ville d'Ettelbruck, se soldant par un coût supplémentaire de l'ordre de 0,45 € par m³ d'eau produite).

Une amélioration de la qualité des eaux souterraines n'est pas atteinte avant plusieurs années (10 à 15 ans pour certains paramètres) après la mise en place de mesures de protection efficaces. Une nécessité d'action rapide impliquant la volonté de collaboration de tous les secteurs concernés (dont les administrations étatiques et communales et le secteur agricole) est indispensable afin d'obtenir l'amélioration escomptée de la qualité de l'eau.

lité, sous forme de bons d'achat à la section sportive du Aert-Lycée. Dans ce cadre, les responsables du lycée prirent les parents intéressés à soutenir la section sportive de l'école, à leur fournir les données de leurs cartes de fidélité respectivement de leur transmettre leurs données personnelles afin de souscrire à une carte de fidélité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame le Ministre, peut-elle me confirmer les informations susmentionnées? Dans l'affirmative, Madame le Ministre peut-elle m'indiquer si la démarche du Aert-Lycée est conforme aux directives assignées par le Gouvernement aux services d'enseignement public?

- Madame le Ministre, n'estime-t-elle pas si le fait qu'un lycée demande des données personnelles aux parents des élèves afin de les transférer à un centre commercial n'est pas contraire à la législation sur la protection des données?

Réponse (17.12.2009) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Je confirme que le Aert-Lycée entretient un partenariat privilégié avec un centre commercial se situant à proximité du lycée.

Ce centre offre à ses clients une carte de fidélité leur permettant de bénéficier d'une remise de dix pour cent sur chaque achat dans un de ses magasins et il a proposé de fournir deux pour cent des achats effectués par les parents des élèves sous forme de bons d'achat à la section sportive du Aert-Lycée.

Voilà pourquoi la direction du lycée a prié les parents intéressés à soutenir la section sportive de l'école en fournissant à l'école les données de leur carte de fidélité ou les données nécessaires à l'établissement d'une telle carte et en l'autorisant à transmettre ces données au centre commercial.

Il n'y a aucune directive aux services d'enseignement public qui proscrive une telle démarche.

La démarche est conforme à la législation sur la protection des données puisque le transfert des données se fait avec l'autorisation explicite et préalable des parents.

modernes dans le domaine des services de secours?

- Plus précisément, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur sa stratégie à court terme pour la partie septentrionale du pays qui est particulièrement exposée à ces problèmes de par sa situation topographique spécifique?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de centres d'intervention à caractère régional à établir dans la circonscription Nord?

- Le Gouvernement a-t-il déjà retenu un site définitif en vue de la création d'un centre d'intervention régional au niveau de la Nordstad?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons qui ont motivé ce choix?

Réponse (23.12.2009) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

Le programme gouvernemental prévoit que le Ministère de l'Intérieur entamera dans les meilleurs délais et en étroite collaboration avec tous les acteurs concernés, y compris le Syvicol, une réforme en profondeur aboutissant à une organisation unifiée des services de secours luxembourgeois par le biais d'une nouvelle loi portant réorganisation des services de secours.

À cette fin, un groupe d'experts luxembourgeois et étrangers vient d'être chargé avec la mission de faire des propositions dans ce sens. Il est prévu qu'un rapport intermédiaire sera présenté par les experts au 2^e semestre 2010. Le rapport final débouchera sur un plan national «services de secours» qui devra être disponible pour fin 2011. Ce plan national servira de base pour le projet de loi portant réorganisation des services de secours.

L'élaboration du plan national «services de secours» n'empêche pas que certaines mesures peuvent être prises à court terme, afin de garantir le fonctionnement de nos services de secours. Cependant, ces mesures doivent être prises dans le respect de l'esprit de la réforme engagée et elles ne doivent pas conduire à la création de nouvelles situations de fait qui risqueraient de préjudicier les résultats du plan national.

Concernant les mesures à prendre à court terme, on peut citer notamment l'engagement de douze agents professionnels qui seront disponibles à partir du 1^{er} février 2010. Ces agents seront répartis sur cinq centres de secours à vocation régionale et qui disposent de l'encadrement nécessaire pour ces agents. En l'occurrence, il s'agit des centres de secours d'Esch/Alzette (3 postes), de Dudelange (2 postes), d'Ettelbrück (2 postes), de Mertert (2 postes), ainsi que de la Base Nationale de Support de Lintgen (3 postes). Les trois agents affectés à la Base Nationale de Support sont destinés notamment à intervenir de façon temporaire dans les centres de secours qui ne disposent pas d'agents professionnels afin de compenser - dans la mesure du possible - l'indisponibilité des volontaires. Il va sans dire que ces douze postes ne constituent que le début de la semi-professionnalisation des services de secours et que d'autres engagements devront suivre.

Dans le même ordre d'idées, d'autres mesures pourront être prises en cas de nécessité, afin de garantir la continuité des services de secours.

Le nombre de centres de secours à caractère régional à établir sera déterminé en fonction des résultats du plan national «services de secours» et de l'analyse des risques y afférente.

Aucun site définitif en vue de la création d'un centre d'intervention régional au niveau de la Nordstad n'a été retenu à l'heure actuelle. La recherche et le choix d'un tel site incombe en premier lieu aux autorités communales concernées et devront se faire en concertation avec les instances étatiques.

munes concernées par le projet de la nouvelle ligne Luxembourg-Esch/Alzette.

Par la suite, le résultat de cette consultation ensemble avec des études préliminaires sera soumis au Conseil de Gouvernement qui pourra, le cas échéant, prendre une décision quant à la variante à réaliser et l'envergure des mesures compensatoires. Ce n'est qu'à ce moment-là que la SNCFL pourra entamer les études d'un avant-projet détaillé (APD) de cette nouvelle ligne ferroviaire.

La réalisation d'un tel projet d'envergure, ainsi qu'un éventuel échéancier dépend bien évidemment de l'évolution de la situation financière. Je tiens à rappeler que tous les projets d'infrastructures sont actuellement placés sous réserve financière et que le Gouvernement procédera à une priorisation des différents projets d'infrastructures. Dès lors, des dates précises ne peuvent pas être avancées.

Question 0229 (3.11.2009) de M. Marc Spautz (CSV) concernant le plan national cancer:

La France vient de présenter son nouveau plan national «cancer» pour la période 2009-2013. Le plan est articulé sur cinq axes, dont certains, tels que la recherche ou la prévention, sont plutôt traditionnels, tandis que d'autres, comme par exemple la vie pendant et après le cancer, sont assez innovants. Il prévoit 30 mesures et 118 actions.

Parmi les mesures envisagées, on peut noter la volonté du Gouvernement français de renforcer les moyens de la recherche pluridisciplinaire, de caractériser les risques environnementaux, de lutter contre les inégalités d'accès et de recours au dépistage, de personnaliser la prise en charge des malades et de développer une prise en charge sociale du malade pendant et après le cancer.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé,

1. S'il ne pense pas qu'il serait opportun pour le Luxembourg de développer à son tour un plan national aussi ambitieux mettant l'accent non uniquement sur la prévention, mais également sur les efforts à faire en matière de recherche - en s'associant par exemple à d'autres cliniques et sites de recherche en cancérologie - ou encore en anticipant mieux l'évolution démographique de certaines professions afin de s'assurer que le Luxembourg dispose de spécialistes en nombre suffisant garantissant ainsi aux personnes concernées une réelle qualité de soins.

2. S'il n'est pas d'avis, qu'il faudrait également, à l'instar de ce qu'envisagent de faire les Français, mettre l'accent sur la prise en charge «sociale» du patient et de l'accompagner après le cancer en développant des outils adéquats devant leur éviter toute exclusion et discrimination.

Réponse (15.12.2009) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Au programme gouvernemental 2009-2014 mon Ministère s'engage à poursuivre ses efforts pour élaborer un concept national qui repose sur les principes de l'accessibilité à des soins de qualité, sans distinction de revenus, et qui pré suppose donc un financement solidaire du système.

Question 0223 (29.10.2009) de M. Gilles Roth (CSV) concernant un courrier émis par le Aert-Lycée:

Selon mes informations, les responsables de l'Aert-Lycée à Redange viennent d'envoyer aux parents des élèves fréquentant leur établissement un courrier dans lequel ils encouragent les parents à souscrire à une carte de fidélité émise par un centre commercial se situant à proximité du lycée. Apparemment, le Aert-Lycée entretient un partenariat privilégié avec le centre commercial en question puisque les responsables du lycée soulignent dans leur lettre que plusieurs classes y ont déjà effectué des visites respectivement des stages. De plus, il paraît que le centre commercial offre 2% de la somme des achats, effectués par les parents des élèves avec leurs cartes de fidélité.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

Question 0225 (30.10.2009) de M. André Bauler (DP) concernant la réorganisation des services de secours:

Monsieur le Ministre a récemment annoncé qu'il fera élaborer un projet de loi destiné à réorganiser les services de secours. Cette réorganisation sur les plans institutionnel et administratif va de pair avec une réorganisation géographique des services de secours. Le projet en question pourrait être voté par la Chambre des Députés en 2012.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Les réformes projetées n'aboutissent pas à une amélioration rapide de la situation, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la stratégie et les mesures à prendre à court terme afin d'aider les régions les plus touchées par des déficits en matière de ressources humaines et d'infrastructures



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

Le Gouvernement poursuivra la mise en place, en collaboration avec la Caisse Nationale de Santé et avec son soutien financier, un large éventail de mesures de prévention, de dépistage et de détection précoces de certaines maladies, de concert avec les médecins, les professionnels de la santé ainsi qu'avec les autres acteurs du terrain.

Entre autres un plan cancer et la mise en place d'un registre des cancers sont des points forts de ce programme.

Les programmes ayant fait leurs preuves, tels que le programme mammographie pour le dépistage du cancer du sein précoce par mammographies, seront poursuivis.

Un programme de prévention et de dépistage précoce du cancer colorectal sera mis en place comme projet pilote.

Concernant la médecine préventive, la loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la Santé sera réformée, afin de pouvoir répondre aux nouveaux besoins sanitaires, et un Observatoire de la Santé sera créé en vue de fournir, en collaboration avec le Statec, les données épidémiologiques nécessaires pour élaborer des plans nationaux de lutte contre des maladies telles que le cancer, les maladies cardio-vasculaires et le diabète.

Le Gouvernement élaborera une loi-cadre de prévention de la santé tenant compte des spécificités entre hommes et femmes.

En ce qui concerne plus particulièrement le sujet de la recherche en cancérologie, le Gouvernement soutient la recherche en cancérologie réalisée dans deux laboratoires du CRP-Santé (budget annuel de plus de trois millions d'euros), à savoir le laboratoire NorLux de neuro-oncologie (tumeurs cérébrales) et le laboratoire d'hémato-oncologie (cancers du sang). Ces laboratoires travaillent en collaboration pluri-disciplinaire avec les hôpitaux luxembourgeois et avec des partenaires de recherche à l'étranger (notamment l'Université de Bergen en Norvège pour le laboratoire NorLux). Le Gouvernement soutient également un projet de recherche sur le cancer pulmonaire au CRP-Santé en collaboration avec le Partnership for Personalized Medicine à Phoenix, Arizona et le Fred Hutchinson Cancer Research Center à Seattle, Washington (budget d'environ onze millions d'euros sur cinq ans). Il faut enfin noter que l'établissement récent d'une biobank au Luxembourg aidera significativement la recherche en cancérologie.

S'agissant de l'évolution démographique que l'honorable Député voudrait voir anticiper, le fait que les médecins luxembourgeois sont formés à l'étranger rend difficile de piloter la démographie médicale. Toutefois nous pouvons davantage influencer la formation médicale continue, et nous le faisons, par exemple en matière de lutte contre la douleur et de soins palliatifs.

S'agissant de la prise en charge sociale du patient atteint d'un cancer, la loi en matière de soins palliatifs réalise une avancée importante. Certaines associations œuvrant dans ce domaine réalisent un travail d'accompagnement remarquable, notamment la Fondation contre le cancer, Europa Donna, Hëllef fir kribskrank Kanner etc., sans oublier les services sociaux des hôpitaux.

Question 0233 (4.11.2009) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant le contrôle technique périodique des véhicules:

Le 22 octobre, la Cour de Justice des Communautés européennes a condamné la République portugaise pour manquement à l'article 43 CE, c'est-à-dire pour avoir imposé «des restrictions à la liberté d'établissement d'organismes d'autres États membres souhaitant exercer au Portugal l'activité d'inspection de véhicules» (affaire C-438/08).

Au Luxembourg, le contrôle technique périodique des véhicules, tel que prévu par la directive européenne 96/96/CE citée dans l'arrêt ci-dessus, est également confié à une seule société, en l'occurrence la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT).

Voilà qui m'amène à poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. L'arrêt du 22 octobre de la Cour de Justice des Communautés européennes est-il également transposable au Luxembourg? Si oui, le Ministre entend-il agir avant une condamnation éventuelle du Grand-Duché de Luxembourg?

2. Nonobstant l'arrêt ci-dessus, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'en ouvrant le contrôle technique à la concurrence - dans le strict respect des normes de sécurité - les usagers pourraient bénéficier d'un meilleur service et plus particulièrement de temps de passage à une station technique bien plus courts que ceux découlant actuellement de la situation de monopole de la SNCT?

Réponse (11.12.2009) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur une éventuelle incidence sur le Luxembourg d'un arrêt du 22 octobre 2009 de la Cour de Justice des Communautés européennes (affaire C-438-08) condamnant la République portugaise pour manquement à l'article 43 CE en ayant imposé des restrictions à la liberté d'établissement d'organismes d'autres États membres souhaitant exercer au Portugal l'activité d'inspection de véhicules.

En effet, l'arrêt précité du 22 octobre 2009 retient qu'en «imposant des restrictions à la liberté d'établissement d'organismes d'autres États membres souhaitant exercer au Portugal l'activité d'inspection de véhicules, à savoir par la subordination de l'octroi d'autorisations à l'intérêt public, l'exigence d'un capital social minimal de 100.000 euros, la limitation de l'objet social des entreprises et l'imposition de règles d'incompatibilité à leurs associés, gérants et administrateurs, la République portugaise a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 43 CE».

Au Luxembourg, il échet de se référer au paragraphe 3 de l'article 4bis de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques qui autorise le Ministre ayant les transports dans ses attributions à charger de l'exclusivité du contrôle technique des véhicules routiers un ou plusieurs organismes publics ou privés qui doivent être agréés par le Mi-

nistre. Les conditions d'obtention de cet agrément au Luxembourg diffèrent complètement des conditions imposées par la République portugaise condamnée par l'arrêt précité.

À noter que les critères d'agrément portant sur l'organisme de contrôle technique, l'infrastructure et l'équipement du contrôle technique, l'organisation du contrôle technique, le personnel chargé du contrôle technique et l'évaluation, la sanction et la documentation du contrôle technique sont prévus par le règlement grand-ducal modifié du 27 janvier 2001 fixant les modalités de fonctionnement d'un système de contrôle technique des véhicules routiers.

Par conséquent, tout organisme qui se conforme aux prescriptions du règlement grand-ducal du 27 janvier 2001 précité peut être agréé pour effectuer le contrôle technique des véhicules routiers.

En ce qui concerne les délais d'attente aux stations de la SNCT, des problèmes se sont effectivement posés ces derniers temps aux stations de contrôle. C'est pour cette raison que mes services sont actuellement chargés de faire une analyse circonstanciée de la situation avec les responsables de la SNCT afin d'améliorer à l'avenir l'accueil des clients du contrôle technique.

Question 0237 (5.11.2009) de M. André Bauer (DP) concernant la restitution d'impôts:

Depuis quelques mois, l'Administration des Contributions directes applique à la lettre les dispositions du paragraphe 153 de la loi générale des impôts. Ce paragraphe dispose en effet qu'une demande en restitution d'impôts concernant une année d'imposition particulière doit être introduite au plus tard avant le 31 décembre de l'année suivante. Or, jusqu'en 2009 et selon l'usage, l'Administration des Contributions directes appliquait les impositions et les restitutions des impôts sur une période de cinq ans.

Cette marge de tolérance en matière de droits au remboursement profitait surtout aux contribuables qui s'étaient endettés pour acheter ou construire un logement propre en vue de la création d'un foyer familial et qui n'étaient pas nécessairement de fins connaisseurs de la législation fiscale (déductibilité des intérêts payés sur un crédit immobilier).

Cette mesure frappe aussi de jeunes contribuables qui viennent d'accéder à un emploi et qui, jadis, se voyaient rembourser, le cas échéant, les impôts mensuels prélevés parce que leur revenu annuel était inférieur au plafond imposable. Il va sans dire que cette décision a pour conséquence de défavoriser les contribuables peu avertis, dont nombre de jeunes familles et travailleurs.

C'est pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et du Budget:

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer la raison d'être de ce soudain changement d'application?

- À quelle date cette application fut-elle décidée?

- La mesure en question s'applique-t-elle aux impositions de toutes les catégories de revenus au sens de l'article 10 L.I.R. ou seulement aux revenus des contribuables des catégories 4 à 8 de l'article 10 L.I.R.?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait avertir d'urgence les contribuables de cette décision administrative, notamment les particuliers dont le droit au remboursement s'éteint au 31 décembre 2009? Les contribuables touchés par cette nouvelle mesure pour les années d'imposition antérieures à 2008 ne pourraient-ils pas bénéficier d'un recours gracieux ou d'une mesure transitoire d'imposition moyennant un délai supplémentaire pour la remise des déclarations en question?

Réponse (11.12.2009) de M. Luc Frieden, Ministre des Finances:

Les délais à respecter par les contribuables pour la remise des déclarations fiscales sont clairement régis par les dispositions inscrites au paragraphe 167 de la loi générale des impôts.

Pour les personnes physiques, ce délai est fixé au 31 mars de l'année qui suit l'année d'imposition. Sur demande motivée, et suivant le paragraphe 167 alinéa 4 de la loi générale des impôts (AO), ce délai peut être prolongé jusqu'au 30 juin de l'année qui suit l'année d'imposition et ce pour les déclarations fiscales à remettre par les personnes physiques.

En pratique, et afin de remémorer aux contribuables concernés l'oubli de la remise de la déclaration fiscale, des rappels sont envoyés fin septembre de l'année qui suit l'année d'imposition accordant un délai ultime jusqu'à fin octobre. Par ce biais, les contribuables qui n'avaient pas encore l'occasion de remettre leur déclaration fiscale sont encouragés à le faire.

En vertu du paragraphe 153 de la loi générale des impôts (AO), les droits à restitution s'éteignent si la demande en restitution n'a pas été introduite avant la fin de l'année qui suit celle de la surveillance des faits à l'origine du droit.

Ainsi, étant donné que les déclarations pour l'impôt sur le revenu sont envoyées aux contribuables au début du mois de février, ceux-ci disposent en tout de presque onze mois pour l'introduction de leur déclaration d'impôt.

Il est vrai que par le passé certaines différences de traitement ont été constatées dans l'application de cette disposition législative, ce qui a amené le directeur de l'Administration des Contributions directes d'imposer, par une note de service destinée aux services d'imposition, une application uniforme du paragraphe 153 de la loi générale des impôts (AO) à tous les contribuables.

Pour des cas de rigueur, le paragraphe 131 de la loi générale des impôts (AO) prévoit que, sur demande justifiée, le directeur de l'Administration des Contributions directes accordera une remise d'impôt ou même la restitution, dans la mesure où la perception de l'impôt dont la légalité n'est pas contestée, entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable.

Question 0243 (10.11.2009) de M. Jean Colombera (ADR) concernant la grippe A/H1N1 - Vaccination du personnel médical:

An der eischter Phas vun der Impfcampagne géint d'Gripp A/

H1N1 waren nieft de Risikogruppen och d'medezinescht Personal an d'Dokteren opgeruff sech impfen ze loessen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Fro un den Här Minister:

- Kann den Här Minister mer soe wéi vill Dokteren a wéi vill Personne vum medezinesche Personal sech hunn impfe loessen (an absoluten Zuelen)?

Réponse (11.12.2009) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Eng Rei vun Dokteren hu sech an den Impfzentren impfe gelooss, grad esou wéi en Deel vum Gesondheetspersonal, an do ass de Beruff vun de Leit, déi komm sinn, net erhewe ginn. Dofir ass eng prezis Antwort op dem Här Deputierte seng Fro net méig-lech.

D'Gesondheetsberuffler vun de Réseaux d'aide et de soins à domicile zum Beispill sinn an den Impfzentre geimpft ginn.

Dat ass och de Fall fir d'Personal vu véier Etablissements hospitaliers, vun den Etablissements fir den Drëtten Alter, esou wéi fir d'Haiser fir déi handicapéiert Mattbierger, fir d'Crèche fir Klengkanner, esou wéi fir liberal schaffend Gesondheetsberuffler.

An deenen aneren Etablissements hospitaliers ass d'Impfung do op der Plaz durchgefouert ginn:

Hei si 444 Gesondheetsberuffler (Dokteren an déi aner Gesondheetsberuffler zesummen) bis elo geimpft ginn. Dëst entsprécht 13,72% vun deenen an dësen Haiser tätege Gesondheetsberuffler.

Et sinn an deem engen oder anere Spidol nach Impfséancé programméiert an et ginn och nach èmmer Leit do geimpft.

Wat ech awer ka preziséieren ass d'Zuel vun den Dokteren, déi impfen: bis elo sinn 185 Generalisten a 56 Kannerdokteren op onse Lëschen ageschriwwen an et kommen der nach all Dag derbäi.

Question 0249 (11.11.2009) de M. Gilles Roth (CSV) concernant la déductibilité fiscale des frais liés à un cabinet de travail:

Selon mes informations, il paraît que certains bureaux d'imposition ont procédé au niveau des années fiscales 2007 et 2008 à une application divergente des principes régissant la déductibilité fiscale des frais liés à un cabinet de travail à domicile par rapport aux exercices antérieurs dans la mesure où certaines possibilités de déduction antérieurement reconnues n'ont plus été acceptées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre, peut-il me confirmer les informations susmentionnées? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les motifs qui ont amené l'Administration des Contributions directes à se départager de sa pratique administrative antérieure?



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

- Monsieur le Ministre, peut-il me renseigner les règles d'après lesquelles l'Administration des Contributions directes accepte actuellement la déductibilité fiscale des frais liés au cabinet de travail à domicile dans le cadre des frais d'obtention relatifs à un revenu provenant d'une occupation salariée?

- Monsieur le Ministre, peut-il me confirmer s'il est vérifié que ces règles sont appliquées de la même façon par l'ensemble des bureaux d'imposition?

Réponse (16.12.2009) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

En vertu de l'article 105 alinéa 1^{er} de la Loi concernant l'Impôt sur le Revenu (L.I.R.), sont considérées comme frais d'obtention les dépenses faites directement en vue d'acquérir, d'assurer et de conserver les recettes.

En ce qui concerne la déductibilité fiscale des frais liés à un cabinet de travail à domicile, la circulaire du directeur des contributions L.I.R. N°105/2 du 16 mars 1998 apporte des précisions relatives au régime fiscal de certains frais d'obtention. Pour assurer l'application uniforme par tous les services d'imposition de l'Administration des Contributions directes, la note de service du directeur des contributions L.I.R./N.S. N°105/1 du 11 février 2008 fournit des explications supplémentaires.

C'est ainsi que les dépenses relatives à l'entretien d'un cabinet de travail à domicile ne sont à prendre en considération que s'il est établi que le cabinet de travail est utilisé exclusivement ou quasi exclusivement à l'exercice de l'activité professionnelle. Il faut encore que le cabinet de travail se trouve dans une pièce à part. L'affectation partielle d'une pièce privée n'est pas à considérer comme un cabinet de travail. Il va de soi que le cabinet de travail ne doit pas être disproportionné par rapport aux pièces d'habitation restantes.

Les dépenses relatives à l'entretien d'un cabinet de travail à domicile servant à la fois à des fins professionnelles et à des fins privées ne sont pas déductibles en tant que frais d'obtention (principe de l'interdiction de ventilation). À défaut d'une possibilité de séparation facile et nette, les dépenses en rapport avec un bien utilisé dans le cadre du train de vie privé ne peuvent être scindées par voie de taxation sommaire en des dépenses de train de vie non déductibles (article 12 alinéa 1^{er} L.I.R.) et en des frais d'obtention déductibles. Dans ce cas, la dépense intégrale est à considérer comme non déductible.

En cas de doutes quant à l'existence et le besoin d'un cabinet de travail à domicile, le bureau d'imposition compétent procède à une vérification sur place afin de déterminer le cas échéant la possibilité de déductibilité. Le contrôle de l'uniformité en rapport avec les règles établies en ce qui concerne la déductibilité à titre de frais d'obtention des dépenses relatives à l'entretien d'un cabinet de travail à domicile est assuré par la division inspection et organisation du service d'imposition de la direction de l'Administration des Contributions directes.

Question 0254 (12.11.2009) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant l'utilisation du cannabis en médecine:

Da die Erforschung des medizinischen Potentials von Cannabis und einzelner Cannabinoiden erheblich fortgeschritten ist und der medizinische Nutzen von Cannabinoiden bei einer Anzahl von Erkrankungen unbestritten ist, möchte ich den Minister fragen:

1) Wie ist die Haltung des Ministeriums gegenüber dem Gebrauch von Cannabinoiden zu medizinischen Zwecken?

2) Kennt das Ministerium die Studien, die im Bereich der Cannabinoiden durchgeführt wurden?

3) Kennt das Ministerium die IACM (International Association for Cannabinoids in Medicine oder Internationale Arbeitsgemeinschaft für Cannabinoidemedikamente) und wie ist seine Meinung dazu?

Réponse (16.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Mes services ont connaissance des études menées pour certaines pathologies avec les cannabinoïdes. Ils connaissent également la «International Association for Cannabinoids in Medicine», qui est une association internationale qui poursuit le but de faire avancer les connaissances sur les cannabinoïdes, et plus spécialement pour ce qui est de leur potentiel thérapeutique.

Il existe d'ores et déjà des médicaments à base de cannabinoïdes. Cependant aucun des laboratoires produisant ces médicaments n'a à ce jour demandé une autorisation de mise sur le marché au Luxembourg.

Toutefois la loi permet à titre exceptionnel l'importation et la dispensation par le pharmacien d'un médicament non muni d'une autorisation de mise sur le marché au Luxembourg, du moment que le médicament est enregistré dans son pays d'origine et que le médecin établit une ordonnance médicale individuelle pour le traitement d'un malade.

Question 0255 (13.11.2009) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant l'inhalation du gaz contenu dans les recharges de briquets:

Selon une enquête réalisée en 2006 en Suisse sur le comportement des écoliers en matière de santé, un peu plus de 6% des jeunes de 15 ans interrogés avaient déjà snifflé au moins une fois dans leur vie, la moitié d'entre eux environ l'ayant fait à plusieurs reprises.

Il me revient que l'inhalation du gaz contenu dans les recharges de briquets («sniffer») serait de plus en plus pratiquée par les jeunes au Luxembourg ces derniers temps.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Madame et Monsieur le Ministre peuvent-ils confirmer les informations susmentionnées?

- Existent-ils des statistiques sur ce phénomène?

- Quelles initiatives le Gouvernement envisage-t-il afin de remédier à cette situation? Est-ce que des campagnes de sensibilisation sont prévues?

Réponse commune (11.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Dans la typologie des produits psychoactifs, le gaz de briquet (butane volatil) appartient à la classe générique des inhalants volatils incluant, entre autres, certains solvants, colles, vernis et essences.

Une enquête récente, menée par le Centre de Prévention des Toxocomanies (CePT) auprès de médecins, d'enseignants d'école primaire, de services psychologiques d'écoles secondaires et de commissariats de police, fournit une indication de l'état actuel en matière de consommation d'inhalants volatils au pays.

Sur 136 répondants, 87,4% ont déclaré ne jamais avoir été confrontés à des situations d'usage de substances volatiles. Pour les cas rapportés, il s'agissait au total de douze garçons et sept filles. Les auteurs de l'enquête concluent: «Contrairement à la situation alarmante décrite par les médias, les résultats de l'enquête font état d'une occurrence très localisée et isolée de l'abus d'inhalants au Luxembourg».

À titre préventif le CePT a toutefois publié et diffusé une brochure informant sur les produits en question et sur les risques associés à leur consommation.

Au vu des données épidémiologiques et de l'information actuellement disponibles, il n'est pas envisagé de lancer dans l'immédiat une campagne de plus grande envergure. Le phénomène en question, tout comme les autres tendances en matière de consommation de produits psychoactifs seront bien entendu suivis, comme par le passé, avec toute l'attention qu'ils méritent.

Question 0256 (13.11.2009) de **M. Jean-Paul Schaar** (CSV) concernant le mode de financement de la part communale de l'enseignement fondamental:

Les nouvelles lois scolaires réorganisent et élargissent le pool des intervenants dans les écoles fondamentales. Ainsi, sont créées dans les 152 écoles fondamentales du pays des équipes multidisciplinaires ainsi que des commissions d'inclusion scolaire ayant comme mission principale la réussite des élèves. S'y ajoutent des intervenants autres que les enseignants comme par exemple des éducateurs, des pédagogues ou bien des psychologues.

Les communes de leur côté continuent à participer au fonctionnement des écoles en prenant en charge un tiers des rémunérations du personnel enseignant.

Or, ni la nouvelle législation scolaire; ni la circulaire budgétaire du Ministère de l'Intérieur relative à l'élaboration des budgets 2010, n'expliquent clairement si l'Etat, comme par le passé, prend en charge la totalité des frais des intervenants externes et si par conséquent la partie financée par les communes se rapporte exclusivement aux seules rémunérations des enseignants ou bien non. De plus, la répartition des charges dans l'enseignement fon-

damental n'est pas réglée de manière claire. Or, la politique des communes doit se faire en toute connaissance de cause.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de la Grande Région:

- Dans les écoles fondamentales, l'Etat prend-t-il en charge la totalité des frais liés au fonctionnement des équipes multidisciplinaires et des commissions d'inclusion scolaire? Dans le cas contraire, quelle est la répartition des frais en question?

- Chaque commune, prend-elle en charge un tiers des rémunérations des enseignants travaillant dans les écoles situées sur son territoire, donc sur base d'une comptabilité par commune ou bien les communes participent-elles dans leur ensemble aux frais de fonctionnement de l'enseignement fondamental national par le biais d'une retenue globale et non différenciée du fonds communal de dotation financière, indépendamment du personnel en place dans les différentes écoles?

- Au cas où le financement ne se fait pas «par commune», comment l'Etat veille-t-il à ce que les coûts restent maîtrisables et planifiables pour les communes, étant donné que ces dernières ne sont pas directement confrontées aux conséquences financières des engagements du personnel enseignant ou d'intervenants supplémentaires sur leur territoire?

Réponse commune (16.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Les questions posées par l'honorable Député Monsieur Jean-Paul Schaar appellent les réponses suivantes:

D'après l'article 76, premier paragraphe, de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, les rémunérations du personnel des écoles visées à l'article 67 de la même loi sont à charge de l'Etat à l'exception des rémunérations pour les prestations dépassant le cadre du contingent qui sont à charge des communes.

Toujours selon l'article 76, paragraphe 2, 1^{er} alinéa, de la même loi du 6 février 2009, «La dotation annuelle allouée à chaque commune au titre du Fonds communal de dotation financière institué par l'article 38 de la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et dépenses de l'Etat pour l'exercice 1988, est diminuée d'un tiers du coût total des rémunérations du personnel qui lui est attribué dans le cadre du contingent pour assurer l'enseignement de base visé à l'alinéa 2 de l'article 38 (de la loi du 6 février 2009 susmentionnée)».

Des dispositions citées ci-dessus, il résulte que les frais de fonctionnement des équipes multiprofessionnelles ainsi que des commissions d'inclusion scolaires sont à charge exclusive de l'Etat.

Le même article 76 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental stipule en son troisième paragraphe qu'un règlement grand-ducal précisera les modalités d'application des dispositions concernant le paragraphe 2 de l'article mentionné ci-dessus.

Je vous informe qu'un groupe de travail interministériel (Intérieur, Finances, Éducation nationale) a été chargé d'élaborer ces modalités d'application. Les charges salariales de l'enseignement fondamental ne seront pas déduites par une retenue globale et non différenciée du Fonds communal de dotation financière, mais individualisées par commune. Par conséquent la troisième question devient sans objet.

Question 0260 (18.11.2009) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la concurrence déloyale:

Am Kader vun engen Réunioun mam Här Landwirtschaftsminister huet d'Fédération horticole luxembourgeoise sech iwwert déi deloyal Konkurrenz beschwéiert mat däri si duerch Organisatiounen, déi hir Servicer am Kader vun „Mesures en faveur de l'emploi“ ubidden, konfrontéiert ass. Den Här Minister huet doropshin déi betraffe Parteien zum Dialog opgefuerdert.

An désem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi an a wéi engem Mooss kann den Dialog derzou bäidroen eng Léisung fir dése Fall vun deloyaler Konkurrenz ze fannen?

2. Sinn aner Moosname virgessinn, fir d'Konkurrenzfægkeet vun Entreprisen am Verglach mat deenen ugesprochenen Organisatiounen ze verbesseren?

Réponse (16.12.2009) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

Les initiatives pour l'emploi jouent un rôle essentiel dans l'économie solidaire en prenant en charge, pour les réinsérer sur le marché du travail, les chômeurs, souvent de longue durée. Le secteur de l'horticulture, avec en particulier l'entretien des espaces verts publics ou privés, est un des domaines où les initiatives pour l'emploi peuvent se développer. Une grande partie de ces prestations n'était traditionnellement pas couverte par le marché concurrentiel.

Même si des situations de concurrence ne peuvent pas être totalement exclues, il est clair que les activités des initiatives pour l'emploi ne doivent pas compromettre la rentabilité économique d'entreprises horticoles et y menacer des emplois existants. Pour éviter ceci, il faut un dialogue entre les organisations actives dans l'économie solidaire, les entreprises privées et les autorités publiques qui financent en partie ces mesures. L'expérience a montré que ce dialogue peut être particulièrement constructif si les acteurs du secteur concurrentiel s'engagent par exemple, dans les organes d'administration des initiatives locales pour l'emploi. À signaler aussi dans ce contexte la convention cadre signée en 2002 entre la Fédération horticole luxembourgeoise et une initiative pour l'emploi.

Depuis le vote de la loi du 3 mars 2009 contribuant au rétablissement du plein emploi, les entreprises privées peuvent d'ailleurs profiter des mêmes aides aux salaires pour l'encadrement des chômeurs visés par cette loi que les initiatives pour l'emploi existantes, de sorte qu'actuellement on ne peut plus parler de concurrence déloyale.



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

Question 0272 (23.11.2009) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant la formation de la Police grand-ducale:

Le 18 novembre, une fausse alerte a été donnée au Lycée Technique pour Professions Éducatives et Sociales. La police a dû mener une enquête suite à l'annonce présumée d'une jeune femme de vouloir tuer des dizaines d'étudiants du LTPES.

- Il s'est rapidement avéré que cette rumeur était sans fondement. Néanmoins, il n'est pas exclu qu'une telle situation puisse réellement se présenter au Luxembourg. Dans ce contexte, j'aimerais savoir si la Police grand-ducale est préparée à cette éventualité? Monsieur le Ministre peut-il me dire si des unités de la Police grand-ducale ont déjà suivi un entraînement qui leur permet de faire face au risque d'une tuerie folle dans une école ou un autre lieu public qui rassemble un grand nombre de personnes? Sinon, est-ce qu'une formation spéciale est prévue dans le futur?

Réponse (16.12.2009) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

La Police grand-ducale a intégré en août 2008 un plan d'intervention «Amok».

Au courant de 2009, les personnels affectés aux centres d'intervention, aux commissariats de proximité et aux commissariats de proximité et d'intervention ainsi qu'aux unités de police de route ont suivi une formation spécifique en la matière. Des exercices de mise en situation ont été effectués.

Par ailleurs, les unités spéciales de la police ont suivi une formation particulière.

En 2010, les efforts de formation vont être continués.

Question 0284 (30.11.2009) de M. Jean Colombera (ADR) concernant la grippe A/H1N1-Nouveau vaccin:

Le nouveau vaccin contre la grippe A/H1N1 Panenza est maintenant disponible sur le marché luxembourgeois. Ne contenant pas de squalène, ce vaccin

serait moins dangereux que le Pandemrix, et donc recommandable pour la vaccination de femmes enceintes et petits enfants.

Or, le Panenza contient 45 microgrammes de thiomersal, un composé de mercure, contre cinq microgrammes dans le Pandemrix c'est-à-dire neuf fois plus. Il est de notoriété que le mercure est un élément extrêmement toxique pour le système nerveux surtout pour celui des enfants et à plus forte raison des fœtus.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Le Ministre n'est-il pas d'avis que le Panenza, contenant neuf fois plus de mercure, est d'autant plus dangereux que le Pandemrix?

Réponse (11.12.2009) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Pour chaque dose de 0,5 ml de vaccin, le Pandemrix contient 5 ug de thiomersal et le Panenza en contient 45 ug. Le Panenza contient donc en effet neuf fois plus de thiomersal, ou éthylmercure, un composé organique de mercure.

Il faut cependant comprendre qu'il y a un monde de différence entre le mercure inorganique (amalgames dentaires, anciens thermomètres,...), le méthylmercure, issu de la transformation de mercure inorganique par des bactéries et sujet à la bio-accumulation tout au long de la chaîne alimentaire marine (poissons et coquillages) et l'éthylmercure produit par procédé chimique depuis les années 1930 (désinfectant, conservateur de vaccins). Le méthylmercure et l'éthylmercure sont biologiquement aussi différents que le méthanol (antigel) et l'éthanol (alcool).

La toxicité du mercure inorganique et du méthylmercure ont été bien documentées. Ces produits affectent les reins et le système nerveux. Les enfants et les femmes enceintes sont les plus exposés aux risques de toxicité.

Le thiomersal est inclus dans certains vaccins pour ses propriétés anti-infectieuses depuis plus de 70 ans. Il a été retiré des vaccins commercialisés en Europe et de la plupart des vaccins commercialisés aux USA à la fin des années 1990 par principe de pré-

caution, sur base de la crainte que l'éthylmercure s'accumule dans le corps humain comme le méthylmercure, et puisse être à l'origine de certains troubles du développement neurologique comparables à ceux causés par le méthylmercure. Depuis, ces craintes se sont révélées infondées:

1. La demi-vie de l'éthylmercure dans le sang après vaccination chez le nourrisson et l'enfant est estimée à 3,7 jours (contre 44 jours pour le méthylmercure et 120 jours pour le mercure inorganique);

2. Il n'y a pas d'accumulation d'éthylmercure dans le cerveau aux doses utilisées dans les vaccins;

3. Aucune relation de cause à effet n'a pu être établie entre l'administration de vaccins contenant du thiomersal et l'apparition ou l'aggravation de maladies neurologiques ou psychiatriques de l'enfant.

Ainsi, l'OMS, l'Agence Européenne du Médicament (EMEA) et l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé (AFSSAPS) continuent à approuver l'usage de thiomersal dans les vaccins. À noter que la dose de thiomersal contenue dans certains vaccins contre la grippe saisonnière (Fluarix, Influvac, Vaxigrip par exemple) est de 50 ug/dose.

Question 0288 (1.12.2009) de M. Carlo Wagner (DP) concernant la grippe A/H1N1 - Effets secondaires du vaccin:

Il me revient que des effets secondaires se manifestent chez nombre de personnes qui se sont fait vacciner contre la grippe A/H1N1. Certaines des personnes concernées auraient, selon mes informations, même dû être hospitalisées.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, dans combien de cas des effets secondaires ont été constatés chez des personnes vaccinées? De quels effets s'agit-il précisément?

Réponse (11.12.2009) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

L'honorables Parlementaire fait état d'informations selon lesquelles certaines personnes vaccinées contre la grippe A/H1N1 auraient dû être hospitalisées. Je ne puis confirmer ces informations. Mes services n'ont à ce jour pas connaissance d'hospitalisations dues à la vaccination.

Quant aux effets secondaires rapportés, dont la relation causale avec la vaccination reste à être prouvée, je puis renvoyer l'honorables Parlementaire à la réponse exhaustive que je viens de donner à la question parlementaire N°0232 de Monsieur le Député Jean Colombera, relative elle aussi aux effets secondaires des vaccinations (cf. compte rendu N°4/2009-2010).

Je puis cependant encore confirmer à l'honorables Parlementaire que mes services ont à plusieurs reprises demandé aux médecins de surveiller les effets secondaires éventuels des vaccins contre la grippe pandémique A/H1N1 de très près, et de leur signaler tout effet grave et/ou inhabituel.

Aussi, j'aimerais savoir de Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme si la société en cause aura toujours le droit de brasser et de commercialiser de la bière sous le nom de marque Diekirch après la délocalisation de la production à l'étranger?

Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il s'agit d'une appellation d'origine géographique protégée, qui requiert que la bière soit effectivement produite sur le territoire de la ville de Diekirch?

Réponse commune (19.1.2010) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration et de Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

En réponse à la question de l'honorables Député, il y a lieu de noter que le Gouvernement a été informé en dernière minute, et peu de temps avant l'information à la délégation du personnel, de l'intention de la «Brasserie de Luxembourg» de transférer ses activités de production vers la Belgique.

Le dossier est suivi de très près par le Gouvernement et ce en vue d'une éventuelle solution alternative, à savoir une solution industrielle qui vise à préserver la brasserie de Diekirch et ses emplois.

Dès lors, il est tout à fait prémature de se prononcer sur la négociation d'un éventuel plan social.

En ce qui concerne la seconde partie de la question parlementaire urgente, laquelle est adressée au Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, il y a lieu tout d'abord de rappeler qu'actuellement l'Union européenne dispose de trois systèmes pour promouvoir et protéger les désignations des produits agricoles et denrées alimentaires de qualité. Ces trois systèmes sont les suivants: AOP (appellation d'origine protégée), IGP (indication géographique protégée) et STG (spécialité traditionnelle garantie).

Après vérification dans la base de données européenne DOOR (base de données sur l'origine et l'enregistrement), il appert qu'aucun produit brassicole luxembourgeois n'a été enregistré sous un des trois systèmes existants.

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes, législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

www.chd.lu